

Les Temps Modernes

11^e année REVUE MENSUELLE n° 117

DIRECTEUR : JEAN-PAUL SARTRE

Septembre 1955

MIGUEL ANGEL ASTURIAS. — Le Pape vert (I).

ANDRÉ DU BOUCHET. — Sol de la montagne.

HENRI GUILLEMIN. — Les origines de la Commune :
Paris, août 1870 (fin).

JEAN-PAUL SARTRE. — Nekrassov (fin).

TÉMOIGNAGES

JUAN LISCANO. — Scènes de la répression au Vénézuéla.

JEAN REVERZY. — Le médecin et l'argent.

CHRONIQUES

PIERRE FRANCASTEL — A propos de la peinture égyptienne :
vision, symbole et figuration.

NOTES

— *Les Livres.* ELENA DE LA SOUCHÈRE : « Chansons cubaines », de Nicolas Guillen.

— *Le Cinéma.* RAYMOND BORDE : « Les Cinq de la rue Barska », d'Alexandre Ford; — « Le démon des eaux troubles », de Samuel Fuller; — « Destination Gobi », de Robert Wise.

— *Correspondance.* A propos de « La Sécession des généraux » : une lettre de Mme Marie Bazaine.



Rédaction, administration : 30, rue de l'Université, Paris

Les Temps Modernes

revue mensuelle
paraît le premier du mois sur 192 pages

Directeur :
JEAN-PAUL SARTRE

Comité de Rédaction :
JEAN CAU - CLAUDE LANZMANN - MARCEL PÉJU
Secrétaire général : MARCEL PÉJU

La Revue n'est pas responsable des manuscrits
qui lui sont adressés

La Revue n'accepte les manuscrits ni des condamnés à mort
pour fait de collaboration ni des indignes nationaux

La rédaction reçoit le mercredi, après-midi sur rendez-vous

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

30, rue de l'Université, Paris-7^e - Tél. BABylone 17-90

PRIX DE VENTE AU NUMÉRO

France : 200 fr.

TARIF D'ABONNEMENT

	SIX MOIS	UN AN
France et Union Française	1.100 fr.	2.100 fr.
Étranger	1.300 fr.	2.500 fr.

Les abonnements peuvent se régler par chèque bancaire,
mandat-carte, mandat-poste, chèque postal (compte Paris 6999-04)

POUR TOUT CHANGEMENT D'ADRESSE
Envoyer la dernière bande et joindre la somme de 20 fr.

Les Temps Modernes

LE PAPE VERT

I

Il passa la tête hors de l'écoutille. Qui donc allait reconnaître Geo Maker Thompson ? Une clarté de luciole humide l'éclairait de bas en haut. Qui donc allait le reconnaître ainsi, la face barbouillée de noir jusqu'à la gorge, de longues varices vitreuses de sueur sur le front beurré d'huile de machine, et les oreilles frottées au rouge dans la graisse ? La faible lueur de la lampe qu'il avait à ses pieds, grim pant par les épines de sa barbe jusqu'à ses paupières, dessinait les puits noirs de ses yeux, son front d'ombre et l'arête de son nez.

Il passa la tête hors de l'écoutille. Et sa chevelure fut toute de fumée, fumée rougeâtre, fumée de charbon avec des étincelles de braise luisant dans l'obscurité de la nuit chaude. Il ne vit rien. Mais il avait mis les narines hors du réduit de la chaudière, empestant l'odeur de planches pourries, de fer rouillé rongé de sel, et de vapeur d'eau. Respirer... Respirer, en plongeant les narines dans les poumons du vent qui rythmait à toute volée la poussée des vagues, moutons à la queue d'écume.

Lorsqu'il se dressa, les reins rompus, anxieux de respirer, de voir, de mettre sa tête à l'air, la maîtresse-clé, la pièce d'ultime nécessité de la carcasse de chaudière tomba à ses pieds, sur le plancher. Le coup fit clignoter la clarté qui illuminait d'en bas son visage impavide, maintenant éclairé par les feux de bâbord, larmoyants, suintants, aspergés par les renous.

Sa tête émergea quelques minutes avant que ne s'immobi-

lisât le petit vapeur, battu à grandes peignées de pluie, durant des heures et des heures, plus d'heures que ne marquaient les montres des passagers. Tandis que la nuit s'abat-tait sur le vernis déchiré de la mer Caraïbe, le temps s'était arrêté, dans l'attente d'une chose qui durerait la fraction de seconde d'un battement de paupière, d'une chose qui ne serait plus de son royaume mais de celui de l'éternité. Le temps s'arrêta de telle sorte que personne ne croyait plus voir le lever du jour, quand pointa la première nuance de l'aube. La clarté survint soudain, par surprise, par miracle, à l'instant où le petit vapeur entraît dans les eaux tranquilles de la baie, à l'instant où il fit face au demi cercle des forêts de la côte endormie, laissant en arrière le martellement des vagues sur la pointe de Manabique et les montagnes d'écume où il s'était perdu comme dans la chevelure d'une comète.

Sous son écorce de suie, de sueur et de graisse, le visage blanc au large front de Maker Thompson, avec ses longs yeux châains, sa barbe cuivrée de jeune loup de mer et ses dents régulières, un peu courtes, aux gencives sanguines, reçut comme un gros lot de loterie, la claire fraîcheur d'une étendue de lieues et de lieues d'aube et d'eau de mer, tandis que les passagers livides, meurtris, portant sur leurs vêtements les stigmates de la nuit la plus terrible de leur pauvre vie, commençaient à apercevoir, à distance, dans l'anxiété d'arriver, d'atteindre la fin de cette nuit de draps de nickel mou, les palmiers et les édifices du port, profilés, aériens, sur un fond de ciel couleur de coing.

Passagers !

On eût plutôt dit des naufragés. Cette traversée de nuit se terminait toujours en semi-naufrage. Au cours de ce voyage, la tempête et l'avarie du moteur avaient rendu la nuit éternelle.

Les trente hommes qui étaient à bord du petit vapeur agonisèrent plusieurs fois. L'abîme, dégoûté de leurs blasphèmes, les crachait, pour les avaler de nouveau, résidus de tant de résidus amoncelés aux abords du canal de Panama. Et leurs malédictions creusaient une mer plus profonde.

L'embarcation fulgurait d'or, boîte d'allumettes enflammée à chaque éclair. Les ratées de la machine affaiblissaient le navire, le laissaient à la merci des vagues, tantôt

balayé vers l'océan par la pluie, tantôt rejeté comme une coquille vers la côte retentissante du fracas du tonnerre.

Les instants où le navire se cabrait, où s'affaiblissait l'impulsion de la machine, ceux où un faible mouvement de reprise du moteur amorçait une marche plus régulière, faisaient succéder l'espoir au désespoir. Mais le désespoir était chaque fois plus profond, parce que chaque fois le navire restait plus longtemps exposé aux éléments déchaînés, furieux, tandis que tout l'espoir d'échapper aux gros temps résidait dans la barre, aux mains d'un timonnier « trujillano »¹ qui sauva le navire presque par instinct.

Les passagers, avant de sauter sur le débarcadère, distribuaient des pièces de monnaie et des bijoux au « trujillano ». Ils lui serraient la main et lui disaient mille fois : « Merci, merci beaucoup ». En revanche ils regardaient avec rancune le propriétaire du petit vapeur, Geo Maker Thompson qui, à la fin, avait dû remplacer le mécanicien.

— L'animal ! disaient-ils entre haut et bas, il aurait bien pu nous avertir que la chaudière marchait mal, ou ne pas sortir de nuit, ou retarder le départ à cause du mauvais temps.

Ceux qui avaient souffert du mal de mer descendaient à quatre pattes, plus mal en point que des ivrognes. Les autres étaient affectés d'un tremblement nerveux qui les laissait sur la terre ferme incertains et vacillants.

— Gringo² sans conscience.

— Moi, je le rosserais avec plaisir.

— Ambitieux ! Exposer notre vie pour quelques pesos.

Seule la déroute physique qu'ils ressentaient après ce voyage-naufnage, et la crainte d'un trou de plomb brûlant dans la peau, les retenaient de lui demander raison d'homme à homme. Tandis qu'ils débarquaient, Maker Thompson tripotait la paire de pistolets qui jamais ne le quittait, un de chaque côté, pour garder l'équilibre en terrain glissant.

Il envoya le « trujillano » à la recherche d'une certaine personne qu'il espérait trouver au port. Resté seul — le

1. Habitant de la ville de Trujillo (Honduras).

2. Mot qui, dans les pays de l'Amérique Latine, est employé pour désigner de façon péjorative les Américains du Nord.

mécanicien et les mousses avaient déserté sans attendre la paye — il lança un grand coup de pied à la machine. Le mal n'entre pas seulement dans les hommes et les animaux : il se loge aussi dans les machines. Après le coup de pied vint la cajolerie. Il lui demandait affectueusement où elle avait mal, comme si elle le comprenait. En essayant de la mettre en marche, il l'incitait à se plaindre, d'une autre façon qu'avec ce petit jet de vapeur drue qui ne voulait rien dire. En vain les coups de pied, en vain la cajolerie. Au point de démarrage, elle s'arrêtait mystérieusement. Il ajusta, polit, souffla, lima... Et toujours le même petit sifflement... Fatigué, il s'allongea pour dormir. Un Turc devait venir après la sieste. Il était intéressé par le navire. Mais qui donc, pour fou qu'il soit, allait acheter un navire en cet état, tout détraqué ? Mauvaise affaire de le vendre, disait le « trujillano ». Mais plus mauvaise affaire encore de rester embarqué — ah ! oui, embarqué — à bord d'une coquille de noix démantibulée. Que le sort décide. Le « trujillano » va revenir d'un moment à l'autre, pour dire s'il a trouvé cette personne... Si le Turc arrive avant lui, et si la machine est disposée à marcher, je conclus l'affaire. Et si elle ne marche pas... Que le sort décide au mieux. Les squales menaient leur ballet circulaire dans le cornet de mer tapi sous le débarcadère. Qui donc jouait ainsi, devant les yeux de Maker Thompson, avec ces immenses dèd d'ombre ? Si cette personne venait, et si le petit vapeur était vendu, eh bien ! oui, il serait planteur de bananes. Si la personne ne venait pas, si le Turc ne concluait pas l'affaire, il resterait écumeur de mer.

Du haut du quai, quelqu'un demandait l'heure du voyage de retour. Il répondit qu'il n'en savait rien.

— La machine marche mal, dit-il, comme s'il s'adressait aux squales ou aux piliers goudronnés qui maintenaient l'interlocuteur juché sur le môle.

Le « trujillano » descendit. On vit ses pieds, ses genoux, son pagne, les pans de sa chemise, ses manches, ses épaules, puis la tête enfoncée dans un chapeau de hilama³. Il apportait une lettre. Geo n'eut pas le temps de la lire. Il la

3. Paille fine employée en Amérique Centrale à la fabrication des chapeaux.

parcourut rapidement du regard. On entendait déjà la grosse voix du Turc. Il venait en compagnie d'autres individus.

— Qu'est-ce qui arrive à la machine ? demanda-t-il en anglais.

— Je ne sais pas exactement.

— Dans ce cas, il vaut mieux que mes mécaniciens l'examinent. De toute façon, c'est affaire conclue. Ce soir, je vous remettrai l'argent. Nous partirons vers le Sud au petit jour.

— Eh bien ! « trujillano », il faut sortir nos affaires...

— Quelqu'un viendra te sortir, toi, de ta barque, marmottait le « trujillano » tout en réunissant hamacs et escopettes, peaux de cerfs et valises de vêtements, lampes et moustiquaires, pipes et cartes, livres et bouteilles...

Un dernier soleil piquait de petits plombs de feu la baie d'Amatique. La brise sifflait sur les palmiers grillés, comme sur une braise qu'elle eût voulu éteindre. Etoiles, fanaux jaunes, côte d'ombre noire flottant sur la mer verte... Interminable déclin du jour qui n'arrive pas à finir... Des promeneurs sur la jetée... Des nègres, des blancs... Comme les blancs semblent étranges dans la nuit. Aussi étranges que les nègres en plein midi. Des nègres de Belize, de Livingstone, de la Nouvelle Orléans ? Des métis insignifiants aux yeux de poissons ; mi-indiens, mi-ladinos⁴, des « zambos »⁵ au fond de teint chargé, des mulâtres licenciés, des asiatiques avec leurs nattes, et des blancs échappés à l'enfer de Panama.

Le Turc le paya en trébuchantes monnaies d'argent et d'or. On signa les papiers du transfert du navire. Et au petit matin, le vapeur s'en fut, sans passagers cette fois, vers le Sud d'où l'avait amené Maker Thompson.

A cette même heure, celui-ci, dans un ranch, étendu sur un hamac, sans sommeil, sans chaleur, sans lumière, entendait le ciel s'abattre sur le sol en trombes torrentielles. Il se tenait prêt à mettre en œuvre les instructions contenues dans la lettre que son lieutenant lui avait apportée.

Susurrant entre les palmiers qui, dans le petit matin de

4. Le mot *ladino*, qui, en espagnol, signifie : astucieux, s'emploie en Amérique centrale pour désigner tous les habitants d'origine non indienne,

5. Métis de Nègres et d'Indiens.

pluie, suintaient comme de vieux parapluies, l'air frais adoucissait le lever d'un soleil de feu blanc, dont la croissance projetait un miroir de mercure sur l'étendue liquide de la baie, superficielle aux yeux des hirondelles, des hérons, des mouettes au vol rasant, et profonde au regard de zénith des éperviers, des vautours des Antilles, des rapaces à la tête rouge.

Le sort avait décidé : il serait planteur de bananes. Il dévora à belles dents un petit déjeuner d'œufs de tortue, de café brûlant et de tranches grillées d'un fruit à la saveur de pain, présents de son lieutenant, le « trujillano » navigateur des mers creusées dans les côtes du centre-paradis-américain. Ainsi appelait-il les côtes d'Amérique Centrale, où il avait coutume de faire le trafic du sucre et de la salsepareille, de l'acajou et de l'or, des femmes, des perles, de l'écaille... Il n'avait accepté, à aucun prix, d'accompagner Maker Thompson au-delà de la frange côtière.

Non et non. La forêt et le marécage emprisonnent. La pluie brûle. La pluie qui, sauf en mars et avril, tombe sans cesse, l'année entière, jour après jour... Il est moins risqué d'être apprenti-pirate que de s'approprier des terres, qui pourraient bien avoir un maître. Qui sait ? La bonne affaire serait d'acheter une embarcation de plus gros tonnage, et de faire le libre commerce des cuirs et des armes, du chicle⁶ et des peaux de lézards. Mais qu'il ne soit pas question de végéter comme un crapaud, dans sa boue et sa paresse.

— Tant qu'à se faire défricheur de terres, mieux vaut aller dans mon pays, — disait le « trujillano ». Là-bas, même les canards sauvages me connaissent. Et après tout, le tabac aussi est un produit. Dirait-on pas qu'il n'y a rien d'autre au monde que la banane. Si je me mettais à planter, je sèmerais le tabac et la canne à sucre.

Et il porta au bord de ses dents maculées de diarrhée de nicotine, un Havane de choix que venait de lui offrir Maker Thompson. Les yeux de celui-ci naviguaient dans la fumée — lui aussi avait un cigare — dilatés, sans paupières, fixés sur la vision d'un monde où les forts se partageaient les terres et les hommes.

6. Racine du sapotier, qui sert à préparer le chewing-gum.

— Je préfère une pirogue que la meilleure plantation de bananes. Et pour m'établir à mon compte, j'ai déjà en vue une cinquantaine de charges de riz criblé. Heureusement que le Turc ne l'a pas su, et qu'un compagnon arrive aujourd'hui ou demain, sur un voilier.

Et après un long soupir :

— Parfaitement, sur un voilier.

Le « Yankee » ne soufflait mot. De longues langues de sueur lui léchaient le dos. Il offrit en or la valeur des cinquantes charges de riz, une escopette, du linge... Il proposa de partager les bénéfices des plantations de bananes, quand il y aurait des bénéfices. Tout ce que voudrait le « trujillano », pourvu qu'il le suive à terre.

— Il y a beau temps que je manipulerai de l'argent, beaucoup d'argent, si j'avais accepté de m'enraciner en terre. Je cours les mers depuis la tendre enfance. Je ne quitterai pas la mer. L'eau sera ma dernière étape.

Geo Maker Thompson, habitué à compter sur le « trujillano » comme sur lui-même, était déchiré par cette séparation. Il l'avait rencontré à Puerto-Limon, et ils s'étaient associés. Ils se livraient tous deux au même trafic. Ils procuraient aux malheureux, Italiens et Espagnols, qui travaillaient à la construction du canal de Panama, le moyen de s'évader, de ne pas laisser leurs os sur les voies ferrées en construction, déjà blanches de squelettes, de ne pas attendre le moment où, apprivoisés par la faim, ils accepteraient un salaire réduit...

Il l'avait rencontré à Puerto-Limon. Il s'amusa à le voir forniquer, tout vêtu, le chapeau enfoncé sur les oreilles. On eut dit un épouvantail à moineaux sur la femelle nue. Le « trujillano » ne s'émut pas lorsque le « Yankee » souleva le rideau de paille qui masquait la porte. — Qui sait d'où vient cette blanche tête de céruse, et ce qu'elle cherche ? — Il ferma les yeux bien fort, et continua à œuvrer, sur la femelle, cloué et cousu... Cloué et cousu. Il n'avait pas été pour rien apprenti savetier.

Maker Thompson cherchait un homme à sa mesure pour le seconder sur mer. Il trouva un véritable amphibie, si semblable à lui, si indentifié à sa personne, que, maintenant, à l'heure de la séparation, il avait l'impression d'abandonner

quelque chose de lui-même, son autre moi, la moitié de son corps, une partie de lui-même...

Oui, il laissait dans le corps du « trujillano » la partie de lui-même qui poursuivrait, libre, sur les mers, la pêche des perles et des éponges au large des Cayos de Belize, le sauvetage des manœuvres qui fuyaient l'enfer de Panama, et la contrebande des armes, douces au toucher des hors-la-loi et des rebelles qui hantaient ces parages... Il laissait dans le corps de son serviteur un peu de la Jamaïque, un peu de Cuba, des Iles de la Baie... Rhum, rumeur de poudre, fesses de femmes, tambour, banjos, maracas⁷, seins, tatouages, danses...

Il laissait aux mains de son serviteur le gouvernail, aussi ferme que lorsqu'ils doubleraient le cap des Trois Pointes. Et il emmenait vers l'intérieur l'incarnation du Pape Vert, planteur de bananes, seigneur de chèque et de couteau, navigateur en sueur humaine.

Sur l'ardoise de cobalt pointa comme un jour levant un navire dessiné à la craie. Sa blancheur de plâtre tranchait sur le môle obscur et sur les Nègres endimanchés du bord. Sa ligne brisait le profil trapu des docks, du bureau d'administration maritime, des ranchs aux toits de paille, épars, comme des insectes géants, au long des terres basses, marécageuses, de l'agglomération la plus clairsemée de la côte. Parmi les passagers, se trouvait la personne qu'attendait Geo Maker Thompson.

Tout en blanc, costume, souliers et casque, il salua du gaillard d'avant, la main rigide au bout d'un bras constitué, eut-on dit, des pièces d'un jeu mécanique. Il tenait, de l'autre main, une pélerine, un parapluie et un gros cartable.

A la suite des autorités, Maker Thompson put monter à bord, à la rencontre du passager, qui s'avança vers lui, en tendant la main gauche. L'appareil du bras droit, terminé par une main de caoutchouc, maintenait le cartable sous l'aisselle, la pélerine et le bec du parapluie sur l'avant-bras.

— Vous êtes Mr. Kind ?

— Et vous Mr. Maker Thompson ?

Ils descendirent, suivis des bagages, malles et valises, char-

7. Instrument de musique des tropiques.

gées sur les épaules des porteurs de couleur, qui riaient, et marchaient à grands pas, pour rester toujours sur les talons des membres du cortège. Pour les nègres de ces parages déserts, là où se trouvaient plus d'une personne il y avait cortège ; plus de trois : chœur de figurants ; plus de quatre : procession ; plus de cinq : armée.

La demeure de Maker Thompson, de petite dimension, fut remplie, en un clin d'œil par les bagages du voyageur, dont la main de caoutchouc, lorsqu'il posa sur une chaise la pèlerine qui la dissimulait, causa une telle surprise aux noirs, qu'il fallut les menacer pour qu'ils se retirassent. Le plus osé s'enhardit jusqu'à la toucher, et se mit à tourner sur lui-même, comme s'il dévidait un écheveau de liens fixé à ses deux pieds. Il serait encore là si la pointe du soulier de Maker Thompson ne l'avait arrêté d'un seul coup.

Ce qui caractérisait Jinger Kind, le nouveau venu, était le contraste entre ce peu de chose qu'il était physiquement — il remplissait à peine ses vêtements — et le fait de représenter la plus puissante entreprise bananière du Caraïbe. Ses cheveux gris, ses lèvres minces, sa touffe de petite moustache d'anchois, ses yeux couleur de dès jaunâtres, aux angles arrondis d'avoir tant roulés, montrant toujours les as de leur menues pupilles noires, contrastaient avec les vingt-cinq ans de Geo Maker Thompson, ses abondants cheveux blonds, son front dégagé, ses yeux châains, superficiels, sans profondeur, sa barbe cuivrée et sa bouche aux lèvres charnues.

Sans perdre sa bonne humeur, Jinger Kind renonça à l'effort d'essuyer avec son mouchoir la sueur chaude de ses tempes, de ses joues, de sa nuque, de son cou. Il fut sur le point de faire sauter les boutons de sa chemise pour se sécher la poitrine, les épaules, le moignon du bras. tout... Par instants, il sentait transpirer jusqu'à sa main postiche.

— Dois-je dormir sur le sol, demanda-t-il d'un ton cordial. Je ne vois aucun lit.

— Non, Mr. Kind. On va accrocher un hamac.

— Pour moi ?

— Oui. Un hamac comme celui-ci, avec une moustiquaire.

— Je préfère un lit de sangle, s'il est possible d'en trouver un. A la Nouvelle Orléans, j'avais un lit de campagne.

Je ne l'ai pas apporté, parce que je supposais que l'on en trouvait ici.

Ses yeux s'emplirent de rire, et, entre les parenthèses sévères des rides, une petite écume de salive sèche apparut à la commissure de ses lèvres. Il ajouta :

— A défaut d'autre chose, que les hommes du bateau me laissent une pailleasse. A propos du bateau : il vient pour charger le courrier vers le Sud. Et, au retour, outre la correspondance, il chargera des bananes... Faites dire à votre domestique de ne pas suspendre le hamac, et allons déjeuner sur le bateau. Je commence à avoir faim.

— S'il va dormir sur un lit de camp, il faudra trouver une natte, dit le serviteur en anglais. Il avait écouté à la porte.

— Une natte ?

— Une petite natte de jonc, expliqua Maker Thompson, mécontent de l'intervention du domestique.

Celui-ci était toujours à l'affût de ses paroles et de ses gestes.

— A quoi cela sert-il ? demanda Kind.

— A rafraîchir le lit, répondit le serviteur. La nuit, avec la chaleur qu'il fait, la toile du lit s'échauffe trop.

— Je comprends. Très bien : une natte. Très bien.

En cheminant sur la route de sable qui conduisait au bateau, sous un ciel de four, Mr. Kind éternua. Il fronça la peau de sa petite tête ridée en sentant le chatouillement dans les contreforts du nez, et la déplia dans la grimace de l'éternuement.

— Nous avons choisi le pire moment, remarqua Maker Thompson.

— Ne vous inquiétez pas pour moi. J'éternue toujours ainsi. On dirait que je vais disparaître dans l'éternuement, réduit en poussière. Et je reste le même. Comme quelqu'un qui, après l'explosion d'un pétard qui lui éclate au visage, se mouche, s'essuie, et voit renaître tout ce qui dans l'éternuement s'était effacé. Je serais un bon Tzar de Russie : les terroristes me jetteraient des bombes. Et sur moi, elles n'auraient pas plus d'effet qu'un éternuement...

Puis, changeant de ton, les yeux emplis de rire, une petite

écume sèche à la commissure des lèvres, entre les parenthèses sévères des rides :

— Comme c'est bien, Maker Thompson de vous avoir avec nous. Comme c'est bien... Je vous ai beaucoup recommandé à Chicago, bien que je n'approuve pas vos points de vue annexionnistes et l'emploi de la force. Mais nous aurons le temps d'en parler. Quel genre d'homme est le commandant du port ?

— Je ne sais même pas son nom.

— Vous le connaissez, au moins ?

— De vue. C'est un Indien hargneux. Il parle à peine, s'il faut en croire Chipó, mon domestique.

— Chipó est sûr ?

— Non. Je ne l'ai pris que pour nettoyer la maison et faire les commissions. C'est un pauvre diable. Mais il comprend l'anglais, et il baragouine cet anglais-petit-nègre que les Anglais parlent à Belize. Mon homme de confiance, un « trujillano », n'a voulu rester avec moi à aucun prix. C'est dommage. Il y a peu d'hommes aussi hommes. Je lui ai offert. Bon, que ne lui ai-je pas offert ?... Il préférerait continuer à naviguer.

Et, après un court silence, pour retrouver la saveur du mot exact, Maker Thompson ajouta :

— Il me dit au départ : « Farceur de petit Yankee, qui se croit plus malin que les pirates ». Et il me rit au nez.

— Il connaissait vos projets ?

— Non. Sauf celui de me faire planteur de bananes. Il fit allusion aux pirates parce que je lui avais parlé de me faire flibustier sous le nom du « Pape Vert », d'être le Pape Vert de la piraterie, et de dominer ces mers à feu et à sang, dans la tradition de Drake, ce François d'Assises des corsaires, de Wallace, qui donna son nom à Belize, et de ce bon capitaine Smith, d'après qui l'Amérique Centrale devait dédommager la couronne britannique, avec usure, de la perte des Etats-Unis...

— J'ai lu vos lettres, à Chicago.

— Mais ces pirates qui furent les maîtres du Caraïbe, sembleront grands comme cela (il montrait son petit doigt) par rapport à nous, tant au point de vue de la richesse — car, pour fabuleuses qu'aient été leurs prises, les nôtres dans

l'avenir les dépasseront en valeur — qu'au point de vue des méthodes... L'homme n'a pas changé, Mr. King : ils ont ensanglanté la mer ; nous rougirons la terre.

— Je ne crois pas qu'ils acceptent à Chicago. Les gens de là-bas préfèrent entendre parler du rôle civilisateur qui nous est dévolu dans les pays arriérés. Dominer, certes, mais pas au moyen de la force. Par la force : non. Mieux vaut convaincre les indigènes, leur montrer les avantages qu'ils obtiendront si nous faisons valoir leurs terres incultes.

— A Chicago on aime surtout entendre parler de dividendes.

— La question n'est pas là, non plus... Les dividendes... (D'un gracieux geste de pantin de son bras postiche, Kind abaissa l'aile de son panama sur sa nuque pour la protéger de l'aiguillon du soleil). Il s'agit de civiliser les peuples. Il s'agit de substituer à l'égoïsme et à la violence des Européens, une politique de tutelle exercée par le pays le plus évolué.

— Musique céleste, Mr. King. C'est le fort qui domine. Et pourquoi domine-t-il ? Pour s'attribuer les terres et les hommes.

Ils franchissaient la passerelle du bateau, à l'abri d'une bâche couleur orange ornée de franges blanches.

— La force ! s'écria le manchot.

Puis se tournant vers son jeune compatriote :

— S'il en est ainsi, pourquoi ne pas invoquer comme Ptolémée l'influence des constellations pour subjuguier les peuples ? Pourquoi ne pas diviser les hommes en deux catégories : ceux qui sont destinés à la servitude et ceux qui sont aptes à la liberté ? Et, dans ce cas, ne parlons pas de ceux qui sont de ce côté-ci du Tropique du Cancer. N'en parlons même pas : des sauvages condamnés à être serfs pour toujours.

Et avec du rire plein les yeux et de la salive à la commissure des lèvres, une salive sèche, une salive de chaleur, il ajouta :

— Par bonheur, nous avons dépassé la mentalité du quadripartisme, et nous dépasserons la conception aristotélicienne de la force, à condition que des personnes comme vous acceptent le moyen terme : ce que l'on veut bien appeler

« l'altruisme agressif », tel qu'il fut mis en pratique à Manille.

Et, baissant le ton, il dit d'une voix plaintive :

— Cet appareil me gêne. Etre manchot n'est commode sous aucun climat, et moins encore dans l'enfer. Quelle chaleur.

— La main est assez bien imitée.

— Je n'en sais rien. Je m'en sers, parce que quelque chose est mieux que rien. Et parce que, après les cinq premiers whiskies, personne ne pourrait me convaincre qu'elle est positive. Je serre le poing ; je cogne : c'est ma main.

Le commandant du port déjeunait au restaurant du navire, en compagnie d'une jeune femme brune à l'aspect d'estivante : teint pâle, doré, orangé, yeux noirs... Un jet de mèches flottant sur la nuque et deux sanglantes boucles d'oreilles de rubis s'agitèrent, quand elle se retourna, plus coquette que curieuse, pour regarder les nouveaux venus.

Kind salua d'une inclinaison de tête, à laquelle le commandant répondit ; puis, suivi de Maker Thompson, il prit place à la table voisine.

— Un consommé froid, un beefsteak et des fruits, commanda Kind, sans regarder le menu.

Et, de sa main gauche, il secouait la serviette pour l'étaler sur ses genoux de petit homme.

— Une soupe de tomates, un poisson au beurre et une salade de fruits, demanda Maker Thompson.

— De la bière ? interrogea le garçon.

— Pour moi, oui, dit Kind.

— Oui, apportez-nous de la bière, ajouta son compagnon.

Le voisinage des deux tables gênait un peu le militaire, furieux d'avoir à entendre parler « gringo ». Il jeta un regard en jet de phare vers la mer écumeuse creusée de moutons, sans cesser de guetter du coin de l'œil les moindres gestes de ses commensaux, tandis que sa compagne se trémoussait sur sa chaise, ramassait et laissait retomber sa serviette, s'éventait, portait son mouchoir à ses narines, jouait avec les couverts, levait des yeux de pupilles d'ébène, croisait et décroisait ses jambes sous la table, et tournait la tête en tous sens, comme si elle cherchait l'air du ventilateur.

Kind comprit. Les gestes de sa main postiche, si semblable à une pince de crabe, faisaient tressauter, prise d'un rire irrésistible, la vibrante chair brune, à peine couverte d'une gaze vaporeuse, en forme de vêtement. Elle n'en pouvait plus. Vraiment plus. Ses dents s'entrechoquaient sous la poussée du rire que son agitation n'arrivait pas à contenir.

Une pirouette de Kind, un geste de fantoche, égrena une séquelle de grelots sonnants, rire qui se communiqua à tous. Le chef militaire lui-même montra ses dents d'or.

— Ces messieurs doivent savoir si le navire part aujourd'hui, dit-elle, à demi tournée vers le commandant, mais tentant de réparer sa gaffe par cette sorte d'attention envers le « mister » infirme.

— Je crois qu'il part vers minuit, s'empressa de répondre Kind, désireux d'établir au plus tôt le pont nécessaire entre sa figure presque éthérée et la géologique présence de la suprême autorité du port.

— Vous poursuivez votre voyage ? interrogea-t-elle.

— Pas pour l'instant. Mon compagnon, Mr. Maker Thompson était déjà ici. Je suis arrivé seul à bord du bateau de la Nouvelle Orléans.

— Oui, il y a plusieurs jours que monsieur est ici, remarqua le commandant avec une amabilité qui ne parvint pas à rendre plus suave sa voix autoritaire. Et vous vivez chez Chipó ?

— En effet.

— Et le petit vapeur ? Le Turc vous l'a acheté ?

— Je le lui ai vendu. La machine ne marchait pas bien.

— C'est seulement avec le « trujillano » qu'il n'y a pas eu de combinaison possible ?

Le militaire traînait sur chaque mot, il accumulait les détails pour montrer à ces fils de... l'Oncle Sam, qu'il n'avait pas les yeux dans sa poche, qu'il était au courant de leurs faits et gestes.

— En effet, je lui ai offert de l'argent, des vêtements, mon escopette de chasse...

— Sauvage, coupa le commandant, tout en s'essuyant les moustaches avant de lamper le trait de vin qui restait au fond de son verre.

Après avoir savouré le liquide cuivré, il poursuivit :

— Ces gens-là, ces gens-là, c'est la vraie sauvagerie en marche. Que voulez-vous ?

— En marche arrière ! s'exclama le vieux Kind, du rire dans les yeux, de l'écume à la commissure des lèvres.

— Vous m'excuserez si je prends la défense du « trujilano », dit Maker Thompson d'une voix sonore. Il n'avait rien de sauvage. Ce qui se passe est que les hommes de la côte aiment la liberté, et ils craignent de la perdre à l'intérieur des terres. Aussi préfèrent-ils les privations, la pauvreté...

— Obscurantisme, interrompit le commandant. Des gens ennemis du progrès. Des gens qui ne veulent pas améliorer leur condition. Vous n'allez pas me dire que ce ne sont pas des sauvages.

— Oui. Vous avez raison.

Maker Thompson parlait les yeux fixés sur la jolie brune pensive qui lui souriait en s'éventant.

— Vous avez raison, à condition toutefois que le progrès ne leur soit pas offert en échange de ce qu'ils ne sont pas décidés à perdre : la liberté. Pour cette raison, je ne crois pas aux tutelles civilisatrices. On soumet les hommes par force, ou on les laisse en paix.

— Bravo ! s'écria le militaire.

Kind jeta les deux as de ses pupilles menues au visage juvénile de son compatriote, scandalisé de l'entendre parler sur un ton si peu voilé de cette force qui ne devait être employée que comme ultime recours, en ces pays qu'il était préférable de capturer au piège du progrès moderne.

Les serveurs noirs du restaurant ne donnaient pas d'autres signes de vie que leur présence obséquieuse et les mouvements rythmés de leurs bras. Une rotation d'astres obscurs accompagnait le changement silencieux des assiettes, des couverts, des plats et des bouteilles. Et quand les commensaux se taisaient, on n'entendait plus que le sifflement des ventilateurs, le grincement des chaînes à la montée et à la descente des chargeurs, et la palpitation profonde de la baie.

— Oui, messieurs, nous sommes très, très arriérés. crut nécessaire de dire le commandant, en manière de conclusion. Très arriérés.

— Exact, répondit Kind du tac au tac.

Le militaire le toisa du regard. Qu'il le dise, lui, passe encore : il avait pour cela un grade dans l'armée, un baudrier, des galons, un commandement... et il était du pays. Mais qu'un nouveau venu, un cochon manchot, fils de... « gringa », confirme le fait avec si peu de ménagement et une telle franchise... c'était là une bien autre affaire.

— Exact, dit Kind d'un ton emphatique, après un silence difficile. Arriérés, voilà le mot, et non sauvages, comme je viens de l'entendre dire. C'est seulement par ignorance que l'on désigne les pays peu évolués des termes de sauvages ou barbares. Au vingtième siècle, nous disons : peuples avancés et peuples arriérés. Et les pays avancés ont le devoir de guider les progrès des pays arriérés.

— Et que doivent faire les peuples arriérés — comme vous dites — pour arriver à progresser ? demanda la jeune femme, qui jusqu'alors avait observé la scène en simple témoin, en fixant ses yeux d'ébène noire sur les petits yeux de Kind.

— Oui, un jour ou l'autre, il faudra en venir à se civiliser, dit le chef militaire, en brandissant un cure-dents.

Kind réfléchit un instant. Cette pause donna du poids à sa réponse :

— Ne croyez pas que ce soit une affaire de l'autre monde. Rien qu'un simple troc. Echanger la richesse contre la civilisation. Si ce dont vous avez besoin est de progresser, nous vous donnons le progrès en échange des produits de votre sol. Chaque fois que l'on opère ce troc, le pays le plus développé gère la fortune du moins évolué, jusqu'au moment où celui-ci atteint sa majorité. Le progrès en échange de la richesse.

— On peut sacrifier cela au progrès. Cela et plus. Moi, en tant que militaire qui se respecte, je ne crois pas en Dieu. Mais si l'on m'obligeait à adorer quelque chose, je n'hésiterais pas à déclarer que mon Dieu est le progrès.

— Très bien. (Kind était enthousiasmé). Très bien. Et comme le mouvement, monsieur le commandant, se démontre en marchant, nos bateaux ont déjà commencé à apporter et à remporter le courrier. Un bateau par semaine pour commencer. Le courrier, des marchandises, des passagers...

— Moi, en tant que femme, je bénis le progrès. Qu'une

chose aussi fragile qu'une lettre, un soupir du cœur, un soupir de l'âme...

Elle n'en dit pas plus long. Le commandant avait entrepris de démontrer l'importance que présentait pour le mouvement du port l'arrivée d'un bateau tous les sept jours. Il parlait, la tasse de café à la hauteur des moustaches, sur le point d'avaler une gorgée.

Kind insista :

— Rompre l'isolement du pays et donner vie à son principal port sur l'Atlantique, voilà des signes de progrès non douteux. Nous allons voir maintenant ce que vous nous donnerez. Pour l'instant, nous avons besoin de bananes. Nous en achetons déjà, à bon prix. Mais je pense que nous devons semer pour notre propre compte. Les planteurs du pays produisent peu. Et leur apport sera de plus en plus insuffisant, étant donné que la demande augmente sur les marchés, et que les acheteurs préfèrent les fruits de votre pays...

— Eh bien ! mes amis, dit le commandant, en avant. Où est l'obstacle ? La terre est là. Qu'attendez-vous ?

— Tel est le but du voyage que nous faisons, Mr. Maker Thompson et moi : augmenter la production. La consommation augmente. S'il n'y a pas assez de fruits sur le marché, vous vous discréditez, et nous aussi. Le prestige et le crédit du pays sont en jeu. Nous allons produire sur une large échelle. Pas seulement des fruits : de la richesse. De la richesse. De la richesse. Vos villages deviendront des villes, vos villes des métropoles, toutes reliées entre elles par des chemins de fer, des routes, des téléphones, le télégraphe... Plus d'isolement, plus de misère, plus de laisser-aller, plus de maladie, plus de pauvreté... Des bananeraies, des chantiers de bois, des mines en pleine activité. Près d'ici, sans chercher plus loin, il y a des rivières de pépites d'or, des mines de houille, des îles de perles... Un empyrée... Un empyrée de civilisation et de progrès.

— Mes amis (le commandant se leva), nous sommes en train de faire la sieste, non seulement tout éveillés, mais en rêvant.

Suivi de Geo Maker Thompson, Kind s'avança, en tendant la main gauche. On échangea les noms en manière de présentation. Ils accomplirent la même formalité avec la

belle riveraine aux yeux d'ébène, endormis entre les cils, qui déclara s'appeler Mayari.

— Nous poursuivrons cette conversation lorsque nos boules de cocos seront moins échauffées. (Le terme : boules de cocos au lieu de tête fut employé par le militaire en manière de blague.) Pour cela, nous attendrons la nuit. Viendrez-vous dîner sur le bateau ?

— Certainement, répondit Kind.

Puis s'adressant à celle qui avait tendu un pont de cristal de rire pour entamer cette conversation :

— Pourvu que vous promettiez de ne pas vous moquer d'un pauvre manchot.

— Le truc n'a pas encore commencé, et voici que je suis une sauvage...

— C'est méchant, c'est bien méchant ce que vous dites.

— Troc, ai-je voulu dire. Non pas truc.

— Le fait n'est pas là. Le fait est qu'il n'y a pas de sauvages. N'avons-nous pas décidé qu'il n'y a pas de sauvages et que nous allons troquer la richesse contre le progrès ?

— Comme Mr. Maker Thompson est silencieux... Ne savez-vous pas parler ? dit-elle, pour éviter de répondre à Mr. Kind, en se tournant vers Maker Thompson, comme si elle voulait chercher refuge auprès de ce jeune Américain, beau, athlétique, blond, bronzé par le soleil des Tropiques, au front large, aux yeux châains, à la barbe cuivrée.

— Avec la permission des autorités, et si le temps ne s'y oppose pas^s (il riait en pensant à une Carmen de plaza de taureaux), je dirai que vous êtes non seulement jolie, mais ravissante.

Jinger Kind avait les yeux posés sur le dos du commandant, qui semblait soudé à sa tête en une seule pièce. Il n'avait presque pas de cou. Maker Thompson suivait du regard la démarche ondulante du corps de Mayari.

— En ce qui me concerne, le troc peut commencer, allait dire Maker Thompson, à condition que Mayari soit dans mon lot.

Mais il se ravisa et s'exclama :

8. Formule toute faite fréquemment employée en manière de plaisanterie.

-- En somme, vous avez très bien joué, Mr. Kind.

Derrière sa voix s'embusquait un rire contenu.

Comme ils se rasseyaient et qu'on leur servait le café, Kind se pencha vers lui :

— A-t-on jamais vu un chat manchot jouer avec une souris en uniforme ?

— Le chat manchot joue, dans la mesure où lui-même ne croit pas au progrès.

— Je ne me défends pas d'y croire. Fumez-vous ?

— Merci. Je préfère mes cigares.

— Je suis persuadé que ces pays peuvent devenir de véritables empyrées. L'empyrée des bananes. Non l'empire, comme d'aucuns le voudraient.

— Alors nous serons des empyrialistes, non des impérialistes.

Le vaste front du jeune géant s'illumina des étincelles qui jaillissaient de ses yeux châains, en prononçant ces mots prolongés en éclat de rire.

— Pourquoi pas l'une et l'autre chose : empyrialistes vis-à-vis de ceux qui faciliteront notre tâche civilisatrice, et impérialistes, tout simplement, à l'égard de ceux qui ne mordront pas à l'hameçon doré.

— Vous revenez à la théorie de la force, Mr. Kind.

— Jusqu'à « l'altruisme agressif ».

— En toute franchise, je dois confesser que j'ai appris beaucoup de choses en vous entendant parler de l'empyrée. Beaucoup de choses.

— Vous ne plaisantez pas, hein ?

— J'entrevois une tactique à suivre. Aux dirigeants — car un homme, pour corrompu qu'il soit désire toujours le meilleur pour son pays — il faut faire croire que les contrats qu'ils signeront avec nous auront comme conséquence une amélioration des conditions de vie de leurs peuples... L'empyrée.

— Et tel sera le résultat, Maker Thompson. N'en doutez pas.

— Vous me permettrez d'en douter. Vous vous trompez sur ce point, Mr. Kind, et je ne sais si ce n'est pas à dessein. Croyez-vous vraiment que nous nous proposons d'améliorer l'existence de ces pauvres diables ? Est-il possible que vous

vous soyez mis dans la tête que nous allons construire des voies ferrées pour qu'ils voyagent et transportent leurs cochonneries, des quais pour qu'ils embarquent leurs produits, des navires pour leur permettre d'apporter sur les marchés des produits qui fassent concurrence aux nôtres ? Croyez-vous vraiment que nous allons assainir des zones pour les empêcher de mourir ? Qu'ils crèvent. Tout ce que nous pouvons faire est de les soigner pour qu'ils ne crèvent pas trop vite et qu'ils travaillent pour nous.

— Je ne comprends pas pourquoi le même arbre ne pourrait produire de la richesse pour nous et du bien-être pour eux.

— Parce que la seule chose dont on se préoccupe à Chicago est de faire jaillir la richesse. Ceci et rien d'autre. Evidemment, on leur fera croire que l'objet des chemins de fer, des quais, des installations agricoles, des hôpitaux, des offices économiques et des hauts salaires est de leur permettre de devenir, quelque jour, semblables à nous. Ceci n'arrivera jamais. Mais il faudra le faire croire à ceux des dirigeants qui ne succomberont pas à la tentation du pouvoir et de l'argent. De bonnes réélections pour les présidents, des chèques pour les députés, et, pour les patriotes : le mirage de fumée du progrès, cette divinité qui a des enclumes à la place de mains, des phares géants à la place des yeux, une chevelure de fumées de cheminées, des muscles d'acier, des nerfs électriques, et dans les veines, des navires circulant sur les mers comme des globules dans le sang.

— Oui, le progrès, dit Kind, le progrès en manière d'élixir, pour endormir la susceptibilité patriotique des idéalistes, des rêveurs.

— Et même pour ceux qui, étant pratiques, voudraient couvrir leur complicité avec nos plans, en appelant progrès cette chose qui — si elle existe — n'est certes pas faite, ils le savent bien, pour les peuples inférieurs, qui n'ont d'autre rôle que celui de travailler pour nous. Donnez-moi cette main, Mr. Kind. J'ai compris bien des choses.

— Non, pas celle-là.

Et Kind dérobait sa main de caoutchouc.

— Mais si, celle-là, celle-là, la postiche. La main du faux

progrès, du progrès que nous allons leur donner, à eux, pendant que nous garderons la vraie main, la main droite, pour la clef du coffre et le chien du pistolet.

A l'instant où Maker Thompson serra la main de caoutchouc, le corps de Kind sembla tout entier pétrifié. Le jeune homme songea que, s'il donnait un croc-en-jambe au rêveur, et le jetait à la mer, sa disparition ne serait rien de plus que le naufrage d'un pantin.

II

Des îlots s'étendaient de ce côté de la baie. Un vent couleur de feu soufflait de la terre incandescente, à l'horizon de braises de l'après-midi. En quittant la plage pour s'engager sur l'étroite gorge de sable, Mayari prit le devant. Elle riait — rire de ses dents et de sa chevelure en larges ondées jetées au vent. Elle riait pour éluder les questions de Maker Thompson, qui la suivait, irrité de son manque de sérieux, et la pressant obstinément de tenir sa promesse de lui rendre réponse le jour même, là, sur cet îlot où elle était parvenue par un sentier de pierrailles, et où elle sautillait au long des rochers immergés sur lesquels vient naître et mourir, mourir et naître la solitude écumeuse de la marée.

Le plein fouet du vent, vent sans trêve, qui soufflait et soufflait, saoulait le couple. Ils avaient perdu la parole. Ils avançaient, et l'îlot n'était déjà plus un îlot, mais l'épine dorsale à peine devinée d'un lézard pétrifié. Ils allaient, posant un pied après l'autre, Mayari les bras ouverts en croix pour garder l'équilibre, telle un menu héron aux ailes déployées, et lui dans un silence d'hypnotisé, géant timide pénétrant dans le monde inconnu du miroir formé dans l'atmosphère par le reflet des eaux. Poissons à la grande bouche têtue, nageoires et bulles d'air, poissons aux yeux gris-bleu saignants de rubis, se matérialisaient, sous des pluies obliques de petits poissons noirs, dans la dense et cristalline profondeur de la mer, tranquille comme l'atmosphère où Geo et Mayari n'avaient laissé que leurs images. Leurs corps s'étaient perdus. Ils allaient, elle par-devant, en sa marche oscillante entre les points d'appui et les points de faille des

rochers sous ses pieds nus. Et loin derrière elle, s'efforçant en vain de l'atteindre, l'homme à la flamboyante chevelure de pirate.

La chemise ouverte, les manches retroussées jusqu'au coude, Geo Maker Thompson fendait de son torse d'Hercule blanc le mystère de ces solitudes indivisibles, infinies. Où allait-il ? Qui cherchait-il ? Quelle force l'emportait ? Un souffle profond comme celui d'un animal triste, lui chuchotait que tout ce qu'il avait connu auprès des femmes qui avaient été siennes, n'avait rien de commun avec cet amour impossible. Il ne comprenait pas, il ne comprenait pas pourquoi il lui semblait impossible d'atteindre cette créature en sa fuite vertigineuse d'étoile qui se détache du ciel et disparaît. Matériellement, il était aisé de l'attraper. Mais quand bien même l'attraperait-il et la serrerait-il dans ses bras, elle serait toujours telle qu'en sa course : solitaire, souple, silencieuse.

Là où l'îlot se réduisait à une ligne d'arêtes de pierres sous le pelage flottant des algues, l'image de Mayari s'arrêta soudain. Elle se retourna pour le regarder comme si, avant de faire un pas de plus, elle avait besoin de lui répondre : oui, du regard. Oui, s'il la suivait un peu plus loin vers ce lieu où seul va l'amour et d'où seul l'amour revient.

Il la rejoignit, mais ce fut comme s'il ne l'avait pas atteinte. A peine était-il près d'elle que l'image fugitive de Mayari reprit sa marche, en balançant son corps désirable.

Mayari...

Il voulut l'appeler. Puis il se dit :

— Je ne l'appelle pas. Je la suis. Elle veut que je l'appelle. Je ne l'appelle pas. Je la suis. Cette pointe de terre va se briser. Elle tombera à l'eau, sans que je l'appelle, sans que je m'avoue vaincu. J'aurai le temps de plonger et de la sauver..

Il hâta le pas, pour voir si elle cesserait d'avancer. Ce fut en vain. Elle marchait, l'eau presque jusqu'aux genoux. Elle allait. Elle allait terrible, volontaire, dans toute la plénitude de sa beauté de bois d'orange, sa chevelure telle qu'une nuit tourmentée, et ses yeux de pupilles noires semblables à des braises éteintes par les larmes.

— Je ne l'appelle pas. Je la suis. Elle veut que je l'appelle, que je m'avoue vaincu.

L'image commença à s'estomper. Son torse de sirène — tout ce qui d'elle émergeait encore à la surface de l'eau — se fit confus. Venue de très loin, la nuit en marche se rapprochait. Elle déployait ses tapis en amples vagues sombres. De la mer vient la nuit qui exige du vent qu'il la soulève pour la laisser retomber en pâles ondées.

La gorge de Geo fut déchirée d'un cri d'homme de mer qui rompit le silence de l'espace, d'un cri de blond fibustier qui barbote pour ressaisir un trésor sur le point de s'abîmer au fond de la mer, un cri guttural, frémissant, anxieux. Il ne la voyait plus. Elle était perdue. Où la trouverait-il maintenant, pour bon nageur qu'il fût ? Le vent redoublait. Le plein fouet du vent. Le plein fouet et plein fouet du vent. Et un masque de sel face à l'infini, avec une voix menue que personne n'entendait. Personne.

— Mayariiii !... Mayariiii !...

Une seconde ne s'était pas écoulée, qui pour lui, fut comme une éternité. Il cria à nouveau :

— Mayariiii !... Mayariiii !...

Elle était dans ses bras, et il ne le croyait pas. Il la tenait entre ses bras, et il ne le croyait pas. Il la serrait dans ses bras, et il ne le croyait pas.

— Mayari ! Mayari !

Il la touchait. Il palpa ce qui était la glaise d'une image qui s'était détachée de lui, qui avait fui sa présence amoureuse. Il touchait la glaise : non l'image.

Vaste amphithéâtre aux mille étoiles étincelantes. Désolation du vent au grand large de la baie...

Elle approcha, visage contre visage. Il l'embrassa. Robe trempée sur la chair palpitante, et crainte illimitée d'être si proches, de plus en plus proches...

— Mon pirate adoré.

— Mayari.

— Geo.

— Il faut rentrer.

— Allons, vite.

Tous deux pressentaient que revenir ce n'était pas seulement repasser par l'échine effilée de l'îlot que la marée

commençait à recouvrir de sa crinière léonine, laiteuse. Revenir, ce serait s'arracher à ce miroir de songe où l'amour rend la mort transparente, et où l'on voit, de l'autre côté de la vie, la possibilité de continuer à vivre de cet amour et de ce songe.

Ils étaient vivants. Quelle merveille d'être vivants ! Etre arrivés à un pas de la mort et être vivants. Que pouvaient-ils encore souhaiter ? Une dense sensation de plénitude naissait en eux, sous cette mortelle menace des vagues, ces épées géantes des archanges aveugles de la mer, qui les expulsaient, dans la rumeur des grandes orgues de la colère divine, de ce qui avait été pour eux un paradis, un fragment de paradis dans un miroir.

Un dernier pas sur l'îlot. Un premier pas sur la grève, et un sanglot de femme, un sanglot de prisonnière enchaînée. Les larmes humectaient ses cils et tombaient goutte à goutte.

— Geo.

— Mayari.

Leurs pauvres noms.

— Le meilleur voyage, murmura-t-elle, tandis que Geo la serrait contre lui, est celui dont on peut ne pas revenir. Si tu ne m'avais pas appelée, j'aurais marché jusqu'au point où j'aurais disparu.

— Tu parles comme si tu parlais endormie.

— Et pourquoi s'éveiller ?

— Une personne qui rêve toujours ne me semble pas sensée.

— Ceux de ta race, Geo, sont toujours éveillés, mais nous pas. Nous rêvons de jour et de nuit. Notre rencontre me semble un rêve. Si nous avions été éveillés, nous ne nous serions pas rencontrés. Ce jour-là, tu parlais peu. Je te regardais. T'en es-tu rendu compte ? Je te voyais, muet, perdu dans tes pensées, avec une joie étrange lorsque Kind prêchait le progrès par-ci le progrès par-là. Un autre songe. Mais allons, il se fait tard.

Et après les premiers pas, elle ajouta :

— Ferme les yeux Geo. Ne pense pas. Sens. Quelle chose horrible d'être avec une machine à calculer. Ferme les yeux. Rêve.

— Je n'ai pas le temps.

— Mais celui qui rêve vit des siècles. Vous autres, vous êtes comme des enfants, parce que vous ne vieillissez pas à l'intérieur. Vous vieillissez à la surface. Vous êtes toujours des adultes, des adultes enfantins. Il faut rêver pour faire vieillir le sang.

— Le cauchemar de te perdre, de te voir perdre l'équilibre, de te voir emporter par les vagues : c'est cela que tu appelles rêver ?

— Petit sot. J'ai déjà fait bien souvent ce trajet, seule avec Chipo Chipo. Je t'ai emmené pour vaincre ton orgueil, pour t'entendre m'appeler du fond du cœur.

— A un homme comme moi...

— Et tu as crié, Geo, tu m'as appelée comme tu n'aurais appelé personne.

— A un homme comme moi, il n'est pas permis de sortir de la réalité. Rien en dehors des faits.

— Matérialistes, en un mot...

— Nous : business. A vous la fantaisie. Ainsi nous trouverons-nous toujours aux pôles contraires. Tandis que nous devenons chaque jour plus concrets, plus positifs, vous devenez de plus en plus absents et négatifs, inutilisables.

— Bon, Geo, je n'envie pas vos bénéfices.

— Pourquoi ?

— Parce qu'il doit être horrible de vivre en perpétuelle réalité, d'avoir de si grands pieds...

Et, mi-sérieuse, mi-souriante, les yeux espiègles :

— Tandis que nos pieds s'amenuisent, les vôtres sont chaque jour plus grands... Nous ne sommes pas sur terre. Quel besoin avons-nous de nos pieds ? Mais vous, qui êtes chaque jour plus ancrés sur la planète, il vous faut de grands pieds, de très grands pieds.

Chipo Chipo vint à leur rencontre, comme ils traversaient la grève d'ombre cotonneuse, d'humidité et d'écume, de silence lunaire et de rumeur de palmes.

— Une locomotive nouvelle est arrivée, leur expliqua Chipo. On dit qu'elle a peiné un bon coup et qu'elle se fait au frein. On se fait obéir d'elle comme de n'importe quel animal... Elle amenait toute une trainée de voitures, avec des gens et des fruits. Votre Mère est arrivée.

— Où l'as-tu laissée, Chipo ?

— Chez moi.

— Il est curieux qu'elle ne se soit pas arrêtée chez mon parrain et ma marraine.

— Elle est arrivée avec le commandant. Et ils sont restés là-bas, grignotant le silence avec Mr. Kind. Pour un peu ils le trouvaient sans son bras. Il ne l'avait pas mis. J'ai dû aller le lui chercher. Le pauvre... Il l'enlève par cette chaleur. Il le gêne. Il le gêne, et c'est une bien grande fatigue. Ne serait-il pas mieux de laisser sa manche vide ? C'est ce que je me dis. Ce serait un moindre poids. Si nous pouvions nous enlever un bras, une jambe et les os qui pèsent le plus lourd, nous serions bien soulagés. Nous portons bien du squelette, et c'est fatigant.

— Tu vas connaître ma mère, Geo. Elle est beaucoup plus jeune que moi. Tu ne me crois pas ? Quel homme... Il ne rêve ni ne croit... Je vais chez moi me changer de robe. Dieu veuille que ma mère ne me voie pas ainsi, suintant comme une gouttière.

Dona Flora — elle n'aimait pas qu'on l'appelle Florona ; elle ne répondait pas plus au diminutif que si elle fût sourde, et lorsque quelqu'un d'intime l'appelait Florita, elle répondait, en désignant son nombril : ta petite fleur, je la tiens cachée ici — Dona Flora, lorsqu'on lui eut présenté Geo Maker Thompson, embrassa sa fille en tremblant. Chaque fois qu'elle la revoyait, elle était prise en l'embrassant de cette sensation inexplicable.

Dona Flora tremblait ainsi, jadis, lorsque Mayari faisait ses études, et qu'elle revenait au bout de sept longs mois d'internat dans un collège de la capitale, ou lorsque, comme maintenant, elles se retrouvaient, après quinze ou vingt jours de vacances passés par la jeune fille, au port, chez les Acciuno, son parrain et sa marraine. Sa fille était si différente de la femme pratique qu'elle était qu'il lui semblait embrasser une personne absente, une habitante de la lune.

Maker Thompson voulut flatter Dona Flora en lui disant qu'il la trouvait aussi printanière que sa fille. Mais la jeune femme, entre automne et printemps, poursuivit la conversation, sans prêter l'oreille à des fleurettes superflues sur le terrain des affaires.

— Comme disait le commandant, Mr. Kind...

— Oui, oui, je disais que les particuliers vendront les yeux fermés si on leur offre un bon prix. Ce sont des terres qui ne valent pas grand-chose : des marais, des terrains montagneux, beaucoup de couleuvres, d'insectes de fièvres... Mais il faudra leur en offrir un bon petit prix. Plus qu'elles ne valent. Parce qu'elles représentent pour eux le lopin où ils sont nés, qu'ils ont hérité de leurs parents, et qu'ils ne voudront pas quitter, si on ne les éblouit pas en leur jetant aux yeux un tas de « fric ».

Dona Flora intervint :

— Pour ne pas perdre de temps, on peut commencer à planter sur les terres communales, et commencer à acheter à ceux qui vendront sur-le-champ, en leur payant le prix qu'ils demanderont...

— Là n'est pas la question. La question ne se pose que pour ceux qui ne voudraient pas vendre. Que faut-il faire ? Que ferons-nous dans le cas de ceux qui, à aucun prix, ne voudraient vendre leurs terres ?

— A ce moment, soupira Dona Flora, M. le commandant fait son entrée. Là où finit maître argent, commence maître fusil.

— Vous croyez que je ne pourrai pas les fusiller ?

L'autorité supérieure lissa ses moustaches charbonneuses.

— Si la patrie a besoin du progrès et s'ils y mettent obstacle par leur refus de rustres, ne devons-nous pas considérer en bonne logique qu'ils la trahissent ?

— Ceci, appuya Dona Flora, fixant le commandant bien en face et laissant en paix son éventail, est ce que vous devez leur faire comprendre : vendre ou se mettre dans un mauvais cas.

— Ce qui est fâcheux (Kind réfléchit avant de poursuivre) est que, d'après nos informations, les villageois, dans ce cas, auront recours aux municipalités. Et les municipalités jetteront les hauts cris.

— Les deux municipalités, précisa le chef militaire, masse blanche en uniforme de lin dans l'obscurité du ranch, en faisant de vains efforts pour croiser ses jambes de petit homme, tout en se renversant en arrière sur le dossier de son fauteuil.

— Bien, mais ils sont nombreux. Deux municipalités, cela représente trop de gens pour les fusiller tous.

— Pour les fusiller, c'est vrai, Mr. Kind, mais pas pour les soudoyer. Il n'y a qu'à les soudoyer. On tue de bien des manières. Il y a beaucoup de fusillés criblés de balles d'or.

— Très bien, Dona Flora, très bien. Encore qu'il ne soit pas mal de faire un exemple à balles de plomb.

— Les unes et les autres sont de métal, commandant. Mais nous préférons tous les balles d'or.

— Vous allez bien voir que non, répliqua le commandant en lissant ses moustaches du doigt. Il y aura ceux qui, à aucun prix, ne se laisseront jeter hors de leurs terres. Ah ! il y en aura. Et alors, nous devons agir. Le progrès exige qu'ils décampent de leurs terres, pour que ces messieurs les fassent produire au maximum. Donc : décamper à petit bruit ou y laisser la peau. Balle de plomb ou balle d'or. La méthode du poing, et sans tergiversations. Et l'homme indiqué pour cette besogne est, à mon avis, Mr. Maker Thompson, partisan de la force comme je le lui ai entendu dire l'autre jour au restaurant. Ses paroles se sont gravées dans mon esprit : on domine les hommes par la force ou on les laisse en paix. On les domine pour les faire progresser. Hein, cela s'entend : pour les faire progresser, comme les enfants que l'on punit pour leur bien, pour les faire progresser.

Mayari leva ses pupilles d'ébène pour interroger Geo de ses deux esquilles de bois précieux. Mais lui, enthousiasmé par l'allusion du commandant, affirmait déjà à grands cris la nécessité de mettre en œuvre une politique d'asservissement pour s'emparer de ces terres : ainsi et ainsi seulement, elles seraient utiles au progrès de cette région, où l'on se proposait de créer de gigantesques plantations de bananes... Des milliers de plants... Des millions de régimes...

Sans plus examiner, Dona Flora appuya la proposition du commandant. Mr. Kind, plus diplomate, devait se rendre à la capitale pour rencontrer les autorités supérieures et obtenir les décisions nécessaires. Et Mr. Maker Thompson, qui était de ces hommes qui entrent dans la vie en donnant des ordres — comme le dit Dona Florona, impressionnée par le physique et la manière de penser de ce fort garçon géant — devait s'enfermer dans les bois.

— Dans la capitale, suggéra le commandant, Mr. Kind doit obtenir que le ministre de l'Intérieur convoque les maires des villages compris dans la superficie considérée et qu'il leur fasse comprendre que le gouvernement a intérêt à ce que les paysans vendent leurs terres, cultivées ou non, parce qu'elles sont indispensables au progrès du pays. Personne ne niera que le progrès de la nation soit plus important que le fait de permettre à ces marmousets riverains de se cramponner de façon insane à ces lopins qui produisent à peine assez pour les faire vivre.

— Et comme on va les leur payer, ce ne sera pas un vol, mais un achat ! s'exclama Dona Florona.

— Et le jeune Geo, Geo comme disait Mayari. (Qu'est-ce que le commandant insinuait ? On allait bien voir, on allait bien voir qu'elle n'avait pas les yeux dans sa poche. Oui : des coups d'œil, des soupirs, des câlineries... Plutôt de son côté à elle. Car lui, on eut plutôt dit un mannequin de bois). Le jeune Geo : dans les bois. Ce monsieur peut établir son quartier général sur votre domaine, Dona Flora, et semer ce qu'il pourra. Il y a sur les bords du fleuve beaucoup de terres bonnes pour les plants de bananes. Acheter à ceux qui vendront, et voir les mesures à prendre contre ceux qui seront réfractaires au progrès.

Et, debout, frappant amicalement sur l'épaule de Maker Thompson :

— Car il n'a pas froid aux yeux, le Pape Vert. Ce nom vous va bien.

La voix de Dona Florona s'éleva :

— Le commandant a tout arrangé à sa façon. Ni chaleur, ni gêne d'aucune sorte pour Mr. Kind. Qui ne serait diplomate ? La capitale, ses jours tièdes, ses nuits qu'on ne peut même pas rêver... Ici, sur la côte, je suis une femme pratique. Mais quand je suis là-bas, le délire me prend, et je divague des heures entières, comme si une poussière de mondes endormis me tombait dans les yeux. Bon : la conversation est très intéressante, mais j'ai beaucoup de choses en train qui m'attendent... Allons, Mayari.

Au moment de franchir la porte qui donnait sur la route, où l'on ne distinguait rien d'autre que l'immense nuit chaude — les étoiles piquaient les yeux comme une poussière de

poivre d'or — Dona Flora poussa un cri en heurtant une masse, puis elle s'exclama :

— Et ce Chipo qui est en train d'écouter ce que nous disons. Toi, Chipo, fais bien attention de ne pas répéter ce que tu as entendu : ce sont des choses délicates.

En deux enjambées, le commandant fut en face de Chipo surpris, prêt à le punir. Tandis que le militaire le menaçait de mort s'il répétait un demi-mot de ce qu'il venait d'entendre, sa tête sans défense, craintive, vide comme sont les têtes d'Indiens, se contracta douloureusement au premier coup de cravache, comme si ce point fut celui de la plus vive sensibilité...

— Tu t'en iras, enchaîné, à la capitale, Indien indiscret, et tu n'arriveras pas vivant, si j'apprends que tu as répété une demi-parole de ce qui s'est dit ici aujourd'hui.

Kind s'approcha pour intervenir. Il n'avait jamais vu frapper un homme comme on ne frappe pas un animal : sur la tête. Mais le bras robuste de Maker Thompson s'interposa :

— Ne m'avez-vous pas dit que vous étiez partisan de la politique de non-intervention ?

— Mais il le frappe !...

— Raison de plus. Si nous avons à intervenir, ce sera toujours en faveur de ceux qui frappent.

L'espace s'emplit d'un appel de sirène de navire. Le manchot se tut. Mais lorsqu'ils furent sur le blanc navire qui était entré au port pour charger le courrier, il fit part à Geo de sa décision de retourner à la Nouvelle Orléans. Ses bagages étaient déjà à bord. Au moment du départ, élevant la voix au-dessus du fracas des chaînes qui levaient l'ancre, il cria en anglais :

— Nous sommes la lie, la lie.

Déjà on ne l'entendait plus. On ne voyait plus que sa main de pantin.

— ... la lie d'une nation aux plus nobles traditions.

III

Chipo Chipo... Chipo Chipo... Chipo Chipo... Insaisissable par son nom, il devint, pour les patrouilles lancées à sa

recherche, une chose semblable au givre, cette sueur de gel qui tombait au petit matin et s'estompait lorsque le soleil levant teintait de jaune le ciel et la terre, un jaune qui illuminait toute la côte d'une lueur d'incendie...

Les patrouilles lancées sur les traces de Chipo entraient et sortaient des métairies, sans ordre ni permission, bien souvent sans autre intention que celle de se procurer de la nourriture, lasses qu'elles étaient de la montagne et de l'eau, de la montagne et de l'eau, l'eau courant au fil de la rivière ou tombant des nuages amoncelés qui assombrissaient le ciel de feu.

Lorsque les soldats s'informaient du fugitif, dans les hameaux et les fermes, les hommes qui leur répondaient mettaient l'accent sur la dernière syllabe en prononçant le nom de Chipo. Les femmes avalaient l'accent final et disaient suavement : Chipo. Quelle clé, quelle conjuration, quelle arrière-pensée se dissimulaient derrière cette façon différente dont les hommes et les femmes prononçaient le nom du fils de Chipopo Chipo, du petit-fils de Chipo Chipopo ?

*Entre tous, moi, Chipo Chipo
seul je sais les refrains des eaux,
moi qui suis fils d'une pirogue
et né des flots du Motagua.*

Les patrouilles qui usaient leurs espadrilles sur les traces du fugitif — à force de penser à sa capture les hommes avaient parfois l'impression qu'il était parmi eux — semaient la terreur par leur seule présence, et effrayaient ceux qui avaient des terres en les menaçant de les confisquer par la force. Leur visite était suivie de celle du « Pape Vert », blond émissaire du progrès — ainsi Dona Flora appelait-elle le fiancé de sa fille — Maker Thompson apparaissait, proposant d'acheter les terres au comptant, au prix que les paysans demanderaient, et il leur jetait aux yeux la monnaie d'or.

Les paysans débiles, quelques-uns enflés, d'autres au visage verdi par le paludisme ou la fièvre des marais, lui opposaient le silence pour toute réponse. Ni oui ni non. L'os, la sueur et le poil silencieux.

Au bout d'un moment, mis en demeure de se décider par

Dona Flora — menaces, promesses, injures — un des vieux prenait l'initiative d'une échappatoire.

— Eh bien ! on verra, on verra...

— Qu'est-ce que l'on verra ?...

— Eh, pour sûr que vous verrez !...

— Tu vends ou tu ne vends pas ? Vous vendez ou vous ne vendez pas ? Répondez une fois pour toutes. Ce monsieur est occupé et ne peut rester ici à perdre son temps. On va vous payer à prix d'or, au comptant, en espèces sonnantes et trébuchantes... Je ne sais pas ce que vous espériez...

Ils se taisaient. On les entendait battre des cils, suer, avaler leur salive...

— Le piquant de l'affaire est que vous allez être roulés si vous ne vendez pas à cet homme, insistait Dona Flora. Je sais ce que je vous dis. Suivez mon conseil. Si l'autorité intervient, on va tout vous prendre. On enverra une patrouille qui vous jettera à la merde, et vous ne tirerez pas un sou.

Ils se taisaient, les os, la sueur et le poil silencieux.

Etouffés par la vapeur de fièvre montée de la terre, les acheteurs se décidaient à poursuivre leur chemin. Somnolence, moustiques, taons... Il était vain de mettre pied à terre, d'entrer, de montrer des pièces de monnaie... Du haut de leurs montures, ils lançaient leur offre aux hommes et aux familles massés les uns contre les autres sur le seuil des cabanes, avec leurs poux, leur crasse, leur somnolence et leurs vêtements de pièces et de morceaux : chemises et culottes courtes pour les hommes, les femmes vêtues seulement d'un pagne, sorte de jupon couleur de pluie, les seins à l'air, et les enfants sans vêtements.

Au terme du parcours, ils étaient épuisés, moins de fatigue physique, que de la lassitude morale de l'échec, de la lassitude et de la rage de se sentir impuissants à surmonter à prix d'argent la répugnance des petits propriétaires à se défaire de leurs terres. Que se croyaient-ils donc pour ne pas se laisser tenter par l'or, pour fermer les poings et se refuser à recevoir des poignées de monnaies plus brillantes que le soleil, en échange de lopins de terre exposés aux crues de la rivière, à la menace des bêtes fauves, au fouet du vol des sauterelles ? Ils n'étaient donc pas des êtres humains, mais des racines ? Des racines. Il n'y avait rien

d'autre à faire qu'à les arracher, les exterminer, comme s'ils étaient une part de la substance de ces forêts que l'on clairsemait pour commencer à semer les plants...

*
**

Etendons-nous là, sur la colline — proposa Dona Flora — en descendant de la jument basse, bonne marcheuse, à la robe foncée, qu'elle montait :

— Je ne sais pourquoi, je suis fatiguée de l'entêtement de mes animaux de compatriotes. Ce sont de fameuses brutes. Ma grand-mère disait avec raison que la pire des choses est d'avoir affaire à des animaux. Vous êtes bien heureux de n'avoir affaire, dans votre pays, qu'à des gens civilisés. Mais nous, ici, que pouvons-nous faire, avec cette engeance ?...

Le « Yankee » se laissa glisser à bas de sa mule marron et vint s'étendre à côté d'elle, dans une éclaircie du hallier, sous un figuier. Un moment s'écoula avant que sa voix ne s'élevât :

— Ce n'est pas parce qu'elle est fatiguée que Mayari reste à la maison. Je voulais vous parler de cela...

— Ni parce qu'elle est fatiguée, ni parce qu'elle n'est pas fatiguée. Elle reste à la maison parce qu'elle est ennemie du « business » : « vends ou je te roule ». Elle a fait ses études pour être maîtresse d'école, et il ne lui manque que le diplôme... Que le diplôme : tout le reste elle l'a. Elle n'en fait rien d'ailleurs... Elle est volontaire à sa façon, tantôt triste, tantôt gaie, comme le serpolet...

— Elle est comme désenchantée, dit Geo. Elle me regarde comme si j'étais un bandit, une bête, une machine...

— La pauvre. Elle a toujours été le contraire de moi : une rêveuse du genre baveux. Car on peut être rêveuse à ma façon : le tranchant à la main. Et cette différence n'a pas été sans créer une certaine inimitié entre nous. Aussi je voudrais que vous vous mariez promptement et que vous alliez vivre sur les terres qu'elle a héritées de son père.

— Malheureusement, il semble qu'elle ne veuille pas se marier avec moi.

— Vous l'a-t-elle fait savoir, ou l'imaginez-vous à l'avance ?

— Elle me l'a dit.

— Récemment ?

— Oui.

Les bestioles qui picoraient sous les branches des chilamates⁹ levèrent la tête et pointèrent les oreilles vers une trouée entre les plants de caféiers de la colline, par où venait une patrouille, poussant devant elle un homme aux bras attachés. Dona Flora se leva, et, avant d'avoir bien vu l'individu que l'on amenait enchaîné, elle se dit : ils ont attrapé Chipo.

Mais celui-là, qui pouvait l'attraper, comme le dit le sergent qui commandait le détachement, un brun aux yeux presque verticaux.

— Et cet individu, pourquoi l'emmenez-vous, interrogea-t-elle, tandis que Geo amenait les montures.

— Parce qu'il est devenu insolent... Il a dit de telles choses...

— Qu'a-t-il dit ?

Le sergent se récusa :

— Ce ne sont pas des choses à répéter. Les dire serait un délit.

Dona Flora s'approcha de l'homme aux bras attachés sur le dos, coude à coude, le chapeau de paille enfoncé jusqu'aux oreilles pour que le vent ne l'emporte pas.

— Qu'est-ce que tu as dit ?

— Ce que j'ai dit ?

L'Américain lui tendit la cigarette toute rompue qui lui restait en poche. Dona Flora la mit dans la bouche du prisonnier et l'alluma.

— Que Dieu vous le rende, madame...

Il la remercia et suça la cigarette avec avidité, semblable à une chauve-souris aux ailes attachées, prise d'une faim de fumée. Puis il ajouta :

— J'ai dit ce que Chipo vient nous prêcher dans les campagnes : que ces individus qui prétendent nous apporter le bien-être du progrès veulent tout autre chose : semer ici la plante-yucca et recueillir la fleur ailleurs, chez eux. C'est là-bas que l'on va recueillir le fric-dollar par millions. Voilà ce que j'ai dit : qu'ils veulent semer ici la plante-yucca...

9. Chilamate, arbre d'Amérique Centrale.

— Tu ne sais donc pas que cet individu Chipo vous trompe ? Tu n'es pas au courant, fiston...

— C'est bien possible, madame... Il dit aussi qu'au lieu de nous prendre nos lopins de terre, ils devraient nous acheter les fruits. Ça oui, ce serait un progrès pour nous...

— Farceur, je vais te faire ton affaire, trancha le sergent, la sueur sur son visage de cendre brûlée et les yeux obliques. — Nous t'emmenons parce que tu as dit que le commandant était vendu au Pape Vert. C'est pour ça que nous l'emmenons, et il peut être content d'être encore entier.

— Voilà une grande bêtise garçon. Comment t'imagines-tu que l'on puisse vendre une autorité militaire ?

— Je ne sais pas comment, madame... Mais Chipo a entendu de ses oreilles quand ils ont fait le pacte dans l'affaire des terres : « plus on gagne plus pour le commandant »...

— Sergent, moi, je pense, dit Maker Thompson, que celui qu'il faut attraper mort ou vif est Chipo, et qu'il n'y a qu'à lâcher cet homme qui n'a commis d'autre faute que de répéter ce que les autres prêchent.

— A vos ordres. Le commandant nous a dit qu'en l'absence de nos chefs, il fallait vous obéir, à vous. Aussi sommes-nous un peu sous vos ordres.

— Bon, eh bien ! lâchez-le. On ne gagne rien à effrayer les gens, dit Dona Flora en s'approchant pour délier les bras du prisonnier. Qu'il décampe !

L'homme remercia et partit en courant à travers les champs de café piqués d'une nuée de papillons blancs semblables à des flocons de coton éparpillés sur le dur métal des feuilles de caféiers.

— Capturer Chipo, c'est facile à dire. (Le reproche de Geo restait piqué comme une arête dans le gosier du sergent). Comment le pourrions-nous sans une bonne chaloupe pour le poursuivre sur le fleuve ? Voilà ce qu'il nous faut. Avec ces pirogues de rien du tout, de vraies coquilles de noix, il faudrait être sorcier pour l'attraper. Les gars s'en sont rendu compte et ont tiré sur lui. Mais c'est comme si l'on tirait en l'air.

*Entre tous, moi, Chipo Chipo,
seul je sais les refrains des eaux,
moi qui suis fils d'une pirogue,
et né des eaux du Motagua.*

*Moi je sais les refrains des eaux.
Moi seul je sais, moi seul je sais...
Je naviguais sur ma pirogue
lorsque le flot me les chanta.*

Maker Thompson sentit l'appel des mers qui coulaient en ses veines bleues.

— Sergent, dit-il, je me charge de l'attraper vivant sur l'eau. Aux rames, j'ai besoin de gars bien trempés. Où pourrait-on construire, par ici, une embarcation rapide ? Je vais dessiner une de ces chaloupes qui semblent avoir un fil avant pour fendre l'eau.

— Bon, allons tous à la maison, proposa Dona Flora. Nous, nous irons à cheval par le chemin royal. Vous, sergent, pour raccourcir le trajet, allez par là, jusqu'à ce que vous trouviez un bois de bambous. Là vous tournerez à droite. À droite, parce que, sur la gauche, il y a beaucoup de marécages et de broussailles.

Geo s'approcha pour l'aider à monter, mais son corps se déroba, non sans laisser aux doigts du jeune homme le temps de palper ce que la main ne suffisait pas à contenir...

Le jeune « Yankee » monta à cheval et la suivit. La jument au trot et la mule au galop traversèrent des plantations odorantes de pamplemousses, d'oranges, de citrons, d'oranges amères, de mangues et de nances, où le soleil tranquille, la terre consumée, brûlante, et le bourdonnement des insectes furent à peine troublés par le grand souffle de leur passage. Il la rejoignit. La jument, effrayée par une ombre s'était presque arrêtée, et il la joignit. Mais avant qu'il ait eu le temps de parler, elle lui demanda :

— Quand Mayari vous a-t-elle dit qu'elle ne se marierait pas avec vous ?

— Il y a environ trois jours.

— Mardi, alors ?...

— Oui. Le dernier jour où elle nous accompagna. Quand

nous avons été chez ces mulâtres qui avaient tant et tant d'enfants. Vous souvenez-vous ? Ceux qui, pressés d'argent pour acheter des médicaments, acceptèrent à la fin de nous vendre leur terre... Mais je voulais vous parler d'autre chose. L'embarcation doit avoir les conditions maîtresses exigées pour cette sorte de canot de poursuite. Des canots très rapides, pour peu que l'on ait de bons rameurs. Demain matin, nous commencerons à la construire. Et mon mariage avec Mayari sera différé jusqu'au moment où j'aurai attrapé Chipó.

Les bêtes allaient au pas, apaisées, luisantes de sueur et de soleil, chassant les mouches à plein fouet de leurs queues.

— Chipó mort ou prisonnier, nous verrons bien si votre fille veut ou non se marier. Pour l'instant, elle dit qu'avec moi il n'en est pas question...

— Elle doit donner une raison, dit Dona Florona.

— Oh ! les raisons ne manquent pas.

— Elle ne peut en avoir tellement. Vous êtes un homme jeune, honnête, de grand avenir.

— Les raisons ne manquent pas.

Et il se pencha en marche pour arranger son étrier. La sueur coulait de son large front comme d'un arrosoir.

— Quelles raisons ? Voici une affaire bien embrouillée si tout le monde devient mystérieux : elle qui ne parle pas, et vous qui ne racontez pas.

— Je ne sais... Je vais faire la barque et après nous verrons.

— Vous allez me raconter d'abord ce que dit cette jeune idiote.

— Je vous le dirai plus tard.

— Maintenant même.

Le ton de Dona Flora ne laissait pas d'échappatoire :

— Vous allez me raconter sur l'heure ce qu'elle dit.

— Ce qu'elle dit ? Avoir besoin du progrès et l'abominer : « parce que notre triste destin veut qu'il nous soit apporté par vous qui n'êtes rien. Et parce que je suis révoltée à l'idée que tu prétendes m'épouser, que je doive partager le pain de ma table avec un homme qui l'a enlevé de la bouche des miens, et mon lit avec un homme qui a

privé les miens de leurs terres et les a laissés sans toits, errants sur les chemins. »

— Mais elle est folle, cria Dona Flora. Elle est folle.

— « Pourquoi ne t'embarques-tu pas et ne t'en vas-tu pas pêcher des perles ? Alors je serai ta femme, et c'est dans l'espoir que j'attendrai ton retour. Les mains pleines de perles et non souillées de sueur humaine. Maintenant, à chacun de tes retours, j'ai peur de te voir entrer. Qu'a-t-il fait ? Qui a-t-il dépouillé ? Ta caresse me brûle et ton baiser m'outrage, parce que je sais que tu tiens entre tes doigts l'once d'or qui corrompt tout, qui salit, qui rend abject, et la cravache qui frappe le rebelle, quand ce n'est pas la crosse du pistolet, et parce que tu portes sur tes lèvres le mépris, sous forme de basse insulte envers ceux qui se vendent à toi et que tu détruis, et d'injure impuissante à l'égard de ceux qui t'échappent. »

— Elle est folle. Elle est folle.

*
**

Aux approches de la maison, la présence du sergent, qui s'avança pour les saluer, leur apprit que l'escorte était déjà là, qu'elle était arrivée. Les soldats dormaient sous un entrelacement de branches.

Ils lâchèrent les chevaux et montèrent à la galerie. Dona Flora avait hâte de dire à sa fille ses quatre vérités. Fougères en pots... orchidées... paravents multicolores... fauteuils... têtes de cerfs... tables... chaises-longues... portemanteaux... volières...

Dona Flora pressa le pas — la galerie était longue — pour gagner les chambres intérieures, appelant sa fille à grands cris.

— Mayari... Mayari...

Personne ne répondit.

— Mayari... Mayari...

Elle parcourut tour à tour, en l'appelant à grands cris, sa chambre, la salle à manger, la lingerie, l'oratoire...

— Mayari... Mayari...

« Où donc cette folle a-t-elle pu aller ? se demandait-elle à voix basse. A la cuisine ? Dans les communs ? »

Et elle continua à l'appeler :

— Mayari...

— Non, elle n'est pas venue ici, dit la cuisinière, une naine aux tresses plantées sur la tête comme un fumier de vache.

Les heures passèrent... Dona Flora revint des communs pour voir si rien ne manquait dans les armoires. Rien n'avait disparu. Le linge, les vêtements, tout était au complet.

Valets d'écurie, domestiques et soldats se répandirent dans les alentours de la maison, à la recherche de la jeune fille. On dépêcha un messenger sur le meilleur cheval afin de s'informer de Mayari à la station de Bananera, et, au cas où il ne recueillerait aucune nouvelle, de demander les heures des trains de marchandises qui passeraient dans la nuit. Attendre le train de voyageurs du lendemain serait trop long.

— Ceci est bien, s'il ne lui est rien arrivé. Si ces maudits ne lui ont pas fait de mal. Voilà ce que l'on gagne à vouloir acheter leurs terres : des inimitiés, des haines... Une vengeance, voilà ce dont j'ai peur. Mais non, elle doit être chez son parrain Aceituno.

— Je ne m'inquiète pas : je sais qu'elle est partie pour nous fuir.

— Pourquoi ce pluriel ? Pour vous fuir... Ma pauvre petite folle.

— Oui : pour me fuir... Bien qu'une fois, elle m'ait dit : « Je ne peux plus voir ma mère, parce qu'elle ressemble à la Malinche ».

— Ah ! elle disait cela... Bon, je ne sais si je suis pire ou meilleure, car je ne sais même pas qui était la Malinche. Quelque femme perdue... Les plus dévergondées sont les seules dont on parle dans l'histoire.

— La Malinche aida Fernan Cortez contre les Indiens, au moment de la conquête du Mexique. Et comme vous m'aidez...

— S'il en est ainsi, passe encore... Le progrès l'exige, et vous, sans être ce Cortez, vous vous êtes engagé à nous amener la civilisation.

— Moi ?

— Parfaitement, vous...

— Je ne me suis engagé à rien du tout. Cela, c'était la

lubie de Jinger Kind, le manchot. Il prit peur en voyant le commandant frapper Chipó. S'il l'eut tué au lieu de le frapper, il nous aurait évité bien des ennuis.

— Bien. Peu m'importe à moi que vous nous ameniez ou non la civilisation. Ce qui m'intéresse pour l'instant est que le prochain vapeur qui passera en direction du nord charge mes bananes.

— Considérez que la chose est faite...

— A soixante-deux centimes et demi le régime...

— Comptez sur nous. Plutôt de huit mains que d'une...

— Vous ne perdrez rien à la peine... Venez avec moi. Approchez la lampe. Je veux voir une chose... Il me semblait bien... Ces cages sont vides. Eclairez de l'autre côté. Elles sont toutes vides.

— Qu'en concluez-vous ?

— Que Mayari est partie définitivement, et qu'elle est sortie presque sur nos pas, très tôt. Les oiseaux avaient à peine commencé à manger ce qu'on leur a mis dans les cages ce matin.

Le coassement des crapauds, le mugissement des troupeaux de vaches, les branches d'arbres agitées par le vent battaient l'air comme des balais fous pour que tout reluise, immaculé, immaculé, lorsque la lune se lèverait.

Les domestiques apportèrent quelque chose à manger. Mais qui donc pouvait avaler une bouchée ? Ils étaient dans l'attente du courrier dépêché à Bananera, les montures sellées, prêts à partir pour prendre le premier train qui passerait cette nuit en direction du port. Dona Flora était sur le point de fermer la valise qu'elle n'avait jamais fini de remplir.

Soudain, elle décolla ses mains, comme d'une masse de farine, des effets qu'elles froissaient dans la valise, et dit :

— Je me demande...

Elle n'attendit pas que l'Américain eut soulevé la lampe. Elle la souleva et courut, toute défaite, vers la petite chambre où l'on gardait les caisses chargées des vêtements de noces commandés à New-York. Elle éleva la lumière aussi haut qu'elle put. Geo lui prit la lampe pour l'éclairer de plus haut. Une ombre d'angoisse monta aux joues de Dona Flora, obscurcit ses yeux et gela sa chevelure imbibée de

sueur chaude. Elle voulut arracher la lampe des mains de Maker Thompson, mais ne le put. Ses mains tremblaient comme si elle était sur le point d'avoir une attaque.

Mayari avait revêtu sa robe de mariée. C'était la seule robe qui manquait. Elle s'était vêtue de blanc. Elle s'était habillée en mariée. Pourquoi ? Pourquoi ? Pourquoi ?

*Entre tous, moi, Chipó Chipó,
seul je sais les refrains des eaux,
moi qui suis fils d'une pirogue,
et né des eaux du Motagua.*

*Moi je sais les refrains des eaux.
Moi seul je sais, moi seul je sais...
Je naviguais sur ma pirogue
lorsque le flot me les chanta.*

La galerie était baignée de lune. On eut plutôt dit un bras de saline. Les cours, les vergers, tout ressemblait à une saline. Un drap blanc s'étendait sur les coteaux, les cols et les vallées, où se dressaient, tels des cierges éteints, les orgues des hauts cactus solitaires aux touffes neigeuses de coton. Ce n'étaient pas des lucioles, mais des torches qui brillaient dans la nuit blanche. Où allaient-elles ? Que faisaient-elles ? Que cherchaient-elles ? Le fleuve, semblable à une nappe de lait répandu, coulait, de plus en plus large, entre les grèves de sable qui le palpaient pour voir si c'était bien le même fleuve qui roulait, torrentueux, du haut des montagnes, et qui, sur la côte, sommeillait sous la pleine lune, ce déluge d'argent qui l'aveuglait.

— Pourquoi ? répétait Dona Flora, d'une voix d'automate. Pourquoi ?

— Nous ne savons si elle a mis sa robe ou si elle l'a seulement emportée.

— Elle l'a mise, Geo. Elle s'est habillée en mariée. J'en suis sûre. Pourquoi ne m'apportez-vous pas un verre d'eau ?

Geo alla à la cuisine, à la recherche du personnel. Mais il n'y avait plus personne. Un feu fantôme couvait sous la cendre. Les chiens eux-mêmes erraient au dehors en hurlant. Il s'arrêta pour écouter. On entendait marcher des peuplades entières. Martellement de la plante des pieds nus sur la terre

chaude. Martellement des pieds qui frappent le sol et s'en détachent. Bruissement des feuilles grillées au soleil puis imbibées d'humidité nocturne. Un soldat apparut, les lèvres bleues d'avoir mangé des mûres sauvages. Lui aussi voulait boire. Tous avaient soif. Soif sous la lune. Soif de sable riverain du fleuve. Soif de cendre.

— Soldat, quelle est la signification de cette nuit ? Pourquoi êtes-vous tous en chemin, des torches enflammées à la main ? Pourquoi avez-vous allumé tant de lampions ?

Le soldat remua ses lèvres bleues, mais l'on n'entendit pas sa réponse. Geo eut l'impression qu'il n'était pas un être humain, mais l'une des figures de pierres sculptées de Quirigua. Il emplit un verre d'eau et revint, tremblant, prenant garde de ne pas présenter le dos. Dona Flora était étendue sur un hamac, les yeux attachés au plafond.

— Dépêchez-vous, j'étouffe, lui dit-elle, en l'entendant venir. A quelle heure reviendra l'homme qui a été à la gare ? demanda-t-elle en lui rendant le verre.

— Il me semble que nous ne devrions pas attendre ici. Que passe un train de marchandise ou que nous devions prendre demain le train de voyageurs, il faudrait être là-bas. Nous ne faisons rien ici. Tous sont en chemin à travers la montagne. Les valets, les soldats — puisque vous avez dit au sergent de s'en aller — les paysans... Ils semblent fous. Ils s'approchent du fleuve. Ils parlent avec l'eau, ils se mouillent les pieds, et reviennent...

Dona Flora se rangea en soupirant à l'avis de Geo :

— Bon. Mieux vaut être à la gare. Il faut emporter de l'argent, des armes... Veillez à ce que mes armoires soient fermées à clef. Il faut barricader les portes de l'intérieur. Nous sortirons par la porte de la salle et nous la fermerons au cadenas.

— Et si Mayari revenait... On ne peut faire cela... Elle trouverait tout fermé.

— Les oiseaux reviendraient plutôt à leurs volières.

— Il faut fermer les volières aussi...

— Allez, ne soyez pas fatigant...

Geo s'en fut pour barricader les portes. Un cri de Dona Flora l'arrêta. Les yeux fixes, le souffle coupé, elle mordait ses lèvres. A sa pensée venait de surgir l'hypothèse d'un

suicide de Mayari, l'image d'une Mayari se jetant dans le fleuve en robe de mariée... Pour Maker Thompson, le fait était évident, après ce qui s'était passé sur l'îlot, le jour où ils avaient été sur le point de se noyer. Mais il ne dit rien. Il se taisait, près de la mère au désespoir, les yeux révulsés et noyés de pleurs, la langue recroquevillée dans la bouche entrouverte pleine de salive sanglotante.

— Il me semble plus probable qu'elle ait été au port par le train de voyageurs. Si, comme vous le dites, elle est partie très tôt, presque derrière nous, elle a eu le temps de le prendre à Bananera. Aussi faut-il aller s'informer d'urgence à la gare. Ici, nous sommes comme des aveugles...

Il était urgent, il était nécessaire de gagner du temps, de fermer les portes, de bouger, de partir... Ils amenèrent les montures. Les ombres des chevaux que Maker Thompson était en train de seller se dessinaient sur la façade resplendissante comme des figurines découpées en papier noir.

— Geo, c'est une chose horrible : je sens que je nage contre toute espérance...

— Bien au contraire, mon amie, là-bas on nous renseignera...

.. .. .
(Tandis que sa mère et son fiancé se dirigent vers la gare, Mayari en robe de mariée erre dans la nuit sillonnée de patrouilles, de peuplades errantes et de hautes lueurs de torches...)

Témoin des transactions de Maker Thompson, elle avait peu à peu compris l'impossibilité de s'unir à lui...)

.. .. .
 Son visage baigné d'eau de sel, au long des nuits où elle pleurait à chaudes larmes sur la taie d'oreiller, transpirant sous le poids léger du drap — elle transpirait d'angoisse — fit face aux jours vides qui l'attendaient, lorsqu'elle aurait épousé l'ambition d'un capitaine d'industrie. Geo n'était pas autre chose : un ambitieux capitaine d'industrie, sans autre horizon que celui de la quantité, de sommes toujours fabuleuses... Ce qui, dans un milieu où les gens ne parlaient pas d'affaires de millions et avaient tout au plus de petits capitaux de papier — un papier qui passait pour de l'argent — lui conférait une supériorité de maître. Une supériorité dont

il était en réalité dépourvu, car il était de manières vulgaires : il parlait à voix forte, les mains gesticulantes, ses grands pieds marchant à larges enjambées, n'ayant à la bouche d'autre mot que celui de « *liquider* ». Elle était horrifiée à l'idée d'être unie à un homme qui ignorait l'émotion, le rêve, qui se moquait d'elle lorsqu'elle lui disait que son corps frissonnait en contemplant l'image de la Vierge ou un paysage. Mais elle l'eût supporté... Elle le supportait déjà en tant que fiancé vivant en sa demeure. Mais ce qui, à sa seule vue, au son de sa voix ou à son approche, lui plantait dans le gosier une arrête qui ne passait ni en arrière ni en avant, était le mépris qu'il témoignait aux gens du pays. Elle en était blessée, révoltée...

La famille des mulâtres aux nombreux enfants fut la première à laquelle elle se hasarda à dire un mot. Lorsqu'elle eut parlé avec d'autres paysans, son exposé devint plus précis. L'effort d'expliquer la question en termes élémentaires clarifia sa pensée. Au début, ils la regardaient avec méfiance.

— *Encore une qui nous la baille belle*, dit un vieux gâteux, couleur de bois de spondias¹, qui ne voulut pas l'écouter.

Et une vieille femme aux yeux de rat murmura :

— *Dieu veuille qu'un cabot enragé la morde.*

A ces quelques-uns s'opposa le grand nombre de ceux qui l'écoutèrent. Pourquoi n'eussent-ils pas suivi son conseil, puisqu'elle ne venait pas, comme les autres, pour les dépouiller, mais pour renforcer leur conviction qu'ils ne devaient vendre à aucun prix ? Ne vendre à aucun prix. Ces cinq mots synthétisèrent la conduite à suivre. Ne vendre à aucun prix. Mieux valait qu'on les expulsât par la force, qu'on les dépouillât sans leur donner un centime. Un jour, il serait possible de rentrer en possession de terres arrachées par la violence. Non de terres vendues. Il fallait parler à tous les voisins, réunir les municipalités, enclôre à la hâte les terrains sans clôture, et conserver avec soin les titres de propriété.

En cette activité née et nourrie de son aversion à l'égard de Maker Thompson, elle éprouva sa plus grande émotion,

1. Arbre des Tropiques.

le matin où, aux approches de midi, elle rencontra Chipo Chipo.

A l'aide de cordes, on la descendit, sur une sorte de trapèze, dans une cavité riveraine du rio Motagua. Elle descendit d'abord jusqu'à la grève, et de là, suivant les pas d'un homme nu, sans rien d'autre qu'un cache-sexe, elle grimpa par un sentier caillouteux jusqu'à la grotte au fond de laquelle Chipo se tenait blotti.

Mayari l'avait connu au port, au temps où il n'était pas encore meneur d'hommes, et où ils allaient à la découverte des îlots. Il la reconnut sur-le-champ. Il s'arrêta, retira son chapeau et vint lui demander une main sur laquelle ses lèvres charnues imprimèrent l'ardeur en un soupir que les narines de Mayari recueillirent en flairant sa propre main. On entendait au dehors le grand fracas du fleuve, qui assourdissait tout l'être. Aussi les riverains des grèves étaient-ils gens de riche mimique. Ils s'aidaient du geste à la façon des sourds-muets.

— L'homme est puissant comme les dieux par la voix, lui dit Chipo. Et tant que la voix ne nous fera pas défaut, nous serons puissants. Je te salue.

Mayari souriante dissimula ses yeux d'ébène sous ses cils touffus. Existait-il meilleure réponse au salut de cet homme qui ne sortait pas de la pénombre, et dont on ne voyait briller par instants que les dents de neige et le blanc des orbites en un masque de marc de café ?

— Les chemins où furent les gibets seront rougis de sang. La mesquine justice du métis nous livrera au blanc. Le cachot et le fouet nous attendent. Mais nos poitrines seront tranquilles sous la terre, jusqu'à ce que se lève le jour de la vengeance, que verront les yeux des enterrés, plus nombreux que les étoiles, ce jour où l'on boira le sang en petites tasses de chocolat. Quand on a peur, l'os de la gorge se fait salive. Je ne sens rien de tel. J'ai la bouche sèche et je parle en paix. Tu es la menthe odorante, la bonne herbe, et tu pleureras sur nous quand viendra le moment de la lutte.

— Comment pourrions-nous l'éviter ? Les municipalités se sont déjà réunies et les voisins se passent chaque jour des mots d'alerte. Si je pouvais faire quelque chose...

— Rien. Donner ton parfum comme la menthe.

— Chipo...

— Mais si tu épouses le Pape Vert, l'homme de fer aux bras de singe, tu ne pourras plus donner ton parfum, pas même donner ton parfum de menthe.

— Je ne l'épouserai pas.

— Et cette robe de mariée ?...

— Je la mettrai pour épouser un autre homme.

— Avec le rio Motagua, il n'est femme qui se marie.

— Moi, je me marierai.

— Attends la pleine lune, la lune de maïs.

— J'attendrai la pleine lune.

— Je t'emporterai sur ma barque.

— Quel gage me donnes-tu, Chipo Chipo ?

— Un petit collier de perles, de neuf perles, les neuf perles de Chipo-po-po-po -po-po -pø-pø-pøl...

(*A suivre*)

Miguel Angel ASTURIAS.

(Traduit par Elena de La Souchère
et Manuel Tunon de Lara.)

SOL DE LA MONTAGNE

La nuit a ce goût de terre que je ne connais pas, — au-dessus du sol, mais très bas, ciel qui est à l'intérieur des parois.

Tout l'air du dehors imprègne la pièce. Déjà en moi, la pointe mortelle, — avant la paroi.

Le jour le projette contre cette blanche paroi.

* *

Pas plus que le brasier blanc du matin dont mon papier s'approche, comme on approche de la lumière, du froid.

Comme la poitrine ouverte, du matin froid.

* *

L'air lisse

le sol raboteux

tour à tour

le sol et l'air

la terre comme une pièce

dans l'intervalle du feu.

* *

De la masse il ne reste que ce qui ruisselle dans la sécheresse de l'hiver, comme une plaie aussi forte que l'air.

Je ne sais pas encore avancer dans ce ciel.

Je donnerai brutalement dans les pierres.

*
* *

Le jour
avec les travaux du jour

le blanc des murs
je me range
avant de prendre feu
je suis comme le vent

au début du matin.

*
* *

L'interstice où je m'engouffre. L'air simple.
Cessant de rouler, je retrouve la terre immobile.
Un instant.

LE FEU ET LA LUEUR

J'occupe seul cette demeure
blanche

où rien ne contrarie

le vent

si nous sommes ce qui a crié
et le cri

qui ouvre un ciel
de glace

un plafond blanc

nous nous sommes aimés

sous ce plafond.

■
* *

Sans acquiescer à la lumière du feu qui empêche de dormir,
à la terre je préfère la nuit blanche.

*
* *

S'il n'y avait pas la force
de la poussière
qui coupe jambes et bras
- mais seul le blanc
qui verse
je tiendrais le ciel
profonde ornière
avec laquelle nous tournons
et qui donne
contre l'air.

André du BOUCHET.

LES ORIGINES DE LA COMMUNE : PARIS, AOUT 1870 (*fin*)

Qui est-il donc, cet immolé, et que veut-il au juste ? Là encore, n'allons pas trop vite, et sans tenir compte des légendes, n'accordons crédit qu'aux faits et aux documents. Jules Trochu est un homme de cinquante-cinq ans — calvitie, barbichette, front plissé, le regard droit. C'est un général « distingué ⁶⁵ » et du genre spéculatif, un « penseur », disait l'*Illustration* du 23 juillet. Il a servi, jadis, en Afrique, et, Bugeaud le trouvant à son goût, il s'était pu croire promis à une belle carrière ; mais il ne cache point ses préférences orléanistes, et l'Empire l'a tenu à l'écart des faveurs. Passé général de division le 4 mai 1859, il est resté tel, depuis lors. Onze ans que cela dure. Jules Trochu a battu tous les records. En 1870, il est le plus ancien divisionnaire de l'armée française ⁶⁶. Aussi a-t-il, et de longue date, ses idées sur l'avancement. Trois ans plus tôt, il a publié, sous l'anonymat, un petit livre très aigre, et qui a connu douze éditions en six mois, *L'armée en 1867*. Les gens de gauche, qui ne

65. Goncourt, dans son *Journal* (IV, 112, sous la date du 4 novembre 1870) écrira, sans bienveillance, de Trochu qu'il était exactement « le général distingué tel que l'inventerait un roman sans talent ou une pièce du Gymnase ».

66. Une des raisons qui font de Trochu, sous l'Empire, un opposant discret, est le jugement sévère qu'il porte sur les faiblesses qu'il croit discerner chez Napoléon III à l'égard de la classe ouvrière ; il évoquera en 1871, devant l'Assemblée Nationale cette « organisation de la démagogie » par l'empereur lui-même, lequel n'a pas peu contribué, dira le général, à accroître « considérablement et directement » le danger rouge par sa scandaleuse « loi des coalitions » en 1864 et par la tolérance qu'il accordait aux « associations de secours mutuels » (Discours du 13 juin 1871, reproduit dans son opuscule : *La politique et le siège de Paris*, 1872, p. 206.)

l'ont pas lu mais l'honorent sur la réputation de l'auteur qu'on prétend très hostile au régime, s'imaginent l'ouvrage progressiste. Je l'ai lu. Il relève éminemment des « saines doctrines » ; rien de plus éloigné de l'idée des milices et de la « nation armée » ; la réclamation, au contraire, d'un retour aux anciennes méthodes : une armée restreinte, une armée de professionnels, et solidement tenue en mains ; dix ans de service, et, en cas de guerre, la mobilisation seulement des anciens soldats, mais en une rafle de grande envergure, « tous les anciens soldats de vingt-huit à quarante ans ». Plus d'un million de vétérans, ainsi, sous les armes et tous du commun, l'élite de la nation se trouvant à la fois, par ce moyen sûr, préservée de tous ennuis dans la paix comme dans la guerre, et défendue solidement. Avantage supplémentaire du service très long : ces plébéiens qu'on aura dressés et malaxés pendant dix ans à la caserne, leur enseignant le sens du devoir et le respect des supérieurs, lorsqu'on les reversera, au bout de deux lustres, dans « la masse populaire », ils y seront, infailliblement, de « puissants instruments de moralisation publique ». Le venin du livre, selon la règle, était à la fin, au chapitre X, en vue duquel, principalement, tout l'opuscule était écrit. Titre de ce dixième chapitre : « *Réflexions sur l'avancement dans l'armée française* ». On y voyait dénudées ces « ardentes préoccupations d'ambition ⁶⁷ » qui, selon Trochu, constituent la plaie de l'armée impériale, et il y dénonçait cette « passion qui ne se fixe pas parce qu'elle convoite tout, qui a pour origine des prétentions, pour moyen la compétition, et que rien n'apaise ⁶⁸ ». L'épigraphe de ce chapitre X résumait d'ailleurs tout le sens du pamphlet ; c'était une phrase de Bugeaud, adressée à Louis-Philippe par ce grand soldat, dans une lettre du 2 juin 1846 : « Trop d'hommes incapables arrivent au sommet de l'armée. »

Dès la guerre déclarée, Trochu avait annoncé à ses amis que nous serions vaincus. Sa prédiction, il l'avait même consignée par écrit dans un « testament » dont il parlait volontiers, un testament daté du 21 juillet, et qu'il avait déposé

67. (Trochu) *L'armée en 1867*. Paris, Amyot, p. 92.

68. *Ibid.*, p. 93.

chez M^e Ducloux, doyen des notaires de Paris ⁶⁹. Les désastres, à la frontière, eurent pour Trochu ce bienfait qu'ils le mirent soudain en vedette. « Je cessai d'être un général-rhétteur, écrivait-il avec satisfaction dans ses *Mémoires*, pour devenir un général-prophète ⁷⁰. » Ollivier, en juillet, avait déjà voulu, pour être agréable à la gauche, appeler Trochu au gouvernement et lui confier l'intérim de la Guerre ⁷¹. On pense bien que Jules s'était récusé, et avec quel haut-le-corps ⁷² ! Il n'allait pas mêler son nom, grâce au ciel demeuré tout pur, à la honte de la débâcle qu'inévitablement allait engendrer l'insuffisance de nos « grands chefs ».

Son prestige monte de plus en plus, avec les colères bourgeoises contre cet Empire qui nous a jetés dans une aventure déplorable, et Trochu l'opposant, Trochu le brimé, Trochu le vrai conservateur, apparaît comme l'homme de réserve, l'homme fort qui protégera la société contre le contre-coup possible des folies officielles. L'impératrice elle-même, le 9 août, dans son affolement, songe à faire appel au patriotisme d'un adversaire qu'elle veut croire, devant l'invasion, oublieux de tous ses griefs, de toutes ses rancunes, et prêt au combat suprême. Par l'entremise de l'amiral Jurien de la Gravière, elle lui fait offrir, une seconde fois, le portefeuille de la Guerre. Le même jour, Trochu est sollicité de tous côtés : Schneider, le président du Corps Législatif, lui fait la même proposition qu'Eugénie ⁷³, et nous avons vu, à la Chambre, derrière La Tour du Moulin, deux marquis, un baron et plusieurs autres grands notables, réclamer pour Trochu la présidence du Conseil. Jules-le-Chaune convoite aucune de ces grandeurs. Il n'est pas du tout, comme Thiers, tendu dans la préparation, exaltante, d'un

69. Pendant le siège, une confusion s'établit dans l'esprit des journalistes, qui se gaussaient du fameux « Plan-Trochu », le plan de salut, le plan de sortie, dont le général parlait toujours sans que l'on vit trace de son exécution et que, disait-on, il avait « déposé chez Ducloux ». Ce n'était pas le « plan » — et pour cause ! — qui se trouvait dans le coffre du notaire, mais le « testament » du 21 juillet.

70. Trochu. *Œuvres posthumes (Le Siège de Paris)* t. I, p. 106.

71. Cet interim que Napoléon voulait offrir à Thiers et qui fut donné, finalement, à Dejean.

72. C'est même à la suite de cette proposition que Trochu avait rédigé sa prophétie testamentaire.

73. Et Fidus note, le 9, sur ses tablettes : « On dit que le général Trochu va devenir général en chef. » (Fidus, *Journal*, p. 50.)

changement de régime avantageux à sa personne. Le voici tout à coup devenu, comme le constate, avec aigreur, Jérôme David, « l'idole de la bourgeoisie ⁷⁴ ». Et s'il se sent, en effet, appelé par une vocation, ce n'est pas du tout celle dont se mettent à rêver pour lui les orléanistes, et qui lui vaut, soudain, l'attention aiguë de M. Thiers.

Thiers et Trochu partent, c'est vrai, du même postulat, à savoir que la guerre est perdue, — l'un, parce qu'il est indispensable à ses calculs qu'elle le soit, l'autre, le général, parce que nous sommes commandés par des imbéciles. Mais tandis que Thiers entend réussir, à la faveur du désastre, une brillante opération politique, Trochu, obsédé par le « danger rouge », n'a qu'une seule préoccupation : tout faire, sacrificiellement s'il le faut, pour que la déroute ne s'accompagne point d'une subversion, pour que le drame militaire ne se complique point d'une tragédie sociale. Il est du côté de Brame, le ministre — un Jules encore ; les Jules fourmillent dans cette histoire — Jules Brame, l'« otage » du centre-gauche au sein du cabinet Palikao, Brame qui a lâché Thiers et qui a tellement peur des faubourgs qu'il trouve horrible, et d'une témérité mortelle, l'entreprise de ses amis d'hier pour jeter bas l'Empire et se substituer à lui en profitant d'une catastrophe guerrière, comme si la canaille, déjà presque soulevée, allait être assez bonne pour les laisser établir un régime plus sûr. Jules Brame est devenu tout à coup « dynastique » par épouvante, et il l'avouera tout franc, le 13 juillet 1871, devant la Commission d'Enquête : « Nous comprenions, dira-t-il, que le jour où la dynastie viendrait à s'effondrer, la guerre civile surgirait ⁷⁵. »

Trochu — et c'est là ce qu'il faut savoir — Trochu, en août 1870, ne pense pas autrement. Le 10 août, avant même que notre armée de Metz soit encerclée, mais dans l'effroi qu'il éprouve, depuis les scènes de la veille, Trochu adresse à un ami qu'il a auprès de l'empereur, le général de Wau- bert, une lettre anxieuse pour le conjurer d'agir de toutes ses forces sur le souverain afin que ce dernier donne à l'armée du Rhin ainsi qu'aux régiments rescapés des autres corps l'ordre immédiat d'un repli sur Paris. Le 12, Eugénie signe

74. *Dép.*, t. I, p. 159.

75. *Dép.*, t. I, p. 189.

un décret nommant Trochu commandant de corps d'armée. Enfin ! L'impératrice n'aime pas Trochu ; elle le tient pour un agent orléaniste à l'affût d'une Restauration ; elle a été indignée de ce qu'elle a pris chez lui pour un péché contre le patriotisme lorsqu'elle l'a vu refuser le portefeuille de la Guerre dans le cabinet Palikao ; mais c'est une nécessité politique d'utiliser ce général dont le nom, ces jours-ci, retentit partout. Clément-Duvernois confiera, en juillet 1871, à la Commission d'Enquête que « c'était un tort ⁷⁶ », de la part du pouvoir et des autorités militaires, une erreur à réparer au plus vite, d'avoir écarté jusque-là Trochu des grands commandements ; et, de fait, si Trochu avait été battu comme les autres, début août, comme les Douay, les Frossard ou les Mac-Mahon, l'Empire eût vu s'éteindre du coup la dangereuse illustration du personnage. Quelle maladresse on avait faite là ! Trochu a maintenant sous ses ordres, à Châlons, la mobile de Paris. C'est une troupe abominable, où règne le plus mauvais esprit. Les exemptions pour la mobile ont été innombrables au profit des bonnes familles, si bien que ces bataillons sont presque exclusivement formés de gens de rien ; il y a même là des êtres hideux, les mobiles issus de Montmartre, Belleville et Ménilmontant, ces hauts faubourgs qu'on appelle communément des « bas-fonds ⁷⁷ », et dont le seul nom provoque chez les honnêtes gens un réflexe d'épouvante, « Bellevillois », en 1870, étant devenu synonyme de « communiste », de pillard, d'assassin, trois vocables équivalents. « Notre premier acte », déclarera Clément-Duvernois dans son récit de la fin du règne, le *premier* acte du ministère Palikao, dès sa première réunion, dans la nuit du 9 au 10 août, « avait été d'éloigner [sur Châlons] les mobiles parisiens ⁷⁸ », tant le gouvernement était, à juste titre, « préoccupé de la question intérieure ⁷⁹ ». Aveu qu'il faut retenir, propos qu'on ne saurait trop souligner. Car il est capital de n'oublier pas une seconde, si l'on veut suivre et comprendre le déroulement des faits, cette vérité fondamentale : tout se joue, ici, en fonction de la politique inté-

76. *Dép.*, t. I, p. 218.

77. Cf. Colonel comte de Meffray. *Les fautes de la défense de Paris*, 1874, p. 62.

78. *Dép.*, t. I, p. 219.

79. *Dép.*, t. I, p. 218.

rieure. Et Napoléon lui-même l'écrira, en une phrase trop peu citée, dans ses *Causes de la capitulation de Sedan* : la catastrophe de Sedan n'eût jamais eu lieu « si les opérations militaires n'avaient pas été sans cesse subordonnées à des considérations politiques ⁸⁰ ».

Que Trochu, donc, le royaliste, se débrouille avec les gaillards dont on lui remet le commandement ! Un tour assez piquant qu'on vient de lui jouer là. « Les rumeurs les plus sinistres nous revenaient » de Châlons, racontera en 1871 le bon Sarcey qui en frissonne encore ⁸¹ ; et le comte d'Hérisson, dans son *Journal d'un officier d'ordonnance*, relate, c'est vrai, un détail horrible et qui en dit long : au camp de Mourmelon, où l'on avait entassé en hâte et dans un invraisemblable désordre cette garde mobile qu'il fallait avant tout « éloigner » de la capitale, le 15 août, — un grand jour, chaque année, le jour de la fête de l'empereur, — on avait vu les groupes de corvée se conduire de manière affreuse : chaque fois qu'ils passaient devant le luxueux pavillon, vide encore, où devait descendre l'empereur, chaque fois, nous raconte d'Hérisson, « un loustic criait sur un ton suraigu : — *Vive l'Empereur !* Et le détachement entier, avec ensemble, comptait : — *Une ! deux ! trois !* et répondait : — *M... !* Les officiers n'osaient rien dire ⁸² ». Le cadeau est gracieux, comme on voit, que Palikao fait à Trochu. Ce dernier arrive à Châlons dans la nuit du 15 au 16. Il a reçu la réponse du général de Waubert, lequel, de Metz, le 13 août, lui déclarait que le souverain ne méconnaissait pas ce qu'il pouvait y avoir d'opportun, d'excellent même, dans l'idée qui lui était soumise ; mais, ajoutait Waubert, « des considérations politiques contraires à ces vues de retraite prévalent à Paris, et arrivent ici sous forme d'objections sérieuses ⁸³ ». On n'accepte pas, aux Tuileries, ce plan que Trochu n'est pas le seul à proposer ; c'est du désespoir ; c'est insensé ; parce qu'on a subi des échecs aux extrémités orientales du territoire, est-ce une raison suffisante pour s'en-

80. Cf. H. Welschinger. *La guerre de 1870 : causes et responsabilités*, p. 61.

81. F. Sarcey. *Le siège de Paris*, 1871, p. 21.

82. D'Hérisson. *Journal d'un officier d'ordonnance* (juillet 1870 - février 1871). 1885, p. 23.

83. Trochu. *Œuvres posthumes*, t. I, p. 103.

fuir ainsi, laissant le champ libre à l'invasion, lâchant du coup à l'ennemi le quart de la France ? Nous n'en sommes pas là ! Restent Châlons précisément, Reims, les plaines et les crêtes de Champagne, et la citadelle de Verdun comme point d'appui, pour une grande bataille qui peut encore tout sauver. Mais Waubert vient de le dire à Trochu, de le lui écrire en toutes lettres — et dans les termes même, on l'a vu, que, sans le vouloir, reprendra Napoléon, après coup : ce ne sont pas des raisons stratégiques qui inspirent, d'abord, les avis contraires émanant de Paris ; ce sont « des considérations d'ordre politique ». La « régente » est convaincue qu'un retour de l'empereur aux Tuileries est impossible, impensable, dans les conditions présentes. Parti chef de guerre, battu, et même destitué de son commandement, Napoléon III ne peut plus se montrer dans Paris tant qu'une victoire ne lui aura pas permis d'y reparaitre le front haut et la main sur un glaive que l'on ne pourra plus confondre avec une épée d'argousin. Et il est incontestable, en effet, que, de toutes parts, dans la capitale où l'élan guerrier soulève la foule, les gens s'accrochent passionnément à l'espérance d'une grande bataille, quelque part entre Paris et Metz, une immense mêlée héroïque où ils voient déjà les « légions teutoniques » taillées en pièces. *L'Illustration*, qui traduit le sentiment de la masse, a déclaré, le 20 août, que la Champagne allait être « très vraisemblablement » le théâtre du combat décisif « qui nous délivrera des envahisseurs ». Au Corps Législatif, la gauche affecte de tenir extrêmement à ce que les nouveaux corps « en formation » soient autre chose qu'une gendarmerie auxiliaire, et Palikao ayant annoncé, le 11, aux députés, qu'il organisait « une armée sous Paris », Jules Ferry avait immédiatement souligné, d'un ton sardonique et menaçant, la satisfaction qu'il éprouvait à savoir que ces troupes étaient bien « destinées à combattre l'ennemi et non à garder la capitale ⁸⁴ ». Jules Brame dira d'ailleurs, en toute franchise, devant la Commission d'Enquête : « Ramener l'armée à Paris, c'était nous faire accuser de la donner comme cortège à l'empereur pour la sauvegarde de sa personne » et, fatalement, « provoquer une

84. *Officiel* du 12 août.

85. *Dép.*, t. I, p. 192.

insurrection⁸⁵ ». Ainsi et la volonté de vaincre et l'effroi d'un soulèvement à Paris s'unissaient dans l'esprit de la Cour et du ministère pour écarter toute autre stratégie que celle d'une jonction rapide Mac-Mahon-Bazaine et d'une ruée de l'armée de Châlons en direction de l'Est.

C'est alors que Trochu, tout à coup, sans aucun dessein, j'en suis convaincu, d'ambition personnelle, mais dans l'angoisse, à chaque instant croissante, qui l'étreint en présence du danger social, se jette en avant, sort du rôle d'obéissance qu'on a bien voulu lui assigner, et intervient directement auprès de l'empereur. Il veut recourir à sa décision suprême pour renverser le plan des Tuileries ; il veut que l'on abandonne toute idée d'offensive ; il veut que l'on ramène à tout prix et en toute hâte l'armée de Châlons sur la capitale.

Le 16 août, vers six heures du soir, Napoléon III, venant de Reims, arrive au camp de Châlons. Trochu l'y suit de peu et il a, aussitôt, un entretien avec le prince Napoléon — le fils de Jérôme, le prince « rouge », l'épais rusé qui joue à l'homme de gauche, mais que terrifie la pensée d'une disparition du régime où s'alimente son opulence. Trochu n'aime pas ce Jérôme II ; mais dans les cas désespérés, on bénit les alliés qu'on trouve. Or, selon l'optique de Trochu, la situation est réellement désespérée : la guerre est perdue, comme elle ne pouvait point ne pas l'être, et les affreux, les « Bellevillois », l'épouvantable canaille rouge, ne manqueront pas d'en profiter pour installer à l'hôtel de ville leur « gouvernement » sans-Dieu d'expropriation et de guillotine. Si l'on n'y veille, ces forcenés seront, demain, les maîtres de la France et c'en sera fini, chez nous, de l'ordre et de la civilisation chrétienne. Telle est la conviction tragique du général Trochu. Et lui le royaliste, lui le bon citoyen que l'Empire a maintenu si vilainement en pénitence, il est résolu, à présent, haussant son âme au-dessus des rancœurs, légitimes, et des rancunes, coupables, il est résolu, en toute noblesse, en toute ardente sincérité, à sauver, s'il le peut, cet Empire dont ni lui-même ni les vrais catholiques n'ont, certes, à se louer, mais qui, malgré tout, représente l'ultime rempart contre l'assaut des ennemis du Bien. Et il le dit, choisissant ses mots, — la parole est une de ses spécialités — devant cet interlocuteur, un peu gênant, un peu

suspect qu'est le prince Napoléon. Il met en valeur, non comme une gloire dont il tirerait vanité sotte, mais comme un atout puissant dans leur jeu, cette popularité qui depuis quelque temps l'environne, et qui lui vient non seulement des milieux bourgeois de l'opposition, mais encore des faubourgs eux-mêmes, de la plèbe la plus dangereuse, laquelle exalte son nom presque à l'égal de celui de Bazaine, tant cette tourbe, par bonheur, est aujourd'hui grisée de chauvinisme. Il y a une chance, là, insigne, unique ; un avantage immense qu'il faut absolument saisir, car il y va de tout. Voici donc le plan à suivre : Bazaine est annihilé, quoi qu'il fasse ; la « muraille d'airain », dont parlera si bien M. Thiers, l'enserme, infrangible. Il reste à la France quoi ? L'armée de Châlons ; elle seule et rien de plus, sinon les malheureux 30.000 hommes que Vinoy, peut-être, parviendra à rassembler sous Paris. Qu'est-ce que 30.000 hommes contre une capitale prête à se soulever ? Lancer à l'aventure l'armée de Châlons vers l'Est, c'est la vouer à l'anéantissement ; une armée d'ailleurs sans cohésion, incapable, dit Trochu, de résister aux magnifiques divisions allemandes. Mais ces mêmes troupes, beaucoup trop faibles contre les Prussiens, ont assez d'armes néanmoins pour la tâche que la Providence — disons : le destin — leur réserve : intimider les révolutionnaires de Paris. Le ministère s'effare et répète que l'empereur serait renversé s'il revenait à Paris dans les circonstances où l'on se trouve ; qu'on accusera les Tuileries, dans la foule, avec une indignation furieuse et bientôt émeutière, d'abandonner Bazaine, de ne « ramener l'armée à Paris que dans un intérêt dynastique », de commettre ainsi, envers le pays, une « véritable trahison ⁸⁶ ». Soit. Cette décision-là, Trochu en tombe d'accord, un Palikao ne peut la prendre, avec son cabinet bonapartiste. Mais ce que Palikao est impuissant à réussir, Trochu, lui, par le moyen de sa « légende », est en position de le faire. Il est l'Insoupçonnable. On le sait mal vu de la Cour. Nul ne devinera ce ralliement que lui ordonne à présent sa conscience et qui n'est point bassesse ni vénalité, car il ne demande rien et n'acceptera rien de ce régime qu'il s'offre à sauver. Il se fait fort

86. Tels sont les pronostics de Rouher ; c'est en ces termes qu'il les rappellera, en 1872, devant la Commission d'Enquête (*Dép.*, t. I, p. 243).

de ramener l'armée de Châlons à Paris, et même de l'y faire acclamer. On annoncera à la population que ce mouvement répond à une grande combinaison stratégique, qu'on attire l'ennemi dans un guet-apens, qu'on va l'écraser sous le feu des forts, tandis que Bazaine coupera ses communications. Et, par le bienfait de ce pieux mensonge, l'empereur, sortant de la situation si fausse et si périlleuse dans laquelle il se trouve, « ne commandant plus l'armée et n'étant plus, en même temps, sur son trône⁸⁸ », ressaisira, d'une main ferme, son autorité à Paris, avec cent cinquante mille hommes dans la ville et assez de canons et de mitrailleuses pour maîtriser en un instant toute velléité de rébellion. Certes, il y aura des heures difficiles lorsqu'il faudra traiter avec les vainqueurs. Mais on traitera vite ; on enlèvera l'affaire en un tournemain, payant comptant, même si la facture est énorme. Le salut social est à ce prix. Qu'importe que la plèbe, ensuite, maudisse le général Trochu et couvre son nom d'opprobre. La partie n'en sera pas moins gagnée. Il le livre, son nom, Jules Trochu, aux vengeances futures de la canaille. Devant Dieu, il aura bien mérité de ce qui est, ici-bas, l'unique nécessaire : la religion, la famille, et la propriété ; l'Ordre, en un mot.

Le voilà, le secret du général Trochu, inaperçu encore de l'Histoire, et que, pourtant, après la guerre, deux hommes ont révélé publiquement : Schmitz d'abord, ce Schmitz qui est pour Trochu ce que Boyer fut pour Bazaine, l'homme-lige, le confident, le serviteur tout dévoué. Devant la Commission d'Enquête, en 1871, le général Schmitz ne craindra plus de tout dire, et il ne cachera point qu'en effet, à ses yeux, au milieu d'août 1870, il n'y avait plus qu'un homme au monde, Trochu, son chef, qui fût alors capable de « faire rentrer l'empereur à Paris et de sauver ainsi la dynastie⁸⁸ » : et Saint-Marc Girardin ensuite, le timide Saint-Marc, président en titre, mais vite écarté, de ladite Commission, Saint-Marc Girardin qui, dans son rapport général, — et contrairement à l'opinion de ses collègues, tous sottement haineux

87. Paroles de Trochu, 17 août 1870, rapportées par le général Schmitz, son chef d'état-major, devant la Commission d'Enquête (*Dép.* t. II, p. 278).

88. *Dép.*, t. II, p. 279.

contre Trochu, l'homme incompris du 4 septembre, — laissera entendre (baissant la voix et glissant en hâte cette assertion où résidait cependant toute la vérité) que Trochu n'avait aucunement, d'abord, désiré la République et que s'il avait ramené de Châlons les terribles « mobiles parisiens », bien loin de les tenir pour les prétoriens⁸⁹ de son ambition, c'était au contraire dans l'espoir et la volonté d'être, avec eux, le « Lamoricière » de 70, et d'employer, comme en 1848, « la garde mobile elle-même » au salut des honnêtes gens⁹⁰. Que ne lit-on, d'ailleurs, la déposition même, explicite, de Mac-Mahon, 9 septembre 1871 ? Le prince Napoléon avait bondi sur la proposition que Trochu venait de lui soumettre, et, dans une espèce de fièvre heureuse, il l'avait immédiatement transmise à l'empereur, lui exprimant « ses inquiétudes sur un mouvement révolutionnaire qu'il croyait prêt d'éclater à Paris » et déclarant avec force « qu'il n'y avait que le général Trochu qui, par ses antécédents, fût en mesure d'arrêter ce mouvement⁹¹ ». Puis une conférence a lieu, le 17 à huit heures ; y prennent part : l'empereur, le prince, Mac-Mahon et Trochu (ces deux derniers accompagnés de leurs chefs d'état-major) ; Trochu, dit le maréchal, « exposa à l'empereur qu'il avait eu tort de ne pas avoir en lui confiance entière ; il l'assura de son dévouement, lui promettant que, s'il était envoyé à Paris comme gouverneur, il agirait de manière à lui en donner des preuves certaines⁹² ». L'empereur écoute, silencieux, puis se lève, sous un prétexte quelconque, et fait signe à Mac-Mahon de le suivre dans son cabinet. Là, il interroge le maréchal ; que pense-t-il de Trochu ? Peut-on se fier à lui ? Ce qu'il propose, est-ce raisonnable ? Mac-Mahon approuve ; il approuve absolument ; la suggestion de Trochu lui paraît, à tous égards, pleine de sagesse, et la sincérité du général est évidente : Trochu

89. Le mot est de Jérôme David sur Trochu : « Il s'est assuré (avec ses mobiles) une garde prétorienne. » (*Dép.*, t. I, p. 51).

90. Rapport Saint-Marc Girardin sur les origines du 4 septembre. *Assemblée Nationale. Bulletin* n° 1416, p. 146.

91. *Dép.*, t. I, p. 28.

92. *Ibid.* Et cf. la déclaration même de Trochu, dans son discours du 13 juin 1871 à l'Assemblée Nationale. Trochu rapporte comme suit les propos qu'il tint à l'empereur, le 17 août : « Sire, dans la situation où est le pays, une révolution le précipiterait dans l'abîme. Tout ce qui pourra être fait pour éviter une révolution, je le ferai. » (*Officiel* du 16 juin 1871.)

veut, avant tout, rendre impossible un soulèvement socialiste à Paris, et c'est, à l'heure présente, la première chose à faire, la précaution majeure à prendre. Que demande Trochu, pour l'instant ? Seulement ceci : qu'on le nomme « gouverneur » de Paris et qu'on l'y renvoie tout de suite, avec ses quinze mille mobiles, dont il affirme qu'il les tient bien, qu'ils seront, dans sa main, un merveilleux élément d'ordre ; puis l'empereur l'y suivra, dans les quarante-huit heures, sous la protection de cette grande popularité trompe-l'œil. Tout de même ! Quel coup d'audace Trochu propose là ! Ne se berce-t-il pas d'illusions ? Ces mobiles sont effrayants ; il croit les dominer par sa réputation, augmentée maintenant de phrases séductrices : il s'estime très fort à ce jeu. Et s'il échoue ? Et si ces voyous devinent sa manœuvre ? « L'empereur, dit Mac-Mahon en style noble, voyait de l'inconvénient à renvoyer dans la capitale ces troupes peu disciplinées⁹³ » ; il eût incliné, pour sa part, à diriger sur Lille ou Maubeuge les trois bataillons les plus redoutables, ceux de Belleville, de Montmartre et de Ménilmontant. Non, non ; Trochu veut tout son monde avec lui, et la mesure que préconise l'empereur serait trop voyante. Tout le monde ; y compris les « bellevillois », et spécialement eux. C'est de ces gens-là que Lamoricière a su tirer le meilleur parti, il y a vingt ans.

Napoléon se laisse convaincre. Entendu. Il signe le décret nommant Trochu gouverneur de Paris : « *Châlons, 17 août 1870. Le général Trochu est nommé gouverneur de Paris et commandant en chef de toutes les forces chargées de pourvoir à la défense de la capitale.* » Le 17 au soir, Trochu quitte Châlons pour aller prendre son poste à Paris ; il rédige, dans le train, la proclamation qu'il compte adresser aux habitants de la capitale, et dont il doit soupeser chaque mot avec minutie : « Dans le péril où est le pays [...] Paris se saisit du rôle qui lui appartient et il veut être le centre des grands efforts, des grands sacrifices et des grands exemples. » Doit-il parler de « victoire » ? C'est terriblement tentant, pour l'effet ; mais le mot, malgré tout, ne passe pas. Choisissons une périphrase, à libre interprétation : « J'ai la

93. *Ibid* (Dép., t. I, p. 27).

foi la plus entière dans le succès de notre glorieuse entreprise » ; et, tout de suite après, l'essentiel : « Mais c'est à une condition dont le caractère est impérieux, absolu, et sans laquelle nos communs efforts seraient frappés d'impuissance ; je veux parler du bon ordre et j'entends par là non seulement le calme de la rue, mais [...] le calme de vos esprits », un calme, Parisiens, fait de « votre confiance » ; je n'appartiens, « *on le sait dans l'armée* » (ici, un sourire de connivence) « à aucun autre parti qu'à celui du pays » ; confiance en moi, donc, et « résignation » — un mot important — « devant les épreuves inséparables de la situation » ; ajoutez-y « la sérénité grave et recueillie d'une grande nation militaire qui prend en main, avec une ferme résolution, dans des circonstances solennelles, la conduite de ses destinées ». Pas une allusion à l'empereur. Trop tôt. L'insistance à laisser entendre, au contraire, que c'est « Paris », que c'est « la nation » qui « se saisissent » de leur propre destin, sous la direction affectueuse de Jules Trochu qui n'est, en quelque manière, que leur délégué. Leur délégué d'un instant, car, une fois « mon œuvre » accomplie, dit-il, « je rentrerai, je l'affirme, dans l'obscurité d'où je sors ». Pour conclure, un cri, un cri breton, « une des vieilles devises de la province où je suis né : *Avec l'aide de Dieu, pour la Patrie !* » Au bout de la phrase, quelque pathétique « *En avant !* » eût assuré à cette péroraison une chute oratoire plus parfaite ; mais le moyen de rugir : *En avant !* quand on pense, précisément : *En arrière ?* Déjà très beau, le tour de force, à pareille heure, d'une proclamation guerrière sonnant bien et conforme au genre, sans un mot, un seul, sans la moindre syllabe dirigée contre l'envahisseur et promettant la libération, — le seul ennemi mentionné dans ces lignes étant, en effet, au paragraphe III, « ces hommes [...] qui n'aperçoivent dans les malheurs publics que l'occasion de satisfaire des appétits détestables », ces malfaiteurs que pourraient aider, sans le vouloir, « les ardents qui ne sauraient pas se contenir eux-mêmes », ces criminels que Trochu abandonne d'avance aux vrais Français « de tous les partis », pour qu'ils surveillent leurs agissements et, au besoin, qu'ils en « fassent justice de leurs propres mains ». On comprend que le général Jules ait peiné plusieurs heures, dans son

wagon, le crayon à la main, sur la rédaction de ce « papier » difficile. Au total, le morceau achevé, il n'en était pas mécontent.

*
* *

Mais quelle déconvenue l'attend, à Paris, et quel horrible accueil de la part de ceux-là même qu'il vient sauver, l'impératrice et ses ministres ! C'est à Chevreau, le ministre de l'Intérieur, que Trochu se présente d'abord, le 18, à 0 h. 30 : à peine a-t-il articulé dix mots, Chevreau lui coupe la parole : « — Vous vous trompez ; l'empereur ne vient pas à Paris ! » Trochu demande à voir l'impératrice, et la trouve l'œil en feu : « — Ceux qui ont conseillé à l'empereur les résolutions que vous m'annoncez sont ses ennemis. L'empereur ne reviendra pas à Paris ; il n'y rentrerait pas vivant... » ; puis, avec une cinglante ironie : « Ne pensez-vous pas, général, qu'il conviendrait d'appeler les princes d'Orléans ? ⁹⁴ » Et voilà ! Ils n'ont rien compris ! Ils sont persuadés qu'il médite de les renverser au profit de la monarchie. Ils repoussent sa main tendue. Chevreau, Rouher, Clément-Duvernois, Palikao, tous, ils ont « chambré » l'impératrice pour la mettre en garde contre lui, incapables qu'ils sont, ces hommes sans âme, de croire à l'authenticité d'un pur dévouement. Palikao écume. Lorsque la veille, Chevreau lui avait apporté le télégramme de Châlons annonçant la nomination de Trochu à Paris, Palikao, raconte Jules Brame, n'avait « pu contenir son indignation ⁹⁵ ; il avait parlé de « démissionner ⁹⁶ ».

En présence des comportements de Trochu, inattendus, sans doute, mais si nobles, si exclusivement soucieux des plus hauts intérêts de l'Etat et des gens de bien (c'est tout un), les ministres ont la conviction qu'ils ont introduit un loup dans leur bergerie. Trochu gouverneur de la capitale ! alors qu'Eugénie avait voulu confier ce poste-clef à Canrobert, Certain Canrobert, un ami sûr, celui-là, comme l'indique son prénom, et qui ne badine pas avec la canaille ; il a fait ses preuves sur les boulevards, le 4 décembre. L'impé-

94. Trochu. *Œuvres posthumes*, t. I, p. 145.

95. *Dép.*, t. I, p. 190.

96. Déposition Chevreau (*Dép.*, t. I, p. 264).

ratrice lui a offert le commandement de Paris, le 10 août ⁹⁷, et il l'eût accepté s'il n'avait déjà reçu son ordre de marche pour Metz. Tomber de Canrobert en Trochu, quelle dérision ! Et quel péril ! Pas valable, du reste, en bonne règle, la nomination de Trochu ; une nomination, dit Clément-Duvernois, « faite en dehors du ministère responsable ⁹⁸ », en dehors de la Régence, par un empereur qui s'est lui-même, le 23 juillet, officiellement dessaisi de ses pouvoirs civils en faveur de l'impératrice et du Conseil de ses ministres. Le petit intrigant Trochu a donc arraché à la faiblesse, à la crédulité, ou à la maladie de l'empereur un décret abusif. Mais on ne peut pas le dire à voix haute ; on ne saurait non plus casser une décision, même irrégulière, de celui qui reste le souverain... Et Trochu arrive avec la mobile ! Devant Chevreau, Palikao a éclaté : « Comment ! Il ramène les mobiles ! Mais je ne veux pas que les mobiles entrent dans Paris ! [...] Faites les repartir tout de suite pour le Nord ! Je ne veux pas d'eux ici ⁹⁹ ! » Trochu a osé dire, dans la proclamation qu'il a lancée à ces incendiaires, qu'il les ramenait à Paris parce qu'ils avaient « le droit » de se trouver dans leur cité afin de concourir à sa défense. Langage inouï, où perce trop bien la flatterie de l'aventurier qui veut s'adjoindre des hommes de main ! « Je crois, dira Brame encore bouleversé, en 1871, par l'évocation de ce souvenir, et qui n'en trouve plus bien ses mots, je crois n'avoir jamais appris de ma vie qu'un acte aussi formidable ait été produit par un général envers des soldats ¹⁰⁰ ! » Et ces étranges soldats sont « armés de chassepots ¹⁰¹ », par surcroît ! Le meilleur fusil, que les régiments engagés jusqu'ici ne possèdent même pas tous, et qu'on a si grand soin de refuser, ces temps-ci, aux gardes nationaux nouveaux venus, à moins qu'il ne s'agisse des quartiers convenables. Le policier Mettetal aura sur ce thème, plus tard, un beau développement : pourquoi, dira-t-il, la populace observait-elle, sous l'Empire, « une sorte de tranquillité matérielle ? » Réponse : « parce qu'elle avait peur du chasse-

97. Déposition Canrobert (*Dép.*, t. IV, p. 273).

98. *Dép.*, t. I, p. 219.

99. Déposition Palikao (*Dép.*, t. I, p. 182).

100. *Dép.*, t. I, p. 191.

101. *Dép.*, t. I, p. 190.

pot ; le chassepot avait un grand prestige ; on savait que c'était une arme redoutable et qui avait produit, à Mentana, des effets surprenants » ; malheur à la société « si le *charme du chassepot* [sic] venait à être rompu ¹⁰² ! » Il l'était, dans la pensée de Palikao et des siens, par la faute de Trochu, lequel allait offrir à l'émeute ce merveilleux instrument de règne.

Faire front. Dissimuler, tout en agissant. Le 18, Palikao monte à la tribune pour y apporter une déclaration dont on a arrêté les termes, au Conseil : « Messieurs les députés, permettez-moi de donner des explications sur un fait auquel on a attribué une gravité qu'il n'avait réellement pas [la nomination de Trochu a paru à l'*Officiel*, le matin même] et qui n'a rien que de très simple et de très naturel [...]. Il s'agit de la nomination de M. le général Trochu au commandement supérieur de Paris [...]. J'avais donné le commandement d'un corps d'armée à M. le général Trochu dont je connais et apprécie la valeur (*Très bien ! Très bien !*) [...]. Cherchant [pour le commandement de Paris] un homme intelligent, actif, énergique [...], j'ai songé à M. le général Trochu et je l'ai rappelé moi-même du camp où il pouvait être remplacé par un autre général (*Très bien !*). Voilà le motif qui m'a fait rappeler à Paris le général Trochu. Il n'y en a pas d'autre [...]. (*Vive approbation et applaudissements*) ¹⁰³. » Il ne faut pas, surtout, donner aux scélérats la joie de se dire que Trochu les soutient dans leurs machinations. Jurer le contraire. Faire passer la nomination de Trochu pour une décision très calme et très réfléchie des Tuileries elles-mêmes, qui savent pouvoir compter sur le loyalisme du général. Puisque l'empereur a commis cette bévue énorme et suicidaire, en amortir, du moins, les premières conséquences. Aller au plus pressé par le chemin court de l'imposture ; puis on tâchera d'annihiler, pratiquement, l'individu. Le chasser ? dira Jérôme David. Impossible, car « nous provoquions sur-le-champ dans les rues la sédition de 15.000 jeunes gens armés » et « nous n'avions à apposer à la population de Paris [...] que la garde et les gendarmes ¹⁰⁴ » ; mais

102. *Commission parlementaire d'enquête sur le 18 mars*, p. 246.

103. *Journal Officiel* du 19 août 1870.

104. *Dép.*, t. I, p. 151.

ruser avec lui, « l'annuler sans l'écarter visiblement ¹⁰⁵ ». Et, avant tout, retenir l'empereur loin de la capitale. C'est à cela que, le 17 s'était employée l'impératrice ¹⁰⁶, auprès de son lamentable époux subjugué. Chevreau, Eugénie, on l'a vu, ont été catégoriques devant le général, aux premières heures du 18 août : il se trompe s'il croit avoir réussi son mauvais coup ; l'empereur reste où il est ; on l'annonce à Trochu comme une chose parfaitement arrêtée et sur laquelle il n'y a pas à revenir.

D'autre part, le drame militaire proprement dit. Mac-Mahon semble mou, et Trochu a dû l'influencer. « Le général Trochu, déclarera Jules Brame, ne recula pas devant la responsabilité de créer une compétition de plans [stratégiques]. Il entrava la marche en avant [...]. Il fit perdre six jours ¹⁰⁷. Affirmation qu'il convient de corriger et de compléter en attribuant à l'empereur, à Mac-Mahon, et à Bazaine ce qui leur revient à chacun, et qui n'est point minimée, dans la lenteur des opérations. Mac-Mahon a peu de penchant pour lancer ses divisions en rase campagne, à la rencontre des Prussiens qui viennent de l'étriller si durement, quinze jours plus tôt. C'est le contraire d'un risquetout. Il respire, le 18, quand Napoléon III lui fait lire une dépêche de Bazaine, datée de la veille, annonçant que l'armée du Rhin n'est pas encore en route vers Châlons. Mac-Mahon s'est soigneusement gardé d'accepter le commandement suprême que l'empereur lui proposait. Pas question ! A Bazaine, ce fardeau-là, puisqu'il ne l'a point repoussé ; Mac-Mahon interroge donc son supérieur sur les instructions qu'il voudra bien lui donner. Le 19, en fin de journée, arrive l'avis du généralissime. Un avis qui n'en est pas un : Bazaine laisse à Mac-Mahon la faculté d'agir à sa guise et selon ce qu'il estimera le meilleur. Ce même 19 août, considérant comme trop vulnérables ses positions de Châlons, Mac-Mahon a

105. Propos de Rouher, cités par Saint-Marc Girardin dans son *Rapport*, p. 126.

106. Le 17 août, à vingt-deux heures, Palikao avait adressé à l'empereur un télégramme « suppliant », en son nom comme au nom de l'impératrice, de renoncer à son projet et de ne point « ramener l'armée de Châlons sur Paris. » Napoléon III répondit aussitôt : « Je me rends à votre opinion ».

107. *Dép.*, t. I, p. 193.

ordonné pour le lendemain le départ de toute l'armée vers Reims ; Reims n'est pas sur la route de Verdun ; tant s'en faut. Verdun est à l'est de Châlons, et Reims au nord-ouest. En fait, Mac-Mahon recule, sans vouloir l'avouer clairement. Colère de Palikao qui lui a prescrit, le même jour, d'aller le plus vite possible au devant de Bazaine. Le 20, Mac-Mahon répond au ministre que la prudence et le bon sens lui commandent de rester à Reims jusqu'à ce qu'il connaisse avec exactitude « la direction prise par le maréchal Bazaine ». Au vrai, il incline de plus en plus à se replier sur Paris, et c'est également l'opinion de l'empereur qui voudrait bien ne mécontenter ni le cabinet ni l'impératrice, qui a consenti, par égard pour eux, à différer son retour dans la capitale, mais qui y sait Trochu maintenant, le précieux, le dévoué Trochu en qui il a mis toutes ses espérances. S'il revient avec Mac-Mahon et l'armée, le terrain étant bien préparé par le gouverneur de Paris, les choses se passeront sans difficulté, surtout s'il assortit son retour d'une proclamation flamboyante sur la victoire possible, offerte, certaine contre l'envahisseur ainsi attiré sous les murs, crachant la mitraille, de la Cité Sainte. Et après tout, pourquoi pas, peut-être, pourquoi pas, tandis que Bazaine retiendra devant Metz la moitié de l'armée allemande, pourquoi pas, sous Paris, avec le duc de Magenta, un triomphe qui changera tout ? Tel est le songe auquel, par instant, l'empereur s'abandonne. Mac-Mahon déclarera sans mystères devant la Commission d'Enquête en septembre 1871 qu'« à Reims » déjà, comme ensuite, Napoléon III « était d'avis de reporter l'armée sur Paris ».

Le 21, à Reims (ou plutôt à Corcelles où s'est établi le Quartier Général) survient Rouher, à l'improviste, arrivant de Paris. Le président du Sénat est alarmé jusqu'à l'effarement de la nomination de Trochu, de l'arrivée des mobiles, des dangers d'émeute que tout cela fait grandir. Il vient essayer de convaincre l'empereur de la terrible urgence qui s'impose de « paralyser » Trochu et de réparer, dans toute la mesure du possible, l'erreur affreuse de sa désignation. Rouher apprend d'abord, de la bouche de Mac-Mahon, une nouvelle consternante : le maréchal et l'empereur ont décidé de quitter Reims pour Paris le surlendemain 23, si du moins Bazaine n'a pas d'ici là envoyé des ordres contraires. Puis

on lui raconte en détail ce qui s'est passé le 17 ; on lui rapporte les paroles textuelles de Trochu¹⁰⁸, sa « conversion » qu'il n'y a pas lieu de mettre en doute, ses effrois devant la révolution menaçante, son idée, enfin, suprêmement habile, d'employer au profit du régime, qu'il ne sépare plus désormais du maintien de l'ordre, la faveur si précieuse dont la foule entoure son nom et sa personne. Comment Palikao, comment l'impératrice n'ont-ils pas compris qu'une chance inouïe s'offrait ainsi à la dynastie ? Bazaine paraît bien, maintenant, hélas, coincé tout à fait. Il faut de toute nécessité revenir sous Paris... Et voilà Rouher, ébranlé, convaincu à son tour. Une seule mesure de prudence — sait-on jamais ? — lui paraît pourtant indiquée : bon, très bien, Trochu restera gouverneur de Paris, ayant pour mission d'endormir le peuple et de neutraliser les mobiles (en attendant mieux, si le pire survient) ; mais l'armée proprement dite, l'armée de Châlons-Reims qui va devenir l'armée de Paris, c'est Mac-Mahon qui en conservera le commandement. L'empereur se rallie à ces vues qui, du moins, rassureront l'impératrice, et Rouher prépare aussitôt les documents qui porteront ces grandes décisions à la connaissance du pays ; il rédige même de sa propre main la proclamation que Mac-Mahon adressera aux troupes : « Soldats, l'empereur me confie les fonctions de général en chef de toutes les forces militaires qui, avec l'armée de Châlons, se réuniront autour de Paris *et dans la capitale*. Mon désir le plus ardent était de me porter au secours du maréchal Bazaine, mais cette entreprise était impossible [etc...]. » A peine Rouher a-t-il regagné précipitamment Paris que Palikao le désavoue et télégraphie à Corcelles (Paris, 22 août, 13 heures) : « Le sentiment unanime du Conseil [...] est plus énergique que jamais. Ni décret, ni lettre, ni proclamation ne doivent être publiés [...] . Ne pas secourir Bazaine aurait, à Paris, les plus graves conséquences. » Mais lorsque Mac-Mahon reçoit cette dépêche, il en a une autre, de Bazaine, entre les mains ; une dépêche datée du 19 et qui lui est parvenue ce 22 à 16 heures : Bazaine annonce qu'il compte prendre la direction du Nord et se

108. Rouher, dans sa déposition, en cite ceci (Trochu à l'empereur) : « Si vous me nommez gouverneur de Paris, je réponds que vous pourrez y rentrer. » (*Dép.*, t. I, p. 245).

rabattre ensuite par Montmédy sur Sainte-Menehould. Cette dépêche menteuse ne permet plus à Mac-Mahon d'hésiter. Le devoir est impérieux : voler au-devant de Bazaine, qu'on ne saurait laisser affronter seul l'ennemi. L'empereur a la mort dans l'âme ; il voudrait toujours, et malgré tout, et même en abandonnant Bazaine à son sort, revenir dans sa capitale, sous la protection de Trochu. « C'est moi seul, déclarera Mac-Mahon le 9 septembre 1871, moi seul qui ai prescrit le mouvement » et c'est la dépêche de Bazaine, « cette dépêche seule, qui a modifié mes projets ¹⁰⁹. » Le destin est noué. Le 23 août, l'armée de Reims se met en route vers Montmédy. Napoléon III ne se consolera plus de n'avoir pas su, du 18 au 22, passer outre aux objections furieuses ou gémissantes des Tuileries. Le 29 octobre 1870, de son château de captif, à Wilhelmshöhe, il écrira à Sir Burgoyne : « J'ai voulu conduire à Paris la dernière armée qui nous restait, mais, empêchée par des considérations politiques, la marche en arrière a été retardée, puis elle est devenue impossible ¹¹⁰ » ; et le général du Barail, dans ses *Souvenirs*, exprimera le même regret : « L'intérêt dynastique non moins que l'intérêt national commandait ce retour et cette concentration. Ils eussent empêché probablement la révolution du 4 septembre ¹¹¹. » Si la République a reparu en France, le 4 septembre 1870, ce n'est pas la faute de Trochu.



Thiers avait bien fait, de son côté, nous le savons, tout ce qu'il avait pu pour empêcher la jonction Mac-Mahon-Bazaine ¹¹². Il ignorait l'appoint que les calculs secrets de

109. *Dép.*, t. II, pp. 29 et 31.

110. Document produit par Chaper dans son *Rapport* présenté au nom de la Commission d'Enquête (*Examen, au point de vue militaire, des actes du Gouvernement de la Défense Nationale*) p. 10, en note.

111. Général du Barail. *Mes Souvenirs*, t. III, p. 227.

112. Résumons clairement la position des uns et des autres : Thiers veut la défaite, afin de se substituer à l'empire ; Palikao et Trochu veulent tous deux, au contraire, le maintien du régime ; mais le premier estime que le meilleur moyen d'y parvenir est une victoire militaire, tandis que le second, tenant la guerre pour déjà perdue, ne voit de salut que dans une prompte paix, signée par l'Empereur entouré de régiments fidèles, dans un Paris

qu'une chose, pour sa part : la victoire qui eût remis l'Empire en selle ; et s'il réclamait violemment le retour de l'armée de Châlons pour le maintien de l'ordre dans la capitale, il se tenait pour assuré que les chances d'une survie de l'Empire étaient nulles, après une guerre perdue. On ne fait pas un coup d'État, même avec 150.000 hommes, quand on est un empereur vaincu. Il voyait donc Napoléon III abdiquant en faveur de son fils ; une régence, infiniment faible, qu'on laisserait vivre tout juste le temps de signer la paix ; puis ce « gouvernement anonyme » dont il parlait à d'Haussonville et qui préparerait les élections. Les choses seraient conduites, sous sa direction occulte, par étapes. On aurait, chez les généraux, toutes les amitiés nécessaires, et très facilement, au moyen de quelques promesses. Le peuple serait contenu, grâce à l'intimidation, d'une part, et à un vocabulaire choisi, d'autre part. L'affaire, à ses yeux, se présentait bien, — pourvu que les maréchaux n'allassent point tout gâter par un désastreux succès du côté de Verdun.

Thiers ne connaît pas les dispositions intimes de Trochu qui n'est nullement de ses familiers ; il ne devine point la volonté ardente de sauver l'Empire pour sauver l'ordre dont ce Jules-là est maintenant animé. Il sait seulement deux choses, qui lui sont agréables. Disons trois : que Trochu s'oppose de toutes ses forces à la stratégie de Palikao ; qu'il n'a rien d'un rouge et que s'il flatte ses mobiles et la plèbe, c'est sûrement à bonne intention (« Trochu, dit Thiers à d'Haussonville le 21 août, fait un peu la cour à la gauche [...] ; il a réussi à se rendre populaire, ce qui, à mon sens, n'est pas un tort dans les circonstances actuelles ¹¹³ », et, le 26 encore, au même : « il ne nous fera pas pendre ; cela est bien quelque chose ¹¹⁴ ») ; que ce garçon, enfin, sur lequel il a tout de même quelques informations et dont il a lu l'ouvrage, n'est certainement pas un aigle, ni un lion ; un animal de petit format, ni très fort ni très malin, pas du tout introduit dans

subjugué d'abord, par des phrases, paralysé ensuite sous la menace des canons.

Au total : Thiers s'oppose à Palikao et sur le plan politique et sur le plan militaire ; mais il est d'accord avec Trochu dans l'immédiat : plus de batailles avec les Prussiens, et le retour des troupes à Paris.

113. D'Haussonville, *op. cit.*, p. 39.

114. *Id.*, p. 56.

les cercles parlementaires, et pas dangereux pour un sou sur le plan des réalités politiques. On voit bien d'ailleurs, si l'on n'est pas aveugle et pour peu qu'on ait l'habitude d'interpréter les phrases officielles, on discerne aisément, dans les façons du petit général, l'homme qui veille au grain et travaille à obtenir de la rue le calme indispensable. Il a sa combinaison personnelle — vieille comme le monde, à dire vrai, et que suffit à définir l'antique image du gant de velours et de la main de fer. Il s'est taillé un nouveau succès auprès des naïfs grâce à une lettre-ouverte, adressée à Nefftzer, du *Temps*, et qui a paru dans ce journal le 20 août. C'est un commentaire familier de sa proclamation du 18 ; se désignant lui-même avec modestie comme un simple « professeur d'honnêteté publique », Trochu y développait sa doctrine de l'« *autorité morale* » ; le ton était mâle : « l'idée de maintenir l'ordre par la force de la baïonnette et du sabre [...] me remplit d'horreur et de dégoût » ; foin de ces procédés immondes et de cette basse et vile « *ultima ratio* » qui ne saurait admettre le « pouvoir impersonnel », celui « qui ne se considère que comme une délégation de la nation » ; celui-là ne connaît que la « seule vraie force », la « force morale », faite de la confiance des citoyens. Et Trochu de rappeler, utilement, qu'il a « combattu les erreurs qui ont mis le pays dans le deuil où il est » ; Trochu de redire qu'il « demande leur concours aux hommes de tous les partis », « leur offrant le sien gratuitement, sans réserve [...], avec tout son cœur ».

La lettre, il est vrai, ne s'achevait pas là. Il y avait une queue, et toute chargée, selon le proverbe, d'élixir. Trochu sait ce qu'il veut faire : attendre l'investissement, le siège, organiser un branle-bas retentissant, dans un beau tumulte de manifestes et de périodes civiques propres à tourner les esprits du côté des fortifications plutôt que dans la direction des Tuileries, puis, le jour venu, annoncer au peuple que l'honneur est sauf et qu'il faut traiter. Ce n'est pas encore à présent que l'heure est vraiment aiguë ; elle le deviendra peu à peu et de plus en plus, lorsque les Prussiens seront là et qu'il s'agira de multiplier les moulinets, sans pour autant compromettre dans d'inutiles opérations de guerre des régiments dont la destination n'est pas externe mais interne ;

et le moment se fera critique tout à fait à l'instant de la capitulation salvatrice. C'est pourquoi Trochu prépare son terrain. Il fait appel, au bout de sa lettre, à l'« ascendant du patriotisme » — ingrédient premier de sa fameuse « force morale » — qui devra, de soi-même, s'imposer comme une loi sainte à tous les esprits. Et qui plus qu'un général, et un général point dynastique, « ardent pour le bien public » seulement, mérite d'incarner ce « patriotisme », d'en apprécier les exigences, d'en discerner les devoirs, d'en faire entendre les véritables commandements, quels qu'ils puissent être ? Attention. Lisons bien. « Il peut arriver un moment où Paris, menacé sur toute l'étendue de son périmètre et aux prises avec les épreuves d'un siège, sera pour ainsi dire livré à cette *classe spéciale de gredins* qui [et là Trochu se cite lui-même, reprenant entre guillemets, les termes de sa proclamation] *n'aperçoivent dans les malheurs publics que l'occasion de satisfaire des appétits détestables*. Ceux-là [...] errent dans la ville effarés, crient : *On nous trahit*, pénètrent dans la maison, et la pillent » ; ceux-là, oui, « j'ai recommandé aux honnêtes gens de leur mettre la main au collet », et je compte bien qu'ils le feront. Agréez « monsieur le rédacteur en chef, l'assurance de ma considération distinguée. »

Une pièce de premier choix, cette « Lettre à M. Nefftzer ». Trop oubliée. A conserver, scrupuleusement, présente à notre esprit pour l'intellection des faits jusqu'à janvier 1871. Tout y est dessiné, spécifié même, de ce que sera le jeu du général, y compris la pièce maîtresse : la dénonciation, d'avance, comme « pillards », de ceux qui, ayant percé à jour la méthode, prononceront le mot juste : *trahison*. Cette lucidité, trop à craindre, pas de pire menace pour le bon fonctionnement de l'entreprise. Y parer dès maintenant. Commencer le travail. Oter à ces fâcheux leurs possibilités d'audience. Semer dans les esprits le bon grain qui étouffera la levée de l'ivraie. Et il semble que l'honnête semeur ait lieu de se réjouir, car sa lettre *prend* magnifiquement. Le *Temps*, qui la publie, la fait suivre d'une acclamation : le « langage » du gouverneur, écrit Nefftzer, « est celui du plus généreux patriotisme et de la démocratie la plus pure ; la

confiance de tous lui répondra ¹¹⁵ », et l'*Illustration* même, encore plus à gauche, tiendra pour peu surprenant, le 27, « qu'un immense sentiment d'adhésion ait répondu à d'aussi nobles paroles ».

Ses quinze mille mobiles, Trochu les a conduits non dans Paris même, mais au camp de Saint-Maur. C'est tout près, et ils sont contents. N'empêche qu'ils ne se trouvent point, ainsi, mêlés à une population qui pourrait se faire corruptrice, et que, bien encadrés, avec des officiers portant souvent de très beaux noms, et tous, d'excellente famille, ils sont là hors de la ville, effectifs prélevés sur les contingents d'une émeute éventuelle, et très capables, le cas échéant, de marcher avec entrain contre les « voleurs » anti-patriotes. Le 25, à Saint-Maur, le gouverneur les passe en revue. Un défilé de plus de deux heures, devant lui, à cheval, qui salue de l'épée ses bataillons ; et le moral de tout ça au plus haut : « Vive Trochu ! » « Vive Trochu ! », sans cesse, à mesure que les rangs se sont succédé sous son regard ¹¹⁶.

Parallèlement, sans bruit, quelques décrets substantiels : « Tout individu dépourvu de moyens d'existence, dont la présence à Paris constituerait un danger pour l'ordre public [...] sera expulsé de la capitale ¹¹⁷ » ; épuration préventive ; à la porte, les indigents, les chômeurs, tout ce qui risque d'avoir des idées malsaines sur l'ordre établi par les possédants ; et l'*Illustration* nous apprend que Trochu est attentif à ce que son décret ne demeure point lettre morte : « Tous les gens sans profession, sans moyens d'existence, sont impitoyablement ramassés et les rafles des sergents de ville se succèdent sans interruption ¹¹⁸. » Bravo ! conclut le bon hebdomadaire ; car les espions doivent pulluler dans cette racaille. En outre, le gouverneur appelle auprès de lui les pompiers des départements limitrophes ; cet imbécile de Palikao lui ôte l'armée de Mac-Mahon pour la police de la capitale ; il faut faire flèche de tout bois ; les pompiers sont enrégimentés ; ceux de la Villette, le 14, ont été parfaits lors de l'échauffourée blanquiste ; qu'on rameute, de toute la

115. *Le Temps*, 20 août 1870.

116. Cf. d'Hérisson, *op. cit.*, p. 51.

117. *Officiel* du 26 août 1870.

118. *Illustration* du 3 septembre 1870.

périphérie, ces cohortes casquées, formées dans les communes, comme dit très bien le baron Jérôme David, de « sujets laborieux et honnêtes », anciens soldats pour la plupart et rompus à la discipline. Et surtout, une marée de mobiles des départements va déferler sur Paris ; 100.000 gardes mobiles sont appelés d'urgence des provinces « pour concourir à la défense ¹¹⁹ » de la ville. Les mobiles ruraux ne ressemblent pas aux mobiles parisiens. Des gars en or. Trochu compte spécialement sur « ses » Bretons, qui le suivront au doigt et à l'œil et sont tout prêts à embrocher les partageux.

L'impératrice a, par deux fois, les 18 et 20 août, appelé Thiers au secours, tout bas, par l'entremise de Mérimée, et le petit homme a pris note, ravi, de cette marque d'égarement donnée par la souveraine. Elle sent le sol s'ouvrir sous ses pas ? Rien de mieux. L'enfantillage de cette personne qui compte sur lui pour la retenir au bord du trou où il la pousse, forme, dans l'aventure, un intermède gentiment bouffon. Thiers s'est esquivé avec grâce. Mais voici qu'on veut lui forcer la main. Le 22, Kératry, ce hanneton hybride, mi-orléaniste, mi-républicain, a demandé l'adjonction de députés choisis par la Chambre elle-même au « Comité de défense des fortifications de Paris » institué par un décret paru la veille à l'*Officiel*. Le Comité est une invention de Palikao pour tenir Trochu en surveillance ; on lui en a donné, il le fallait bien, la présidence, mais il y est cerné par une équipe d'amis de la couronne : le vieux maréchal Vaillant, l'amiral Rigault de Genouilly, Jérôme David qu'on a glissé là parce qu'il est ministre des Travaux publics, et quatre généraux de bonne trempe. C'est précisément pour « libérer » Trochu de son escorte policière que Kératry a lancé sa proposition. Thiers étudie la chose, le 23, avec d'Haussonville. Il n'est pas très chaud. Initiative prématurée comme celle que déjà Favre suggérerait, le 9 août, avec sa Commission gouvernementale de quinze membres. Très évidemment, les députés que la Chambre désignera seront ceux-là même à qui, dans la crise finale, la « majorité » confiera le pouvoir pour la transition. De sa part, en tout cas, refus absolu. Il n'est pas disposé à compromettre en rien son nom

119. *Journal Officiel* du 1^{er} septembre 1870.

avec les derniers soubresauts du régime. Mais on pourrait, à la rigueur, laisser se salir un peu quelques collègues ; le contraste avec sa propre virginité n'en serait que plus favorable, en temps opportun. Thiers énumère, devant d'Haussonville¹²⁰, les candidats possibles : Jules Favre, naturellement ; et Jules Simon, et Picard et Magnin ; — puis Schneider lui-même, le président de la Chambre, comme représentant de la droite, car il faut avoir l'air objectif, national, « union sacrée » ; le bonapartiste Schneider, de toutes façons, est coulé, pour l'avenir ; aucun inconvénient, donc, à l'inclure ; mais pas de Gambetta ; l'homme est étrange et belliqueux pour de bon. Et puis non, personne ! Thiers a décidé de torpiller cette proposition Kératry, qui l'importune, qui ne s'ajuste pas à ses plans. Aucun avantage à ce que, dès maintenant, se constitue une espèce d'embryon de gouvernement provisoire. Le 24, Thiers, qui s'est fait désigner comme rapporteur de la commission chargée d'étudier la proposition Kératry, déclare mollement — le scénario étant réglé d'avance avec les ministres — que la Commission serait d'avis que le Corps Législatif désignât trois de ses membres pour s'adjoindre au Comité de Défense ; puis Palikao ayant répondu qu'il accepterait bien trois députés, mais choisis par lui-même, Thiers, alors, fait savoir qu'il n'insiste plus ; dans la grave situation où se trouve le pays, il ne veut créer aucune difficulté au gouvernement. Enterrée, l'initiative du hannoton ; et M. Thiers, par surcroît, s'est donné l'avantage, en vue des lendemains, d'une insolence utile à l'adresse du régime, car s'il s'est montré bon patriote en s'abstenant d'importuner le pouvoir engagé dans une lutte terrible, il n'en a pas moins déconseillé à Palikao d'évoquer, en ce moment, « nos institutions » (autrement dit : l'empire), lesquelles, a jeté sèchement l'orateur, sont « la cause principale des malheurs de la France ». Or, tout soudain, et sans avertissement, le 27 août au matin, Thiers voit à l'*Officiel*, deux décrets de l'impératrice, l'un daté du 25, l'autre du 26 ; celui du 25 porte nomination au Comité de Défense de deux sénateurs et de trois députés (dont Talhouët et Daru) ; celui du 26, spécial, hors série, comme il convient à l'importance de la personne désignée, le concerne, lui seul : il se trouve

120. d'Haussonville, *op. cit.*, p. 49.

adjoint, de fait, au Comité. Un mauvais tour qu'on lui joue là ; il en avait cru prévenir, le 24, toute velléité, affirmant, à la Chambre, formellement, et de sa voix la plus cassante, qu'il refuserait, pour sa part, une désignation du ministère. C'est l'impératrice qui entre en lice et qui le nomme. Le coup est très déplaisant, car si Thiers se dérobe, lui qui a conçu et voulu les fortifications, en 1840, son geste heurtera l'opinion ; mais paraître, si peu que ce soit, associé à l'Empire et serviteur de la dynastie, cela ne va pas non plus à ses des-seins. Il trouve un biais. Il demande la parole, dès le début de la séance du jour. Il exprime son « grand étonnement » ; il n'hésite pas à dire que cette nomination brutale et sur laquelle on a eu soin de ne point lui demander préalablement son avis, l'a « vivement affecté » car il est — il le souligne — il est et entend rester, « étranger au gouvernement » ; cependant, « vu la gravité des circonstances », un refus de sa part serait « coupable » ; il acceptera donc d'entrer au Comité de Défense, mais à une condition rigoureuse et sur laquelle il demeure intraitable : c'est d'obtenir d'abord l'approbation de ses collègues, l'avis favorable des représentants de la nation ; à un ordre du pouvoir impérial, M. Thiers ne saurait désormais obéir que si, d'abord, la Chambre l'y autorise. La Chambre l'y autorise-t-elle ? Voix multiples : « *Oui ! Oui ! Elle est unanime* ¹²¹ ! » Dans ces conditions, va pour l'entrée au Comité. Et Thiers s'est procuré ainsi une petite expérience instructive des dispositions de l'Assemblée à son égard. Une belle remontée qu'il a réussie depuis ce 15 juillet où il s'était fait huer ! L'incident, au total, se solde par un bénéfice. Après tout, d'ailleurs, entrer dans ce conseil militaire n'est pas inopportun, quand ce ne serait que pour y aider Trochu à ouvrir les yeux des généraux sur la réalité des choses et l'arrêt nécessaire, au plus tôt, des hostilités. Le maréchal octogénaire Vaillant, qui demeurerait tout feu tout flammes, gardera un souvenir navré de sa collaboration avec M. Thiers dans les derniers jours d'août 1870. « M. Thiers est un dissolvant », répétait-il en branlant du chef ; « la politique domine chez M. Thiers tous ses bons instincts ¹²²... »

121. *Officiel* du 28 août 1870.

122. Cité par Dreyfus : *M. Thiers contre l'empire, la guerre et la commune*, 1929, p. 119.



Comme c'est contrariant, tout de même, ce départ de Mac-Mahon vers l'Est, chose faite depuis le 23 août ! Palikao a gagné cette manche ; et Thiers est assez anxieux. Dans toutes les hypothèses, l'affaire désormais s'assombrit. Si jamais nos armées écrasent l'ennemi du côté de Verdun, c'est l'Empire revivifié ; et si Mac-Mahon se fait culbuter, ou cerner, c'est très bien, mais tous ces régiments perdus auraient été précieux à Paris pour intimider la canaille. Trochu, certes, multiplie les efforts afin de grossir ses ressources en hommes, contre les faubourgs ; mais on lui rend la vie difficile, et les Tuileries, à son égard, sont odieuses. Le 21, il a supplié, par écrit, le ministre de l'Intérieur d'armer enfin, réellement, la garde nationale de Paris ; oui, même les petites gens ; il répond de leur obéissance et il en fera de bons combattants contre une émeute rouge, si jamais les faubourgs s'avisent de remuer ; « On ne comprend pas l'hésitation du gouvernement à armer la garde nationale, dit-il à Chevreau ; les bruits les plus absurdes et les plus malveillants circulent [...]. Je considère qu'il y a un véritable danger à ne pas prendre aujourd'hui une mesure qui sera commandée dans quelques jours par la gravité des événements. Cette mesure, prise dès à présent, concilierait au gouvernement la confiance de la population et préparerait les esprits à des événements qu'ils ne croient pas encore possibles¹²³. » On se garde bien de l'écouter, au ministère, mais dans les mairies, c'est autre chose : la loi étant votée, les plébéiens accourent en foule pour réclamer des armes et les moyens dilatoires s'épuisent ; des fusils quittent les dépôts, qui n'auraient jamais dû en sortir. On persiste, aux Tuileries, à tenir Trochu pour un traître ; « l'impératrice et le cabinet me reçurent en ennemi qui se déguise, racontera-t-il dans ses *Mémoires*, et [...] jusqu'à leur chute, me tinrent sous séquestre¹²⁴. » Le 25 août, il envoie à Palikao une lettre amère : « Depuis huit jours, l'ennemi marche vers le Sud-Ouest, c'est-à-dire vers Paris

123. Inédit. *Archives Historiques de l'Armée*.

124. Trochu. *Œuvres posthumes* (Le Siège de Paris), t. I, p. 137.

[...]. Or, Monsieur le Président, pendant cette période, je n'ai reçu du gouvernement, ni verbalement ni par écrit, ni directement ni indirectement, à titre confidentiel ou autrement, aucune communication relative à ces mouvements de l'armée prussienne [...]. Telle est la situation que j'ai cru devoir vous signaler avec la respectueuse déférence que je dois à votre haute position de ministre de la Guerre responsable et de Président du Conseil ¹²⁵. »

Les « républicains » façon Picard, Favre, Ferry, sont, du moins, bien raisonnables. L'opinion publique étant passionnément en faveur du soutien à Bazaine qu'elle se figure frappant d'estoc et de taille pour se frayer passage, ces messieurs n'ont pas manqué, d'abord, de se répandre en accusations contre un régime plus attentif à sa protection qu'aux véritables intérêts du pays, et, dans la grave séance du 9 août, au Corps Législatif, on a entendu Jules Ferry, tandis que Jérôme David expliquait les premières défaites par la supériorité numérique de l'ennemi, s'écrier, d'un bel élan : nos troupes ? on les garde pour aider la police ; « à l'heure qu'il est, nos soldats chargent le peuple de Paris ¹²⁶ ! » Le lendemain encore, le 10 août, il récidivait : le vicomte Drouot ayant signalé la « profonde émotion » qu'éprouvaient « nos départements de l'Est » d'où l'on retirait les forces stationnées là-bas jusqu'alors, Ferry s'indignait : « Oui ! Elles sont à Paris !... ¹²⁷ » Mais si, pour ses électeurs, l'« irréconciliable » jetait ainsi ces interruptions indignées, dans les couloirs, et entre gens sages, ce Jules civil partageait, et de plus en plus, le sentiment du Jules militaire sur l'intérêt extrême qui s'attachait à la concentration de gros bataillons dans la capitale, où la populace, à tout instant, pouvait devenir effrayante ¹²⁸. La tradition veut que la gauche entière ait été pour l'envoi immédiat de tous nos régiments disponibles à

125. *Inédit. Archives Historiques de l'Armée.*

126. *Journal Officiel* du 10 août 1870.

127. *Journal Officiel* du 11 août 1870.

128. Le même Jules Ferry, en effet, qui, le 9 août, tonnait à la Chambre contre ces soldats français « chargeant le peuple » au lieu d'aller faire face aux Prussiens, le même Ferry, dans sa déposition du 24 juin 1871, devant la Commission d'Enquête, racontera ses angoisses d'ami de l'ordre en cette affreuse journée du 9 où la plèbe, déjà plus qu'à demi soulevée, « alla jusqu'à l'envahissement du petit jardin qui est sur le quai, attendant au Corps Législatif. » (*Déposition*, t. I, p. 377):

la rencontre de l'ennemi (et les perspicaces discernent trop bien l'arrière-pensée des politiciens qui, de la sorte, s'assureraient beau jeu contre le régime, dans un Paris dégarni de soldats), mais il se trouve que l'examen des faits contredit absolument cette vérité admise. La foule, c'est vrai, une grande partie de la classe moyenne et la quasi totalité des prolétaires, attendait, espérait, voulait une ruée sur l'ennemi, approuvait Palikao, rêvait d'une déroute allemande sous la masse et la furie de nos soldats rassemblés; et Gambetta le voulait aussi. Mais les têtes « politiques » de son parti goûtaient peu ces transports et considéraient avec une croissante inquiétude l'éventualité d'un soulèvement des faubourgs. La coupure s'est faite, ne l'oublions pas, depuis plus d'une année, entre ces bourgeois « roses » et ceux qui discernent enfin, de mieux en mieux, l'agencement, très simple, de la machine sociale. Aux élections de 1869, Picard a trouvé Flourens contre lui, comme devant Jules Simon s'est dressé Vallès, comme Rochefort a combattu Jules Favre. Depuis cette date, dira Picard devant la Commission d'Enquête, « il était évident, pour tous les esprits sérieux et observateurs, que nous allons avoir des événements très graves ¹²⁹ » ; aussi cherchait-il, apeuré, tout ce qui pouvait maintenir la société sur ses bases « naturelles » ; en mai 1870, Picard a voté *oui* au plébiscite ; le 2 juillet 1870, il a appuyé la pétition des princes d'Orléans demandant à rentrer en France. Quant à Favre, propriétaire, depuis 1865, d'un domaine dans l'Indre, il a dénoncé déjà, en 1867, « ces sociétés qui, sous le prétexte de l'extinction du paupérisme, font appel aux plus mauvaises passions ¹³⁰ », et, battu en mai 1869, par Raspail, à Lyon où il était député sortant (16.985 voix pour Raspail, 5.991 pour lui), il n'a dû qu'à l'appui des conservateurs un succès difficile, à Paris, au second tour (sur 34.308 suffrages exprimés, il n'avait obtenu que 12.088 voix au premier tour, Rochefort en rassemblant 10.035 ; second tour : Favre, 18.267 voix ; Rochefort, 14.503) ; Delescluze, dans le *Réveil*, Peyrat, dans l'*Avenir National*, ont démasqué sa haine et son effroi des pauvres et Ranc, en décembre

129. *Dép.*, t. I, p. 473.

130. Cf., à ce propos, l'article du *Courrier Français* du 21 avril 1867.

1869, constatait son acharnement fielleux contre les « démagogues ¹³¹ ». C'est pourquoi, lorsque nous voyons Rouher déclarer, en 1872, qu'en août 1870, « M. Jules Favre soutenait, avec une vivacité extrême, qu'on ne voulait pas aller au secours de Bazaine... ¹³² », nous pouvons être assurés que ses souvenirs le servent mal ou qu'il a été, alors, très imparfaitement renseigné. Favre, en personne, devant la Commission d'Enquête, confirmera ce que nous pouvions trop aisément supposer ; il sera plein de feu pour rappeler, le 8 juillet 1871, qu'à son sens, envoyer Mac-Mahon vers l'Est, ce n'était pas autre chose alors — telles seront ses paroles mêmes — pas autre chose que « trahir la France ¹³³ », qu'il était fou d'aventurer ainsi notre dernière armée, qu'il s'en est ouvert à Schneider, le président du Corps Législatif, dont il invoque le témoignage, et qu'il a dit, en propres termes, à Schneider, plusieurs semaines avant Sedan : surtout, surtout, « ne pas livrer de grande bataille » ; « nous sommes battus, nous ne pouvons plus tenir, nous n'avons plus qu'à traiter au plus vite » ; une seule issue : « couvrir Paris et sauver l'honneur ¹³⁴ » ; et, résumant son état d'esprit et toute son action du mois d'août 1870, Favre s'écriera : « Je n'ai jamais eu d'autre pensée que celle-ci : empêcher l'empereur de conserver son commandement et *empêcher une révolution d'éclater* ¹³⁵ ». Picard maintenant. Est-il pour Palikao et sa tentative furieuse de forcer le destin, d'arracher la victoire, ou pour le plan Trochu-Thiers : l'acceptation de la défaite, et Paris, contre les rouges, bourré de soldats ? Comment hésiter ? « Il y avait là une question de premier ordre. Il s'agissait de savoir si Paris serait abandonné [à son sort] ou ne le serait pas ¹³⁶ ». Et Jules Ferry ? Avec quelle fureur, le 24 juin 1871, il accablait ceux qui commirent cette « faute qui couronna toutes les autres, et amena la catastrophe finale », la faute, le crime, de « priver Paris de son armée de secours en envoyant le corps de Mac-Mahon à la recherche d'une jonction impossible ¹³⁷ ».

131. Cf. l'article de Ranc dans le *Diable à quatre* du 11 décembre 1869.

132. *Dép.*, t. I, p. 243.

133. *Dép.*, t. I, p. 332.

134. *Dép.*, t. I, p. 330.

135. *Ibid.*

136. *Dép.*, t. I, p. 475.

137. *Dép.*, t. I, p. 377.

Nous voilà clairement informés. Thiers, Trochu, Favre, Ferry, Picard, tous s'opposent à l'idée d'un combat suprême où nous pourrions peut-être casser l'élan des envahisseurs et les repousser ; tous sont des « défaitistes » déterminés ; tous tremblent à la pensée de ce Paris qui vote si mal et qui, privé de troupes, va sûrement, en cas de désastre, porter au pouvoir les ennemis de la société. Le 24 août, à la Chambre, Picard, qui connaît son Trochu, assure le gouvernement qu'en aucun cas la gauche ne fera rien pour mettre en péril les fondements de la civilisation : « L'ordre ne sera pas troublé ! » Et Favre, le même jour, un Favre qui désire de moins en moins la République, maintenant qu'elle s'approche peut-être avec d'horribles arrières-plans, Favre qui ne veut pas qu'on se méprenne, chez les gens de bien, sur son compte, Favre qui, sans penser à mal, n'en dessine pas moins, très involontairement, le portrait fidèle de M. Thiers, Favre, dans une de ces envolées bouleversantes dont il a le secret, levant ses mains jaunes et secouant sa longue chevelure, dénonce et voue à la malédiction des hommes, quiconque, dit-il, dans le tragique de l'heure, « guetterait la défaite pour asseoir sur les ruines nationales les bases de ses espérances ¹³⁸ ».

Pas de difficultés, par conséquent, pour l'ordre, du côté de ceux que tant de notables, en province, tant de généraux, aux armées, continuent à tenir pour d'exécrables agitateurs. Quant à la plèbe parisienne, c'est merveille de la voir toute accaparée par ses jeux innocents, s'essayant à lire des cartes, discutant le coup avec optimisme sur la « râclée » que Bazaine prépare aux « pruscos », exaltant nos zouaves, vantant nos canons, se précipitant sur les journaux pour commenter, dans l'enthousiasme, le bobard des « carrières de Jeumont », s'ébaudissant aux caricatures de Bismark, aux brocards qui pleuvent sur Guillaume et son « Fritz ». Doudan, qui frémissait encore, le 22 août ¹³⁹, à la pensée de la « guerre civile » qu'allait peut-être déclencher « cette classe spéciale de gredins » dont le général Trochu avait su parler, si vigoureusement, dans sa fameuse lettre à Nefftzer, reconnaît, un peu calmé, le 25, que jusqu'ici « Paris n'est ému que de colère » — de colère martiale et anti-prussienne ; « il se

138. *Journal Officiel* du 25 août 1870.

139. Doudan. *Mélanges et lettres* (1876) t. II, p. 550.

lérissime avec une activité tranquille, de canons et de soldats ». D'Haussonville lui-même, dont la hantise est les « hommes de désordre », reconnaît que les prolétaires auxquels il a bien fallu distribuer quelques fusils mais qu'on tient serrés dans les vieux cadres sûrs de la garde nationale bourgeoise, sont rassurants à plaisir ; ils prennent au sérieux, comme de bons petits, leur nouveau métier militaire, et il faut les voir, encore « sans uniforme, en blouse », sur l'esplanade des Invalides par exemple, faire l'exercice, en y croyant dur comme fer. Et de vous bomber le torse, et de vous taper des talons, « tout cela, très gravement, sans cris, sans plaisanteries d'aucune sorte ¹⁴⁰ ». Décidément, M. Thiers doit avoir raison : on va pouvoir arranger les affaires sérieuses sans être dérangé par ces chers idiots. Et ce sera bien mal, de la part de Jérôme David, ce mensonge qu'il fera, le 26 août 1871, dans son incurable amertume d'homme tombé, lorsqu'il ira dire devant les marquis de la Commission d'Enquête, qu'en août 1870, les ouvriers de Paris ne voulaient pas se battre et répétaient : « Les Prussiens ne sont pas nos ennemis autant que la société et le gouvernement ¹⁴¹ ». Je comprends, certes, que lorsqu'on n'a pas voulu soi-même se battre pour une France qui n'était plus la « vraie », et qu'au surplus on s'adresse à un auditoire qui vous en applaudit, je comprends qu'on éprouve le besoin d'accuser les autres d'avoir commencé. Le malheur est que ce n'est pas juste et qu'au contraire la canaille des « bas-fonds », à Paris, ruisselait, depuis la déclaration de guerre, d'une bonne volonté patriotique qui lui sortait pas tous les pores. *L'Illustration* en était délirante : « Nous sommes véritablement dans l'âge d'or du civisme » (20 août) ; « si l'idée fixe est la folie, Paris a la folie du patriotisme comme les premiers chrétiens avaient la folie de la croix » (27 août) ; « tous sont unanimes dans ce parti-pris tacite : vaincre ou mourir ; le refrain des *Girondins*, on ne le braille plus, on le vit » (2 septembre).

La situation est encourageante à ce point que l'impératrice et Palikao, rassurés à peu près, fin août, sur l'attitude de « la rue », dans Paris, depuis qu'on y sait l'armée de Châlons en marche vers la frontière, n'hésitent pas, misant

140. D'Haussonville, *op. cit.*, p. 83.

141. *Dép.*, t. I, p. 149.

à fond sur une victoire de Mac-Mahon, à lui envoyer en renfort, le 28, jusqu'aux 30.000 hommes de Vinoy, les seuls anciens régiments qui restaient dans la capitale et qu'on avait rappelés de Rome. Mac-Mahon péniblement parvenu, le 27, au Chêne-Populeux, y avait appris que Bazaine, deux jours plus tôt, n'avait toujours pas quitté Metz ; il avait pris peur, raisonnablement ; l'empereur et lui avaient aussitôt décidé d'abandonner leur marche sur Montmédy, et donné des ordres pour que l'armée, gagnant Mézières, revînt au plus vite sur Paris ; le maréchal en avertit le ministère, qui lui répond aussitôt, le 28, à une heure du matin, par l'ordre catégorique de continuer sur sa lancée, vers le Nord-Est. (« Si vous abandonnez Bazaine, la révolution est dans Paris ») ; et pour achever de démontrer au maréchal et à son pitoyable maître qu'il fallait, coûte que coûte, aller de l'avant, c'est alors que Palikao a embarqué pour Mézières, le jour même, Vinoy et son XIII^{me} Corps. Une démenée, aux yeux de Thiers, comme aux yeux de Trochu, cette décision-là ! Alors quoi ? Et l'ordre ? Et la résistance aux rouges ? Avec quelles forces un peu solides allait-on désormais y pourvoir ? Au Comité des fortifications, Thiers vociférait que « l'éloignement du corps d'armée de Vinoy rendait la défense de Paris impossible ¹⁴² » et Trochu, le 28, au même Comité, réclamait qu'on inscrivît au procès-verbal de la séance sa protestation solennelle contre cette mesure aberrante.

Depuis quinze jours, on apprenait, sans cesse, les progrès de l'armée allemande ; ils sont à Nancy, ils sont à Saint-Dizier, ils sont à Joinville, ils approchent de Reims ! Brusquement, le 29 — le Cabinet sans doute n'étant pas étranger à cette fable — tout Paris se met à parler de la jonction Mac-Mahon-Bazaine, enfin, qui serait faite ; mais oui, mais oui, faite ; c'est sûr, c'est contrôlé ; elle est faite ! On ne le disait pas afin que les Prussiens n'en fussent point trop vite avertis, mais le miracle est accompli. « On a passé la semaine à se demander si Mac-Mahon avait rejoint Bazaine ; les informations les plus formelles [*sic*] ne permettent plus le moindre doute à cet égard ¹⁴³. » Et ces renseignements qui

142. Cf. la déposition de Jules Ferry (*Dép.*, t. I, p. 378).

143. Cf. dans *l'Illustration* du 3 septembre, le « Courrier de Paris », notes au jour le jour. Ici la note du 29 août.

arrivent sur le prince-royal, Frédéric-Guillaume, chevauchant maintenant « par Suippe, du côté de Stenay ! » Eh ! Eh ! « on dirait que *notre Fritz* ne connaît plus le chemin de Paris ! » Embellie. Explosion de joie du 30 août : « Au fur et à mesure que nous avançons, la confiance grandit. Allons ! Il y a encore du bleu dans notre ciel ¹⁴⁴ ! » *L'Officiel* du 31 annonce : « La marche de l'ennemi sur Paris paraît arrêtée. »

M. Thiers se sent mal à l'aise. Il est très grave, et peu causant. Favre, requinqué soudain par ce rétablissement qu'a l'air de réussir le régime, et le recul, du même coup, de la menace rouge, et la permission ainsi rendue de jouer sans péril, comme hier, à l'opposition farouche, Favre, dès le 30, se met à réclamer des armes pour les ouvriers de Belleville, à qui un gouvernement sans âme prétend les refuser. Il déchaîne même un tumulte de la droite contre lui ; il croit si bien, avec bonheur, le pouvoir de nouveau sûr de lui, qu'il affecte un ton, ma foi, d'émeutier ¹⁴⁵ : « Si justice n'est pas faite, certainement les citoyens de Belleville... » Hurlements (ce qui se dit, à *l'Officiel* : « *exclamations sur un grand nombre de bancs* ») ¹⁴⁶ ; on se lève ; on l'insulte ; on lui tend le poing. Un beau succès.

Hélas ! ce doux bien-être, trois jours après, va quitter d'un seul coup M. Favre, pour laisser la place à des transes, tandis que Thiers retrouvera du teint et que Trochu, le cœur serré mais la tête froide, s'interrogera sur son devoir. Le 2 septembre au soir, on apprend, dans Paris, ce qui s'est passé à Sedan.

Henri GUILLEMIN.

144. *Id.*, 30 août.

145. Le journaliste H. Pessard, dans son livre si curieux et si instructif : *Mes petits papiers* (t. I, p. 244) rappelle un mot de Picard qui trouve ici sa pleine application ; Picard, raconte-t-il, « avait coutume de dire que le bonheur, pour un homme politique, consiste à faire une opposition à outrance à un gouvernement fort qu'on est certain de ne pas pouvoir renverser ».

146. *Journal Officiel* du 31 août 1870.

NEKRASSOV (*fin*)

SIXIÈME TABLEAU

Décor : UN PETIT SALON ATTENANT À UN GRAND SALON ET SERVANT DE BUFFET. À GAUCHE UNE FENÊTRE ENTROUVERTE SUR LA NUIT. AU FOND, UNE PORTE OUVERTE A DEUX BATTANTS SUR LE GRAND SALON. ENTRE LA FENÊTRE ET LA PORTE, ON A DISPOSÉ DE GRANDES TABLES COUVERTES DE NAPPES BLANCHES. ASSIETTES DE PETITS FOURS ET DE SANDWICHES. PAR LA PORTE DU FOND, ON VOIT PASSER DES INVITÉS : IL Y A FOULE DANS LE GRAND SALON. LES UNS PASSENT DEVANT LA PORTE DU PETIT SALON SANS ENTRER, D'AUTRES ENTRENT ET VONT SE SERVIR AU BUFFET. À DROITE, UNE PORTE CLOSE. QUELQUES MEUBLES. FAUTEUILS, TABLÉS ; MAIS TRÈS PEU : ON A FAIT LE VIDE POUR QUE LES INVITÉS PUISSENT CIRCULER LIBREMENT.

SCÈNE PREMIÈRE

Mme BOUNOUMI. BAUDOUIN. CHAPUIS. GROUPES D'INVITÉS

BAUDOUIN (*arrêtant Mme Bounoumi et lui présentant Chapuis*).
— Chapuis.

CHAPUIS (*présentant Baudouin*). — Baudouin.

(*Baudouin et Chapuis sortent leurs cartes et les présentent en même temps.*)

BAUDOUIN et CHAPUIS. — Inspecteurs de la Défense du Territoire.

BAUDOUIN. — Spécialement chargés par la Présidence...

CHAPUIS. — De veiller sur Nekrassov.

BAUDOUIN. — Est-il arrivé?

Mme BOUNOUMI. — Pas encore.

CHAPUIS. — Il serait imprudent de le faire entrer par la grande porte.

BAUDOUIN. — Et, si vous le permettez, nous allons donner des ordres...

CHAPUIS. — Pour qu'il passe par l'entrée de service...

BAUDOUIN (*désignant la porte à droite*). — Qui accède directement ici.

Mme BOUNOUMI. — Pourquoi ces précautions?

CHAPUIS (*en confidence*). — La possibilité d'un attentat n'est pas exclue.

Mme BOUNOUMI (*saisie*). — Ah!

BAUDOUIN. — N'ayez crainte, Madame.

CHAPUIS. — Nous sommes là!

BAUDOUIN. — Nous sommes là.

(*Ils disparaissent. Des invités sont entrés : parmi eux, Perdrière, Jules, Nerciat.*)

SCÈNE II

Mme BOUNOUMI. PERDRIÈRE. Jules PALOTIN. NERCIAT.

DES INVITÉS. DES PHOTOGRAPHES. PÉRIGORD.

NERCIAT (*entourant Perdrière de son bras*). — Voici l'enfant prodigue. Je bois à Perdrière!

Tous. — A Perdrière!

PERDRIÈRE. — Mesdames, Messieurs, j'étais une vieille bourrique. Je bois à l'homme providentiel qui m'a dessillé les yeux.

JULES (*souriant*). — Merci.

PERDRIÈRE (*sans l'entendre*). — A Nekrassov!

Tous. — A Nekrassov!

JULES (*vexé, à Nerciat*). — Nekrassov! (*Il hausse les épaules.*)
Que serait-il sans moi?

(*Il s'éloigne.*)

NERCIAT (*à Perdrière*). — Dites quelque chose sur Palotin.

PERDRIÈRE. — Je bois à Palotin qui... qui a eu le courage de publier les révélations de Nekrassov.

QUELQUES INVITÉS. — A Palotin.

JULES (*vexé*). — Les gens ne connaissent pas la puissance de la presse.

PERDRIÈRE. — Je saisis l'occasion pour vous demander pardon

à tous de mon obstination, de mon aveuglement imbécile, de ma...
(*Il se met à pleurer. On l'entoure.*)

Mme BOUNOUMI. — Mon bon Perdrière...

PERDRIÈRE (*se débattant*). — Je veux demander pardon ! Je veux demander pardon...

Mme BOUNOUMI. — Oublions le passé. Embrassez-moi.

(*Elle l'embrasse.*)

JULES (*aux photographes*). — Photos ! (*Périgord passe avec un verre. Jules l'empoigne par le bras. Le contenu du verre se répand.*)
Ho ! Ho ! Ho !

PÉRIGORD. — L'idée, patron ?

JULES. — Oui, l'idée. Prends note de tout ce que je dis. (*A tous.*) Chers amis... (*On fait silence.*) Vous en êtes, j'en suis, Perdrière en est : tous, ici, nous sommes de futurs fusillés. Voulez-vous transformer cette soirée déjà mémorable en un véritable moment de la conscience humaine ? Fondons le club des F.F.

Tous. — Bravo ! Vive les F. F. !

JULES. — Au cours de la soirée, nous élirons un bureau provisoire pour établir les statuts. Je me propose pour la présidence. (*Applaudissements. A Périgord.*) A la une, demain, avec mon portrait. (*Entre Mouton.*) Qu'est-ce que c'est ? Mouton ? (*Il rejoint Nerciat et Mme Bounoumi.*) Vous avez vu ?

SCÈNE III

LES MÊMES, plus MOUTON et DEMIDOFF

Mme BOUNOUMI. — Oh !

NERCIAT. — Qui l'a invité ?

Mme BOUNOUMI. — Pas moi. Avec qui est-il ?

JULES. — Avec Demidoff.

NERCIAT. — Ce Russe ? Ils ont du toupet !

Mme BOUNOUMI. — Mon Dieu ! L'attentat !

NERCIAT. — Plaît-il ?

Mme BOUNOUMI. — La possibilité d'un attentat n'est pas exclue.

NERCIAT. — Ils viendraient pour...

Mme BOUNOUMI. — Ah! Je n'en sais rien, mais j'ai deux inspecteurs à côté et je vais les prévenir.

(Pendant ce dialogue, Mouton s'est avancé au milieu des invités. A chacun d'eux, il adresse un sourire ou tend la main. Mais tout le monde lui tourne le dos. Il s'incline devant Mme Bounoumi.)

MOUTON. — Madame...

Mme BOUNOUMI. — Mon, Monsieur. Non! Nous, nous allons mourir, nous vous souhaitons longue vie et nous ne vous saluons pas!

LES INVITÉS *(en sortant)*. — Vive les F. F.! *(A l'intention de Mouton.)* A bas les futurs fusilleurs!

(Ils sortent.)

SCÈNE IV

MOUTON. DEMIDOFF

(Demidoff va au buffet et se sert largement.)

MOUTON. — L'accueil est plutôt froid.

DEMIDOFF *(mangeant)*. — Je n'ai pas remarqué.

MOUTON. — Vous ne remarquez jamais rien!

DEMIDOFF. — Jamais! Je suis ici pour dénoncer le régime soviétique et non pour observer les mœurs de l'Occident.

(Il boit et mange.)

MOUTON. — Ils me prennent pour un communiste.

DEMIDOFF. — C'est curieux.

MOUTON. — Non, ce n'est pas curieux : c'est tragique, mais ce n'est pas curieux : il faut se mettre à leur place. *(Brusquement.)* Fiodor Petrovitch!

DEMIDOFF. — Hé?

MOUTON. — Cette liste est fausse, n'est-ce pas?

DEMIDOFF. — Quelle liste?

MOUTON. — Celle des Futurs Fusillés...

DEMIDOFF. — Je l'ignore.

MOUTON *(sursautant)*. — Comment?

DEMIDOFF. — Je le saurai quand j'aurai vu Nekrassov.

MOUTON. — Il se pourrait donc qu'elle fût vraie?

DEMIDOFF. — Oui : si Nekrassov est vraiment Nekrassov.

MOUTON. — Je serais perdu. *(Demidoff hausse les épaules.)*

Malheureux! Si les Russes m'épargnent, c'est que je les sers.

DEMIDOFF. — Évidemment.

MOUTON. — Mais c'est absurde, voyons! Fiodor Petrovitch, vous ne pouvez tout de même pas croire...

DEMIDOFF. — Je ne crois rien.

MOUTON. — Ma vie témoigne pour moi. Je n'ai fait que les combattre.

DEMIDOFF. — Qu'en savez-vous?

MOUTON (*accablé*). — Voilà! Qu'en sais-je? Pour être tout à fait franc, j'ai parfois le sentiment qu'on me manœuvre; je me rappelle des faits troublants... (*Un temps*.) Mon secrétaire était communiste; quand je m'en suis aperçu, je l'ai chassé.

DEMIDOFF. — Y a-t-il eu scandale?

MOUTON. — Oui.

DEMIDOFF. — Vous avez fait leur jeu.

MOUTON. — Vous le pensez, vous aussi? Je n'osais pas me l'avouer. (*Un temps*.) Pendant les dernières grèves, seul de ma profession, je n'ai rien accordé aux grévistes. Résultat : trois mois plus tard, aux élections syndicales...

DEMIDOFF. — Tout le personnel votait pour la C.G.T.

MOUTON. — Comment le savez-vous?

DEMIDOFF. — C'est classique.

MOUTON. — En somme, je leur ai fourni des recrues. (*Demidoff fait un signe d'assentiment*.) Hélas! (*Un temps*.) Fiodor Petrovitch, regardez-moi : j'ai la tête d'un honnête homme?

DEMIDOFF. — D'un honnête Occidental.

MOUTON. — C'est même une belle tête de vieillard?

DEMIDOFF. — De vieil Occidental.

MOUTON. — Avec cette tête-là puis-je être communiste?

DEMIDOFF. — Pourquoi pas?

MOUTON. — Je me suis élevé à la force des poignets. Grâce à mon travail.

DEMIDOFF. — Grâce à la chance, aussi.

MOUTON (*bref sourire à ses souvenirs*). — J'ai eu de la chance, oui.

DEMIDOFF. — La chance, c'était eux.

MOUTON (*sursautant*). — Eux?

DEMIDOFF. — Il se peut qu'ils aient fait votre fortune parce que vous étiez leur créature sans le savoir. Peut-être ont-ils tout agencé de telle façon que chacun de vos gestes produise, à votre insu, l'effet souhaité par Moscou.

MOUTON. — Ma vie serait truquée de bout en bout? (*Signe d'assentiment de Demidoff. Brusquement.*) Répondez-moi franchement : si tout le monde me prend pour un révolutionnaire et si j'agis en toute circonstance comme le Parti l'exige, qu'est-ce qui me distingue d'un militant inscrit?

DEMIDOFF. — Vous? Rien. Vous êtes un communiste *objectif*.

MOUTON. — Objectif! Objectif! (*Il sort son mouchoir et s'essuie le front.*) Ah! Je suis un possédé! (*Regardant brusquement le mouchoir.*) Qu'est-ce que c'est? Nous parlions, tous les deux, et je me retrouve en train d'agiter un mouchoir. Comment est-il venu dans ma main?

DEMIDOFF. — Vous l'avez sorti de votre poche.

MOUTON (*égaré*). — Je l'ai...! Ah! C'est pis que je ne pensais. Ils se sont arrangés pour que je donne moi-même le signal. Quel signal? A qui? A vous, peut-être! Qui me dit que vous n'êtes pas leur agent? (*Demidoff hausse les épaules.*) Vous voyez : je deviens fou. Fiodor Pétrovitch, je vous en conjure, décommunisez-moi!

DEMIDOFF. — Comment?

MOUTON. — Démasquez ce misérable!

DEMIDOFF. — Je le démasquerai si c'est un imposteur.

MOUTON (*repris d'inquiétude*). — Et si c'était vraiment Nekrassov?

DEMIDOFF. — Je le flétrirai devant tous.

MOUTON (*hochant la tête*). — Le flétrir...

DEMIDOFF. — Je tiens pour complice du régime tous ceux qui ont quitté l'U.R.S.S. après moi.

(*Goblet paraît au fond.*)

SCÈNE V

MOUTON. DEMIDOFF. GOBLET

MOUTON. — Il serait beaucoup plus efficace de le traiter d'imposteur, en tout cas.

DEMIDOFF. — Non. (*Geste de Mouton.*) N'insistez pas : je suis incorruptible. (*Mouton soupire.*) Eh bien! Qu'attendez-vous? Cherchons-le.

MOUTON. — J'ai convoqué un inspecteur de la Sûreté. Si le prétendu Nekrassov est un imposteur, il faut qu'il appartienne à la pègre internationale. Je le ferai mettre en prison pour la vie.

(*Apercevant Goblet.*) Eh bien, Goblet! Entrez donc. (*Goblet s'approche.*) Vous regarderez avec soin l'homme que je vous désignerai. Si c'est un repris de justice, arrêtez-le sur-le-champ.

GOBLET. — Devant tout le monde?

MOUTON. — Naturellement.

GOBLET. — Est-il beau?

MOUTON. — Pas mal.

GOBLET (*désolé*). — On va encore faire la comparaison.

MOUTON. — Quelle comparaison?

GOBLET. — De sa tête à la mienne.

MOUTON. — Vous refuseriez...?

GOBLET. — Je ne refuse rien. J'aime mieux les arrêter quand ils sont laids, voilà tout.

SCÈNE VI

MOUTON. DEMIDOFF. GOBLET. BAUDOUIN. CHAPUIS
(*qui viennent d'entrer.*)

BAUDOUIN (*montrant sa carte à Mouton*). — Défense du Territoire. Papiers?

MOUTON. — Je suis Charles Mouton...

CHAPUIS. — Justement! Suspect.

(*Mouton hausse les épaules et montre sa carte d'identité.*)

BAUDOUIN. — Bon. (*A Demidoff.*) Toi, on te connaît. Va et n'oublie pas que tu es l'hôte de la France.

CHAPUIS. — Éloignez-vous. Nous voulons dire un mot à l'inspecteur Goblet.

MOUTON (*à Goblet*). — Nous faisons le tour des salons pour voir si notre homme est arrivé. Attendez-nous ici.

(*Demidoff et Mouton sortent.*)

SCÈNE VII

BAUDOUIN. CHAPUIS. GOBLET.

BAUDOUIN (*barrant le passage à Goblet*). — Qu'est-ce que tu viens foutre ici, collègue?

GOBLET. — Je suis invité.

CHAPUIS. — Invité? Avec ta gueule?

GOBLET. — Si vous êtes invités avec les vôtres, pourquoi ne le serais-je pas avec la mienne?

CHAPUIS. — Nous ne sommes pas invités : nous sommes en service.

GOBLET. — Eh bien, moi aussi!

BAUDOUIN. — Tu cherches quelqu'un, peut-être?

GOBLET. — Ça ne vous regarde pas.

CHAPUIS. — Mais dis-donc, collègue...

BAUDOUIN. — Laisse-le : c'est un cachotier. (*A Goblet.*) Cherche qui tu veux, mais n'essaye pas de nous doubler.

GOBLET (*ahuri*). — Vous doubler?

CHAPUIS. — Taquine pas Nekrassov.

GOBLET (*ahuri*). — Eh?

BAUDOUIN. — Le taquine pas, mon vieux, si tu tiens à ton gagne-pain.

GOBLET (*cherchant toujours à comprendre*). — Nekrassov?

CHAPUIS. — Nekrassov, oui. Touches-y-pas!

GOBLET. — Je n'ai pas d'ordres à recevoir de vous, collègues : je suis de la P. J. et j'obéis à mes chefs.

CHAPUIS. — Ça se peut mais tes chefs obéissent aux nôtres. Au revoir, collègue.

BAUDOUIN (*souriant*). — Au revoir! Au revoir!

SCÈNE VIII

GOBLET *seul*, puis des INVITÉS

GOBLET (*entre ses dents*). — Allez vous faire foutre! (*Rêveur.*) Nekrassov : j'ai vu ce nom-là dans le journal...

SCÈNE IX

GOBLET. GEORGES. SIBILOT. LES DEUX GARDES DU CORPS.

UN INVITÉ.

GEORGES (*aux deux Gardes du Corps*). — Allez jouer. (*Il referme la porte sur eux. A Sibilot.*) Tiens-toi droit! De la morgue, bon Dieu! (*Il lui ébouriffe les cheveux.*) Et de la nonchalance. Voilà!

SIBILOT. — Entrons. (*Georges le retient.*) Qu'est-ce que tu as?

GEORGES. — Le mal des sommets. J'entrerais, ils se jetteront à mes pieds, ils me baiseraient les mains : cela me donne le vertige. Est-il possible qu'un seul homme fasse l'objet de tout cet amour, de toute cette haine? Rassure-moi, Sibilot : ce n'est pas moi qu'on aime, ce n'est pas moi qu'on déteste; je ne suis qu'une image? (*Mouton et Demidoff passent au fond.*)

SIBILOT. — Je... (*apercevant Mouton.*) Tourne-toi!

GEORGES. — Qu'y a-t-il?

SIBILOT. — Tourne-toi, te dis-je, ou nous sommes perdus. (*Georges se retourne, face à la scène.*) Mouton vient de passer avec Demidoff. Ils te cherchent.

GEORGES. — Demidoff, je m'en fous. C'est Jules et Nerciat qui comptent. Ces imbéciles croient tirer mes ficelles.

SIBILOT. — Écoute, Nikita...

GEORGES. — Tais-toi! Je leur ferai voir qui est le maître. Mme Castagnié reprendra demain son emploi sinon... (*Il frappe du pied avec agacement.*) Le diable m'emporte!

SIBILOT. — Qu'est-ce qu'il y a encore?

GEORGES. — Il y a que je dois jouer ce soir la partie décisive et que je ne me sens pas d'humeur à la gagner. Qu'est-ce que c'est?

(*Un invité, titubant, vient d'entrer. Il s'adosse à la table du buffet, prend un verre, le boit et le tient en l'air comme s'il portait un toast.*)

L'INVITÉ. — En joue! Feu! Vive la France!

(*Il s'écroule.*)

GOBLET (*s'élançant*). — Le pauvre homme!

(*Il s'agenouille près de lui.*)

L'INVITÉ (*ouvrant un œil*). — Quelle gueule! Donne-moi le coup de grâce.

(*Il s'endort. Goblet, furieux, le pousse sous le buffet et rabat la nappe sur lui. Georges l'aperçoit.*)

GEORGES (*à Sibilot*). — Goblet!

(*Il tourne brusquement le dos à Goblet.*)

SIBILOT. — Où?

GEORGES. — Derrière toi. Ça commence mal.

SIBILOT (*sûr de lui*). — J'en fais mon affaire.

GEORGES. — Toi?

SIBILOT. — Il m'aime. (*Il va à l'inspecteur, les bras ouverts.*) Viens dans mes bras!

GOBLET (*effrayé*). — Je ne vous connais pas!

SIBILOT. — Tu me fais de la peine! Je suis Sibilot, voyons. Tu ne te rappelles pas?

GOBLET (*toujours méfiant*). — Si.

SIBILOT. — Alors? Embrassons-nous!

GOBLET. — Non.

SIBILOT (*reproche déchirant*). — Goblet!

GOBLET. — Vous n'êtes plus le même.

SIBILOT. — Allons donc!

GOBLET. — Vous avez changé de costume.

SIBILOT. — N'est-ce que cela? Je suis ici sur l'ordre de mon directeur et l'on m'a prêté ces vêtements pour que je fasse bonne figure.

GOBLET. — On ne vous a pas prêté votre tête!

SIBILOT. — Qu'est-ce qu'elle a?

GOBLET. — C'est une tête à deux cents billets.

SIBILOT. — Es-tu fou? C'est la tête de ce costume. (*Il prend Goblet par le bras.*) Je ne te quitte plus. As-tu soif?

GOBLET. — Oui, mais rien ne passe.

SIBILOT. — Le gosier, hein? Verrouillé? Je connais cela. Ah! nous ne sommes pas à notre place. Sais-tu ce que nous devrions faire? L'office est clair, aéré, spacieux, plein de soubrettes charmantes : allons-y prendre un verre.

GOBLET. — C'est que j'attends...

SIBILOT. — Un verre, inspecteur, un verre. Nous serons comme chez nous. (*Il l'entraîne.*)

SCÈNE X

GEORGES *seul*, puis BAUDOUIN et CHAPUIS

GEORGES (*seul*). — Ouf!

CHAPUIS (*apparaissant à une porte*). — Psstt!

BAUDOUIN (*à l'autre porte*). — Psstt!

GEORGES. — Hé?

BAUDOUIN. — Nous sommes les Inspecteurs de la Défense du Territoire.

CHAPUIS. — Et nous vous souhaitons la bienvenue...

BAUDOUIN. — Sur le territoire que nous défendons.

GEORGES. — Merci.

CHAPUIS. — Ne vous faites surtout pas de souci.

BAUDOUIN. — Reposez-vous entièrement sur nous.

CHAPUIS. — A l'heure du danger, nous sommes là.

GEORGES. — A l'heure du danger? Il y a un danger?

BAUDOUIN. — La possibilité d'un attentat n'est pas exclue.

GEORGES. — Un attentat contre qui?

BAUDOUIN (*souriant*). — Contre vous.

CHAPUIS (*riant franchement*). — Contre vous!

GEORGES. — Hé là! Mais dites-moi donc...

BAUDOUIN. — Chut! Chut! Nous veillons!

CHAPUIS. — Nous veillons!

(*Ils disparaissent à l'instant même où Mme Bounoumi fait son entrée avec les invités.*)

SCÈNE XI

GEORGES. Mme BOUNOUMI. NERCIAT. JULES. PERDRIÈRE. INVITÉS.
INVITÉES. PHOTOGRAPHES. PÉRIGORD

Mme BOUNOUMI. — Voici notre sauveur!

TOUS. — Vive Nekrassov!

UN INVITÉ. — Monsieur, vous êtes un homme!

GEORGES. — Monsieur vous en êtes un autre.

UNE INVITÉE. — Vous êtes beau!

GEORGES. — C'est pour vous plaire.

UNE AUTRE INVITÉE. — Monsieur, je serais fière d'avoir un enfant de vous.

GEORGES. — Madame, nous y songerons.

Mme BOUNOUMI. — Cher ami, direz-vous quelques mots?

GEORGES. — Volontiers. (*Élevant la voix.*) Mesdames, Messieurs, les civilisations sont mortelles, l'Europe ne se pense plus en termes de liberté mais en termes de destin; le miracle grec est en danger : sauvons-le.

TOUS. — Mourons pour le miracle grec! Mourons pour le miracle grec!

(*Applaudissements. Mme Bounoumi pousse Perdrière vers Georges.*)

Mme BOUNOUMI (*à Georges*). — Voilà quelqu'un qui vous admire.

GEORGES. — Vous m'admirez, Monsieur? Cela suffit pour que je vous aime. Qui êtes-vous?

PERDRIÈRE. — Je suis votre obligé, Monsieur, et je le resterai toute ma vie.

GEORGES (*stupéfait*). — Moi, j'ai obligé quelqu'un?

PERDRIÈRE. — Vous m'avez obligé à me désister.

GEORGES. — Perdrière! (*Perdrière veut lui baiser la main. Il l'en empêche.*) Embrassons-nous, voyons!

(*Ils s'embrassent.*)

Mme BOUNOUMI. — Photos! (*Flashes. Elle prend Georges par un bras. Perdrière lui prend l'autre.*) Nous trois, à présent. Prenez le groupe.

JULES (*vivement*). — Vous permettez?

(*Il prend le bras de Perdrière.*)

GEORGES. — Non, mon petit Jules, non. Tout à l'heure.

JULES. — Pourquoi refuses-tu systématiquement de te faire photographier avec moi?

GEORGES. — Parce que tu as la bougeotte : ce sera de la pellicule perdue.

JULES. — Permets...

GEORGES. — Non, mon vieux; j'ai mon public : des gens qui achètent ton canard pour y découper mon portrait et ils ont bien le droit...

JULES. — Il se peut que tu aies ton public. Mais moi j'ai *mes* photographes et je trouve inadmissible que tu leur interdises de me photographier.

GEORGES. — En vitesse, alors! (*Flash.*) Là! Là! Suffit. Et viens me parler.

(*Il l'entraîne sur le devant de la scène.*)

JULES. — Qu'est-ce que tu me veux?

GEORGES. — Je veux que tu rendes leur emploi aux sept collaborateurs que tu as renvoyés.

JULES. — Encore! Mais cela ne te regarde pas, mon vieux! C'est une affaire strictement intérieure.

GEORGES. — Toutes les affaires du journal me regardent.

JULES. — Qui est directeur? Toi ou moi?

GEORGES. — Toi : mais tu ne le resteras pas longtemps si tu joues à ce jeu là. Je demanderai ta tête au Conseil.

JULES. — Eh bien, voici Nerciati qu'ils ont élu Président jeudi, en remplacement de Mouton : tu n'as qu'à t'adresser à lui.

GEORGES (*prenant Nerciati par le bras et le ramenant près de Jules*). — Mon cher Nerciati...

NERCIAT. — Mon cher Nekrassov...

GEORGES. — Puis-je vous demander une faveur?

NERCIAT. — Elle est accordée d'avance.

GEORGES. — Vous rappelez-vous cette pauvre Mme Castagnié?

NERCIAT. — Ma foi, non.

GEORGES. — La secrétaire que vous avez renvoyée.

NERCIAT. — Ah! parfaitement. C'était une communiste.

GEORGES. — Elle est veuve, mon cher Nerciat.

NERCIAT. — Oui. Veuve de communiste.

GEORGES. — Elle a une fille infirme.

NERCIAT. — Infirme? Une aigrie. De la graine de communiste.

GEORGES. — Elle n'avait que son salaire pour vivre. Faut-il qu'elle ouvre le gaz?

NERCIAT. — Cela ferait deux communistes de moins. (*Un temps.*) Que voulez-vous?

GEORGES. — Que vous lui rendiez son emploi.

NERCIAT. — Mais, mon cher Nekrassov, je ne peux rien par moi-même. (*Un temps.*) Croyez que je transmettrai votre requête au Conseil d'administration. (*Georges est ivre de colère mais il se contient.*) Est-ce tout?

GEORGES. — Non. (*Sortant Soir à Paris de sa poche.*) Qu'est-ce que cela?

NERCIAT (*lisant*). — « Nekrassov déclare : je connais personnellement les journalistes Duval et Maistre. » Eh bien? C'est une déclaration que vous avez faite.

GEORGES. — Justement non.

NERCIAT. — Vous ne l'avez pas faite?

GEORGES. — Pas du tout.

NERCIAT. — Ho! Ho! (*A Jules sévèrement.*) Mon cher Jules, vous m'étonnez. Vous connaissez pourtant la devise du journal : Vérité toute nue.

JULES (*happant Périgord au passage*). — Périgord! (*Périgord s'approche.*) Je suis très surpris : voici des propos qu'on a prêtés à Nekrassov et qu'il n'a jamais tenus!

PÉRIGORD (*prend le journal et le lit*). — Ah! Ah! Ce sera la petite Tapinois.

JULES. — La petite Tapinois!

PÉRIGORD. — Elle aura cru bien faire.

JULES. — Pas de ça chez nous, Périgord. La Vérité toute nue. Fous-moi Tapinois à la porte!

GEORGES. — Je ne demande pas cela.

JULES. — A la porte ! A la porte !

GEORGES. — Non, Jules, je t'assure. Assez de renvois !

JULES. — Alors passe-lui un bon savon et dis-lui qu'elle doit de garder sa place à l'intervention personnelle de Nekrassov.

GEORGES. — C'est cela. (*Un temps.*) En ce qui me concerne, je me contenterai d'un démenti.

JULES (*stupéfait*). — D'un quoi ?

GEORGES. — D'un démenti que vous publierez demain.

JULES. — Un démenti ?

NERCIAT. — Un démenti ?

PÉRIGORD. — Un démenti ?

(*Ils se regardent.*)

JULES. — Mais Nikita, ce serait la pire maladresse.

PÉRIGORD. — On se demanderait ce qui nous prend.

NERCIAT. — Avez-vous jamais vu un journal démentir ses propres informations à moins d'y être contraint par les tribunaux ?

JULES. — Nous attirerions aussitôt l'attention du public sur ce malheureux entrefilet.

PÉRIGORD. — Que personne n'a lu, j'en suis convaincu.

JULES (*à Nerci*). — Vous l'aviez remarqué, mon cher Président ?

NERCIAT. — Moi ? Pas du tout. Et pourtant, je lis le journal de la première ligne à la dernière.

JULES. — Si l'on commence ce petit jeu-là, où s'arrêtera-t-on ? Faudra-t-il consacrer chaque numéro à démentir le précédent ?

GEORGES. — Très bien. Que comptez-vous faire ?

NERCIAT. — A quel sujet ?

GEORGES. — Pour ces déclarations ?

JULES. — N'en plus parler, tout simplement ; ensevelir la nouvelle sous les nouvelles du jour suivant. C'est encore la meilleure méthode. Crois-tu que nos lecteurs se rappellent d'un jour à l'autre ce qu'ils ont lu ? Mais, mon vieux, s'ils avaient de la mémoire, on ne pourrait même pas publier le bulletin météorologique !

NERCIAT (*se frottant les mains*). — Eh bien, voilà ! Tout est réglé.

GEORGES. — Non.

NERCIAT. — Non ?

GEORGES. — Non ! J'exige que vous fassiez paraître un démenti.

NERCIAT. — Vous exigez ?

GEORGES. — Oui. Au nom des services que je vous ai rendus...

NERCIAT. — Nous vous les avons payés.

GEORGES. — Au nom de la gloire que j'ai acquise...

JULES. — Ta gloire, mon pauvre Nikita, je ne voulais pas te le dire, mais elle est en baisse. Jeudi, nous avons plafonné avec deux millions de vendus. Mais depuis, nous sommes redescendus à 1.700.000.

GEORGES. — C'est encore bien au-dessus de vos tirages habituels.

JULES. — Attends la semaine prochaine.

GEORGES. — Quoi, la semaine prochaine?

JULES. — On redescendra à 900.000; et qu'est-ce que tu auras été? Une montée en flèche de nos ventes, une dégringolade en flèche et puis plus rien : la mort.

GEORGES. — Pas si vite : je tiens en réserve des révélations sensationnelles!

JULES. — Trop tard : c'est l'effet de choc qui compte. Le lecteur est saturé : si tu nous apprenais demain que les Russes mangent leurs enfants, il ne réagirait même plus.

(Entrent Mouton et Demidoff.)

SCÈNE XII

LES MÊMES. MOUTON. DEMIDOFF

MOUTON *(d'une voix forte)*. — Messieurs! *(Tout le monde fait silence et se retourne sur lui.)* Vous êtes trahis.

(Rumeurs. Les invités s'agitent.)

NERCIAT. — Que venez-vous faire ici, Mouton?

MOUTON. — Démasquer un traître. *(Désignant Demidoff.)* Voici Demidoff, l'économiste soviétique, qui a travaillé dix ans au Kremlin. Écoutez ce qu'il va nous dire. *(A Demidoff, désignant Georges.)* Regardez-le bien, l'homme qui se fait passer pour Nekrassov : le reconnaissez-vous?

DEMIDOFF. — Il faut que je change de lunettes. *(Il ôte ses lunettes, en met une autre paire et regarde autour de lui.)* Où est-il?

GEORGES *(se jetant sur lui et l'embrassant)*. — Enfin! Je t'ai cherché si longtemps!

(Mouton le tire en arrière.)

MOUTON *(à Demidoff)*. — Le reconnaissez-vous?

GEORGES. — Sortez tous : je lui apporte un message secret.

MOUTON. — Nous ne sortirons pas avant que l'affaire soit réglée.

(*Les Inspecteurs de la Défense du Territoire sont entrés.*)

BAUDOUIN (*surgeant devant Mouton*). — Oh ! si, Monsieur, vous sortirez.

MOUTON. — Mais je...

BAUDOUIN. — Défense du Territoire. C'est un ordre.

CHAPUIS (*aux autres*). — Vous aussi, Messieurs, s'il vous plaît.

(*Ils font sortir les invités. Demidoff et Georges restent seuls.*)

SCÈNE XIII

DEMIDOFF. GEORGES

DEMIDOFF (*qui n'a cessé d'examiner Georges et ne s'est aperçu de rien*). — Cet homme-là n'est pas Nekrassov.

GEORGES. — Ne te fatigue pas : nous sommes seuls.

DEMIDOFF. — Tu n'es pas Nekrassov. Nekrassov est petit, râblé ; il boite légèrement.

GEORGES. — Il boite ? Je regrette de ne pas l'avoir su plus tôt. (*Un temps.*) Demidoff, il y a longtemps que je voulais te parler.

DEMIDOFF. — Je ne te connais pas.

GEORGES. — Moi, je te connais très bien : j'ai pris des renseignements sur toi. Tu es arrivé en France en 1950 : à cette époque-là, tu étais léuino-bolchevik et tu te sentais bien seul. Tu t'es rapproché un moment des trotskystes et tu es devenu trotskysto-bolchevik. Après l'éclatement de leur groupe, tu t'es retourné vers Tito et tu t'es fait appeler titisto-bolchevik. Quand la Yougoslavie s'est réconciliée avec l'U.R.S.S., tu as reporté tes espoirs sur Mao-Tsé-Toung et tu t'es déclaré toungisto-bolchevik. La Chine n'ayant pas rompu avec les Soviets, tu t'es détourné d'elle et tu t'intitules bolchevik-bolchevik. Est-ce exact ?

DEMIDOFF. — C'est exact.

GEORGES. — Ces grands changements ont eu lieu dans ta tête et tu n'as jamais cessé d'être seul. Autrefois, *Soir à Paris* publiait tes articles : à présent l'on n'en veut plus nulle part. Tu vis dans une mansarde, avec un chardonneret. Bientôt le chardonneret mourra, ton propriétaire te mettra à la porte et tu iras coucher sur la péniche de l'Armée du Salut.

DEMIDOFF. — La misère ne me fait pas peur ; je n'ai qu'un but : anéantir la bureaucratie soviétique.

GEORGES. — Eh bien, c'est foutu, mon pauvre vieux. L'Occident t'a mangé : tu ne comptes plus.

DEMIDOFF (*le prenant à la gorge*). — Vipère lubrique !

GEORGES. — Lâche-moi, Demidoff, lâche-moi, donc. Je vais te donner un moyen de te tirer d'affaire.

DEMIDOFF (*le lâchant*). — Inutile.

GEORGES. — Pourquoi ?

DEMIDOFF. — Tu n'es pas Nekrassov et je suis ici pour le dire.

GEORGES. — Ne le dis pas, malheureux : tu servirais tes ennemis. Il faut que ta haine des Soviets soit bien faible pour qu'elle n'ait pas fait taire en toi l'amour de la vérité. Réfléchis ! Mouton t'a tiré de l'oubli pour me confondre ; la besogne faite, il t'y laissera retomber. Un jour, on te trouvera dans une fosse, mort d'impuissance et de haine rentrée, et qui est-ce qui se tapera sur les cuisses ? Les bureaucrates de toutes les Russies !

DEMIDOFF. — Tu n'es pas Nekrassov. Nekrassov boite...

GEORGES. — Oui, oui. Je sais. (*Un temps.*) Demidoff, je voudrais entrer au Parti bolchevik-bolchevik.

DEMIDOFF. — Toi ?

GEORGES. — Moi. Mesures-tu le pas de géant que tu viens de faire ? Quand un parti n'a qu'un membre, il y a fort peu de chances pour qu'il en ait jamais deux. Mais s'il en a deux, qui l'empêche demain d'en compter un million ? Acceptes-tu ?

DEMIDOFF (*étourdi par la nouvelle*). — Mon parti aurait deux membres ?

GEORGES. — Oui. Deux.

DEMIDOFF (*soupçonneux*). — Tu sais que notre principe est la centralisation ?

GEORGES. — Je le sais.

DEMIDOFF (*enchaînant*). — Et notre règle, la démocratie autoritaire.

GEORGES. — Je le sais.

DEMIDOFF. — Le dirigeant, c'est moi.

GEORGES. — Je serai le militant de base.

DEMIDOFF. — A la moindre activité fractionnelle, je t'exclus !

GEORGES. — N'aie crainte : je te suis dévoué. Mais le temps presse. Aujourd'hui je suis célèbre ; demain, peut-être, on m'aura

oublié. Profite de l'occasion, vite! Mes articles font le tour du monde : je les écrirai sous ta dictée.

DEMIDOFF. — Tu dénonceras la génération de techniciens qui a supplanté les vieux révolutionnaires.?

GEORGES. — Dans chaque colonne.

DEMIDOFF. — Tu diras tout le mal que je pense d'Orloff?

GEORGES. — Qui est Orloff?

DEMIDOFF. — Mon ancien chef de bureau. Un chacal.

GEORGES. — Il sera demain la risée de l'Europe.

DEMIDOFF. — Parfait. (*Il lui tend la main.*) Tope-là, Nekrassov.

(*Georges lui serre la main. Les invités apparaissent timidement sur le seuil de la porte.*)

SCÈNE XIV

LES INVITÉS. GEORGES. DEMIDOFF. MOUTON. BAUDOUIN. CHAPUIS

MOUTON. — Eh bien! Demidoff, qui est cet homme?

DEMIDOFF. — Lui? C'est Nekrassov!

(*Acclamations.*)

MOUTON. — Vous mentez! Qu'avez-vous combiné quand vous étiez seuls?

GEORGES. — Je lui donnais des nouvelles de la résistance clandestine qui s'organise en U.R.S.S.

MOUTON. — Imposteur!

GEORGES (*aux invités*). — Je vous prends à témoin que cet individu fait le jeu des communistes!

INVITÉS (*à Mouton*). — A Moscou! A Moscou!

MOUTON. — Tu m'accules au suicide, misérable, mais je t'entraînerai dans la mort. (*Il sort un revolver et le braque sur Georges.*) Remerciez-moi, Messieurs : je débarrasse la terre d'une canaille et d'un communiste objectif!

Mme BOUNOUMI. — L'attentat! L'attentat!

(*Baudouin et Chapuis se jettent sur Mouton et le désarment. Les deux tueurs entrent en courant par la porte de droite.*)

CHAPUIS (*aux deux Gardes du Corps, désignant Mouton*). — Reconduisez Monsieur.

MOUTON (*se débattant*). — Laissez-moi! Laissez-moi!

LES INVITÉS. — A Moscou! A Moscou!

(Les Gardes du Corps le soulèvent et l'emportent par la porte de droite.)

BAUDOUIN *(aux invités)*. — Nous avons prévu cet attentat. Mesdames et Messieurs, tout danger est écarté; veuillez regagner les salons. Nous vous enlevons quelques instants M. Nekrassov pour établir avec lui les moyens d'assurer sa protection mais n'ayez crainte : nous vous le rendrons bientôt. *(Les invités sortent.)*

SCÈNE XV

GEORGES. BAUDOUIN. CHAPUIS.

BAUDOUIN. — Avouez, Monsieur, que nous sommes vos anges gardiens.

CHAPUIS. — Et que, sans nous, ce misérable vous tuait à bout portant.

GEORGES. — Je vous remercie, Messieurs.

BAUDOUIN. — Je vous en prie : nous n'avons fait que notre devoir.

CHAPUIS. — Et nous sommes trop heureux de vous avoir tiré d'affaire.

(Georges s'incline légèrement et va pour sortir. Baudouin le prend par le bras.)

GEORGES. — Mais...

CHAPUIS. — Nous avons des embêtements, voyez-vous.

BAUDOUIN. — Et nous aurions besoin que vous nous donniez un coup de main.

GEORGES *(s'asseyant)*. — En quoi puis-je vous être utile?

(Les inspecteurs s'asseyent.)

CHAPUIS. — Eh bien, voilà : nous sommes sur une grave affaire de démoralisation nationale.

GEORGES. — La France serait démoralisée?

CHAPUIS. — Pas encore, Monsieur : nous veillons!

BAUDOUIN. — Mais le fait est qu'on cherche à lui saboter le moral.

GEORGES. — Pauvre France! Et qui ose...

CHAPUIS. — Deux journalistes.

GEORGES. — Deux pour quarante millions d'habitants? Ce pays se laisse facilement abattre.

BAUDOUIN. — Ces deux hommes ne sont que des symboles. Et le gouvernement veut atteindre dans leur personne une presse détestable qui mystifie ses lecteurs.

CHAPUIS. — Il faut frapper vite et fort.

BAUDOUIN. — Nous comptons les arrêter demain. Après-demain au plus tard.

CHAPUIS. — Mais on nous demande de fournir la preuve que les deux accusés ont participé sciemment à une entreprise de démoralisation nationale...

BAUDOUIN. — Ce qui est à nos yeux parfaitement inutile...

CHAPUIS. — Mais que le législateur a cru devoir exiger.

BAUDOUIN. — Or, pour une fois, la chance nous sert...

CHAPUIS. — Vous êtes là!

GEORGES. — Je suis là?

BAUDOUIN. — N'êtes-vous pas là?

GEORGES. — Ma foi, j'y suis. J'y suis autant que je peux y être.

CHAPUIS. — Eh bien, vous nous servirez de témoin.

BAUDOUIN. — En qualité de ministre soviétique, vous avez certainement employé ces journalistes.

CHAPUIS. — Et vous nous obligeriez fort en nous le confirmant.

GEORGES. — Comment s'appellent-ils?

CHAPUIS. — Robert Duval et Charles Maistre.

GEORGES. — Maistre et Duval... Duval et Maistre... Eh bien, je ne les connais pas.

BAUDOUIN. — Impossible!

GEORGES. — Pourquoi donc?

CHAPUIS. — Vous avez déclaré hier, dans *Soir à Paris*, que vous les connaissiez fort bien.

GEORGES. — On m'a prêté des propos que je n'avais jamais tenus.

BAUDOUIN. — Il se peut. Mais l'article est là. Et puis, de toute façon, ce sont des communistes : Duval est un membre influent du P. C.

CHAPUIS. — Duval, voyons! Il faut que vous le connaissiez!

GEORGES. — En U.R.S.S. chaque ministre a ses agents personnels que les autres ne connaissent pas. Cherchez à la Propagande, à l'Information ou peut-être aux Affaires Étrangères. Moi, comme vous le savez, j'étais à l'Intérieur.

BAUDOUIN. — Nous comprenons parfaitement vos scrupules...

CHAPUIS. — ... et nous aurions les mêmes à votre place.

BAUDOUIN. — Mais puisque Duval est communiste...

CHAPUIS. — Il n'est pas nécessaire que vous ayez vu son nom de vos propres yeux.

BAUDOUIN. — Et vous avez la certitude morale que c'est un agent soviétique.

CHAPUIS. — Vous pouvez donc témoigner en toute tranquillité d'esprit, qu'il a été payé pour faire son travail.

GEORGES. — Je regrette mais je ne témoignerai pas.

(Un silence.)

BAUDOUIN. — Très bien.

CHAPUIS. — Parfait!

BAUDOUIN. — La France est le pays de la liberté : chez nous, tout le monde est libre de parler ou de se taire.

CHAPUIS. — Nous nous inclinons, nous nous inclinons!

BAUDOUIN. — Et nous souhaitons que nos chefs s'inclinent à leur tour.

(Un temps.)

BAUDOUIN (à Chapuis.) — S'inclineront-ils?

CHAPUIS (à Baudouin). — Qui sait? L'ennui, c'est que M. Nekrassov a de nombreux ennemis.

BAUDOUIN (à Georges). — Des gens que votre gloire indispose...

CHAPUIS (à Georges). — Et qui prétendent que vous nous êtes envoyé par Moscou.

GEORGES. — C'est absurde!

CHAPUIS. — Bien entendu.

(Ils se lèvent et l'encadrent.)

BAUDOUIN. — Mais il faut faire taire les calomnies.

CHAPUIS. — Par un acte qui vous engage sérieusement.

BAUDOUIN. — Après tout, le mois dernier, vous étiez encore l'ennemi juré de notre pays...

CHAPUIS. — ... et rien ne prouve que vous ayez cessé de l'être...

BAUDOUIN. — On nous a souvent dit que nous méconnaissions nos devoirs...

CHAPUIS. — ... et qu'il fallait d'urgence vous reconduire à la frontière.

BAUDOUIN. — Imaginez que nous vous remettions à la police soviétique!

CHAPUIS. — Après vos déclarations, vous passeriez un sale quart d'heure!

GEORGES. — Vous auriez le cœur de me chasser, moi qui ai fait confiance à l'hospitalité française?

CHAPUIS (*riant*). — Ha! Ha!

BAUDOUIN (*riant*). — Ha! Ha!

CHAPUIS (*à Baudouin*). — L'hospitalité!

BAUDOUIN (*à Chapuis*). — Pourquoi pas le droit d'asile?

CHAPUIS. — Il se croit au moyen âge!

BAUDOUIN. — Nous sommes hospitaliers pour les lords anglais...

CHAPUIS. — ... pour les touristes allemands...

BAUDOUIN. — ... pour les soldats américains...

CHAPUIS. — ... et pour les interdits de séjour belges...

BAUDOUIN. — ... mais franchement, vous ne voudriez pas que nous le fussions aussi pour les citoyens soviétiques!

GEORGES. — C'est un chantage, en somme?

CHAPUIS. — Non, Monsieur : c'est un dilemme.

BAUDOUIN. — Je dirais même : une alternative. (*Un silence.*)

GEORGES. — Faites-moi reconduire à la frontière.

(*Un temps.*)

BAUDOUIN (*changeant de ton*). — Alors, mon petit Georges? On fait le méchant?

CHAPUIS. — On fait le dur?

GEORGES (*se levant en sursaut*). — Quoi?

BAUDOUIN. — Rassieds-toi.

(*Ils le font rasseoir.*)

CHAPUIS. — Tu nous fais pas peur, tu sais!

BAUDOUIN. — Nous autres, on a vu de vrais durs. Des hommes.

CHAPUIS. — Un escroc, on sait bien que ça n'est qu'une lope.

BAUDOUIN. — Une gonzesse.

CHAPUIS. — Des fois qu'on te chatouillerait un peu...

BAUDOUIN. — Tu te mettrais tout de suite à table.

GEORGES. — Je ne comprends pas ce que vous voulez dire.

CHAPUIS. — Oh! Que si, tu le comprends!

BAUDOUIN. — On veut dire que tu es Georges de Valera, la petite frappe internationale et qu'on peut te remettre sur-le-champ à l'inspecteur Goblet qui te recherche!

GEORGES (*s'efforçant de rire*). — Georges de Valera? C'est un malentendu! Un malentendu très divertissant. Je...

CHAPUIS. — Te casse pas la tête. Voilà huit jours que tes gardes du corps te photographient en douce et sur toutes les coutures. Ils ont même pris tes empreintes digitales. Nous n'avons eu qu'à comparer avec ta fiche anthropométrique. Tu es cuit.

GEORGES. — Merde.

(*Un silence.*)

BAUDOUIN. — Remarque bien : on n'est pas mauvais, nous autres.

CHAPUIS. — Et puis l'escroquerie, ça n'est pas notre rayon.

BAUDOUIN. — Ça regarde la P. J. Et la P. J., chez nous, on ne l'a pas à la bonne.

CHAPUIS. — L'inspecteur Goblet, on se le met où tu penses.

BAUDOUIN. — On veut la peau des deux journalistes, c'est tout.

CHAPUIS. — Et si tu nous la donnes, tu seras Nekrassov tant que ça te plaira.

BAUDOUIN. — Tu nous rendras de petits services.

CHAPUIS. — On te montrera des gens de temps en temps.

BAUDOUIN. — Tu diras que tu les connais : pour nous faire plaisir.

CHAPUIS. — Et nous, en échange, on la bouclera.

BAUDOUIN. — On est seuls à savoir la chose, tu comprends.

CHAPUIS. — Remarque, on l'a bien dit au Président du Conseil.

BAUDOUIN. — Mais ça ne fait rien : il ne le sait pas.

CHAPUIS. — Il a dit : « Je veux pas le savoir. »

BAUDOUIN. — Et cet homme-là, il sait ce qu'il veut !

CHAPUIS. — T'as compris le coup, petite tête ?

BAUDOUIN. — Jeudi, nous viendrons te chercher et nous t'emmènerons chez le juge d'instruction.

CHAPUIS. — Il te demandera si tu connais Duval...

BAUDOUIN. — Et tu répondras : oui, parce que tu ne pourras pas faire autrement.

CHAPUIS. — Bonsoir, mon petit pote : au plaisir.

BAUDOUIN. — A jeudi, Toto. Oublie pas.

(*Ils sortent.*)

SCÈNE XVI

GEORGES *seul*, puis DEMIDOFF

GEORGES. — Bon!... Bon, bon, bon!... Bon, bon, bon, bon, bon!... (*Il va à la glace.*) Adieu, grande steppe russe de mon enfance, adieu la gloire! Nekrassov, adieu! Adieu, pauvre cher grand homme! Adieu, traître, ordure, adieu, salaud! Vive Georges de Valera! (*Il se fouille.*) Sept mille francs. J'ai bouleversé l'univers

et ça me rapporte sept mille francs : chien de métier. (*À la glace*) Georges, mon vieux Georges, tu n'imagines pas le plaisir que j'ai de le retrouver! (*Il remonte.*) Mesdames et Messieurs, Nekrassov étant mort, Georges de Valera va filer à l'anglaise. (*Il réfléchit*) La grande entrée : impossible; les flics la surveillent. L'entrée de service... (*Il va ouvrir la porte de droite.*) Merde : mes deux tueurs gardent le couloir. (*Il traverse la salle.*) La fenêtre? (*Il se penche.*) Elle est à dix mètres du sol : je vais me casser la gueule. Pas de gouttière en vue? (*Il monte sur le rebord de la fenêtre.*) Trop loin. Bon Dieu, si je trouvais un moyen d'occuper mes deux tueurs...

(*Demidoff est entré, le saisit par les hanches et le fait descendre de la fenêtre.*)

DEMIDOFF. — Pas de ça, militant, Je te le défends.

GEORGES. — Je...

DEMIDOFF. — Le suicide, on y songe les trois premiers mois. Ensuite, tu verras, on s'y fait. J'ai passé par là. (*En confidence.*) J'ai quitté le grand salon parce que j'ai un peu bu. Il ne faut pas que je me saoule, militant. Veilles-y. Quand je suis saoul, je deviens terrible.

GEORGES (*très intéressé*). — Ah! Ah!

DEMIDOFF. — Oui.

GEORGES. — Vraiment terrible?

DEMIDOFF. — Je casse tout. Je tue quelquefois.

GEORGES. — C'est très intéressant, ce que tu me dis là!

(*Irruption des invités et de Mme Bounoumi.*)

SCÈNE XVII

GEORGES. DEMIDOFF. MME BOUNOUMI. PERDRIÈRE
TOUS LES INVITÉS

Mme BOUNOUMI (*à Georges*). — Enfin, l'on peut vous approcher. Vous ne partez pas, j'espère? Nous allons commencer les jeux de société.

GEORGES. — Les jeux de société?

Mme BOUNOUMI. — Oui!

GEORGES. — J'en connais un qui faisait rire aux larmes tout le personnel du Kremlin.

Mme BOUNOUMI. — Vous m'intriguez beaucoup : qu'est-ce que c'est?

GEORGES. — Eh bien, voilà : les jours de bonne humeur, nous

avons coutume de faire boire Demidoff. Vous n'imaginez pas les idées ravissantes qui lui viennent quand il est ivre. C'est un vrai poète.

Mme BOUNOUMI. — Mais c'est charmant ! Si nous essayions ?

GEORGES. — Faites circuler le mot d'ordre, je me charge du reste.

Mme BOUNOUMI (à un invité). — Il faut enivrer Demidoff : il paraît qu'il est très amusant quand il a bu.

(Le mot d'ordre circule.)

GEORGES (à Demidoff). — Nos amis veulent choquer leurs verres contre le tien.

DEMIDOFF. — Soit. (Regardant les verres qu'un domestique apporte sur un plateau.) Qu'est-ce que c'est ?

GEORGES. — Dry Martini.

DEMIDOFF. — Pas de boisson américaine. Vodka !

Mme BOUNOUMI (aux domestiques). — Vodka !

(Un domestique apporte des verres de vodka sur un plateau.)

DEMIDOFF (il lève son verre). — Je bois à la destruction des bureaucrates soviétiques !

Mme BOUNOUMI et les INVITÉS. — A l'anéantissement des bureaucrates !

GEORGES (prenant un verre sur le plateau et le tendant à Demidoff). — Tu oublies les technocrates.

DEMIDOFF. — A la destruction des technocrates.

(Il boit.)

GEORGES (lui tendant un nouveau verre). — Et Orloff ? (Aux invités.) C'est son chef de bureau.

DEMIDOFF (buvant). — A la pendaison d'Orloff !

GEORGES (lui tendant un verre). — C'est l'occasion de porter un toast au parti bolchevik-bolchevik.

DEMIDOFF. — Tu crois ?

GEORGES. — Dame ! Tu le feras connaître : il faut songer à la publicité.

DEMIDOFF (buvant). — Au parti bolchevik-bolchevik !

LES INVITÉS. — Au parti bolchevik-bolchevik !

(La plupart sont franchement ivres. On voit apparaître des chapeaux de papier, des mirlitons et des serpentins. Pendant la scène qui suit, les tirades de Demidoff seront scandées par des sons de mirliton.)

DEMIDOFF (à Georges). — A quoi dois-je boire, à présent ?

GEORGES (*lui tendant un verre*). — A ton chardonneret.

DEMIDOFF. — A mon chardonneret!

LES INVITÉS. — A son chardonneret!

(*Georges lui tend un nouveau verre.*)

DEMIDOFF. — Et à présent?

GEORGES. — Je ne sais pas, moi... A la France, peut-être : ce serait poli.

DEMIDOFF. — Non! (*Levant son verre.*) Je bois au bon petit peuple russe, que les mauvais bergers tiennent enchaîné.

LES INVITÉS. — Au peuple russe!

DEMIDOFF. — Vous le délivrerez, n'est-ce pas? Mon pauvre petit peuple, vous allez le délivrer?

TOUS. — Nous le délivrerons! Nous le délivrerons!

(*Mirlitons.*)

DEMIDOFF. — Merci. Je bois au déluge de fer et de feu qui s'abattra sur mon peuple!

TOUS. — Au déluge! Au déluge!

DEMIDOFF (*à Georges*). — Qu'est-ce que je bois là?

GEORGES. — De la vodka.

DEMIDOFF. — Non!

GEORGES. — Regarde.

(*Il prend la bouteille et la lui montre.*)

DEMIDOFF. — Sauve qui peut! C'est de la vodka française! Je suis un traître!

GEORGES. — Voyons, Demidoff!

DEMIDOFF. — Tais-toi, militant! Tout Russe qui boit de la vodka française est un traître à son peuple : il faut m'exécuter. (*A tous.*) Allons! Qu'attendez-vous?

Mme BOUNOUMI (*tendant de le calmer.*) — Mon cher Demidoff, nous sommes bien loin d'y penser!

DEMIDOFF (*la repoussant*). — Alors, libérez-les tous, tous. Tous les Russes! S'il reste un survivant, un seul, il viendra pointer son doigt sur ma poitrine et me dire: Fiodor Pétrovitch, tu bois de la vodka française. (*Répondant à un interlocuteur imaginaire.*) C'est de la faute d'Orloff, mon petit père : je ne pouvais plus le supporter! (*Il boit.*) Je bois à la bombe libératrice! (*Silence terrorisé. A Perdrière menaçant.*) Bois, toi!

PERDRIÈRE. — A la bombe!

DEMIDOFF (*menaçant.*) A quelle bombe?

PERDRIÈRE. — Je ne sais pas, moi... A la bombe H.

DEMIDOFF. — Putois! Chacal! Espères-tu nous faire croire qu'on arrêtera l'histoire avec un pétard?

PERDRIÈRE. — Mais je ne veux pas l'arrêter!

DEMIDOFF. — Et moi, je veux qu'on l'arrête tout de suite. Parce que je sais qui l'écrit! C'est mon petit peuple avec ses mauvais bergers. Comprenez-vous? Orloff lui-même écrit l'histoire et moi, je suis tombé hors d'elle comme un petit oiseau tombe du nid. (*Suivant des yeux un objet invisible qui traverse la salle à une très grande vitesse.*) Ce qu'elle va vite! Arrêtez-la! Arrêtez-la! (*Prenant un verre.*) Je bois à la bombe Z qui fera sauter la terre. (*A Perdrière.*) Bois!

PERDRIÈRE (*à demi étranglé*). — Non.

DEMIDOFF. — Tu ne veux pas que la terre saute?

PERDRIÈRE. — Non.

DEMIDOFF. — Et comment arrêteras-tu l'histoire des hommes si tu ne détruis pas l'espèce humaine? (*A la fenêtre.*) Regardez! Regardez la lune. Autrefois, c'était une terre. Mais les capitalistes lunaires ont eu plus de cran que vous : quand ils ont compris que ça sentait le roussi, ils lui ont bouffé son atmosphère à coups de bombe au cobalt. C'est ce qui vous explique le silence des cieux : des millions de lunes roulent dans l'espace, millions d'horloges arrêtées au même moment de l'histoire. Il n'y en a plus qu'une pour faire tic-tac du côté du soleil, mais, si vous avez du courage, ce bruit scandaleux va cesser. Je bois à la prochaine lune : à la Terre! (*Georges tente de s'esquiver.*) Où vas-tu, militant? Bois à la lune!

GEORGES. — A la lune!

DEMIDOFF (*boit et recrache avec dégoût*). — Pouah! (*A Georges.*) Tu te rends compte, militant; je suis sur la lune future et j'y bois de la vodka française. Mesdames, Messieurs, je suis un traître! L'histoire gagnera, je vais mourir et mes enfants mettront mon nom dans les livres : Demidoff le traître buvait de la vodka française chez Mme Bounoumi. J'ai tort, Mesdames et Messieurs, tort devant les siècles futurs. Levez vos verres, je me sens seul. (*A Perdrière.*) Toi, chacal, crie avec moi : Vive le processus historique!

PERDRIÈRE (*terrorisé*). — Vive le processus historique!

DEMIDOFF. — Vive le processus historique qui m'écrasera comme une bouse et qui cassera les vieilles sociétés comme je casse cette table!

SCÈNE XVIII

LES MÊMES. LES DEUX GARDES DU CORPS. GOBLET. SIBILOT

GEORGES (*ouvrant la porte de droite aux deux Gardes du Corps*). — Il devient fou! Maîtrisez-le.

(*Les Gardes du Corps se précipitent sur Demidoff et tentent de le maîtriser. Georges va pour s'enfuir, mais il se trouve nez à nez avec Goblet qui entre par la porte de droite en portant Sibilot ivre-mort sur ses épaules.*)

GOBLET (*déposant Sibilot dans un fauteuil*). — Étends-toi, mon vieux. Attends, je vais te mettre une compresse.

SIBILOT. — Mon bon Goblet, tu es ma mère. (*Éclatant en sanglots.*) J'ai trahi ma mère. Je l'ai attirée dans les cuisines pour l'empêcher d'arrêter un escroc!

GOBLET (*se redressant*). — Quel escroc?

SIBILOT. — Georges de Valera!

(*Pendant ce temps, Georges fait un détour pour atteindre la porte de droite sans passer devant Sibilot et Goblet.*)

GOBLET. — Georges de Valera? Où est-il?

(*Georges a gagné la porte de droite.*)

SIBILOT (*le montrant du doigt*). — Là! Là! Là!

GOBLET. — Nom de Dieu!

(*Il tire son revolver et s'élance à la poursuite de Georges en tirant des coups de feu.*)

LES INVITÉS (*terrorisés*). — Les fusilleurs! Les fusilleurs!

DEMIDOFF (*extatique*). — Enfin! Enfin! Voilà l'histoire!

(*Baudouin et Chapuis s'élancent à la poursuite de Goblet; Demidoff se débarrasse des gardes du corps et s'élance à la poursuite des inspecteurs; les gardes du corps se ressaisissent et s'élancent à sa poursuite.*)

RIDEAU

SEPTIÈME TABLEAU

Décor : LE SALON 1925 DE SIBILOT.

SCÈNE PREMIÈRE

C'est la nuit. GEORGES entre par la fenêtre. VÉRONIQUE entre à son tour et donne la lumière. Elle porte les mêmes vêtements qu'au III et s'apprête à sortir. Georges se place derrière elle, les mains levées, en souriant.

GEORGES. — Bonsoir.

VÉRONIQUE (*se retournant*). — Tiens! Nekrassov.

GEORGES. — Il est mort. Appelle-moi Georges et tire les rideaux. (*Il baisse les mains.*) Tu ne m'as jamais dit ton nom, fillette.

VÉRONIQUE. — Véronique.

GEORGES. — Douce France! (*Il se laisse tomber dans un fauteuil.*) J'étais assis dans ce même fauteuil, tu t'apprêtais à sortir, des flics rôdaient autour de la maison : tout recommence. Comme j'étais jeune! (*Prêtant l'oreille.*) Un coup de sifflet?

VÉRONIQUE. — Non. Tu es poursuivi?

GEORGES. — Depuis l'âge de vingt ans. (*Un temps.*) Je viens de les semer. Oh! pas pour longtemps.

VÉRONIQUE. — S'ils venaient ici?

GEORGES. — Ils viendront. Goblet par habitude et la D. T. par flair. Mais pas avant dix minutes.

VÉRONIQUE. — Tu t'es mis la D. T. sur le dos?

GEORGES. — L'inspecteur Baudouin et l'inspecteur Chapuis. Tu connais?

VÉRONIQUE. — Non. Mais je connais la D. T. Tu es en danger.

GEORGES (*ironiquement*). — Un peu!

VÉRONIQUE. — Ne reste pas ici.

GEORGES. — Il faut que je te parle.

VÉRONIQUE. — De toi?

GEORGES. — De tes amis.

VÉRONIQUE. — Je te reverrai demain : où tu voudras, à l'heure que tu voudras. Mais file!

GEORGES (*secouant la tête*). — Si je te quitte, tu ne me reverras

plus : ils vont m'épingler. (*Sur un geste de Véronique.*) Ne discute pas : ce sont des choses qu'on sent lorsqu'on est du métier. D'ailleurs, où veux-tu que j'aille? Je n'ai pas un ami pour me cacher. A minuit, un type en [smoking passe inaperçu; mais attends demain, au soleil de midi... (*Saisi d'une idée.*) Les vieux complets de ton père, où sont-ils?

VÉRONIQUE. — Il les a donnés au concierge.

GEORGES. — Et les neufs?

VÉRONIQUE. — Ils ne sont pas prêts, sauf celui qu'il porte.

GEORGES. — Tu vois : la chance m'a quitté. Véronique, mon étoile est morte, mon génie s'obscurcit : je suis fait. (*Il marche.*) On arrêtera quelqu'un cette nuit, sois-en sûre. Mais qui? Qui arrêtera-t-on, peux-tu me le dire? Goblet court après Valéra et la D. T. après Nekrassov. Le premier qui met la main sur moi, je deviens ce qu'il veut que je sois. Pour qui paries-tu? P. J. ou D. T.? Georges ou Nikita?

VÉRONIQUE. — Je parie pour la D. T.

GEORGES. — Moi aussi. (*Un temps.*) Préviens Maistre et Duval.

VÉRONIQUE. — De quoi veux-tu les prévenir?

GEORGES. — Écoute, mon enfant, et tâche de comprendre : (*Patiemment.*) Qu'est-ce qu'elle va faire de moi, la Défense du Territoire? Me mettre en taule? Pas si folle : Nekrassov est l'hôte de la France. On aura loué pour moi quelque villa de banlieue, un peu solitaire, avec de belles chambres ensoleillées. On m'installera dans la plus belle de ces chambres et j'y garderai le lit nuit et jour. Parce que Nekrassov est très affaibli, le pauvre; il a tant souffert. Ce qui n'empêchera pas ton père de poursuivre le cours de mes révélations sensationnelles : il a pris le ton et peut les fabriquer sans moi. (*Imitant le crieur de journaux.*) « Maistre et Duval se rendaient à Moscou en cachette. Nekrassov les payait en dollars! » C'est ce qu'on appelle, je crois, créer le climat psychologique : quand on les aura bien traînés dans la boue, le public trouvera naturel qu'on les accuse de trahison.

VÉRONIQUE. — Les articles de mon père, le tribunal s'en moque : il lui faut des témoins.

GEORGES. — Sais-tu si je n'irai pas témoigner?

VÉRONIQUE. — Toi?

GEORGES. — Oui. Moi. Sur une civière. Je n'aime pas les coups, fillette. Si j'en prends tous les jours, je finirai par me lasser.

VÉRONIQUE. — Tu crois qu'ils cogneront?

GEORGES. — Ils vont se gêner! (*Un temps.*) Oh! tu peux me mépriser : je suis trop artiste pour avoir du courage physique.

VÉRONIQUE. — Je ne te méprise pas. Et qui te parle de courage physique? Il suffit de savoir ce que tu préfères.

GEORGES. — Si je le savais!

VÉRONIQUE. — Tu ne voudrais pas devenir une donneuse?

GEORGES. — Non, mais je n'aimerais pas non plus qu'on m'abîmât le portrait : allez donc choisir.

VÉRONIQUE. — Tu as beaucoup trop d'orgueil pour parler.

GEORGES. — Ai-je encore de l'orgueil?

VÉRONIQUE. — Tu en crèves!

GEORGES. — Le ciel t'entende! N'empêche : je serais drôlement soulagé si je savais Duval et Maistre hors d'atteinte.

VÉRONIQUE. — Qu'est-ce que cela changerait?

GEORGES. — Si j'en ai marre, je peux les charger : de toute façon, je sais qu'ils n'iront pas en taule.

VÉRONIQUE. — Si tu les charges, ils seront condamnés.

GEORGES. — La condamnation, ça ne compte pas, puisqu'on ne pourra pas les boucler.

VÉRONIQUE (*désarmée*). — Mon pauvre Georges!

GEORGES (*sans l'écouter*). — Tu as compris, la même : je disparaîrais; toi, va leur dire de se barrer.

VÉRONIQUE. — Ils ne se barreront pas.

GEORGES. — Avec les flics sur les reins et cinq ans de taule qui leur pendent au nez? Tu es cinglée.

VÉRONIQUE. — Ils ne se barreront pas parce qu'ils sont innocents.

GEORGES. — Et moi, tu me pressais de fuir parce que je suis coupable? La belle logique! Si l'on t'écoutait, tous les coupables de France iraient pêcher la truite pendant que les innocents moisiraient en prison.

VÉRONIQUE. — C'est à peu près ce qui se passe.

GEORGES. — Pas de boniments, souris : la vérité, c'est que vous les laissez tomber!

VÉRONIQUE. — Attends qu'on les arrête et tu verras.

GEORGES. — C'est tout vu : vous irez gueuler dans les rues. Affiches, meetings, cortèges : une vraie kermesse. Et vos deux camarades, où seront-ils? En cellule. Parbleu : votre intérêt, c'est qu'on les y garde le plus longtemps possible. (*Il rit.*) Et moi, pauvre idiot qui me jette dans la gueule du loup pour les prévenir. Les prévenir? Mais c'est que vous n'y tenez pas du tout, vous

autres ! Quelle gaffe ! Je ne vous blâme pas : chacun pour soi. Seulement, vous me dégoûtez tout de même un petit peu : parce que je vais y aller, moi, en taule ; et je me sens solidaire des deux pauvres gars que vous sacrifiez. (*Véronique forme un numéro de téléphone.*) Qu'est-ce que tu fais ?

VÉRONIQUE (*à l'appareil*). — C'est toi, Robert ? Je te passe un type qui veut te parler. (*A Georges.*) C'est Duval.

GEORGES. — Sa ligne est peut-être surveillé.

VÉRONIQUE. — Aucune importance.

(*Elle lui tend l'appareil.*)

GEORGES (*au téléphone*). — Allo, Duval ? Écoutez-moi bien, mon vieux : vous serez arrêté demain, après-demain au plus tard, et très probablement condamné. Vous n'avez même pas le temps de faire votre valise : foutez le camp dès que vous aurez raccroché. Hein ? Oh ! Oh ! Oh ! Oh ! (*Reposant l'appareil.*) Mais c'est qu'il m'engueule !

VÉRONIQUE (*à l'appareil*). — Non, Robert, non : calme-toi ; ce n'est pas un provocateur. Mais non : rien du tout. On t'expliquera. (*A Georges.*) Veux-tu que j'appelle Maistre ?

GEORGES. — N'en fais rien : j'ai compris. (*Il se met à rire.*) C'était la première fois de ma vie que je voulais rendre service. Ce sera très certainement la dernière. (*Un temps.*) Je n'ai plus qu'à m'en aller. Bonsoir et toutes mes excuses !

VÉRONIQUE. — Bonsoir.

GEORGES (*explosant brusquement*). — Ce sont des crétins, voilà tout ! De pauvres types sans imagination ! Ils ne se doutent même pas de ce que c'est que la taule ! Moi, je le sais.

VÉRONIQUE. — Tu n'y as pas été.

GEORGES. — Non, mais je suis poète. La prison colle à moi depuis ce soir et je la sens dans les os. Savent-ils qu'on a deux chances sur cinq d'en sortir tubard ?

VÉRONIQUE. — Duval y est entré le 17 octobre 1939. Il en est sorti le 30 août 1944. Tubard.

GEORGES. — Alors il est inexcusable.

VÉRONIQUE. — Mais non, mon petit Georges, il fait comme toi : il suit son intérêt.

GEORGES. — Son intérêt ou le vôtre ?

VÉRONIQUE. — Le sien, le mien, le nôtre : il n'y en a qu'un. Toi, tu n'es pas grand chose de plus que ta peau : tu veux la sauver, rien de plus naturel. Duval tient à sa peau, mais il n'y pense pas

tous les jours. Il a son Parti, son activité, ses lecteurs : s'il veut sauver *tout* ce qu'il est, il faut qu'il reste. (*Un temps.*)

GEORGES (*avec violence*). — Sales égoïstes!

VÉRONIQUE. — Plaît-il?

GEORGES. — Tout le monde sera content : il aura sa couronne d'épines et vous aurez vos kermesses. Mais moi, bande de salauds, moi, qu'est-ce que je deviens dans tout cela? Un traître, une mouche, une donneuse!

VÉRONIQUE. — Tu n'as qu'à...

GEORGES. — Rien du tout! Je serai ligoté sur un lit de sangle, les poulets me fileront la correction trois fois par jour; de temps en temps, histoire de reprendre haleine; ils me demanderont : « Témoigneras-tu? »; je serai coincé : les cloches sonneront sous mon crâne, ma tête sera plus grosse qu'une citrouille, je penserai à ces deux martyrs, à ces deux purs qui me jouent le sale tour de ne pas s'enfuir et je me dirai : « Si tu flanches, ils en ont pour cinq berges. » Si je flanche? Parbleu! vous serez tous trop contents. Pas de Christ sans Judas, hein? Tiens, pauvre Judas, en voilà un qui devait en avoir gros sur le cœur. Je le comprends, moi, cet homme. Et je l'honore. Si je ne flanche pas... Eh bien! c'est encore pour vous que je les reçois, les tripotées. Et quelle sera ma récompense? Des crachats : ton père aura rempli *Soir à Paris* de mes fausses déclarations, vos canards célébreront en même temps l'acquittement de Duval et la défaite ignominieuse du calomniateur Nekrassov. Vous porterez vos amis en triomphe et, du même pas, vos joyeuses cohortes me marcheront sur la gueule. Manœuvré! Manœuvré comme un enfant! Et par tout le monde! Là-bas, j'étais l'instrument de la haine; ici, je suis l'instrument de l'histoire! (*Un temps.*) Véronique! Si tu leur expliquais mon cas, à tes copains, peut-être qu'ils auraient la bonté de s'enfuir?

VÉRONIQUE. — J'ai peur que non.

GEORGES. — Les salauds! Tiens! Je devrais me tuer sous tes yeux et souiller de sang ton parquet. Tu as de la chance que je n'en aie plus le courage. (*Il se rassied.*) Je ne comprends plus rien à rien. J'avais ma petite philosophie, elle m'aidait à vivre : j'ai tout perdu, même mes principes. Ah! Je n'aurais jamais dû faire de politique!

VÉRONIQUE. — Va-t'en, Georges, va-t'en? Nous ne te demandons rien, tu ne dois rien à personne. Mais va-t-en.

GEORGES (*à la fenêtre, entrouvre les rideaux*). — La nuit. Les rues

désertes. Il faudra raser les murs jusqu'au matin. Après... (*Un temps.*) Tu veux la vérité? Je suis venu me faire prendre ici. Quand on entre dans les ordres, cela compte, la dernière tête humaine qu'on voit : on se la rappelle longtemps. J'ai voulu que ce soit la tienne. (*Véronique sourit.*) Tu devrais sourire plus souvent. Cela t'embellit.

VÉRONIQUE. — Je souris aux gens qui me plaisent.

GEORGES. — Je n'ai rien pour te plaire et tu ne me plais pas. (*Un temps.*) Si je pouvais empêcher ces lascars d'aller en taule, quel bon tour je vous jouerais à tous. (*Il marche.*) Au secours, mon génie! Montre-moi que tu existes encore!

VÉRONIQUE. — Le génie, tu sais...

GEORGES. — Silence! (*Il tourne le dos à Véronique et s'incline.*) Merci! Merci! (*Sur Véronique.*) J'ai le regret de t'annoncer que tes petits amis ne seront pas arrêtés. Adieu les kermesses et la palme du martyr. Mme Castagnié retrouvera son emploi et qui sait si les cent mille voix de Perdrière ne se reporteront pas dimanche sur le candidat communiste! Je vous montrerai, moi, si l'on peut tirer mes ficelles à volonté.

VÉRONIQUE (*haussant les épaules*). — Tu ne peux rien faire.

GEORGES. — Trouve quelqu'un pour me cacher. Demain, tu viens me voir et je t'accorde un interview en exclusivité mondiale.

VÉRONIQUE. — Encore!

GEORGES. — Tu n'en veux pas?

VÉRONIQUE. — Non..

GEORGES. — J'avais un beau titre, pourtant : « Comment je suis devenu Nekrassov, par Georges de Valéra. »

VÉRONIQUE. — Georges!

GEORGES. — Je reste quinze jours chez ton copain : photographiez-moi sous toutes les coutures, avec et sans bandeau. Je les connais tous, les Palotin, les Nerciat, les Mouton : je ferais des révélations irréfutables.

VÉRONIQUE. — Après le premier article, ils nous enverront la police. Si nous refusons de te livrer, ils écriront partout que ton témoignage est inventé.

GEORGES. — Après le premier article, tu crois qu'ils oseront m'arrêter? J'en sais trop. Et puis, quoi? S'ils insistent, donnez mon adresse. Vous m'embêtez, avec vos martyrs : s'il en faut un, pourquoi pas moi?

VÉRONIQUE. — Tu vois bien que tu crèves d'orgueil.

GEORGES. — Oui. (*Un temps.*) Pour l'interview, tu es d'accord?

VÉRONIQUE. — Je suis d'accord.

(*Elle l'embrasse.*)

GEORGES. — Garde tes distances. (*Il rit.*) J'ai fini par gagner : il publiera la prose d'un escroc, ton journal progressiste. Moi, cela ne me changera guère : je dictais au papa, je dicterai à sa fille.

(*Baudouin et Chapuis entrent par la fenêtre.*)

SCÈNE II

GEORGES. VÉRONIQUE. BAUDOUIN. CHAPUIS

CHAPUIS. — Bonjour Nikita!

BAUDOUIN. — L'inspecteur Goblet te cherche.

CHAPUIS. — Mais ne crains rien : nous allons te protéger.

VÉRONIQUE. — Tout est perdu!

GEORGES. — Qui sait? J'ai retrouvé mon génie; peut-être que mon étoile n'est pas morte.

BAUDOUIN. — Viens avec nous, Nikita. Tu es en danger.

CHAPUIS. — Cette fille fréquente les communistes.

BAUDOUIN. — Peut-être qu'ils l'ont chargée de t'assassiner.

GEORGES. — Je suis Georges de Valéra, l'escroc, et je demande qu'on me remette aux mains de l'inspecteur Goblet.

CHAPUIS (*à Véronique*). — Pauvre Nikita!

BAUDOUIN (*à Véronique*). — Tes amis russes viennent d'emprisonner sa femme et ses grands fils.

CHAPUIS (*à Véronique*). — La douleur l'égare et le fait déraisonner.

(*Baudouin va à la porte d'entrée et l'ouvre. Deux infirmiers entrent.*)

SCÈNE III

LES MÊMES. DEUX INFIRMIERS

BAUDOUIN (*aux infirmiers*). — Le voilà. Soyez bien doux.

CHAPUIS. — Tu as besoin de repos, Nikita.

BAUDOUIN. — Ces messieurs vont te conduire dans une jolie clinique.

CHAPUIS. — Avec un beau jardin ensoleillé.

GEORGES (à Véronique). — Tu vois ce qu'ils ont trouvé : c'est encore plus malin que la villa de banlieue.

BAUDOUIN (aux infirmiers). — Enlevez le paquet!

(Les infirmiers s'approchent en laissant la porte ouverte. Ils empoignent Georges. Entre Goblet.)

SCÈNE IV

LES MÊMES. GOBLET

GOBLET. — Naturellement, Messieurs, Mesdames, vous n'avez pas vu un homme d'un mètre soixante-dix-huit...

GEORGES (d'une voix forte). — Ici, Goblet! Je suis Georges de Valéra!

GOBLET. — Valéra!

GEORGES. — J'avoue cent deux escroqueries! Tu seras inspecteur principal avant la fin de l'année.

GOBLET (fasciné s'avançant). — Valéra!

BAUDOUIN (lui barrant la route). — Erreur, collègue : c'est Nekrassov!

GOBLET (l'évite et se jette sur Georges qu'il tire par un bras). — Voilà des années que je le cherche!

CHAPUIS (tirant Georges par l'autre bras). — On te dis que c'est un fou qui se prend pour Valéra!

GOBLET (tirant sur le bras de Georges). — Lâchez-le! C'est mon bien, c'est ma vie, c'est mon homme, c'est ma proie!

CHAPUIS (tirant). — Lâche-le toi-même!

GOBLET. — Jamais!

BAUDOUIN. — Nous te ferons mettre à pied!

GOBLET. — Essayez donc : il y aura du bruit!

GEORGES. — Courage, Goblet! Je suis avec toi!

BAUDOUIN (aux infirmiers). — Embarquez-les tous les deux!

(Les infirmiers se jettent sur Georges et Goblet.)

VÉRONIQUE. — Au secours!

(Chapuis la bâillonne avec sa main, elle se débat violemment. A cet instant, Demidoff paraît, fou furieux.)

SCÈNE V

LES MÊMES. DEMIDOFF

DEMIDOFF. — Où est mon militant?

GEORGES. — A moi, Demidoff!

DEMIDOFF. — Mon militant, nom de Dieu! Rendez-moi mon militant! Je veux mon militant!

BAUDOUIN (*à Demidoff*). — De quoi je me mêle?DEMIDOFF. — De quoi je me mêle? Tiens! (*Il le descend. Les autres se jettent sur lui.*) Vive le parti bolchevik-bolchevik. Tiens ferme, militant! A bas les flics. (*Il descend un infirmier.*) Ah! vous vouliez fractionner le parti bolchevik-bolchevik! (*Il descend Chapuis.*) Ah! vous tentiez d'arrêter la révolution en marche! (*Il descend Goblet. Georges et Véronique se consultent du regard et s'enfuient par la fenêtre. Demidoff descend l'autre infirmier, regarde autour de lui et sort par la porte en criant :)* Tiens bon, militant, j'arrive!GOBLET (*se redresse mélancoliquement*). — J'avais bien dit que je ne l'arrêtera pas.(*Il retombe évanoui.*)

RIDEAU

HUITIÈME TABLEAU

LE BUREAU DE PALOTIN. C'EST L'AUBE. LUMIÈRE GRISE. LES LAMPES SONT ALLUMÉES.

SCÈNE PREMIÈRE

NERCIAT. CHARIVET. BERGERAT. LERMINIER. JULES

(Nerciat porte un bonnet de papier; Bergerat souffle dans un mirliton; Charivet et Lerminier sont assis, accablés, des serpentins s'entortillent autour de leurs smokings. Jules marche, un peu à l'écart. Tous ont l'air las et sinistres. Ils portent l'insigne des Futurs

Fusillés : de larges cocardes sur lesquelles le spectateur peut voir en lettres dorées : F. F. — Au cours du tableau, la scène s'éclairera peu à peu : le soleil éclairera franchement le bureau après le départ de Jules.)

CHARIVET. — J'ai mal au crâne!

LERMINIER. — Moi aussi!

BERGERAT. — Moi aussi!

NERCIAT (sec). — Moi aussi, chers amis. Et après?

CHARIVET. — Je veux me coucher.

NERCIAT. — Non, Charivet, non! Nous attendons Nekrassov et vous l'attendrez avec nous!

CHARIVET. — Nekrassov! Il court encore!

NERCIAT. — On nous a promis de le ramener avant l'aube.

CHARIVET (montrant la fenêtre). — Avant l'aube? La voici.

NERCIAT. — Justement; tout sera bientôt fini.

CHARIVET (s'est approché de la fenêtre. Il recule avec dégoût). — Quelle horreur!

NERCIAT. — Quoi donc?

CHARIVET. — L'aube! Je ne l'avais pas revue depuis vingt-cinq ans : ce qu'elle a pu vieillir!

(Un temps.)

NERCIAT. — Chers amis... (Bergerat souffle dans son mirliton.) Pour l'amour de Dieu, Bergerat, ne soufflez plus dans ce mirliton!

BERGERAT. — C'est une trompette.

NERCIAT (patient). — Je l'admets, cher ami. Me ferez-vous le plaisir de la jeter?

BERGERAT (indigné). — Jeter ma trompette! (Après réflexion.) Je la jetterai si vous ôtez votre bonnet de papier.

NERCIAT (stupéfait). — Mon...? Vous êtes ivre, mon cher. (Il porte la main à sa tête et touche le bonnet.) Ah!... (Il jette le bonnet avec dépit et se redresse.) Un peu de tenue, messieurs! Nous siégeons. Débarrassez-vous de ces serpents. (Bergerat pose son mirliton sur le bureau. Les autres se brossent.) Bien! (Jules qui n'a cessé de marcher, plongé dans ses préoccupations, va au bureau, l'ouvre, y prend une bouteille d'alcool et un verre. Il va pour se verser à boire.) Ah! Non, cher ami! Pas vous! Je croyais que vous ne buviez jamais.

JULES. — Je bois pour oublier.

NERCIAT. — Pour oublier quoi?

JULES. — Pour oublier que je tiens la plus belle information

de ma carrière et qu'il m'est interdit de la publier. « Nekrassov était Valera. » Hein? Ça vous a de la gueule! Deux hommes célèbres en un, un gros titre qui en vaut deux. La Philippine du journalisme.

NERCIAT. — Vous êtes inconscient, mon cher.

JULES. — Je rêvais! (*Il marche.*) Être un quotidien de gauche : pour un jour! Pour un seul jour! Quel gros titre! (*Il s'arrête, extatique.*) Je le vois : il couvre toute la Une, il s'étend à la Deux, envahit la Trois...

NERCIAT. — En voilà assez!

JULES. — Bon, bon! (*Douloureusement.*) Après la bataille de Tsoushima, un cas de conscience analogue s'est posé au directeur d'un grand journal japonais : il a fait hara-kiri.

NERCIAT. — Ne regrettez rien, mon ami. Nekrassov est Nekrassov; il a pris la fuite tout à l'heure, parce qu'il s'est cru l'objet d'un attentat communiste. (*Les yeux dans les yeux de Jules.*) Voilà la vérité.

PALOTIN (*soupirant*). — Elle est moins belle que le rêve. (*On frappe.*) Entrez!

SCÈNE II

LES MÊMES. BAUDOUIN et CHAPUIS

(*Les deux inspecteurs ont la tête entourée de bandages. Chapuis porte le bras en écharpe. Baudouin s'appuie sur des béquilles.*)

TOUS. — Enfin!

NERCIAT. — Où est-il?

BAUDOUIN. — Nous l'avons surpris chez Sibilot...

CHAPUIS. — En conversation galante avec une communiste...

JULES. — Avec une... Sensationnel!

(*Il va pour décrocher le téléphone, Nerciat l'arrête.*)

NERCIAT (*aux inspecteurs*). — Continuez!

BAUDOUIN. — Il s'apprêtait à vendre des informations à Libérateur.

CHAPUIS. — « Comment je suis devenu Nekrassov, par Georges de Valera. »

LERMINIER. — A Libérateur?

BERGERAT. — Par Georges de Valera?

CHARIVET. — Nous l'avons échappé belle!

NERCIAT. — Naturellement, vous l'avez appréhendé?

CHAPUIS. — Naturellement.

TOUS (*sauf Jules qui rêve*). — Bravo! Messieurs; Bravo!

CHARIVET. — Enfermez-le dans une forteresse!

LERMINIER. — Déportez-le à l'île du Diable!

BERGERAT. — Faites-lui porter un masque de fer.

BAUDOUIN. — C'est que...

(*Il hésite.*)

NERCIAT. — Parlez, voyons! Parlez!

CHAPUIS. — Nous l'avions maîtrisé lorsqu'une vingtaine de communistes...

BAUDOUIN. — ... se sont jetés sur nous et nous ont assommés.

CHAPUIS (*montrant ses bandages*). — Voyez nos plaies.

NERCIAT. — Oui, oui... Et Nekrassov?

CHAPUIS. — Il... s'est enfui... avec eux.

LERMINIER. — Imbéciles!

CHARIVET. — Crétins!

BERGERAT. — Idiots!

BAUDOUIN (*montrant ses béquilles*). — Messieurs, nous sommes victimes du devoir.

NERCIAT. — Vous ne l'êtes pas assez et je regrette qu'on ne vous ait pas cassé les reins. Nous nous plaindrons au Président du Conseil!

BERGERAT. — Et à Jean-Paul David.

NERCIAT. — Sortez!

(*Ils sortent.*)

SCÈNE III

LES MÊMES moins BAUDOUIN et CHAPUIS

BERGERAT (*tristement, ôte sa cocarde et la regarde*). — Fini!
(*Il la jette.*)

LERMINIER (*même jeu*). — Fini!

CHARIVET (*même jeu*). — Nous mourrons dans notre lit!
(*Un silence.*)

JULES (*à lui-même, avec mélancolie*). — Il a de la chance!

NERCIAT. — Qui?

JULES. — Mon confrère de *Libérateur*.

NERCIAT (*violemment*). — Assez! (*Il prend la bouteille et le verre*)

de Jules et les jette sur le sol. Aux trois autres.) Du cran, chers amis! Envisageons l'avenir avec lucidité.

BERGERAT. — Il n'y a plus d'avenir. Demain, c'est l'exécution capitale : *Libérateur* publiera la confession de Valera et nos concurrents du soir se feront un plaisir de la reproduire *in extenso*. Nous allons sombrer dans le ridicule.

CHARIVET. — Dans l'odieux, cher ami! Dans l'odieux!

LERMINIER. — On nous accusera d'avoir fait le jeu des communistes!

BERGERAT. — Nous sommes ruinés et déshonorés.

CHARIVET. — Je veux me coucher! Je veux me coucher! (*Il va pour sortir, Nerciat le retient.*)

NERCIAT. — Quelle rage de vous mettre au lit. Rien ne presse puisque vous êtes sûr d'y mourir. (*Bergerat souffle dans son mirliton.*) Et vous, cher ami, pour la dernière fois, laissez ce mir... cette trompette!

BERGERAT. — J'ai tout de même le droit de puiser mes consolations dans la musique! (*Sous le regard de Nerciat.*) Bon, bon! (*Il jette son mirliton.*)

NERCIAT (*à tous*). — Rien n'est perdu, mais il faut réfléchir. Comment sauver le journal?

(*Long silence.*)

JULES. — Si je pouvais me permettre...

NERCIAT. — Parlez!

JULES. — Prenons *Libérateur* de vitesse et publions la nouvelle dans notre numéro de cet après-midi.

NERCIAT. — Hein?

JULES (*récitant son gros titre*). — « Plus fort qu'Arsène Lupin, Valera dupe la France entière. »

NERCIAT. — Je vous prie de vous taire.

JULES. — Nous vendrions trois millions d'exemplaires.

TOUS. — Assez! Assez! Assez!

JULES. — Bon! Bon! (*Il soupire.*) Le voilà bien, le supplice de Tantale!

(*Un temps.*)

NERCIAT. — A la réflexion, je retiens la proposition de Palotin. Mais je la complète : nos révélations déchaîneront la colère du public...

BERGERAT. — Hélas!

NERCIAT. — Apaisons-le par un sacrifice humain. Nous dirons

que notre bonne foi a été surprise ; l'un de nous prendra toute la faute sur lui. Nous dénoncerons dans le journal sa légèreté criminelle et nous le chasserons ignominieusement.

(Un silence.)

CHARIVET. — A qui pensez-vous ?

NERCIAT. — Le Conseil d'Administration ne s'occupe pas de l'information proprement dite. Aucun de ses membres n'est coupable.

Tous. — Bravo !

(Ils applaudissent.)

JULES *(cessant d'applaudir)*. — Dans ce cas-là je ne vois pas... *(Il s'interrompt. Tous le regardent. Il marche. Les regards le suivent.)* Pourquoi me regardez-vous ?

NERCIAT *(s'approchant de lui)*. — Mon cher Palotin, du courage !

BERGERAT. — Ce journal, nous le considérons un peu comme notre enfant.

CHARIVET. — Ce n'est pas la première fois qu'un père aura donné sa vie contre celle de son fils.

JULES. — Ah ! Ah ! Vous voulez que... *(Un temps.)* J'accepte.

Tous. — Bravo !

JULES. — J'accepte mais cela ne servira guère : que suis-je ? Un modeste employé, le public ignore jusqu'à mon nom. Pour frapper les esprits, un conseil : sacrifiez plutôt votre Président.

BERGERAT *(frappé)*. — Hé !

LERMINIER. — Hé ! Hé !

CHARIVET. — Palotin n'a pas tout à fait tort !

NERCIAT. — Cher ami...

CHARIVET. — Ah ! vous feriez un beau geste !

NERCIAT. — Et vous me remplacerez à la Présidence ? Je regrette mais c'est Palotin qui nous a présenté Valera.

CHARIVET. — Oui, mais vous avez accepté ses dires sans contrôle.

NERCIAT. — Vous aussi.

CHARIVET. — Je ne présidais pas le Conseil.

NERCIAT. — Moi non plus. Le Président, c'était Mouton.

CHARIVET *(marchant sur Nerciat)*. — Mouton se méfiait, le pauvre cher homme !

LERMINIER *(marchant sur Nerciat)*. — Ce n'est pas sa faute si nous sommes tombés dans le piège.

BERGERAT. — C'est vous, Nerciat, c'est vous qui l'avez chassé par vos intrigues.

(*Nerciat, en reculant, vient heurter la valise.*)

CHARIVET (*dans un cri*). — Attention!

NERCIAT (*se retournant*). — Hé?

TOUS. — La valise!

(*Ils la considèrent d'abord avec terreur. Puis, brusquement, la colère les prend.*)

NERCIAT (*à la valise*). — Saloperie!

(*Il donne un coup de pied dans la valise.*)

BERGERAT (*à la valise*). — Je t'en foutrai, moi, de la poudre radio-active!

(*Coup de pied.*)

CHARIVET (*montrant la valise*). — C'est elle qui est cause de tout!

LERMINIER. — A mort, le Valera!

(*Coup de pied.*)

TOUS. — A mort! A mort!

(*Ils donnent des coups de pied à la valise. Mouton entre, suivi de Sibilot.*)

SCÈNE IV

LES MÊMES. MOUTON. SIBILOT

MOUTON. — Bravo, Messieurs : prenez de l'exercice; c'est de votre âge.

NERCIAT. — Mouton!

TOUS. — Mouton! Mouton!

MOUTON. — Oui, mes amis; Mouton votre ancien Président, à qui l'honnête Sibilot vient de tout avouer. Entrez, Sibilot, n'ayez pas peur!

SIBILOT (*entrant*). — Je demande pardon à tout le monde.

JULES. — Espèce d'abruti.

MOUTON. — Silence! Mon brave Sibilot, ne vous excusez pas; vous nous avez rendu un fier service; si nous sauvons le journal, ce sera grâce à vous.

CHARIVET. — Peut-on le sauver?

MOUTON. — Si j'en doutais, serais-je parmi vous?

BERGERAT. — Et vous avez le moyen?

MOUTON. — Oui.

CHARIVET (*lui prenant la main*). — Nous avons été criminels...

BERGERAT. — Comment pardonneriez-vous...

MOUTON. — Je ne pardonne jamais : j'oublie quand on sait me faire oublier. *Soir à Paris* est un bien culturel; s'il disparaît, la France s'appauvrit : voilà pourquoi j'impose silence à mes rancunes.

CHARIVET. — Que proposez-vous?

MOUTON. — Je ne propose rien : j'exige.

BERGERAT. — Exigez!

MOUTON (*première exigence*). — Il va de soi que je suis toujours votre Président.

NERCIAT. — Permettez, cher ami, un vote régulier a eu lieu...

MOUTON (*aux autres*). — Ne pensez qu'au journal. Si Nerciat peut le sauver, je me retire.

CHARIVET. — Nerciat? C'est un incapable.

NERCIAT. — Je tiens à dire...

TOUS (*sauf Jules et Mouton*). — Démission! Démission!

(*Nerciat hausse les épaules et se retire du groupe.*)

MOUTON (*deuxième exigence*). — Vous avez renvoyé sept collaborateurs innocents. J'entends qu'on les réintègre et qu'on les dédommage.

LERMINIER. — Bien entendu!

MOUTON. — J'en arrive à l'essentiel. Messieurs, depuis un an, le journal glissait sur une mauvaise pente : nous ne songions qu'à augmenter la vente; le personnel se lançait dans la recherche frénétique de l'information sensationnelle. Nous avons oublié notre belle et sévère devise : la Vérité toute nue.

(*Il montre l'affiche au mur.*)

LERMINIER. — Hélas!

MOUTON. — D'où vient le mal? Ah! Messieurs, c'est que nous avons confié la direction de notre quotidien à un aventurier, à un homme sans principe et sans moralité : j'ai nommé Palotin.

PALOTIN. — Nous y voilà! Parbleu : vous avez toujours voulu ma perte!

MOUTON. — Messieurs, c'est à choisir : lui ou moi!

TOUS. — Vous! Vous!

JULES. — J'étais le cœur du journal, on me sentait battre à toutes les lignes. Que ferez-vous, malheureux, sans le Napoléon de la Presse objective ?

MOUTON. — Qu'a fait la France, après Waterloo? Elle a vécu, Monsieur. Nous vivrons.

JULES. — Mal ! Méfiez-vous ! (*Désignant Mouton.*) Voici Louis XVIII. Voici la Restauration. Moi je pars pour Sainte-Hélène. Mais craignez les Révolutions de Juillet!

MOUTON. — Sortez!

JULES. — Avec joie! Croupissez Messieurs! Croupissez! Depuis ce matin, l'actualité est à gauche. A gauche, la sensation quotidienne! A gauche, le frisson nouveau! Et puisqu'ils sont à gauche, je vais les y rejoindre. Je fonderai un quotidien progressiste qui vous ruinera!

SIBILOT. — Patron! Patron! Je vous demande pardon : le mensonge m'étouffait, je...

JULES. — Arrière, Judas! Va te pendre!

(*Il sort.*)

SCÈNE V

LES MÊMES moins JULES

MOUTON. — Ne regrettez rien : c'est une opération de salubrité publique. (*Montrant la fenêtre.*) Voyez : Palotin nous quitte et le soleil paraît. Nous dirons la vérité, Messieurs, nous la crierons sur les toits. Quel beau métier que le nôtre; notre journal et le soleil ont la même mission : éclairer les hommes. (*Il s'approche d'eux.*) Jurez de dire la vérité. Toute la vérité. La seule vérité.

TOUS. — Je le jure.

MOUTON. — Approchez, Sibilot. C'est à ce grand honnête homme, c'est à notre sauveur que je vous demande de confier la direction du journal.

SIBILOT. — A moi?

(*Il défaille.*)

MOUTON. — Voici mon plan. J'ai téléphoné tout à l'heure au Ministre; naturellement il abandonne la poursuite contre Duval et Maistre; le terrain n'est pas sûr.

CHARIVET. — Il doit être furieux.

MOUTON. — Il l'était mais je l'ai calmé; nous avons convenu des mesures à prendre. Demain à l'aube, trois mille personnes vont se masser devant l'ambassade soviétique. A dix heures, elles seront trente mille. Le service d'ordre sera débordé trois fois et

l'on cassera dix-sept carreaux. A quinze heures, une demande d'interpellation sera déposée à l'Assemblée par un député de la majorité : il réclamera qu'on perquisitionne à l'ambassade.

CHARIVET. — Vous ne craignez pas qu'un incident diplomatique...

MOUTON. — Je le souhaite.

CHARIVET. — Nous risquons un conflit!

MOUTON. — Pensez-vous : l'U.R.S.S. et la France n'ont pas de frontière commune.

NERCIAT. — A quoi tout cela rime-t-il et pourquoi faire tout ce bruit?

MOUTON. — Pour couvrir à l'avance le bruit que fera *Libérateur*. Car c'est nous, chers amis, qui donnerons le signal de la danse. La fureur populaire et les manifestations anti-soviétiques, c'est notre numéro d'aujourd'hui qui va les provoquer. (*Il secoue Sibilot.*) Sibilot!

SIBILOT (*reprenant ses esprits*). — Hé?

MOUTON. — Au travail, mon ami. Il faut remanier la une. Mettez-moi d'abord en surtitre : « Georges de Valera se vend aux communistes. » Que le gros titre occupe la moitié de la page : « Nekrassov enlevé par les Soviets au cours d'une réception chez Mme Bounoumi. » Et vous terminez par ce sous-titre : « Après avoir passé douze heures dans les caves de l'ambassade, le malheureux aurait été expédié à Moscou dans une malle. » Compris?

SIBILOT. — Oui, Monsieur le Président.

MOUTON. — Prenez six colonnes et développez à votre fantaisie.

CHARIVET. — Ils vont nous croire?

MOUTON. — Non, mais ils ne croiront pas non plus *Libérateur* : c'est l'essentiel. (*A Sibilot.*) A propos, mon ami, la police a trouvé une liste supplémentaire dans les papiers de Nekrassov...

CHARIVET. — Une liste de...

MOUTON. — De futurs fusillés, bien sûr. (*A Sibilot.*) Vous publierez les principaux noms à la une : Gilbert Bécaud, Georges Duhamel et Mouton, votre président.

(*Il se baisse, ramasse une cocarde de futur fusillé et l'épingle à sa boutonnière.*)

CHARIVET. — Je peux me coucher?

MOUTON. — Mais oui, cher ami : je veille. (*Il pousse ses collègues vers la porte. Nerciat fait mine de résister.*) Vous aussi, Nerciat, vous aussi : quand vous avez la tête sur l'oreiller, je suis sûr que vous ne faites pas de bêtises. (*Sur le pas de la porte, Mouton se*

retourne vers Sibilot.) Si vous avez besoin de moi, Sibilot, je suis dans mon bureau.

(Ils sortent.)

SCÈNE DERNIÈRE

SIBILOT, *seul*, puis TAVERNIER ET PÉRIGORD

(Sibilot se lève et marche : d'abord lentement puis de plus en plus vite. Pour finir, il ôte son veston et le jette à la volée sur un fauteuil, ouvre la porte et appelle.)

SIBILOT. — Tavernier, Périgord, conférence de une ! *(Tavernier et Périgord entrent en courant, voient Sibilot et s'arrêtent, ahuris. Sibilot les regarde dans les yeux.)* Alors, mes enfants, m'aimez-vous ?

RIDEAU

Jean-Paul SARTRE.

Juan Liscano.

SCÈNES DE LA RÉPRESSION AU VENEZUELA

L'Amérique Latine a cessé d'être la terre élue de l'opérette. Sans doute les événements dont elle était le théâtre nous semblaient-ils, jadis, plus proches du comique que du tragique, du fait d'une simple illusion visuelle. Aussi bien nous obstinions-nous à ne contempler qu'un seul aspect de la vie de ces républiques lointaines : le brillant ballet des généraux constellés de décorations qui se succédaient à la tête des gouvernements, tantôt adversaires et tantôt tramant de fugitives ententes. Mais ces coups d'Etat, ces pactes eussent été sans objet si le suffrage du plus grand nombre avait départagé les factions. Les jeux d'or, de sang et de pouvoir des privilégiés ne pouvaient se dérouler que sur une scène politique vide. Ils impliquaient l'effacement d'une masse soumise au double esclavage de l'ignorance et de la misère.

Mais voici que de cette humanité de l'ombre, agitée de courants encore confus, se détachent des minorités résolues, qui défient les oligarchies possédantes, les combattent, parfois victorieuses, plus souvent vaincues, en une lutte inégale qui se déroule tantôt à la tribune des assemblées ou au grand jour de poussière et de soleil des batailles de rues, et tantôt dans la nuit lourde de mots d'ordre chuchotés, où la délation s'embusque, ou dans le flamboiement blafard des chambres de torture, ou dans l'ombre puante et visqueuse des ergastules souterrains.

De tous les pays d'Amérique, le Venezuela est celui où cette lutte revêt le caractère le plus impitoyable. Cette terre que l'imagination européenne se plaît à parer du scintillant prestige d'un eldorado pétrolier est en proie à la cupidité pillarde, aux sautes d'humeur et à la peur meurtrière du

colonel Perez Jimenez, caudillito ¹ courtaud et bedonnant, homme d'affaire par ses rondes lunettes cerclées d'écaille, et militaire d'opérette par son prestigieux uniforme blanc constellé de décorations. Ce double exigu et tropical du caudillissimo ² Franco s'est hissé au pouvoir à la faveur de l'obscur tragédie de palais où disparut son chef de file, le colonel Carlos Delgado Chalbaud, chef de la junte militaire qui, le 24 novembre 1948, renversa le gouvernement d'Action Démocratique, le seul gouvernement issu du suffrage universel libre et direct que le Venezuela ait connu en ce siècle. Dictateur modéré, Delgado Chalbaud envisageait un retour progressif à la normalité par la constitution d'un gouvernement provisoire, présidé par une personnalité civile, qui eût remplacé la junte militaire, dans le but de préparer une libre consultation populaire. Delgado Chalbaud était sur le point de promulguer le décret de dissolution de la junte militaire lorsqu'il fut assassiné, le 13 novembre 1950, dans des circonstances qui n'ont jamais été éclaircies ³. Le peu de zèle dont témoignent les tribunaux pour dissiper ce mystère semble indiquer que les auteurs matériels de l'attentat jouissaient d'une très haute protection. La veuve de Delgado Chalbaud, aujourd'hui exilée, a nettement mis en cause Perez Jimenez. Si celui-ci ne fut pas l'instigateur du meurtre, du moins en fut-il le bénéficiaire direct.

Président de fait de la junte militaire, il eut à faire face à une série de conspirations et de tentatives de soulèvement. L'arrestation ou l'exil des principaux leaders de l'opposition, la fermeture de l'Université de Caracas, le contrôle imposé à la presse et à la radio lui donnèrent lieu de croire qu'il était assez fort pour organiser un simulacre électoral, destiné, à la fois, à satisfaire l'opinion, à abuser l'étranger et à donner une assise légale à son pouvoir. Pécha-t-il par présomption ou ses intentions furent-elles trahies par certains exécutants fidèles à la ligne modérée qu'avait représentée Carlos

1. Petit chef de guerre.

2. Super chef de guerre.

3. Delgado Chalbaud fut attaqué et enlevé par une bande d'une quarantaine d'hommes au moment où il se rendait en auto de sa résidence personnelle, dans les faubourgs de Caracas, au palais présidentiel. Son corps fut retrouvé peu après dans une villa abandonnée. Fait curieux, les journaux nord-américains révélèrent le nom du chef des agresseurs avant que la junte vénézuélienne ne l'ait livré à la publicité. Il s'agissait de Rafael Simon Urbina, personnage douteux, condamné pour concussion sous le régime d'Action Démocratique. Immédiatement arrêté, Urbina fut tué par ses gardes avant d'avoir été interrogé.

Delgado Chalbaud ? Quoi qu'il en soit, les élections du 30 novembre 1952 donnèrent une majorité aux candidatures d'opposition. Un habile tour de passe-passe allait toutefois permettre à la dictature de se perpétuer au pouvoir sous une façade constitutionnelle. La junta annula les élections et décréta son auto-dissolution, non sans avoir nommé Perez Jimenez président du gouvernement provisoire. Celui-ci désigna les membres d'une « assemblée constituante » qui s'empressa de l'élire à la présidence de la République.

Entre cette dictature qui se cristallise et l'opposition rejetée dans la clandestinité s'ouvre alors une lutte à mort, où les conspirations et les repréailles s'enchaînent les unes aux autres en un crescendo de violence. Les militants démocratiques sont traqués, emprisonnés, torturés, abattus. L'animateur de cette chasse à l'homme, le grand maître de la police, Pedro Estrada, devient, en fait, le premier personnage d'un régime dont la sécurité ne repose que sur la délation, la peur et la répression. Mais au point de chute de chaque militant clandestin, un autre combattant se lève.

Nous publions aujourd'hui les impressions de deux protagonistes de cette lutte. Témoignages bien divers, tant par la nature de l'expérience vécue que par la personnalité des témoins. L'un d'entre eux, un officier, est l'un des rares rescapés du camp de Guasina, ce Dachau tropical situé dans un îlot marécageux à l'embouchure du rio Orenoque. L'autre témoignage, qui nous transporte dans l'ambiance de la « Sûreté Nationale », cerveau et cellule directrice de la répression, émane du poète renommé Juan Liscano.

Dépourvus de preuves palpables d'une quelconque participation matérielle aux complots contre le régime, les dirigeants de la Sûreté organisèrent une subtile mise en scène pour effrayer Liscano, pour l'amener à se trahir, à prononcer des paroles imprudentes. Après lui avoir fait entrevoir les sanglantes coulisses des chambres de torture et des cachots souterrains, ils entrouvrent la porte à une évasion. Liscano prend-il le parti de se réfugier dans une ambassade étrangère ? Il confesse ainsi tacitement sa participation aux complots. S'il se réfugie dans la clandestinité, sa fuite est encore un aveu, et sa trace conduira les limiers au cœur de la résistance. Liscano — qui réussira peu après à passer à l'étranger — déjoue tous les pièges. Il se fait volonté ancrée dans un silence lourd et aveugle. Mais cet esprit, tendu en une volonté d'insensibilité apparente, enregistre les moindres faits, les plus subtiles notations psychologiques, qui lui permettront, plus tard,

d'analyser avec une extrême précision des méthodes répressives où la brutalité primitive et un certain désordre d'indolence, caractéristiques d'une société adolescente, s'unissent à un attirail emprunté à l'imagerie hollywoodienne du gangstérisme, et à une psychologie raffinée qui doit beaucoup à l'esprit scientifique allemand. Entre les policiers de la Gestapo, maîtres en l'art de la torture rationnelle, et leurs élèves vénézuéliens, l'intermédiaire fut, bien souvent, le Phalangiste espagnol. De fait, les méthodes de la « Sûreté » vénézuélienne évoquent singulièrement celles de la répression franquiste. Il n'est pas indifférent de savoir que la « garde nationale » — milice prétorienne de Perez Jimenez — fut instruite par des officiers de la garde civile espagnole.

Au-delà des influences locales ou externes et des contingences politiques, Juan Liscano décèle des motifs psychologiques plus profonds. Il jette un coup de sonde aux racines des complexes d'infériorité ou de crainte où la cruauté prend naissance, comme un besoin de revanche et d'affirmation. Une impuissance à convaincre et à dominer, un besoin d'affirmer dans l'acte sanglant sa propre existence à autrui et à soi-même, tels sont les traits communs de ces silhouettes inquiétantes qui traversent les couloirs de la « Sûreté » : celles du chef policier dilettante, du « Manchot », de « Pachequito », l'enfant de chœur de la Gestapo vénézuélienne... Cette hallucinante galerie de portraits vivement esquissés pourrait servir de point de départ à une étude plus poussée, que Liscano nous donnera peut-être quelque jour, sur la psychologie du tortionnaire.

E. de la S.

I. — JOURS ET NUITS D'ATTENTE A LA « SÛRETÉ NATIONALE » DE CARACAS

Samedi 14 mars 1953.

Dans les premières heures de la matinée, J. B..., le gérant de mon imprimerie, me fit savoir qu'au cours de la nuit passée, une commission d'agents de la S. N. (Sûreté Nationale) s'était présentée à son domicile et avait emmené, « *pour procéder à une information* », ses deux filles âgées respectivement de 17 et 21 ans. Les agents l'avaient averti qu'il était préférable qu'il ne les accompagnât pas, car « *il n'y avait*

rien contre lui », mais il se pouvait qu'en le voyant on décidât de l'emprisonner. J. B... avait, en effet, occupé un poste important dans le gouvernement renversé. Il fut décidé que la mère accompagnerait les deux jeunes filles. La nuit passa sans qu'elles revinssent.

Dès que je fus informé de ces faits, j'entrepris des démarches pour venir en aide aux détenues. Vers onze heures du matin, des amis purent se mettre en contact par téléphone avec le Directeur de la S. N., Pedro Estrada ⁴, qui leur promit aimablement de s'occuper au plus tôt de cette affaire. De fait, vers une heure de l'après-midi, les détenues étaient de retour au logis. Je vins les féliciter et réconforter leur famille. Elles me racontèrent qu'elles avaient passé la nuit assises sans que nul ne se préoccupât de les interroger. Le Directeur de la Sécurité les reçut peu après la conversation téléphonique à laquelle nous avons fait allusion. Il décida de les mettre en liberté après quelques questions au sujet d'une valise, ou d'une malle, qu'un prisonnier de dernière heure, accusé d'activités clandestines et soumis à un interrogatoire, prétendait avoir remise à l'une des demoiselles B... Celles-ci déclarèrent tout ignorer de cette affaire.

Dans l'après-midi, je partis en week-end à la plage.

Lundi 16 mars.

A mon retour, le matin, j'appris que le samedi même, dans la nuit, la police était revenue chez J. B... et avait arrêté l'aînée des filles, qui fut accompagnée, encore une fois, par sa mère. Comme les prisonnières n'étaient pas de retour le dimanche matin, J. B... se rendit à la Sûreté. Mme B... rentra à la maison. Mais le père et la fille furent transférés des locaux de la S. N. à la Prison modèle de Caracas, où ils furent enfermés en des cellules séparées.

Au cours de la journée de lundi il me fut presque impossible d'effectuer aucune démarche en faveur des prisonniers. Les portes auxquelles je frappai se fermaient discrètement, surtout quand on était informé des antécédents qui plaçaient dans une position difficile les personnes qui avaient eu la bonté d'intervenir la première fois.

4. Pedro Estrada est directeur de la Sûreté Nationale de Caracas et de ses sections provinciales, depuis 1951. Il fut nommé à ce poste à la suite de l'évasion d'Alberto Carnevali, l'un des dirigeants de la résistance, qui devait d'ailleurs être arrêté à nouveau deux ans plus tard.

Mardi 17 mars.

Je me trouvais à l'imprimerie, dans la matinée, lorsque ma femme m'appela par téléphone pour m'avertir qu'un agent de la S. N. venait de lui remettre un bulletin de convocation qui m'assignait à comparaître à la section politique de la Sûreté, ce même jour à quatre heures de l'après-midi, pour « *une affaire qui me concernait* ». Je tranquillisai ma femme par téléphone (je savais que ma ligne était contrôlée), et je pris mes dispositions pour que l'imprimerie continue à fonctionner. La préoccupation de laisser les affaires en cours en bon état et de préparer un plan d'action défensive, pour le cas où les choses se compliqueraient, m'empêchait d'évoquer les perspectives qui s'étendaient au-delà de quatre heures de l'après-midi. Je savais que ma situation était fort compromise, car ma répugnance à l'égard de la dictature et mes sympathies pour le mouvement démocratique étaient bien connues. Faisant le bilan de mes possibilités, j'étais porté à un certain optimisme par le fait d'avoir été convoqué par bulletin au lieu d'avoir été arrêté par des policiers venus me chercher en camionnette, selon l'usage courant.

..

A quatre heures précises, je me présentai, muni de ma convocation, à la Section politique de la Sûreté de Caracas. Le chef de service me reçut courtoisement et me pria d'attendre « Monsieur le Directeur », qui désirait me voir. Le portier me fit asseoir dans un confortable fauteuil de cuir. Il papillonnait autour de moi avec d'obséquieux « Docteur » par-ci, « Docteur » par-là. Il m'assura, sur un ton presque confidentiel, que mon attente ne serait pas très longue, que « *Monsieur le Directeur* » avait coutume d'arriver entre quatre heures et demie et cinq heures, et que l'on me ferait aussitôt monter à son bureau. Tout semblait me sourire et me donner lieu de penser qu'il s'agissait d'une affaire sans importance.

J'étais néanmoins incapable de m'abandonner à un sentiment de confiance. L'ambiance était inquiétante. Sous le masque de fonctionnaires de tous ces hommes apparaissait à chaque instant le véritable visage, marqué de cruauté inconsciente ou de perversité. L'extrême jeunesse de nombre d'agents de la Sûreté attira mon attention. Je pensai à tout ce que dissimulaient ces allées et venues de visiteurs et cette

apparence de bureau administratif. Nul n'ignorait, en effet, que la plupart des détenus étaient systématiquement soumis à des tortures qui allaient du classique « passage à tabac » aux brûlures de cigarettes, à l'application de courants électriques, aux fameuses séances de roues d'automobiles et aux supplices de l'eau gelée et des blocs de glace.

Le portier sourit de façon mielleuse en m'annonçant que « *Monsieur le Directeur* » venait d'arriver. Quelques instants plus tard, il s'approcha de nouveau et m'invita à le suivre. Nous traversâmes le hall et nous montâmes au premier étage par un large escalier. On me fit entrer dans un bureau qui communiquait avec une autre pièce, dont la porte était restée entrouverte. On entendait une rumeur de voix. Toujours obséquieux, le portier me fit prendre place et m'expliqua qu'il ne m'accompagnait pas plus loin, car il appartenait au portier de « *Monsieur le Directeur* » de m'introduire auprès de celui-ci. Je restai seul, préoccupé de diverses choses. Je remarquai que la porte du cabinet directorial se fermait de l'intérieur. Les voix se turent. Minutes en suspens... Le portier revint bientôt, Il me prévint que « *Monsieur le Directeur* » ne pourrait me recevoir. Nous refîmes en sens inverse le chemin parcouru. Je revins à la Section politique. Je repris place dans le fauteuil de cuir. Mais nul ne se montrait plus courtois. Un nuage couvrait les visages. Un quart d'heure environ s'écoula. On me pria d'abandonner le fauteuil confortable, dont « *on avait besoin* ». On m'indiqua une chaise. Au bout d'un moment, on me demanda la chaise et l'on m'assigna, à l'entrée de la Section politique, un banc de bois sans dossier, où l'on faisait asseoir les détenus avant de les introduire dans les bureaux. Un moment s'écoula. Un agent s'assit à côté de moi. Il s'installait visiblement pour me surveiller. Le chef de la Section politique apparut subitement à la portière : « *Si vous voulez uriner, avoir de l'eau ou manger quelque chose, me dit-il, demandez au gardien : il vous accompagnera.* » Je répondis : « *Merci* ». Rien ne semblait me surprendre. J'étais décidé à dominer toute réaction de colère ou de peur.

Près d'une heure plus tard, je fus de nouveau déplacé : « *Asseyez-vous ici* ». Je pris place sur une chaise solitaire placée contre le mur opposé. Celui-ci avait un saillant formant une encoignure dans laquelle se trouvait une statuette du Nazaréen ou du Sacré-Cœur — je ne sais plus — protégée par une vitre et placée sur un piédestal de bois. J'étais placé en ce lieu comme au pilori. J'avais, à ma droite, la

porte d'entrée donnant directement sur la rue ; à ma gauche, dans le prolongement du coude du mur, le corps de garde du détachement de la police militaire, et, en face de moi, la Section politique, le couloir qui conduisait au fond du local, l'escalier qui donnait accès au premier étage, et la loge du portier avec son guichet de bois. Ma chaise était placée au point d'intersection de toutes les entrées et sorties.

Il n'y eut pas de nouveaux déplacements. Il était environ six heures du soir. Des agents de la police militaire, des parents de détenus, porteurs de sacs de linge et de gamelles d'aluminium, des chroniqueurs de faits divers criminels en quête de nouvelles, passaient et repassaient devant moi. Au cours des deux heures suivantes se produisirent trois « événements » dignes d'être notés. Tout d'abord, les allées et venues d'une valise qui, à dos de porteur, entra à la Section politique et sortit par une autre porte au bout d'un long moment, pour être montée par l'escalier. Je me souvins naturellement des questions posées aux demoiselles B..., au sujet d'une valise destinée au mouvement clandestin. Ce fut ensuite la sortie précipitée du Directeur, qui descendit l'escalier et passa rapidement devant moi en me jetant un regard d'indifférence absolue. Je ne bougeai pas. Je le connaissais par les photographies. Sa pâleur de cancéreux attira mon attention. Je le croyais brun. Le troisième fait notable fut le trajet d'allée et venue d'un homme hâve, vacillant, qui, encadré par deux agents, passa devant moi, allant vers je ne sais quel lieu, puis repassa... Le cerne de ses paupières m'impressionna. Il traînait ses pieds, nus et enflés, introduits dans des pantoufles. Les deux fois où l'homme passa lentement devant moi, des agents, placés en des points stratégiques, épiaient nos regards. Il fallait que, même si je connaissais cet homme, je le regarde sans avoir l'air de le reconnaître et de savoir que l'on était en train de le torturer. Je devais le voir, sans le voir, tout en le voyant, car même le fait de dissimuler mes regards aurait éveillé des soupçons. Je crois que l'homme ne me vit pas. Il était au bord de l'effondrement. Tout en lui parlait du supplice de la roue, cette épreuve qui consiste à faire monter un homme, menottes aux mains, les pieds nus, sur une roue d'automobile à laquelle le pneu a été enlevé. Il lui est défendu de poser le pied au centre de la roue. Il doit rester sur les bords tranchants qui, au bout d'un certain temps, s'incrustent dans la chair, meurtrissant les doigts et la plante des pieds. Le supplicié se déplace d'un bord à l'autre, en quête d'un lieu

moins incommode, et tombe toujours sur un point douloureux. On le laisse ainsi cinq, dix, quinze heures, un, deux, trois jours... Je connais un résistant qui fut soumis au supplice de la roue durant cinq jours consécutifs. Auprès des condamnés, les gardiens se relèvent. La mission du garde est d'empêcher l'homme de quitter la roue. Il dispose à cette fin du « *machete* », symbole de la barbarie policière vénézuélienne. Il frappe le détenu du plat de la lame. Ceci s'appelle « *frapper du plat* », « *donner du plat de machete* », « *donner des coups de plat* ». L'homme urine, vomit, pleure et défèque sur la roue. On lui mesure l'eau. Il lui est permis de s'alimenter de temps en temps pour qu'il puisse résister plus longtemps. On lui ménage même de brefs repos. S'il s'évanouit, on le ranime et on le fait remonter sur le cercle tragique.

Les lumières de la Sûreté ne sont jamais éteintes. Les gardes se relèvent jusqu'au petit jour. Vers huit ou neuf heures du soir, des armes automatiques sont remises aux gardiens de nuit. Alors un lourd silence électrique s'abat sur cette veillée. Ce sont les heures où des missions s'en vont effectuer des visites domiciliaires, en quête de leur ration quotidienne de prisonniers. Le repos tendu de la veillée est brusquement troublé par l'arrivée des détenus. La Sûreté s'éveille en un clin d'œil. Des hommes émergent de recoins ignorés. Alors commencent les interrogatoires, les coups, les supplices.

Mais, cette nuit-là, lorsque, vers dix heures, le chef de la Section politique s'avança lentement par la galerie, rien n'avait encore troublé cette veillée d'ampoules allumées. Le bachelier Castro est un petit homme replet, correctement vêtu, qui présenterait l'aspect pacifique d'un petit boutiquier, si ses yeux n'esquissaient des fuites de battements d'ailes derrière ses grosses lunettes à monture d'écaille.

Je m'approchai de lui, avec la permission de mon gardien. Il s'enquit de ma situation avec mansuétude. Je lui exprimai la surprise que me causait la conduite du directeur qui, après avoir exprimé le désir de me voir, comme ses subordonnés me l'avaient affirmé, non seulement ne me recevait pas, mais passait devant moi sans même me voir. J'ajoutai qu'il était également vrai que je n'avais pas le plaisir de le connaître. Aussi était-il difficile qu'il me reconnût. Quant au retard apporté à me recevoir, il était sans doute motivé par l'excès de travail qui l'accablait.

Ce n'était pas la première fois que je voyais le bachelier

Castro. Au cours des sept heures que j'avais passées dans le hall de la Sûreté, il avait traversé à plusieurs reprises la galerie, et je lui avais adressé quelques paroles. Il me laissa parler. J'étais d'ailleurs certain que notre rencontre était prévue. Il hochait la tête dubitativement. Ses yeux s'allumaient et s'éteignaient. Il finit par s'éloigner, après m'avoir assuré qu'il « *verrait ce qu'il pourrait faire pour moi* », car, en vérité, mon « *cas* » prêtait à confusion, et il ne parvenait pas à comprendre ce que me voulait « *Monsieur le Directeur* ». Je le remerciai avec effusion et repris place sur ma chaise. Les agents qui partaient en mission venaient se signer devant la sainte image que j'avais à mon côté, car nombre d'entre eux étaient croyants et superstitieux.

Le bachelier Castro revint au bout de trois quarts d'heure environ. Il me dit qu'en l'absence d'instructions précises à mon sujet, il assumerait la responsabilité de me laisser aller dormir chez moi, mais que je devrais revenir le lendemain à neuf heures du matin. Je me souviens qu'il me laissa entendre qu'il se trouvait là pour « *humaniser* » le régime, lançant sans doute une pointe à son prédécesseur.

Un peu avant minuit je regagnai ma demeure, où ma famille était réunie dans l'attente de nouvelles. A la tension de la S. N. succédèrent les analyses, les suppositions, les interprétations, les conseils, et surtout le doute et l'attente.

Mercredi 18 mars.

J'arrivai le jour suivant, à l'heure indiquée. Mon « *cas* » était toujours aussi confus. Personne ne savait rien. Comme je suggérais que, dans ce cas, je pourrais m'en aller, il me fut répondu que non. A la fin, le chef de service de la Section politique trouva la formule : « *Vous êtes en état de semi-détention. Il faut attendre que le Directeur prenne une décision.* »

Les heures commencèrent à s'écouler pesamment. Le mouvement augmentait à mesure que l'on approchait de la mi-journée. Des cachots souterrains donnant à une sorte de cour aveugle qui bordait, d'un côté, les trois étages de l'édifice, on fit monter vers la Section politique, pour la lecture et la signature de déclarations obtenues, Dieu sait de quelle façon, quelques prisonniers, des hommes hâves, décharnés, barbus, vêtus, eût-on dit, de pièces et de morceaux. Un groupe d'une dizaine d'hommes du peuple, amenés de je ne sais où, arriva peu après. Un vieux nègre se plaignait du voyage et d'un

mal de rein qui le tenait plié en deux. Parmi eux se trouvait un métis presque nu. Ils arrivaient couverts de crasse, sales comme s'ils avaient dormi bien des nuits sur le plancher. On les fit asseoir sur le banc situé à la porte de la Section politique. Peu avant leur arrivée, on m'avait enjoint de me transférer de ma chaise à ce même banc. Ainsi me trouvais-je mêlé à eux sans y prendre garde. Le gardien de ces hommes les traitait avec brutalité. Les insultes et les menaces pleuvaient sur eux et sur moi. A la fin, ordre fut donné de faire descendre tout le groupe dans les cachots. Je restai assis. « *Vous aussi* », cria un des agents. Je tentai d'expliquer que je ne faisais pas partie de ce groupe. « *Taisez-vous et descendez.* » Je m'y refusai fermement, mais sans me fâcher. Je vis que l'homme allait me frapper. J'appelai le Directeur, le chef de service. Celui-ci apparut dans l'encadrement de la porte. On finit par me laisser en paix. Le chef de service s'adressa à mon gardien, qui avait disparu, je ne sais de quelle façon, lorsqu'on m'avait fait asseoir sur le banc, et qui venait de reparaître : « *Accompagnez ce monsieur à la cantine s'il désire manger quelque chose.* » Il me sembla que je devais accepter cette proposition. Nous descendîmes au sous-sol où se trouvait la cantine. Je pris un café et un morceau de pain avec du fromage. J'aurais pu demander quelque autre chose. Mais, en dépit de mon apparente sérénité, mon estomac était contracté. Je ne doutai pas un instant que toute cette confusion ne fît partie du traitement auquel j'étais soumis, dans le but de provoquer la colère ou la peur, selon que je fusse innocent, ou que j'eusse partie liée avec l'opposition et les complots subversifs. Tout avait été calculé : la courtoisie initiale, la grossièreté graduée et la générosité finale de la veille.

Ce matin-là, Pedro Estrada passa deux fois devant moi, à son arrivée et à son départ. Il ne semblait pas pressé. Il fit même un tour à la Section politique avant de sortir. Il me regarda, mais sans insistance.

Vers une heure de l'après-midi, commence à la Sûreté un extraordinaire défilé. Prostituées créoles⁵ ou européennes, serveurs de restaurants, barmen, chauffeurs, employés de magasins, émigrants de toutes les races, encore vêtus du costume qu'ils portaient au départ, et, de temps en temps, un visage connu ou que l'on croit reconnaître : journaliste,

5. Le terme créole désigne, en Amérique Latine, les blancs nés dans le pays.

comparse de tables de cafés litéraires, ou « habitués » de quelque coin de rue centrale. C'étaient les indicateurs qui venaient remplir leur besogne de délation quotidienne.

Le Directeur revint à son bureau vers quatre heures de l'après-midi. Le défilé des indicateurs avait cessé depuis deux heures environ. Les femmes, les mères, les sœurs des prisonniers étaient venues ensuite, apportant des aliments et du linge de rechange qu'elles s'efforçaient de faire parvenir aux détenus, quand elles le pouvaient, car la norme générale de la S. N. était le secret le plus strict. Le régime des visites et des envois de vivres ne se régularisait un peu que dans les prisons. De telle sorte que les familles étaient plus tranquilles lorsqu'elles savaient que le détenu était arrivé à la prison. La S. N. était, sans équivoque possible, un lieu exclusivement destiné aux interrogatoires et aux tortures.

Cet après-midi-là, je revis le torturé du jour précédent. La vigilance du gardien s'était un peu relâchée après l'entrée du Directeur. Je me dégourdissais les jambes de temps en temps, en allant au w.c., ou en m'approchant du filtre pour prendre un verre d'eau. Chaque fois que le bachelier Castro ou le chef de service passaient, je m'approchai d'eux, réclamant le Directeur et leur demandant ce qu'il était advenu de l'entrevue toujours différée. Ce fut alors que le chef de service me suggéra de m'approcher du Directeur au moment où il sortirait et de l'interroger sur mon cas. Je pénétrai son intention. Il s'agissait de m'humilier un peu plus. Des personnes se postaient parfois à la porte de la S. N., attendant l'entrée ou la sortie du Directeur pour lui demander l'aumône d'un renseignement sur le prisonnier qui les intéressait. C'étaient, pour la plupart, des femmes. Ce spectacle m'avait toujours déprimé. Et l'on voulait que je mendie ce qui m'appartenait en toute propriété : l'explication de cette semi-détention et de ce jeu de cache-cache. Je répondis, d'un ton paisible, que, comme « *Monsieur le Directeur* » et moi ne nous connaissions pas, il pourrait croire, si je m'approchais soudain de lui, que je venais lui demander des explications, ou que je voulais l'attaquer, toutes choses que je voulais éviter. J'ajoutai que, si « *Monsieur le Directeur* » lui-même approuvait ce procédé, je ne verrais aucun inconvénient à l'aborder. Je demandai à mon interlocuteur de faire office d'intermédiaire. Il s'y refusa. Mais je savais bien que quelque chose était en voie de préparation pour parvenir à une solution.

Pedro Estrada descendit de son bureau vers huit heures du

soir. Il s'arrêta de façon ostensible au pied de l'escalier. Après avoir conversé quelques instants avec une personne, il se dirigea lentement vers la porte. Je compris qu'il me tendait une perche. Mais je me gardais de bouger. Je voulais, par ce scrupule, démontrer ma bonne foi. Il sortit après avoir jeté un dernier coup d'œil en arrière.

La S.N. rentra alors dans la zone d'embrasement des ampoules électriques. Elle ressemblait à une immense fabrique travaillant jour et nuit toutes lumières allumées. Comme les cloisons des bureaux n'arrivaient pas jusqu'au plafond, on voyait toutes les ampoules et les tubes de néon allumés. Dans certaines de ces salles se trouvaient des hommes immobiles sur des roues, et d'autres, debout, face au mur, tels des enfants punis.

Le chef de service ordonna de me laisser seul : « *Vous pouvez, me dit-il, marcher à travers le hall, mais sans sortir de cette zone.* » Et sa main traçait un cercle imaginaire.

Au cours des heures suivantes, je pus pénétrer un peu la nature inquiétante des agents de la Sûreté. J'ai déjà dit que leur jeune âge avait attiré mon attention. Les commissions et l'équipe des tourmenteurs étaient, en effet, composées, en majeure partie, de jeunes gens imberbes, que l'on aurait pu prendre pour des étudiants ou de grands collégiens. Il y avait aussi, parmi eux, quelques hommes plus âgés, avec des visages patibulaires d'adultes, marqués de cruauté, de folie criminelle ou de servilité. Mais le pourcentage de jeunes gens, d'adolescents, était très élevé.

Ils étaient néanmoins capables de toutes les cruautés. Je crois pouvoir assurer qu'ils torturaient pour s'affirmer à leurs propres yeux, pour se mûrir, pour se sentir adultes, comme ces adolescents qui se contraignent à s'enivrer, ou qui fornicquent, pour jouer à l'homme, avec de misérables prostituées pourries.

Il y eut des moments où ils bavardaient devant moi en toute liberté et se racontaient leurs aventures. Ils revenaient toujours à « *l'arme* » : « *Alors je lui mis le revolver entre les côtes. L'homme chialait de peur. Ça, pour qu'il sache qu'il ne doit pas demander un « fuerte »⁶ pour un whisky.* » Eclats de rire... D'autres se montraient leurs revolvers. Ils les comparaient, jouaient avec eux, se les passaient de main en main. Ils parlaient de films, de chansons à la mode, de

6. Fuerte : en langage populaire : pièce de monnaie de 5 bolivars équivalant à 500 francs français.

réunions de danse. Ils vantaient le courage dont ils avaient fait preuve au cours de telle ou telle visite domiciliaire. Ils vivaient dans un monde particulier, fermé à tout point de vue, qui eût pu se rapprocher du nôtre. La vertu civique était le péché ; le courage de mourir pour un idéal de liberté : la lâcheté ; la capacité de détruire le héros civil : un acte méritoire. Nous, les ennemis du gouvernement, nous étions les « méchants » ; eux, les gardiens de l'ordre, étaient les « bons ». Le dieu était Pedro Estrada, le chef revêtu du prestige magique que lui conférait son pouvoir.

Une histoire me revint en mémoire : celle de « *Pachequito* », un jeune garçon de la classe moyenne, fils de parents honorables, qui au lieu de faire des études ou de travailler comme employé de commerce ou de bureau, se fit « agent de la Sûreté ». On prétend qu'il pleura la première fois qu'il eut à torturer un détenu. La seconde fois, il parvint à vaincre sa peur et sa répugnance. La troisième fois, il se sentit un homme. « *Pachequito* » avait un visage d'élève des Jésuites. Néanmoins, il avait appliqué la braise de sa cigarette sur le pénis d'un condamné. Une légère brûlure sur le prépuce. Le garçon hurlait : « *Tu vas parler maintenant. Tu vas parler maintenant.* » « *Pachequito* » semblait jouir douloureusement comme en un coït. Il découvrait certainement une dimension ignorée de lui-même. Il y a, chez tous ces adolescents, un peu de la perversité inconsciente de « *l'enfant terrible* » qui traverse une « *crise de croissance* ». Ils racontent leurs actes avec un cynisme complaisant, comme s'ils voulaient se libérer de la peur, à la façon dont les adolescents affranchis parlent de leur première maladie vénérienne. Aujourd'hui, « *Pachequito* », ou plutôt Gonzalo Pacheco, est secrétaire du consul vénézuélien à Bilbao, Ulises Ortega, qui fut, à la Section politique de la Sûreté, le prédécesseur du bachelier Castro, qui le remplaça dans le but « *d'humaniser* » le régime pénitentiaire, comme il me le laissa entendre au cours de ma première nuit de « *semi-détention* ».

Un autre personnage significatif est le « *Manchot* ». Au moment de la chute du gouvernement d'Action Démocratique, un jeune journaliste, qui n'était d'ailleurs qu'un indicateur, me parla, à propos du « *Manchot* », d'une « *mystique de la Sûreté* ». Il semble que le « *Manchot* » ait appartenu à l'Action Démocratique. Lorsqu'il entra à la Sûreté, il se retourna contre son parti, par « *conviction* », c'est-à-dire par loyauté envers les espions. L'authenticité de cette histoire

est douteuse. Le trait du « Manchot » qui s'avère certain est sa manie d'emprisonner les gens. Il se multiplie au cours de la même nuit, effectuant trois, cinq, huit visites domiciliaires. Il laisse transparaître la jouissance qu'il en éprouve, sa complaisance sadique et funèbre. Je le vis entrer à la Section politique, le premier jour de ma visite à la S. N. Je le reconnus aussitôt à cause du bras qui lui manquait. C'était un jeune homme blond et mince, aux traits distingués. Il était vêtu d'un élégant complet bleu marine. Le veston était seulement jeté sur les épaules. Ses cheveux étaient coupés à la façon de certains acteurs de cinéma américain : longs, favoris, mèche longue et brillante formant une onde fixée sur le front. Les instants où, sur la trace de la proie, il parcourait les rues en véhicule rapide, ceux qui précédaient l'irruption dans la maison désignée et l'ordre d'arrestation inexorable, devaient lui conférer un enivrement de lui-même seulement comparable à celui que procure une forte drogue. Il sentait alors son bras repousser.

Le « Manchot » a reçu de l'avancement. On lui a fait présent d'un bras de caoutchouc, dont la remise donna lieu à une cérémonie émouvante.

Cette nuit-là, je n'eus que trop de temps pour méditer sur le problème social posé par ces « J 3 » vénézuéliens. Dans les pays démocratiques, ils auraient dérivé vers des bandes de malfaiteurs ou vers le gangstérisme. Dans ma patrie, leurs instincts d'affirmation et leurs velléités d'émancipation, éperonnés par les modèles que leur offre le cinéma américain, ont trouvé, grâce au régime politique, une issue naturelle dans la soi-disant « Sûreté Nationale ».

J'eus l'occasion de les voir en action. Entre neuf et dix heures du soir, l'un de ces jeunes gens fit irruption dans le hall, poussant brutalement devant lui un mulâtre, qui semblait assez effrayé. Il le fit entrer à coups de poing et à coups de pied dans le bureau de la Section politique dont la porte me faisait face et était restée ouverte. Les agents formèrent un cercle autour de l'homme. Ils commencèrent à le frapper et à le rejeter de l'un à l'autre, comme s'ils lançaient une balle. L'homme tomba à genoux, demandant pardon et assurant qu'il « *n'avait jamais rien fait* ». Les jeunes agents l'insultaient : « *Poltron. Allons, debout... Les hommes ne pleurent pas. Les hommes se battent...* » Le prisonnier gémissait, blotti sur le sol, assurant qu'il ne voulait pas se battre, qu'il « *n'avait rien fait* ». Ils lui donnèrent encore quelques coups, le sortirent ensuite dans la galerie

et l'assirent à côté de moi. L'homme continua à pleurer pendant un long moment. Je ne tournai même pas la tête pour le regarder. Ils auraient pu le tuer sans que je bougeasse. Ma volonté était concentrée sur un seul point : ne me laisser aller ni à la peur ni à la colère : patienter.

Les pleurs de l'homme cessèrent. Il chercha à lier conversation avec moi. Je lui répondis par monosyllabes. Le chef de service arriva. On lui expliqua les délits du malheureux. On se moqua de sa couardise. Je ne me souviens pas de la décision prise à son sujet, mais il fut emmené. Je profitai de la présence du chef de service pour lui parler de ma situation. Il me conseilla de nouveau d'aborder le Directeur quand celui-ci reviendrait à la S. N. Il m'apprit qu'il était précisément attendu. Pedro Estrada revint effectivement vers onze heures. Je m'approchai de lui. Je l'abordai.

— Mr Estrada ?

Il se retourna et demanda sèchement :

— Que vous arrive-t-il ?

— Je suis Juan Liscano.

— Ah ! Que voulez-vous, Liscano ?

— Moi, rien. Je pensais que vous vouliez me parler, comme vos subordonnés me l'ont affirmé, lorsque je me rendis à la convocation qui m'avait été signifiée.

Estrada semblait étonné.

— Moi, je voulais vous parler ? Je n'ai rien à vous dire.

Je pris une attitude de confusion. Je signalai que j'avais passé vingt heures à l'attendre. Je demandai ce qu'il fallait que je fasse.

Estrada me dit, presque sans transition, comme s'il ne donnait aucune importance à la chose :

— Ah ! je me souviens de ce dont il est question. Savez-vous, Liscano, que la valise contenant les archives du Dr Ruiz Pineda a été retrouvée ?

La plus légère hésitation eût été suffisante pour me condamner. Leonardo Ruiz Pineda avait été le chef de la résistance⁷. Les agents de la S. N. l'avaient assassiné cinq mois

7. L'avocat Leonardo Ruiz Pineda, ancien ministre des communications du gouvernement d'Action Démocratique, assura la direction du mouvement clandestin du mois de mai 1949 au 21 octobre 1952, date de son assassinat par des agents de la S. N. qui le surprirent la nuit, au cours d'un déplacement, et l'abattirent sur place. La même nuit, le Dr German Gonzalez, avocat, sans activités politiques, fut arrêté et abattu dans les locaux de la S.N. pour le seul fait d'avoir prêté assistance à Ruiz Pineda. La femme de ce dernier fut emprisonnée pendant 6 mois puis expulsée du pays. Alberto Carnevali, qui avait passé à la clandestinité

plus tôt environ. Tout ce qui de près ou de loin pouvait encore le toucher signifiait au moins de longs interrogatoires avec torture. Ma réponse à Estrada fut parfaitement neutre.

— Les archives de Ruiz Pineda ? Une valise, dites-vous ?

Je hochai la tête avec l'air vague d'une personne bien élevée qui affecte de suivre une conversation sur un sujet qu'elle ne connaît pas et qui ne l'intéresse en aucune façon.

— Le fait est — continua Estrada — que ces archives contiennent des lettres où l'on cite votre nom, comme celui d'une personne qui lui aurait apporté une aide efficace. Ce sont des lettres de sa femme...

Toute la tension des heures d'attente, le labyrinthe des monologues, les doutes et le jeu de cache-cache convergeaient vers ce carrefour final. Je sentis qu'un dédoublement s'opérerait en moi. Un double, calme, serein, poursuivait le dialogue avec le Directeur de la Sûreté et lui expliquait posément que le fait était impossible, que ses relations avec le Dr Ruiz Pineda se situaient bien des années en arrière, à une époque où celui qui devait devenir le chef de la résistance se livrait à des activités littéraires. (Il avait écrit des poèmes.) *L'autre* affirmait que la politique ne l'attirait pas et que, s'il était exact qu'il penchât, du fait de sa condition d'écrivain, vers certaines formes de gouvernement libéral, cette inclination restait sur un plan rigoureusement théorique. *L'autre* termina en demandant que cette question de lettres soit tirée au clair.

Estrada me regardait avec une certaine ironie désintéressée. Quand *l'autre* eut fini de parler par ma bouche, il dit :

— Il s'agit précisément de cela, Liscano. Moi, je n'ai rien à vous dire. C'est vous qui devez vous soumettre à l'interrogatoire d'usage. Ceci est l'affaire du bachelier Castro, chef de la Section politique.

Il se tourna vers mon garde :

— Vous le savez bien. Vous n'aviez pas à dire à M. Liscano que je voulais le voir. Il doit être soumis à un interrogatoire politique par le bachelier Castro.

L'autre et moi nous fondîmes de nouveau en une seule personne, au fond de la même angoisse.

à la suite d'une première arrestation suivie d'évasion prit alors la direction de la résistance. Arrêté en janvier 1953, il devait mourir à la prison de San Juan de los Moros le 21 mai 1953. Son successeur à la tête du mouvement clandestin, Eligio Anzola, avait été arrêté quelques jours plus tôt. Le successeur de celui-ci, le licencié Pinto Salinas devait être à son tour incarcéré le mois suivant (juin 1953), puis assassiné dans sa prison.

— Alors, Estrada, je suppose qu'à partir de maintenant je suis définitivement prisonnier. Pourriez-vous annoncer à ma famille que je ne rentrerai pas cette nuit ?

Mon interlocuteur se tourna vers l'acolyte auquel il venait déjà de donner un ordre et demanda :

— Dites-moi une chose : travaille-t-on ici demain ?

La question, évidemment absurde, me montra la fausseté de la situation, ou plutôt le véritable caractère de piège à homme que présentait cette scène.

Après la réponse affirmative, Estrada conclut :

— Je vous dirais bien de venir après-demain pour l'interrogatoire. Mais puisqu'il n'y a pas congé, demain, jour de Saint-Joseph, venez à neuf heures du matin. Maintenant, vous pouvez aller dormir chez vous.

Je sortis avec l'impression de traîner une chaîne au pied. La panique se répandit chez moi lorsque je narrai la journée et que je mentionnai l'accusation qui pesait sur moi. Le sens commun m'indiquait qu'il n'était pas explicable que la S. N. me permette de dormir chez moi, si elle disposait contre moi de preuves aussi compromettantes que Pedro Estrada me l'avait laissé entendre. A moins que cette autorisation ne doive être interprétée comme un extraordinaire geste de magnanimité, difficile à croire de la part du Directeur de la Sûreté, ou qu'elle ne constitue un piège qui m'était tendu pour m'inciter à chercher refuge dans une ambassade étrangère ou à passer à la clandestinité, deux attitudes qui eussent prouvé ma culpabilité présumée.

Jeudi 19 mars.

Quand je me présentai à la Sûreté, le lendemain, un peu en retard sur l'heure indiquée, non sans avoir téléphoné au bachelier Castro pour l'avertir de ce retard et lui rendre compte de ma conversation de la nuit passée avec Estrada, je compris que j'avais momentanément gagné la partie. En effet, en dépit de tous mes efforts, on ne procédait pas à l'interrogatoire annoncé. Le bachelier Castro ne me recevait pas. Le chef de service n'était en mesure de me fournir aucune explication. Je devins exigeant pour la première fois. Je voulais tirer au clair ma situation vis-à-vis de la Sûreté. Je déclarai à qui voulait l'entendre que je n'étais pas politicien et que la politique ne m'intéressait pas. Mais il se colportait tant de calomnies que des gens désireux de me

nuire étaient capables d'avoir écrit des lettres apocryphes. C'était la première fois que je montrais mon irritation.

Le vide se faisait autour de moi. Je n'avais même plus de garde à mon côté. Je ne revis pas le détenu que l'on était en train de torturer. Pressé par mes questions au moment où il sortait, le chef de service me dit soudain :

— Peut-être n'êtes-vous pas ici sur l'initiative de la S. N.

Je m'emparai de cette planche de salut. C'était une porte qui s'ouvrait devant moi. Il fallait donner à entendre que je pensais que ma détention n'avait pas été provoquée par la S. N., mais par un haut fonctionnaire désireux de me porter préjudice. Le fait était d'ailleurs plausible, car l'un des ministres du régime est le seul ennemi personnel que je me connaisse à ce jour.

Vers une heure j'avisai le bachelier Castro en train de sortir par la galerie parallèle à celle où je me trouvais. Je courus à sa rencontre. Je lui barrai la porte de la rue. Il ne voulait pas m'écouter. J'insistai. Il se mit dans une violente colère et me cria de le laisser en paix. J'élevai la voix, affirmant qu'en ce même lieu, la nuit précédente, le Directeur m'avait annoncé que le chef de la Section politique devait m'interroger. Je le priai donc de procéder à l'interrogatoire. J'invoquai mes heures d'attente et les témoins qui avaient assisté à ma conversation avec le Directeur. Le bachelier Castro s'en alla, furieux, en me criant :

— Je n'ai pas d'instructions précises à votre sujet.

Pour la première fois, je descendis avec appétit à la cantine. Je mangeai deux œufs au plat, des sandwichs, et je pris une tasse de lait. Je revins à la galerie d'entrée.

Entre trois et quatre heures, Pedro Estrada reparut, venant de la rue. Dès qu'il me vit, il s'approcha de moi :

— Que se passe-t-il, Liscano ?

— Croyez-vous, Estrada... J'attends encore cet interrogatoire.

— Eh bien ! nous allons voir.

Il me prit familièrement le bras et nous entrâmes ensemble à la Section politique. Estrada s'adressa au chef de service :

— Vous allez me faire le plaisir de ne plus inquiéter M. Liscano.

Nous revînmes vers la porte, son bras toujours passé sous le mien. Je lui parlai alors en ces termes :

— Je me félicite, Estrada, que ces heures d'attente aient au moins servi à tirer au clair mes relations avec la S. N.

Je ne voulais pas qu'elles fussent embrouillées. Je suis un intellectuel. La politique ne m'attire pas.

Nous nous arrêtâmes à la porte. Je me suis toujours demandé si notre conversation fut enregistrée par un proche microphone. Je pourrais la reconstruire.

— Voyez-vous, me dit-il notamment, chacun doit savoir à quoi il est bon. Je sais que je ne suis pas né pour être directeur de musée. Quiconque fait de la politique dans nos pays doit savoir qu'il ne peut faire autre chose. Continuez à écrire des vers.

Il me donna aussi cet avertissement :

— Chacun doit toujours savoir où sont ses ennemis. Moi, je le sais. Je sais que j'ai ici un ennemi, que là se trouve un autre adversaire caché, qu'un troisième me guette plus loin. Et, croyez-moi, je ne me trompe pas. J'ai l'œil ouvert.

Cette liberté de ton est l'une des caractéristiques de cet homme qui ne ressemble en rien au classique personnage du bourreau au service des petits dictateurs des parages caraïbes. De haute taille, avec un profil et un regard d'oiseau de proie sous des sourcils admirablement arqués, il s'habille avec élégance et a des façons d'homme du monde. Il parle anglais. Il fit un stage de deux ans au F.B.I. où il est tenu en haute estime. Il est l'ami personnel des dictateurs Trujillo (de Saint-Domingue) et Somoza (de Nicaragua). Il possède, sans nul doute, du caractère, un talent naturel et la volonté de réussir. Je crois que les traits dominants de sa personnalité ne sont pas les convictions politiques, mais le sentiment de l'aventure personnelle, le désir de s'imposer, l'égoïsme, l'ambition de pouvoir. Il y a en Estrada, une vocation de chasseur d'homme, un instinct de cruauté gratuite qui est, peut-être, l'héritage des ancêtres caraïbes dont le cri de guerre était : « Seul le caraïbe est homme » (Ana Carina Rote), uni à l'individualisme castillan et à l'ambition féodale des créoles. Le courage ne lui fait pas défaut. Encore serait-il nécessaire, pour mesurer sa valeur, de la voir aux prises avec un danger véritable, en un combat contre des adversaires plus dangereux que des résistants civils incapables d'action terroriste et des militaires indécis. Il faut toutefois reconnaître que, bien qu'il ait nombre de morts sur la conscience, il prend moins de soin de sa sécurité que le dictateur ou certains de ses ministres qui, toujours craintifs, ne se déplacent qu'entourés d'une nuée de motocyclettes, de camionnettes de police militaire, d'agents de la Sûreté et de soldats.

Pedro Estrada est le principal appui du dictateur et du régime. Il se souilla de sang pour vaincre ses adversaires et il fut l'un de ceux qui poussèrent Perez Jimenez vers la prise totale du pouvoir. Ne nous trompons pas : le colonel Perez Jimenez a été porté la présidence par un ensemble de circonstances étrangères à sa capacité personnelle et à son courage assez douteux. Au nombre de ces circonstances, il y a la faiblesse des naissants mouvements démocratiques actuellement soumis à leur première épreuve de force, la docile médiocrité des chefs militaires, la richesse pétrolière, les intérêts impérialistes et la volonté de quelques ambitieux comme Pedro Estrada.

Le régime dictatorial permet l'épanouissement de telles individualités, qui, sous un gouvernement démocratique, ne jouiraient pas de la même autonomie d'action. De là, peut-être, la haine qu'un Pedro Estrada voue à la démocratie, et la fidélité qu'il témoigne à un régime où sa personnalité s'épanouit, où elle croît en importance, puisque de lui dépend la sécurité d'un pouvoir qui ne repose que sur la répression. Et nul, dans tout le Venezuela, ne sait comme Pedro Estrada « régler son compte à un homme ».

Il est l'homme le plus important du régime, après le dictateur qui est le seul de qui il accepte des ordres. Les ministres lui font la cour. Les dames de la haute bourgeoisie se disputent sa présence dans leurs cocktails et leurs réceptions. Ses succès féminins sont notoires. Mais il est exclusif. Il choisit ses relations. En décembre dernier, il se rendit aux Etats-Unis. Il fut reçu à Washington comme un ambassadeur extraordinaire. Les portes du Département d'Etat s'ouvrirent toutes grandes devant lui. D'aucuns établissent un rapport entre ce voyage et l'invasion du Costa Rica par des forces venant du Nicaragua avec l'appui d'avions vénézuéliens et la neutralité du Département d'Etat. D'autres rumeurs suggèrent que ce voyage pourrait être le point de départ d'une carrière présidentielle.

Les militaires haïssent Estrada, car son influence s'interpose entre eux et le dictateur. Estrada le sait, et il ne dissimule pas son mépris à l'égard de ces hommes qui tiennent tout leur prix de l'uniforme qu'ils portent et sans lequel ils ne seraient même pas capables de gagner leur vie sur un large pied.

Pedro Estrada a réussi à braver l'hostilité des militaires et des conseillers civils du gouvernement, grâce à divers facteurs dont le plus décisif est sans doute l'appui du F.B.I.,

qui trouve en lui un collaborateur situé en une position-clef. Mais l'on peut prévoir que le parti militaire finira par vaincre, tôt ou tard, l'orgueilleux Directeur de la Sûreté nationale.

Pour l'instant, il se maintient au pouvoir, en découvrant périodiquement (ou plutôt en inventant) des conspirations, des complots terroristes, des tentatives de sabotage, des attentats contre la vie du dictateur, toujours avortés. Celui-ci est d'autant plus porté à croire toutes les assertions de son Directeur de la S. N. qu'il est plus enclin à la peur et à la manie de la persécution. Perez Jimenez fait montre d'une susceptibilité malade et tombe aisément en des accès de colère, de délire des grandeurs ou de dépression accablée. Il a toutes les caractéristiques du tyran sans avoir la stature d'un chef d'Etat. Estrada est devenu indispensable en donnant un aliment à ses terreurs et à ses tendances répressives.

Je crois que les heures passées entre les griffes de Pedro Estrada constituent l'une des expériences les plus intenses de ma vie. Je me sentais souris, lui était le tigre.

Après m'avoir affirmé que je n'étais sous le coup d'aucune accusation, il prit congé de moi avec un geste cordial, sans être revenu un seul instant sur les lettres accusatrices et sur l'interrogatoire annoncé.

— Et ne dites rien, conclut-il, ne parlez pas. Les murs ont des oreilles.

Il fit le geste de clore ses lèvres, comme avec un fermail automatique. Je m'éloignais sans croire encore à cette liberté renaissante.

De fait, moins de quarante-huit heures plus tard, un agent de la S. N. se présentait chez moi, porteur d'une convocation me citant à comparaître le lendemain à neuf heures, « pour une affaire qui me concernait ».

Ici commence une autre histoire qui trouva son épilogue un mois plus tard, au moment où je quittai le territoire vénézuélien.

Juan LISCANO.

II. — RÉCIT D'UN RESCAPÉ DU CAMP DE GUASINA

Un officier des forces blindées vénézuéliennes, Raul Oviedo Rojas, rescapé du camp de Guasina, se trouve actuellement à Cuba où il doit subir un traitement médical prolongé, sa santé étant gravement ébranlée par les dix mois passés dans l'enfer concentrationnaire du delta de l'Orénoque. Le lieutenant Oviedo, qui n'appartient à aucune formation poli-

tique, s'est signalé par son zèle au service du gouvernement démocratique, dans la période 1945-48. Il fut mis en disponibilités par Perez Jimenez, alors chef de l'Etat-Major central. Parvenu au pouvoir en 1951, le « dictateur nain » ordonna l'arrestation d'Oviedo. Celui-ci parvint à se cacher pendant sept mois. Tombé aux mains de la police en mai 1952, à la suite d'une dénonciation, il relate en ces termes sa captivité⁸ :

J'échouai dans les cachots de la « Sûreté Nationale », et, la même nuit, je fus conduit à la Prison Modèle de Caracas, où je restai au secret jusqu'au 27 juillet. De là, je partis pour l'enfer vert de Guasina. La nuit où l'on devait nous faire quitter la Prison Modèle pour nous transférer à Guasina, contre-ordre fut donné, car les familles des prisonniers s'étaient massées devant la porte. Nous ne fûmes emmenés que le lendemain, afin d'éviter que la manifestation ne prenne de l'ampleur. Je partis avec 146 compagnons, parmi lesquels se trouvaient des étudiants, des avocats, des ingénieurs. Seuls manquaient les médecins. La cruauté du régime atteignait ce degré de ne point permettre que nous puissions bénéficier d'une assistance médicale bénévole. Escortés par des membres de la garde nationale, nous fûmes conduits en autobus jusqu'à Guayra. Nous partîmes pour Guasina à bord du cargo *Guayana*, destiné en son beau temps au transport du bétail. Nous étions dans les cales du navire, entassés comme des bêtes fauves. On nous descendait dans des seaux une détestable pitance que nous devions manger sans que des assiettes nous fussent distribuées. Nous étions obligés de satisfaire à la vue de tout le monde nos besoins les plus élémentaires. Jeunes et vieux souffraient de vomissements et de troubles graves. Nous arrivâmes en vue de Guasina au troisième jour de notre navigation. Le débarquement en chaloupe ne fut effectué que vingt-quatre plus tard.

Quand nous descendîmes à terre, sur l'îlot de Guasina, l'une des nombreuses îles que forme le delta de l'Orénoque, notre impression fut horrible. On voyait à l'arrière-plan le camp de concentration encerclé de fils de fer barbelés. Là s'agitaient quelque six cents hommes vêtus de grossière toile jaune et chaussés d'espadrilles. La garde nous reçut avec des injures, des menaces et des coups de plat de « *machete* ». L'île, de dix mille mètres carrés, était entourée de toutes parts de marécages. Le camp occupait toute la portion de

8. Ce récit est également publié dans la revue illustrée cubaine *Bohemia*.

terre ferme. La végétation était aussi touffue qu'au cœur des grands bois de l'Orénoque. Les logements étaient plus malsains que des porcheries. Tout le peuple du pénitencier était réparti entre quelques paillottes à couverture de zinc et des baraques sur pilotis, à raison de 50 ou 60 hommes en chacune d'entre elles. Nous nous confectionnions des lits de planches couverts de branches d'arbres. Tous les ustensiles d'usage courant étaient fabriqués par les prisonniers.

La nourriture, exclusivement cuite à l'eau, se composait parfois d'avoine, parfois de poisson, sans sel ni assaisonnement, ou de farine de racine de manioc séchée. Notre breuvage était le « *guayoyo* », une sorte de liquide que l'on nous donnait pour du café.

Nous étions condamnés aux travaux forcés. Notre tâche consistait à planter des légumes destinés à la table des dirigeants du pénitencier ou au commerce particulier des fonctionnaires. Quand l'ouvrage faisait défaut, on nous ordonnait de travailler pour le divertissement de nos gardes. Le « petit jeu » consistait alors à nous faire transporter des pierres d'un lieu à l'autre sans raison aucune. Tandis que la plupart d'entre nous se livraient à ces travaux, une équipe de prisonniers se consacrait à la pêche. De combien de périls les pêcheurs n'étaient-ils pas menacés ? Les poisson caraïbes mordent la chair à la seule vue d'une tache de sang. La raie pouvait à tout moment blesser le talon d'un pêcheur. Pressés par la faim, il nous advint de chasser la couleuvre et l'*araguato*, sorte de singe.

L'isolement était complet. Du camp, nous n'apercevions même pas le passage des navires. Nul n'était autorisé à communiquer avec ses proches. Lorsqu'un colis de correspondance parvenait d'aventure au camp, le directeur ne distribuait que les lettres porteuses de mauvaises nouvelles. Les journaux ne nous parvenaient pas. L'un d'entre nous reçut un jour avec un vif plaisir une coupure de presse. Mais, en y jetant les yeux, il se trouva en présence de l'avis de décès de sa mère.

Un vieillard de 85 ans, Basilio Garcia, fut victime de terribles sévices. Comme il avait presque perdu la tête, il oubliait la plupart du temps d'apporter son « *corotico* », le récipient dans lequel on avait coutume de verser la nourriture. Nous n'étions pas autorisés à la lui porter dans sa cabane. Il devait lui-même faire la queue pour recevoir sa pitance. Il n'était même pas permis de l'apporter aux malades. Un autre détenu, Pedro Roa Gonzalez, reçut un jour une terrible bas-

tonnade pour une simple erreur dans le décompte des prisonniers.

Il ne pouvait être question ici de soins donnés aux malades, de médecins, de pénicilline. Le typhus, la malaria, la fièvre jaune décimaient la population pénale. Une légion d'insectes venimeux, propres aux grands bois de l'Orénoque, constituait pour nous un constant péril. L'un d'entre eux, la « *goloza* », une mouche verdâtre, dont la piquûre ne se sentait pas, suçait le sang de la victime au point d'ouvrir des lésions dans la peau. Plus de cent prisonniers souffraient de hernies causées par le travail. Des guérites de vigilance, les gardes surveillaient avec des jumelles, le labeur des prisonniers. Quand il apparaissait que l'un d'eux ne travaillait pas à plein rendement, on lui administrait une volée de plat de « *machete* ». L'un de nos compagnons qui, un jour, réclamait un médecin, reçut du caporal cette réponse : « *Moi, je vais te donner de la « planicilline ». Je suis le docteur « planicilline »*. Et il entreprit d'administrer au détenu une volée de plat de « *machete* ».

A l'époque des pluies, la crue du fleuve était telle que l'eau envahissait l'îlot. Il nous fallait alors dormir sur des marécages. Il nous arrivait de pêcher de nos lits, toujours sous la menace de la couleuvre venimeuse. La montée des eaux motiva le transfert du camp dans une autre île, Zucupana del Cerro, parce que les fonctionnaires du pénitencier eux-mêmes étaient en danger de mort. Le directeur du camp, envisagea le changement de lieu quand il se rendit compte que les crues menaçaient de submerger le camp. L'inondation imposa finalement le transfert.

Par la suite, je fus envoyé au camp de Ciudad Bolivar, à l'intérieur des terres, dans la région de l'Orenoque. Dans tous les établissements pénitenciaires où je fus successivement interné j'assistai aux mêmes scènes d'horreur, et partout le strict secret, sans aucune communication avec l'extérieur, était imposé aux détenus.

Lorsque des influences amies obtinrent ma mise en liberté provisoire, je réussis à gagner les Etats-Unis...

Raul OVIEDO.

NOTICE CHRONOLOGIQUE

24 novembre 1948. — Le gouvernement d'Action Démocratique, présidé par Romulo Gallegos est renversé par un mouvement militaire, qui donne naissance à une « *junte* » présidée par l'ex-ministre de la

défense du gouvernement renversé, le colonel Delgado Chalbaud, et dont le deuxième personnage est l'ex-chef d'état-major de l'armée, Perez Jimenez.

Décembre 48-Mai 49. — Mise en liberté et exil des principales personnalités du gouvernement renversé, sous la pression de l'opinion intercontinentale. Naissance de la résistance.

13 Novembre 1950. — Assassinat de Delgado Chalbaud, au moment où il s'appêtait à dissoudre la junte militaire. Perez Jimenez prend la direction de celle-ci.

Premier semestre 1951. — Les modérés sont peu à peu remplacés aux postes directeurs par des réactionnaires extrémistes. Pedro Estrada est nommé directeur de la sûreté.

Second semestre 1951. — Tentatives de soulèvement du 12 et 15 octobre. Nombreuses arrestations. Introduction de la torture dans les interrogatoires. Fermeture de l'université, qui ne devait être ouverte qu'en 1954.

21 octobre 1952. — Assassinat de Ruiz Pineda.

30 Novembre 1952. — Sous la pression de l'opinion, le gouvernement organise un simulacre électoral. Deux candidatures d'opposition, celles de la URD (gauche) et du parti COPEI (catholique) sont autorisées à se présenter. Le vote est obligatoire. En dépit de la censure imposée à la presse, de la mobilisation de la radio au service de la candidature officielle et du contrôle exercé par l'armée sur le scrutin, les partis d'opposition l'emportent. Selon des chiffres officiels, la URD aurait recueilli plus d'un million de voix — sur un total de 2 millions de votants — le parti COPEI environ 600.000 voix et la liste officielle 300.000 voix seulement. La proclamation officielle des résultats du scrutin est ajournée.

Décembre 1952. — Dissolution du conseil suprême électoral, saisie des urnes et annulation du scrutin, sous prétexte de connivence entre l'URD et les partis dissous (Action démocratique et Parti Communiste). Pour justifier son attitude, Perez Jimenez adresse aux dirigeants de l'URD le télégramme suivant : « Le démenti catégorique du fait grave de connivence avec les partis clandestins anti-nationaux, qui vous est imputé, ne suffit pas à démontrer la justesse de vos allégations. Les idées exprimées en divers meetings par les orateurs de l'URD et le vote des communistes et des membres de l'Action démocratique pour la carte jaune (celle de l'URD) sont de nature à corroborer le fait indiqué. L'armée, tant bafouée par vous, qui a favorisé et garanti ces élections, n'est pas décidée à admettre que de honteuses alliances viennent porter préjudice au prestige et au progrès de la nation, gravement compromis par le triomphe électoral de l'Action démocratique et du Parti Communiste que l'URD a favorisé. » Le comité directeur de l'URD est emprisonné, puis exilé. La junte militaire se dissout. Perez Jimenez est nommé président provisoire par les chefs de l'armée. Échec d'une grève générale.

19 Avril 1953. — L'assemblée constituante désignée par Perez Jimenez se réunit et élit celui-ci président de la République. L'assemblée nomme parmi ses membres les sénateurs et les députés. Elle désigne les membres des assemblées provinciales et des conseils municipaux. Aggravation de la répression.

LE MÉDECIN ET L'ARGENT

La consultation, tête à tête du malade et du docteur, ressemble à une tragédie en quatre actes. Premier acte : deux êtres se trouvent face à face et cherchent à se reconnaître. Deuxième acte : le malade se dépouille de ses vêtements, exhibe son corps nu à celui qu'il connaît depuis dix minutes et qui le palpe et l'ausculte. Troisième acte : le malade se rhabille. De part et d'autre la sympathie et la confiance sont évidentes ou sous entendues. Le docteur explique, conseille, calme des inquiétudes ; mais la pièce n'est pas finie : le quatrième et dernier acte, fort bref, va commencer ; il faut payer la consultation. Moment redoutable. Et voilà que le dialogue se trouble ; le patient, si empressé soit-il de verser son obole, tarde à tendre les billets ou met trop d'empressement à le faire. Et le médecin, plus encore que l'autre, éprouve de l'embarras : le ton baisse ou s'élève, les mots partent mal. Cette gêne à demander de l'argent honore le praticien : s'il se sent mal à l'aise, c'est qu'il a tout à coup changé de rôle ; et celui de commerçant ne lui convient guère. Le négociant ignore ces pudeurs à réclamer son dû ; mais le médecin en souffre. Avant de dire : « Vous me devez tant... » il connaît un secret débat et il lui est douloureux de monnayer la sympathie, la confiance, le dévouement.

Cet aperçu de la consultation, toujours terminée par une dissonance, éclaire la psychologie et le comportement des médecins que l'on comparerait parfois à ces compagnons d'Ulysse qu'une magicienne changea en porcs, mais qui, dans leur état animal, gardaient encore un reflet spirituel de leur premier état humain. Et si l'argent maléfique, nécessaire aux médecins comme à tous les autres hommes, ne les a pas

encore métamorphosés, il semble cependant les avoir singulièrement rapetissés.

Ces réflexions ne relèvent pas de la polémique ; leur auteur qui est médecin subit la loi commune et en parle avec d'autant plus de liberté. Contre cette loi qui régit le monde médical, celle du gain, nul ne s'est encore révolté : il n'est envers elle que dissentiment plus vivement ressenti lorsqu'il s'agit de demander de l'argent aux malades.

On devient médecin par vocation, c'est-à-dire poussé par le sentiment ou le désir de connaissance ; un souci de fortune est presque toujours étranger au choix d'une profession qui, après des études faciles, mais longues et coûteuses, place celui qui la pratiquera au dessus des autres hommes, sans le libérer des conditions matérielles de la vie. Entre vingt-cinq et trente ans on cherche un logis ; on achète quelques appareils ; on visse une plaque de cuivre sur sa porte et l'on attend le malade. Et dès ce jour, celui où l'on a ouvert boutique, un nouveau souci apparaît : il faut vivre, payer des factures ; on a besoin d'argent. Au-delà de la médecine, on commence à entrevoir l'inévitable commerce ; un peu de l'idéal ancien s'est déjà dissipé. A trente-cinq ans, petit ou grand médecin, on est le plus souvent un homme « arrivé » ; on peut évaluer sa fortune. Un bon praticien de grande ville a un « chiffre d'affaires » de quatre à cinq millions ; le grand médecin, le chirurgien connu en gagnent, bon an, mal an, dix à quinze. La différence des situations se comprend quand on sait que le prix d'une consultation varie de cinq cents à dix mille francs. Les tarifs sont évalués, non d'après l'efficacité des soins, mais d'après les titres, l'âge, la renommée ; il est des médecins pour toutes les bourses. Fait remarquable : le souci de l'argent talonnant le docteur, ne trouble jamais sa conscience professionnelle ; on ne connaît qu'exceptionnellement de mauvais médecins.

L'*embourgeoisement* devient d'ailleurs plus évident à mesure qu'on s'élève dans la hiérarchie. Au-dessus du médecin de quartier ou de campagne, modeste épargnant qui meurt à la tâche après une vie de labeur, le grand médecin, accablé des mêmes fatigues que son humble confrère, est ce que l'on convient d'appeler un grand bourgeois. Et cet état apparaît

comme un vice criant de la profession. Le fils du grand médecin, souvent succède à son père : une chaire de faculté, un service hospitalier, sont hérités à la façon d'un fonds de commerce. Cela étonne, car, si l'on juge d'après les Lettres et les Sciences, il semble bien rare que le talent soit transmis par hérédité. Mais la médecine n'est pas une science, ou ne le deviendra que demain.

Certes l'argent n'a jamais encore accaparé le médecin au point de le faire dévier de son vrai destin. Maints actes charitables emplissent la vie du plus âpre au gain ; nul n'a refusé ses soins à un patient parce qu'il était pauvre. Certains, après un long labeur, meurent dans le besoin. Mais la gratuité, que rendent d'ailleurs plus difficile chaque jour des lois nouvelles codifiant et ratifiant les actes, ne va pas généralement sans réticence.

C'est que le médecin s'est installé définitivement dans l'état bourgeois lui assurant le confort matériel et intellectuel. La monotonie de son métier, de tous le plus exténuant, menace d'ailleurs son intelligence. L'automatisme des paroles et des gestes sans cesse répétés l'a réduit à cette situation paradoxale d'un homme attaché aux valeurs bourgeoises de la renommée et de la fortune, et qui, cependant, dans l'exercice de sa profession, constate à chaque instant l'écoulement irrémédiable de la vie.

Cet aveuglement, s'il n'est jamais préjudiciable aux malades, l'est certainement à la médecine et aux médecins eux-mêmes, de plus en plus éloignés de la Science et de la recherche. Accablés par la fatigue, soucieux de leur fortune, traqués par le fisc, la plupart, après leurs études, n'acquièrent de connaissances que par leur expérience personnelle, certes non négligeable et toujours enrichie. Mais il fut un temps où le praticien, par son observation de la maladie, contribuait à la recherche : temps éloigné. Les Facultés deviennent des lieux d'enseignement comme les lycées et les collèges. Les grands médecins, que l'on confond avec les savants, soumis à la loi du travail forcé de la clientèle se bornent à leur rôle de professeurs. A une époque où la science de la vie avance à grands pas, le médecin, petit ou grand, n'a plus sa part dans la recherche ; rien ne le relie à l'homme du laboratoire dont il applique les découvertes.

Aussi, quelle que soit leur réussite, les docteurs ne se sentent pas satisfaits; ils éprouvent la nostalgie d'une autre médecine dont ils avaient rêvé. Accablés par leur clientèle, prisonniers de leur état social, ils sont trop las pour désirer un changement. Toutefois, à la fin de la consultation, au moment redoutable du paiement, ils se sentent toujours mal à l'aise. Et leur débat silencieux les sauve et peut-être les absout.

Jean REVERZY.

Pierre Francastel.

A PROPOS DE LA PEINTURE ÉGYPTIENNE : VISION, SYMBOLE ET FIGURATION

La peinture égyptienne est une découverte relativement récente de l'archéologie. Les autres formes de l'art égyptien s'étaient offertes d'une manière plus accessible à l'admiration des premières générations d'inventeurs des innombrables merveilles enfouies dans les sables. L'architecture, la sculpture et les objets d'art semblaient davantage en rapport, au moins superficiellement, avec ce qui était considéré en Occident comme répondant aux normes universelles du Beau. Les vestiges de la peinture égyptienne sont concentrés dans des tombes — et dans des tombes non royales — qui n'ont fait l'objet que plus récemment d'une étude approfondie et inspirée du désir de retrouver les échelles de valeur des anciens. Peinture civile et privée, la peinture égyptienne n'a pris sa signification que le jour où notre attention s'est portée vers la reconstitution de systèmes cohérents de signification éloignés des nôtres, et non plus seulement vers la reconnaissance, à travers le passé, de certains aspects de sensibilité analogues à ceux qui ont inspiré les canons de la tradition gréco-romaine, humaniste et finalement académisante.

L'intérêt qui se manifeste pour cette peinture a été dû d'abord à quelques personnes. En particulier à Norman de Garis Davies et à Nina M. Davies¹. Ce sont eux qui ont simultanément fouillé et publié les chefs-d'œuvre de cette peinture. Toutefois, en dépit de la valeur de leurs publications, leurs travaux se sont principalement donné comme objet la

1. On ne citera pas ici les publications documentaires et scientifiques qui s'échelonnent de 1915 à 1948, mais seulement : Nina M. Davies, *Egyptian Paintings*, Londres, Penguin, 1954 ; Nina M. Davies et Alan H. Gardiner, *La peinture égyptienne ancienne*, Paris, A. Guillet, 1953-54.

reconnaissance et la présentation des œuvres. Œuvres extraordinairement fragiles qui, à peine sorties de la gangue protectrice des sables, s'effondrent littéralement sous les yeux des spectateurs, un peu comme la momie de Ramsès. Il va de soi que la première tâche était bien de découvrir et de préserver, en effet, dans la mesure du possible, les vestiges qui ont échappé à la fois aux siècles et au vandalisme de tous ceux — pillleurs de tombes, anachorètes établis dans ces sortes de grottes laissées ouvertes par leurs effractions, touristes et antiquaires modernes — qui ont passé devant des œuvres apparemment condamnées à une assez prompte disparition à partir du moment où elles ont cessé d'être protégées de l'air.

La peinture égyptienne constitue ainsi un assez vaste répertoire d'œuvres qui se trouvent, peut-être provisoirement, mises à la disposition des critiques. A vrai dire, on ne doit pas oublier que nous ne connaissons pratiquement aucun art dans sa forme complète et pour ainsi dire parfaite. Ni l'art antique, si mutilé, et, pour le surplus, dépouillé d'une polychromie qui nous surprend mais qui constituait un de ses traits les plus saillants ; ni l'art médiéval, dépouillé lui aussi de son revêtement polychrome ; ni tant d'arts exotiques, eux aussi détachés de leur présentation originale ; pas même l'art de la Renaissance, lui aussi retouché et ruiné au point que la fresque italienne des ^{xv}^{me} et ^{xvi}^{me} siècles ne sera bientôt plus qu'un souvenir indirectement accessible à travers des témoignages et des reproductions.

Il est donc nécessaire, pendant qu'il en est encore temps, qu'un certain nombre de travaux analysent les techniques de la peinture égyptienne et dégagent les lois de son esthétique. Comme il arrive souvent, on vient de voir brusquement paraître un certain nombre de volumes consacrés à ce sujet. Ils sont loin, naturellement, de nous donner une appréciation unanime des caractères et de la valeur des objets présentés. Si un certain accord règne, en effet, dans le choix des œuvres, et pour désigner les morceaux les plus parfaits, il faut y voir la preuve que c'est en fonction du goût que se fait spontanément l'approche sensible des œuvres, et peut-être même la preuve qu'à travers les générations c'est le privilège de la Beauté que de se révéler immédiatement à l'observateur sensible. Cette appréhension spontanée de la Beauté constitue le surprenant privilège des arts plastiques — supérieur à celui de la musique, beaucoup plus enracinée dans les usages et les systèmes mentaux d'une époque. Mais il ne s'ensuit pas que la création

plastique échappe, cependant, à la règle qui veut qu'à travers ses œuvres l'homme exprime des valeurs et des techniques profondément enracinées dans un système d'intégration éphémère de ses sensations et de ses activités intellectuelles et pratiques. Le but de toute réflexion sur les arts n'est pas de prouver la Beauté qui s'éprouve, ni d'établir des échelles de valeur absolues. La remise en honneur de formes d'art négligées comme la peinture égyptienne implique un effort de notre époque pour ressaisir, en fonction de ses propres préférences, la valeur pour ainsi dire objective des œuvres considérées. Il s'agit d'abord de reconstituer à la fois le sens que les auteurs ont donné à leurs ouvrages et les valeurs qui, aux yeux de leurs contemporains, s'y attachaient au moment même où ils ont été exécutés. Le problème d'une certaine permanence du goût ne saurait être abordé que le jour où nous posséderons assez de documents sur les variations de la sensibilité esthétique dans l'histoire et sur la signification momentanée d'un grand nombre d'ouvrages mis en relation avec leur temps.

Il n'est pas choquant, par conséquent, loin de là, que certaines divergences d'appréciation se manifestent entre commentateurs ni que l'on s'efforce de déterminer les valeurs intrinsèques — s'il en existe — des formes de l'art égyptien par rapport aux échelles actuelles de notre appréhension de de la peinture. Le problème des valeurs propres de la peinture égyptienne et celui de ses relations avec l'art vivant sont inséparables. Encore faut-il se garder, comme on le fait parfois, d'en conclure un peu superficiellement que les principes qui ont inspiré cet art sont identiques aux nôtres. Nous ne comprenons pas et nous n'aimons pas l'art antique parce qu'il traduit nos pensées et nos actions comme veut le faire l'art actuel, mais parce que nous découvrons, par référence à notre expérience personnelle, la validité et la vraisemblance possible d'autres systèmes d'équivalence plus ou moins arbitraires avec la réalité, au niveau de l'expérience concrète, technique et sociale d'une époque. Il en résulte que la tentative faite par certains, comme M. André Lhote, pour retrouver dans la peinture égyptienne des solutions semblables à celles du Cubisme est discutable¹. On peut légitimement en revanche, envisager l'étude de cette peinture comme l'occasion d'établir non pas des relations d'analogie entre certains procédés isolés, membre à membre, des deux sys-

2. A. Lhote et Assia : *Les chefs-d'œuvre de la Peinture égyptienne* Paris, Hachette, 1954.

tèmes, mais des relations plus profondes entre les deux systèmes eux-mêmes envisagés l'un et l'autre globalement, comme des ensembles arbitraires valables en fonction de leur rigueur et de leur cohésion interne et non en fonction de leurs relations fragmentaires avec le réel. En d'autres termes, je ne crois pas qu'il soit légitime de considérer que les artistes égyptiens se soient posés les mêmes problèmes plastiques et intellectuels que nos artistes ; je ne crois pas que les termes de décoratif, d'à plat, ni même celui d'objet aient eu le même sens il y a trois millénaires qu'aujourd'hui ; je ne crois pas qu'il y ait un art immuable, mais je crois, en revanche, que c'est en mettant en parallèle des systèmes de cohésion fondés sur une identité absolue des sens en même temps que sur une mobilité permanente des activités intellectuelles de l'homme, qu'il est possible de mieux comprendre, l'un par l'autre et à la fois, deux arts aussi différents cependant dans leurs mobiles, leurs techniques et leurs ressorts que l'art de l'ancienne Egypte et l'art contemporain. Le problème posé est, à la fois, un problème de critique historique par rapport au présent et à l'histoire, et un problème d'analyse esthétique fondamental : quels sont les rapports entre la vision stable de l'œil et les systèmes élaborés qui manifestent les formes d'intérêt particulier de chaque génération pour le monde extérieur ? Les analogies indiscutables qui existent superficiellement entre certains signes et même entre certains modes d'assemblage de ces signes ne doivent pas nous faire oublier que c'est le mode d'association de ces signes qui fait la nature même de l'œuvre d'art. Car les signes ne sont pas le double du réel. La figuration plastique n'est jamais le transfert sur l'écran plastique d'une réalité extérieure à l'esprit. Ce qui constitue la qualité de l'œuvre d'art c'est son adéquation, non au réel mais à l'esprit du créateur. Or, cet esprit opère manifestement suivant des plans divers dans des milieux où les possibilités d'action de l'homme sur le monde extérieur sont entièrement distinctes et où ni les systèmes rationnels de causalité, ni l'espace ni le temps ne possèdent la même signification. Ce qui compte, finalement, ce n'est pas l'analogie extérieure des signes, la plus aisée à découvrir, mais le fait qu'avec des instruments identiques des hommes réussissent à exprimer une vision explicative du monde qui vaut moins par sa vérité que par sa cohérence.



Pour un spectateur non initié aux problèmes de l'archéologie égyptienne et qui se borne à noter ses réactions d' amateur de l'art moderne, trois éléments paraissent déterminer l'originalité fondamentale des œuvres récemment étudiées : la peinture égyptienne est, par rapport à la nôtre, une peinture sans couleur ; elle implique une conception différente des relations de l'œuvre et du spectateur, étant pour ainsi parler une peinture invisible ; elle implique aussi une conception différente des relations de l'œuvre et de l'artiste, manifestant une autre conception figurative et symbolique que la nôtre.

C'est, évidemment, un paradoxe que de parler de peinture sans couleur à propos d'un art qui manifeste, au contraire, un sens merveilleux de l'effet chromatique. On joue ce faisant, volontairement, sur le sens du terme de couleur, qui tantôt désigne la matière brute mise par l'industrie du moment à la disposition des artistes, tantôt caractérise, au sens esthétique, la sensation de variété ou de plaisir chromatique éprouvée par le spectateur. Or, la moindre initiation artistique apprend qu'il n'existe pas de relation immédiate entre la variété et la richesse des matières premières mises à la disposition de l'artiste et la souplesse ou la puissance de son coloris. L'accumulation de teintes pures juxtaposées sur une toile donne du gris. Il n'y aurait de relation simple entre les deux notions que si les couleurs étaient des attributs dans un univers soumis à un éclairage stable et diffus, sans ombres et sans reflets. En réalité, l'art du peintre ne consiste pas à observer et à reporter sur l'écran plastique à deux dimensions des couleurs situées dans l'univers et dont il posséderait le double. La Couleur pas plus que la Forme ne se trouve dans la nature sous l'aspect où elle entre dans l'art. Une œuvre n'est pas colorée dans la mesure où elle accumule des notations justes ou même vives, mais dans la mesure où elle constitue un système de relations où, si peu que ce soit, entre en jeu une variable de lumière. On peut faire une œuvre très colorée avec du noir et du blanc, ou avec une seule teinte. La notion d'uniformité, seule, est contradictoire avec celle de couleur.

L'art égyptien nous offre, de ce point de vue, un exemple particulièrement intéressant à étudier de peinture dotée de

moyens chromatiques extrêmement limités et, cependant, en possession simultanée de la puissance et de la variété, quoiqu'à vrai dire ce soit par l'étendue de ses effets qu'elle se révèle nettement moins parfaite que d'autres.

Il résulte de l'étude qui a été faite de l'ensemble des peintures funéraires actuellement conservées que les Egyptiens ne disposaient que d'un nombre très restreint de couleurs ou plus exactement de pigments. Ils utilisaient, d'une part, des terres, notamment des ocres — rouges, jaunes et brunes — du blanc de chaux et du noir de fumée, et, d'autre part, en plus de ces couleurs d'origine pour ainsi dire naturelle, ils en connaissaient d'autres sinon industrielles du moins fabriquées — à savoir les bleus et les verts produits par des frites de cobalt et de cuivre. Ils connaissaient aussi un jaune d'orpiment. A tout prendre, ils possédaient donc six couleurs fondamentales — rouge, jaune, blanc, noir bleu et vert — et ne se trouvaient pas spécialement défavorisés de ce point de vue, par rapport à beaucoup d'autres sociétés. Ce n'est que dans notre monde industriel du XIX^m^e siècle que la fabrication systématique de gammes de couleurs soigneusement étalonnées et très étendues, a commencé.

Prenons garde, au surplus, de croire que le système de couleur des Egyptiens se présentait comme un *plus* ou un *moins* par rapport à un système idéal et plus encore par rapport au nôtre. La reconnaissance de l'inclusion dans la lumière blanche des sept couleurs fondamentales étalées par le prisme ne date que de Newton et elle n'a produit ses conséquences esthétiques que deux siècles plus tard, au moment de l'Impressionnisme. Pour les Egyptiens la couleur n'était pas perçue comme une réalité abstraite, distincte à la fois des objets et de la lumière. La couleur servait à désigner globalement des choses, ou plus exactement des catégories de l'expérience. On voulait représenter le feuillage vert, la chair rouge des visages ou brune des corps, le noir des chevelures. Et, pour le surplus, on manifestait son pouvoir de coloriste en établissant, à partir de moyens matériels rudimentaires, sa faculté de constituer des gammes de teintes, c'est-à-dire des systèmes contrastés, générateurs de sensations différentielles dûment organisées.

Les peintres égyptiens ont connu l'art de faire valoir l'un par l'autre deux tons voisins : tel gris vert, comme l'observe M. Lhote, est intense sur un rouge saturé. En outre, grâce aux vernis, ils ont usé des brillances pour relever leur palette.

Enfin, ils ont magistralement utilisé les mélanges. Il est rare que leurs terres soient utilisées à l'état brut. Diluées dans l'eau avec un peu de gomme, les teintes de base sont le plus souvent associées. Les fonds montrent, en particulier, la pratique constante des teintes rompues : gris bleutés, ocres rosés, bruns et rouilles innombrables.

Il convient de noter que la peinture égyptienne n'est pas une fresque. Sur le fond, nuancé avec raffinement, l'artiste pose des teintes qui constituent une véritable peinture à la détrempe. On connaissait aussi la peinture à la cire. Certaines couleurs, comme les verts, ont très mal résisté à l'air ; d'autres, comme le noir de suie, étaient si fragiles que de très nombreuses chevelures ont purement et simplement disparu. Ce qu'il faut surtout retenir, c'est que les poudres colorées étaient utilisées dans un système pour ainsi dire à deux temps : tantôt en vue de teinter les fonds, tantôt en vue de peindre à proprement parler sur ces fonds.

Cette observation nous rend désireux de connaître la véritable part de l'artiste dans la réalisation de cette peinture. Intervenait-il au départ dans le choix des matériaux qui constituaient et teintaient les fonds, ou bien au contraire intervenait-il seulement lorsque le mur était lisse et tirait-il le meilleur parti possible de la surface qu'on lui offrait à couvrir ? Étant donné le peu de place attribuée aux couleurs industrielles — les verts, les bleus — l'art de peindre était assurément un artisanat et il ne devait pas exister d'écart fondamental entre les artistes qui maniaient des terres et le plâtrier ou le stucateur qui enduisait le mur. La peinture ne constituait pas un de ces artisanats de luxe qui, en raison de la préciosité des matières traitées, impliquait une certaine participation sinon une certaine dignité de l'ouvrier.

Ainsi cette double série d'observations nous amène à poser la question de la situation de l'artiste égyptien dans la société et de la destination de son œuvre.

Il appartient aux égyptologues de rechercher s'il existe des témoignages écrits sur la condition du peintre. Mais l'analyse directe des œuvres comporte, en elle-même, certaines conclusions. Quand on décorait une tombe, on peignait tantôt sur le rocher, tantôt sur une paroi. Mais même sur le rocher il y avait nécessairement une préparation. La question, au surplus, touche à un autre problème que celui des relations entre la coloration des fonds et des surfaces : celui des rapports entre la décoration sculptée ou gravée et la peinture. Il semble bien que la peinture murale ne se soit

pas développée à partir du bas-relief peint, mais à part. Il existe, en effet, des œuvres qui remontent aux débuts de la peinture égyptienne — notamment le Mastaba d'I'tet à Meïdoun — et qui attestent une recherche technique abandonnée par la suite, mais distincte de la technique du bas-relief rehaussé de couleurs. Il s'agit de décors réalisés par l'insertion dans la paroi de stuc de fragments de matières précieuses ou de pâtes colorées. Ce qui semble indiquer que les premiers artistes étaient plus près des orfèvres que des sculpteurs. Au reste, cette technique a été très tôt abandonnée et les peintures que nous étudions appartiennent toutes à la catégorie des œuvres où le rendu total est réalisé au moyen de procédés purement picturaux, c'est-à-dire à plat, par la seule combinaison des lignes et des teintes. Il est non moins certain que l'usage de peindre le bas-relief s'est toujours conservé, si bien qu'on est amené à penser que la décoration murale uniquement peinte répond à un souci d'économie ou de rapidité — qui se concilierait assez bien avec le fait que la majorité des œuvres conservées se trouve hors des tombes royales. Peinture de substitution qui se trouve un peu, par rapport à la sculpture, dans la position de la fresque romane par rapport à la mosaïque byzantine. Peinture non officielle, qui n'en est que plus révélatrice des qualités proprement esthétiques de l'art du temps.

La question de savoir quelle part l'artiste a pu prendre au choix des matériaux qui donnaient au fond sa teinte est encore liée à un autre problème, qui concerne le dessin des compositions colorées. Il existe, en effet, un certain nombre de peintures qui ont conservé des traces de mise au carreau des figures. Récemment M. André Lhote a prétendu, cependant, qu'il ne s'agissait pas de mise au carreau proprement dite, mais de lignes tracées après coup sur des figures esquissées directement sur le mur sans dessin préalable. Il s'agit sans doute, ici, d'un malentendu. Une fois de plus nous avons tendance à projeter nos conceptions et nos méthodes à travers le passé. Vraisemblablement les peintres égyptiens ne se servaient pas, comme les renaissants, d'un dessin préalable qu'il s'agissait de reporter sur la paroi en utilisant des carreaux servant de points de repère. Il faut exclure l'idée que le peintre conçoit ses compositions dans la solitude du cabinet et exécute en petit sa maquette plus ou moins définitive. Je suis entièrement d'accord sur ce point avec M. Lhote. Toutefois, l'idée que le quadrillage aurait été tracé sur l'œuvre achevée en vue de rendre plus visibles des coordonnées géo-

métriques possédant une valeur plus ou moins ésotérique me semble discutable. Il convient, en effet, de ne pas oublier que la méthode suivant laquelle l'artiste réalise en esquisse, et en petit, sa composition en vue de la reporter ensuite telle quelle sur le mur est très récente ; ce n'est pas elle qui constitue la règle mais l'exception : elle est liée au développement de l'usage général du papier comme moyen de travail ou plus exactement à une évolution intellectuelle antérieure à l'imprimerie et à l'essor du papier, et qui en est une des causes. Or, si l'on feuillette le traité de Cennino Cennini, on voit, dans le passage consacré à la mise en place du dessin sur le mur, comment, vers le début du ^{xv}^{me} siècle, on se trouve encore en pleine période intermédiaire. Déjà à ce moment les artistes esquissent leur projet en petit avant de le projeter sur le mur ; toutefois, il ne procèdent pas encore suivant la méthode qu'Alberti a été, une fois de plus, le premier à concrétiser. Pour eux, les lignes verticales et horizontales sur lesquelles s'établit la composition ne constituent pas un réseau complet recouvrant la totalité de la surface à décorer, notion qui implique une conception abstraite et unifiante de l'espace géométrique entièrement étrangère aussi bien aux hommes du moyen-âge qu'aux Egyptiens. Ces lignes ne possèdent de valeur que par rapport aux objets figurés et à l'espace mural à décorer. Il y a transfert et figuration d'éléments, il n'y a pas transposition figurative d'un espace considéré comme une réalité globale susceptible d'une interprétation à part. La conception de l'art est une conception analogique et de transfert mais on ne conçoit pas qu'il puisse exister des valeurs différentielles et conventionnelles pour des notions comme celles d'espace ou de lieu. Toute la religion égyptienne implique la perpétuité et l'identité des formes matérielles de l'existence. Il en résulte que la peinture égyptienne, aussi bien du reste que la peinture antique et la peinture médiévale, accuse bien davantage le caractère fragmentaire que le caractère figuratif de l'espace. Il serait bien intéressant d'approfondir la question et de savoir dans quelle mesure les Egyptiens ont approché d'une interprétation qui attribue à l'univers des lois géométriques. Mais c'est un problème qui dépasse la critique d'art que celui de la valeur réaliste ou figurative de la géométrie en Egypte.

Il est clair en tout état de cause que, là même où il n'existe aucune trace de quadrillage, les compositions égyptiennes ont été faites à partir d'un schéma linéaire rigoureux. La mise en page de peintures, qui comprennent toujours de nom-

breux sujets sans relation réaliste de grandeur les uns avec les autres, implique nécessairement le recours à des préparations linéaires qui tiennent compte de l'équilibre et de la cohérence individuelle des formes à défaut de la notion plus englobante du damier. Comme on le voit encore dans le traité de Cennini, les artistes utilisaient sans doute le cordeau et le compas pour déterminer la verticalité des figures. Les divers éléments de la composition sont coordonnés entre eux non pas en fonction de leur position réciproque par rapport à la vision unique et immédiate de l'artiste-spectateur, mais par rapport à leur représentation individuelle sur le mur. L'espace vaut l'espace. La transposition figurative ne concerne que des objets à l'exclusion des cadres de la vision soustraits à toute spéculation. Ainsi s'explique l'aisance avec laquelle des figures d'échelle très différentes et très stylisées cohabitent et s'imbriquent les unes dans les autres.

La conception spatiale qui résulte de cette pratique est entièrement différente de celle à laquelle des siècles de Renaissance nous avaient accoutumés. Elle contribue à expliquer le sens et la méthode d'utilisation de la Couleur.

Il existe de nombreuses compositions où la couleur n'est pas posée sur le dessin, mais où c'est le dessin qui est posé sur la couleur. Tel est le cas, par exemple, d'une fresque de la tombe de Nakht où l'on voit un paysan buvant à l'outre : l'arbre est représenté par une teinte gris bleutée sans contours et le dessin sert à représenter, à l'intérieur de la forme synthétique ainsi délimitée, le tronc et les ramures. Il en va de même dans la tombe de Menna. Un charmant détail de la tombe de Djoserkaraseneb nous montre une pelle portée sur une épaule que figure la même teinte bleue verdâtre que les arbres des autres tombes, mais qui ne possède aucun contour et qui, par surcroît, est bordée d'une sorte d'auréole d'ocre, la même teinte apparaissant comme une tache au point de fixation du manche. Il en résulte que ce motif est représenté par des moyens colorés à l'exclusion de tout dessin au sens usuel du terme. Il en résulte aussi que les relations traditionnelles, dans notre système actuel de représentation figurée, entre la ligne et la couleur sont aussi étrangères à l'art égyptien que les distinctions entre l'objet et l'espace. La tombe d'Ouserhat nous montre des animaux, un lièvre qui fuit devant le chasseur, où le désaccord, plus exactement la dualité, entre la figuration colorée et la figuration linéaire est manifestement voulue, procurant un effet que seul Cézanne retrouve parfois dans certaines de ses

œuvres, où il utilise également cette dualité du rendu par la couleur et par la forme. De même, d'innombrables motifs, comme tous ceux où des feuillages sont figurés par une teinte dont les contours ne coïncident pas avec l'arabesque linéaire, ou comme tous ceux où des figures, peintes avec les couleurs vulgaires de la palette égyptienne, sont rehaussées par la figuration de bijoux représentés sans contours et rendus avec des couleurs rares : bleus, verts, jaune d'orpiment. Il est tout à fait évident que la relation entre forme et couleur n'est pas plus semblable ici à celle qui a régné longtemps dans le monde occidental moderne que la relation entre l'espace plastique et l'espace opératoire. Ce qui souligne toujours davantage l'illusion de ceux qui pensent que l'homme éternel possède une sorte d'appréhension fondamentale commune de la peinture. A partir d'une sensibilité commune les artistes de tous les temps établissent des systèmes qui, jamais, n'englobent la totalité des possibilités figuratives. Il s'ensuit, à la fois, que les œuvres d'un groupe humain sont, par certains côtés et par certains côtés seulement, accessibles à d'autres à travers le temps et l'espace, mais que, même là où apparaissent certaines analogies formelles, toutes fragmentaires, entre certains procédés, les systèmes d'intégration et de signification sont irréductibles. D'une société à l'autre, ils peuvent être reconstitués et pénétrés sur le plan de l'intellection ; ils ne peuvent jamais être identifiés et ils ne peuvent jamais servir deux fois à une création originale représentative des instances vitales de l'homme et de l'artiste.

Il sortirait du cadre de cette étude d'approfondir les différents procédés auxquels les peintres égyptiens ont eu recours dans le maniement de la couleur comme élément de représentation différentielle de la forme. Il y faudrait une illustration et une illustration en couleur. Chacun pourra s'essayer à des déchiffrages en utilisant le très bel album édité par M. Mekhitarian aux éditions Skira qui constitue, sans aucun doute, le meilleur répertoire actuel pour une étude de ce genre¹. Utilisation de la couleur tantôt comme lieu figuratif conventionnel, tantôt comme couleur locale ; attribution de certaines couleurs alternativement à des lieux et à des objets différents ; prédominance tantôt de l'ordre allusif et tantôt de l'ordre proprement plastique ; utilisation simultanée de

3. *La Peinture égyptienne*, par Arpag Mekhitarian. *Les grands siècles de la peinture*, Skira édit., Genève, 1954.

la couleur et de la forme pour créer un système de plans limités qui établissent certaines relations entre la peinture égyptienne et la sculpture en bas-relief ; utilisation des bandes alternées tantôt pour donner du relief à un détail et à un objet, tantôt au contraire pour créer une atmosphère ambiante ; relations de la couleur utilisée comme fond ou comme surface plate et de la couleur utilisée comme rehaut, toute une étude est à entreprendre, sans perdre de vue qu'en aucun cas il ne doit être question de retrouver des formules connues mais qu'il s'agit, au contraire, de déterminer, là même où il existe une parenté entre certains procédés de détail, l'originalité absolue d'un système uniquement valable comme un tout et lié, d'une manière absolue, à la pensée irrévocablement dépassée d'un monde qui n'est plus le nôtre.

*
**

Les mêmes mots et les mêmes signes correspondent ainsi, du point de vue de la technique, à des réalités différentes de l'Égypte antique à nos jours. Autant que les moyens qui découlent du caractère original des notions de forme et de couleur, les fins particulières qui ont inspiré les peintres égyptiens nous déconcertent. Comme j'ai parlé, en paradoxe, d'une peinture sans couleur pour bien souligner l'immense différence qui existe entre notre sens actuel de la couleur et le leur, ainsi pourrait-on aussi parler d'une peinture invisible pour bien marquer l'abîme qui sépare notre conception actuelle des buts de la peinture et la leur.

Il ne s'agit pas de rechercher, à travers des sources de documentation indirecte, ce qu'on peut savoir de la place de l'artiste égyptien dans la société. Il faut essayer d'interpréter directement les œuvres telles qu'elles nous apparaissent, étant entendu qu'une telle réflexion devrait être prolongée par des études plus larges qui utiliseraient l'ensemble des sources existantes.

Il y a un fait certain : la peinture égyptienne fut essentiellement une peinture de tombeaux. De ce fait, elle a été exécutée sur des emplacements non seulement peu accessibles, mais obscurs. Nous sommes loin de la conception qui a engendré la peinture des Temps Modernes ou du Moyen-Age, vouée à la manifestation d'une idéologie religieuse ou civile, loin de la peinture antique vouée au décor de la vie domestique. Non seulement on se demande pourquoi s'est développé un art destiné au secret, mais même comment il a pu être matériellement réalisé. Cette peinture, en effet, a

été exécutée sur des surfaces murales si profondément ensevelies dans la terre que le jour ne les éclaire jamais et elles sont si délicates que l'usage un peu prolongé de flammes à l'air libre dans leur voisinage les altère. Beaucoup ont ainsi irrémédiablement souffert de la présence, dans les chambres sépulcrales violées, d'anachorètes qui les ont à la fois enfumées et mutilées.

Admettant même que l'exécution ait été suffisamment rapide pour que la flamme n'ait pas eu le temps de les souiller au départ, on doit admettre que le plus inconcevable, c'est au premier abord le gaspillage de tant de travail et de talent pour la seule satisfaction des morts. Cependant, on se rend vite compte à la réflexion que le problème est le même en ce qui concerne une part très importante des autres activités artistiques de l'Égypte antique. Combien de chefs-d'œuvre de statuaire, combien de bas-reliefs, combien de sarcophages en bois peint, combien de merveilleux bijoux ont été faits pour les morts et ensevelis à jamais, du moins dans la pensée des contemporains, avec eux. Ce qui, en définitive, constitue le véritable problème de la peinture égyptienne, ce n'est pas le fait qu'elle ait été ainsi destinée à disparaître dès son achèvement, c'est qu'elle semble avoir été seulement utilisée pour la décoration de la demeure des morts.

Lorsqu'il s'agit, en effet, des autres formes de l'art égyptien, en particulier de la statuaire et des arts du luxe personnel ou domestique, on peut mettre toujours en parallèle d'autres ouvrages destinés au plein air. Quand il s'agit, en revanche, de la peinture il n'existe pas de point de comparaison dans les vestiges de la vie terrestre. Il se peut que je me trompe, mais, à ma connaissance, il n'existe pas de vestiges de peintures murales extérieures. Peut-être au surplus la question a-t-elle été peu étudiée. Etant donné la fragilité de la technique utilisée on admettrait aisément qu'il ne soit rien resté des œuvres exposées à l'air. Tous les ensembles qui nous sont parvenus sont mutilés et le plus clair de ce que nous savons du cadre de la vie égyptienne nous est précisément donné par la sculpture et la peinture contemporaine. Je ne sache pas qu'on ait signalé, cependant, dans ces vestiges, d'ensembles qui nous donnent l'image d'un intérieur réaliste au sens moderne du terme et décoré de peintures murales. Mais, précisément, nous attendons peut-être là une chose que l'art égyptien ne pouvait pas nous donner. Quand nous parlons de réalisme, nous entendons, avant tout, la représentation d'un ensemble faisant apparaître la situation

réciproque dans l'usage utilitaire et familial de différents objets. Etant donné que, pour les Egyptiens, la notion de figuration globale, ou plus exactement celle de transfert illusionniste d'ensembles ordonnés en vue d'une action occasionnelle, n'existait pas, on doit considérer comme logique l'absence de toute représentation pittoresque et anecdotique au sens actuel du terme. Pour les Egyptiens, ce qui compte, ce n'est pas la valeur actuelle et occasionnelle des choses, mais au contraire leur valeur permanente. D'autre part le cadre est en général supposé connu. Dans notre forme actuelle de civilisation, curieuse de tout ce qui est documentaire et inédit, la description domine. Pour les Egyptiens aucune différence substantielle ne devant distinguer la vie d'outre tombe de l'actuelle, il ne paraissait pas nécessaire d'informer sur des ensembles. Ainsi ce sont les relations du détail à l'ensemble qui ont changé et qui commandent le mode fondamental de la figuration plastique.

On a remarqué, aussi, que la plupart du temps les décorations peintes dans les tombes sont inachevées. Il y a, toujours, dans quelque partie de la chambre peinte, des parties achevées voisines d'autres qui le sont de moins en moins jusqu'à la simple esquisse. Il serait paradoxal de penser qu'aucun des possesseurs d'un tombeau n'ait prévu suffisamment à l'avance la nécessité de l'achever. Il paraît plus probable de croire que la représentation peinte ou sculptée du matériel que le mort emporte avec lui dans l'Au-delà étant destinée à le pourvoir du nécessaire pour l'éternité, il paraissait plus sage de ne pas lui procurer ce nécessaire d'une manière limitative.

Pour s'en tenir à des observations de caractère esthétique, il est de fait, d'abord, que la peinture des tombes qui nous a été révélée montre l'existence d'une évolution. Les observateurs peuvent attribuer avec certitude à première vue tel décor à telle époque. Le rythme de cette évolution est, à vrai dire, assez lent. Rien de comparable à celui de nos modes actuelles. En revanche, des origines, beaucoup plus récentes que celles de la sculpture notons-le, à l'ère ptolémaïque, la courbe de l'évolution est indiscutable. Par conséquent, il a existé des écoles, des styles, ce qui implique la possibilité pour les artistes de se former par la vision des œuvres d'autrui. L'évolution est, en effet, très classique du simple au compliqué, de la stylisation la plus grande à l'anecdote. Apparemment, parce que, précisément, les impératifs vitaux qui ont inspiré les premières œuvres ont tendu,

comme toujours, à devenir de moins en moins apparents, de moins en moins satisfaisants. On a multiplié les détails à mesure de l'affaiblissement des valeurs intellectuelles qui avaient suscité les premières œuvres.

Ce qui semble évident c'est que jamais la peinture n'a occupé dans l'art égyptien une place de toute première importance. Rien de comparable à la sculpture et l'architecture. La raison de cette relative infériorité nous aide, sans doute, à comprendre la forme de l'art que nous étudions. Apparemment, le caractère fragile de cette technique n'avait pas échappé aux anciens si attachés à l'œuvre éternelle. De là à penser que la peinture n'est venue que comme un substitut des autres arts, il n'y a qu'un pas. L'examen de la technique nous montre que le peintre est tout proche du stucateur, il n'est guère qu'un ouvrier. Sans doute ne lui confiait-on pas le soin de fixer dans la demeure des morts les signes les plus essentiels, réservés au sculpteur ou au décorateur de sarcophage. Plus exactement, sans doute, le revêtement peint des parois du caveau funéraire était-il envisagé comme une sorte d'enveloppe extérieure des sarcophages. Par conséquent, comme un décor qui en complétait un autre au lieu de se suffire à lui-même. C'est, probablement, la raison pour laquelle cette décoration apparaît toujours énumérative. Les maîtres-mots qui devaient accompagner le mort dans la vie éternelle, c'était à la sculpture et à l'architecture qu'on les confiait. Et c'est, apparemment, pourquoi la peinture égyptienne s'est satisfaite d'un système assez pauvre et assez stable, où la part, comme on l'a vu, de la géométrie est réduite. Les Egyptiens ont, plus que tout autre peuple, réussi à incorporer dans des ouvrages d'art des canons figuratifs où s'exprime une compréhension précise de l'ordre universel. Mais, pour eux, ce sont les grands arts, ceux qui utilisent des matières durables et ceux qui ordonnent la forme générale de la vie et de la mort, qui sont chargés de dire la vérité. Contrairement à la peinture des Temps Modernes qui s'efforce de suivre, au jour le jour, les formes changeantes de la pensée et de convaincre le spectateur de vérités discutables, l'art égyptien a voulu incarner dans des œuvres immuables une vérité immuable, qui ne reposait pas sur l'observation des formes momentanées de la vie terrestre, mais, au contraire, sur la connaissance des mouvements de l'univers. La peinture égyptienne représente l'homme et non le monde. Elle ne pouvait être, dans cette forme de pensée, qu'un auxiliaire du grand art.

*
* *

Une peinture sans couleur, a-t-on dit, et une peinture invisible. Il serait plus juste de parler d'une utilisation de la couleur opposée à celle de la Renaissance et des Temps Modernes, ou d'une conception chromatique qui repose sur les gammes et les valeurs et non sur l'autonomie des pigments. Il serait plus juste, également, de parler d'une peinture qui repose sur la notion de représentation et non sur celle de contemplation. On ne saurait dire, pourtant, que le but du peintre égyptien ne soit pas de charmer ou d'émouvoir. De toute évidence sa personnalité n'est pas absente et, dans le cadre positif qui lui est concédé, il se plaît à introduire des nuances de sensibilité toutes proches des nôtres. Telle scène de toilette est pleine de grâce, telle scène rustique de réalisme ou d'humour. Les artistes égyptiens sont des hommes comme nous.

Ainsi se trouve posé le double problème qui matérialise la difficulté capitale d'une interprétation qui, tout en enregistrant certaines analogies aussi bien des techniques et des signes que des sentiments, veut rester consciente de tout ce qui sépare foncièrement, irréductiblement, deux arts aussi profondément représentatifs de leur époque que la peinture égyptienne et la peinture moderne.

Comme on l'a dit au départ, en plus du problème de la technique, en plus du problème du programme et de la destination de l'œuvre, il existe un dernier problème : celui des rapports qui existent entre l'œuvre et le créateur. Peut-on considérer, en somme, que, d'une civilisation à une autre, la notion de figuration soit immuable ? De ce que les sentiments et la vision soient stables à travers tous les avatars de l'humanité, s'ensuit-il également que certaines facultés, comme celle qui permet aux artistes de représenter sous une forme imagée ces sentiments et ces perceptions, soient également stables ?

La question dépasse largement le problème de la seule peinture égyptienne. Elle est à la mode. Elle inspire de nombreuses interprétations de caractère historique et aussi tout un courant de la peinture actuelle. En somme, ceux qui parlent de la monnaie de l'absolu et ceux qui pensent que la destinée présente de l'art est dans la voie d'une abstraction totale procurant à l'artiste la faculté de matérialiser immé-

diatement sur la toile les caprices de sa vision intérieure sans référence au langage traditionnel de ses prédécesseurs, se trouvent liés par une croyance commune dans la fixité du mécanisme qui permet aux uns de matérialiser en signes leur émotion et aux autres de la rejoindre par l'intermédiaire d'une faculté de captation des signes figurés commune à tous les êtres humains. Il existe, assurément, de grandes divergences de vues entre ces différentes catégories d'artistes et d'amateurs, et pourtant ils ont, chacun d'une certaine manière, résolu dans le même sens le problème de la stabilité absolue de la fonction figurative. Il semble qu'un des grands intérêts de l'étude de formes d'art aussi fortement constituées que la peinture égyptienne, aussi voisines par certains côtés de quelques recherches actuelles et aussi irréductibles finalement à toute identification, valable, constitue un exemple remarquable en vue d'une démonstration de la forme sans cesse mobile au contraire de cette fonction figurative, trop souvent confondue purement et simplement avec la vision.

Des recherches récentes sur le problème de la couleur ont permis de bien établir qu'il existait, d'une part, une fixité indiscutable de l'appareil optique (réserve faite de l'existence de nombreuses anomalies et du fait, bien évident, que, si la grande majorité des humains se trouve d'accord dans une époque donnée pour interpréter selon le même mode des phénomènes physiques identiques, il ne s'ensuit nullement que leur vision soit rigoureusement la même) et, d'autre part, qu'à aucun moment l'expérience scientifique la plus rigoureuse ne parvient à enregistrer, à l'état pur, le fait physique de la perception. La rapidité de succession des influx nerveux dans la rétine est si grande, l'œil est si actif, qu'en vérité toute perception est constituée par une série différenciée d'influx élémentaires. Or, ce qui est immuable, c'est l'influx ; dès que nous entrons dans le domaine de la perception, nous sommes dans le domaine d'une activité cérébrale et il y a interprétation spatio-temporelle des phénomènes. Là où le scientifique parle de vision, l'esthéticien parle, en réalité, de perception, c'est-à-dire d'un phénomène psycho-physiologique élaboré. A ce niveau, il n'y a pas plus de difficulté à admettre, notons-le bien, une unité générale de la perception artistique englobant une diversité aussi grande qu'il existe de perceptions individuelles qu'à constater que l'espèce humaine existe mais qu'elle se partage en individus dont chacun représente une personnalité unique.

Le problème de la vision plastique est radicalement insoluble pour tous ceux qui cherchent à établir une relation entre le phénomène abstrait de la vision pure au sens physique et physiologique du terme et les activités esthétiques de la société. Il ne se pose d'une manière accessible que sous l'angle esthétique, étant admis que le but de toute activité créatrice de signes formels relève d'une psychologie comparative, différentielle et historique.

Quand on nous dit, alors, que l'actualité de la peinture pharaonique résulte du fait que les peintres sortis du Cubisme se rencontrent avec les artistes de l'ancienne Egypte dans la pratique d'un certain nombre de formules figuratives concrètes, il est permis d'être sceptique. Pour les raisons qu'on vient de dire, les « analogies » susceptibles d'être observées entre peinture égyptienne et peinture moderne sont trompeuses. La peinture égyptienne est tout le contraire d'une peinture désincarnée ; elle crée des objets dont l'utilité pour ainsi dire matérielle est incontestable. Elle ne se pose pas, d'autre part, de problèmes figuratifs dans le sens moderne puisqu'elle ne réalise pas en vue d'une contemplation, mais pour que les choses représentées existent, abstraction faite de toute visibilité. Il en résulte que l'on ne saurait identifier la conception des plans figuratifs dans les deux systèmes. Abstraite ou non, la peinture actuelle est faite pour éveiller chez le spectateur des facultés d'estimation qui sont absentes de l'égyptienne. Il n'est pas logique d'attribuer à l'art égyptien un dessein d'évasion de la perspective tridimensionnelle, puisque cette possibilité n'est concevable ni plastiquement ni intellectuellement parlant à cette époque. La véritable analogie esthétique qui existe entre les deux systèmes, la seule, c'est qu'ils constituent également une forme inventée. Dire que nos formules ont été prévues par les artistes des pharaons ou que certaines valeurs esthétiques, comme la valeur émotive des objets ou le refus des valeurs tactiles, sont communes au Cubisme et à l'art égyptien, c'est refuser leur spécificité aux diverses formes de civilisation, c'est nier les structures différentielles de l'esprit. Doués des mêmes organes, les Egyptiens n'avaient, en revanche, ni la même perception ni la même sensibilité que nous, parce qu'ils possédaient d'autres connaissances intellectuelles et que leur appréciation des valeurs morales et sociales était entièrement différente. Ils ne peignaient pas pour orner mais pour pourvoir. La distinction qu'on vient de faire entre le problème de la vision et celui de la figuration — qui constituent l'une une

donnée physiologique immuable et l'autre une fonction intellectualisée — montre les causes profondes de l'équivoque. Apparemment, toutes les visions sont incluses virtuellement dans l'œil humain et il est toujours possible, en conséquence, de découvrir, à travers le champ complet des cultures, quelque analogie entre des signes plastiques tirés d'une expérimentation toujours analytique des données pures de nos sens. Mais, encore une fois, une forme plastique n'est pas engendrée par le transfert plus ou moins réaliste sur l'écran plastique d'une vision plus ou moins fine ou adroite d'une réalité commune à tous les esprits. L'œuvre d'art est un ordre. Si même on prouve que cet ordre s'établit avec des éléments qui ont déjà servi à la constitution d'autres systèmes, il ne s'ensuit pas que les systèmes se recouvrent. Un ordre plastique n'est jamais une somme de combinaisons ou de solutions partielles. Il n'existe que comme un ensemble à la fois figuratif et matériel. Il est aussi absurde d'identifier des systèmes plastiques parce qu'ils utilisent certains signes conventionnels analogues, que de vouloir identifier la géométrie des Egyptiens et celle de Descartes ou d'Einstein sous prétexte qu'on rencontre dans chacune d'elle le carré ou le triangle.

Ces observations aboutissent à nous rendre attentifs à deux notions capitales pour la compréhension du problème qui nous intéresse ici de la parenté réelle des arts et de leur spécificité. Formé de signes inventés, et qui se rangent cependant parmi l'innombrable série des signes analogues que les sociétés ont imaginé depuis des millénaires, l'art égyptien est aussi en rapport avec d'autres signes caractéristiques de l'époque. Il est totalement impossible au non spécialiste d'aborder même le problème des relations entre les signes de l'écriture et les signes graphiques. Il est certain, cependant, que, surtout aux époques primitives, il a dû exister des relations entre les signes purement plastiques et les signes servant à la notation du langage vocal. Notre notion de l'écriture est phonétique et verbale, celle des Egyptiens est imagée. Il ne fait pas de doute que cette situation implique des conséquences incalculables.

L'autre notion, qui nous est, elle, plus accessible, c'est que la peinture égyptienne, qui se présente si largement à nous en relation avec le langage, est également, par certains côtés, liée, d'une manière beaucoup plus étroite que de nos jours, aux techniques artisanales. On oublie trop souvent qu'une œuvre d'art est, toujours, un produit de l'habileté

manuelle de l'homme. Elle est aussi bien un faire qu'un langage ; elle produit essentiellement des œuvres qui sont des objets. Même de nos jours la peinture, dans ses productions valables, aboutit à la fabrication d'une chose dont les qualités s'apprécient en fonction de l'habileté de la main autant que de la réflexion abstraite de l'artiste. Pour un artiste véritable, le point de départ de toute recherche est dans la pratique, c'est la signification générale qui se trouve surajoutée à l'œuvre réalisée. Ce n'est pas en vue d'habiller un concept d'une forme que surgit l'idée plastique. Les modes d'intégration figuratifs, auxquels nous trouvons des analogies conceptuelles, n'ont pas guidé la création ; ils sont réels, mais comme produits, non comme source de l'activité créatrice.

Aussi bien toutes ces questions de l'objet figuratif, du caractère plastique ou esthétique de l'œuvre d'art, de la parenté entre elles des différentes familles de signes, dépassent-elles largement et le cadre de cette étude et le niveau actuel de nos connaissances. On a quelque tendance à s'imaginer, parmi les philosophes, que le problème du signe plastique est susceptible de se laisser saisir à travers une compréhension spontanée et commune aux initiés et aux profanes. Il en résulte une assez vaste littérature consacrée au problème du signe où l'on considère comme allant de soi la valeur essentiellement symbolique de toute œuvre d'art. Discutable même dans le domaine littéraire, cette conception intuitionniste et au fond mystique de l'art efface les différences ; elle est unifiante et dissolvante ; elle ramène l'art aux langages verbaux. Sous prétexte de le dignifier, de le faire entrer dans la catégorie des grands moyens d'expression de l'humanité, elle le dissout.

L'artiste n'a jamais honte de faire œuvre manuelle. Son art est une conduite autant qu'une spéculation. Il ne faut pas sacrifier la psychologie de l'artiste à celle du spectateur et il ne faut pas oublier que, comme toutes les œuvres humaines, l'œuvre d'art, pour être entendue, exige une initiation. La difficulté que nous éprouvons à fixer ne fût-ce qu'une méthode lorsqu'il s'agit d'aborder l'étude d'un art éloigné comme celui de l'ancienne Egypte ne doit pas nous laisser ignorer qu'une égale difficulté existe lorsqu'il s'agit d'étudier l'art du monde qui nous entoure. Ce que les artistes nés ont à dire, ils le disent par l'intermédiaire de leurs œuvres. C'est en examinant leurs attaches aussi bien avec le social qui les accompagne qu'avec un répertoire de signes maté-

riels relativement aussi stables que les signes verbaux ou les signes scientifiques, qu'il nous sera possible de développer progressivement une connaissance encore extraordinairement rudimentaire d'un des modes d'expression les moins étudiés jusqu'ici de tous ceux dont se servent les hommes pour communiquer entre eux.

Pierre FRANCASTEL.

Les Livres

Chansons cubaines, de *Nicolas Guillen*, traduites de l'espagnol par *Cl. Couffon* avec le texte original en regard. (Éditions Pierre Seghers).

Cette petite anthologie qui résume en 25 poèmes une œuvre étalée sur un quart de siècle, permet de comprendre l'immense popularité de Guillen à Cuba, et dans l'Amérique latine tout entière. Il est peu de poésies qui soient, au même degré, populaires par la simplicité de leurs thèmes, par leur allègre cadence et surtout par le don de transposer en verbe rythmé les impressions, les sentiments et les caractères communs d'un peuple : la nostalgie de la liberté des grands bois primitifs, le travail harassant au grand soleil des tropiques, parmi les champs de canne à sucre, le creux douloureux de la faim, la langue desséchée, la crainte des monstres et des dieux de l'ombre originelle, l'amitié bon enfant des âmes simples, la main qui se tend, le coude à coude des foules bigarrées en éternelle partance, en éternelle attente sur les môles et les rivages de la mer des Antilles, foules blanches, noires, chinoises ou mulâtresses, où *les couleurs ont couru et pas un ton n'est stable*.

Les chansons transcrites, les plus connues, les plus souvent citées en Amérique latine, appartiennent en majorité au premier recueil du poète : *Motivos de son*¹, dont le thème de la rage constitue le leit motiv. Dans ces chansons de jeunesse, publiées à 28 ans, Guillen, qui unit en son sang le double héritage du maître espagnol et de l'esclave africain, exprime moins la révolte du noir antillais, que sa vitalité, sa joie de vivre, ses nostalgies d'Afrique, ses tristesses insondables de bête perdue, ses sursauts de bruyante allégresse. Le poème chemine à un rythme de tambour et de tam-tam, dont le texte français de Couffon épouse étroitement l'allègre sautillement.

*Le serpent mort ne peut manger ;
Le serpent mort ne peut siffler,
ni s'avancer,
ni s'élancer*

*Moyambé-bombé — moyambé
Sensemaya, vois le serpent
Mayombé — bombé — mayombé
Sensemaya ne bouge plus*

1. *Motif de son*. La Havane, 1930.

Cette exubérance primitive, ce jaillissement de poésie apparaît néanmoins ployé à la stricte discipline de la versification espagnole la plus savante. Cette intime fusion de deux sangs, de deux rythmes, de deux poésies, est matérialisée dans la *Ballade des deux Aïeux* :

*Ombres que je suis seul à voir,
mes deux aïeux me font escorte...*

*L'Afrique des forêts humides
et des gongos épais et sourds...
Une eau trouble de caïmans,
un vert matin de cocotiers...*

Je suis las

(Dit mon aïeul blanc)

*O voiles qu'enfle un vent amer,
O galion qui brûle sous l'or...*

Je me meurs

(Dit mon aïeul noir).

Les influences espagnoles se précisent dans la poésie de Guillen à l'époque de la guerre d'Espagne, à laquelle il participa dans les forces républicaines et qui lui inspira un recueil de poèmes épiques et populaires : *L'Espagne en quatre angoisses et une espérance*². Ces chants de guerre faisaient suite à deux recueils qui inaugurèrent, dans l'œuvre de Guillen, le cycle de la poésie d'action sociale : *Les Chants de soldats*³ et surtout *West Indies, Ltd*⁴, long poème où s'exprime, tantôt sur un rythme haletant de fureur contenue, tantôt sous forme de mordante épigramme ou de complainte populaire, la longue rancœur des peuples caraïbes contre les « colonels de terre cuite », les « politiciens à tout faire », les bureaucrates « d'accord pour s'immoler à la nation à deux cents dollars mensuels » et les exploiters *yankées*, leurs « trusts and companies », et leurs croiseurs qui « sillonnent l'eau ingénue de quilles ambitieuses ».

*Les cannes — longues — tremblent
apeurées devant la machete.
Les cris des maîtres
claquent, pareils à des fouets, secs et durs.
De cette masse obscure
de mendiants au travail
une voix s'élève qui chante :*

*Couper les têtes comme les cannes,
Clac, clac, clac !
Voici ma machete et sa lame,
Clac, clac, clac !*

2. Valence, 1937.

3. Mexico, 1937.

4. La Havane, 1934.

*La faim s'avance sous les porches
remplis de têtes jaunes
et de corps de fantômes,
cherchant l'alcool problématique ...
Nuits que hantent les prostituées ;
bars où s'entassent les marins.
O carrefour de cent chemins,
pour les bandits, les boucaniers.*

*Pour trouver notre subsistance,
il faut travailler sans repos...
Si je mourais maintenant même,
O quelle joie, mère, j'aurais...
On me tue si je ne travaille,
et si je travaille on me tue.
Toujours on me tue, on me tue,
 toujours on me tue.*

Elena de la SOUCHÈRE.

Le Cinéma.

Les Cinq de la rue Barska, d'*Alexandre Ford*.

On aurait tort de réduire les cinémas nationaux des démocraties populaires au rôle de simples satellites du cinéma soviétique. Les films tchèques, hongrois ou polonais ont très souvent une originalité profonde et sont irréductibles à un modèle commun. *Ghetto Terezin*, par exemple, qui est le chef-d'œuvre du cinéma tchèque de l'après-guerre, serait considéré en U.R.S.S. comme une œuvre formaliste, et je ne vois guère de techniciens soviétiques capables de le réaliser. Pensons aussi aux dessins animés des studios de Prague, qui valent du Bosustov. Et voici maintenant *Les cinq de la rue Barska*, un film polonais d'*Alexandre Ford*, qui est d'une beauté plastique assez exceptionnelle.

Cinq jeunes gens sont condamnés avec sursis par un tribunal pour enfants. Le juge les place sous la tutelle d'un curateur, un maçon de Varsovie, qui leur trouve de l'embauche sur les chantiers de la voie Est-Ouest. Ils s'adaptent assez facilement : travail d'équipe et surtout travail d'adultes. Mais ils ont gardé l'habitude de se réunir dans un immeuble en ruines où le garçon qui les avait dénoncés est tué accidentellement au cours d'une bagarre. Ces gosses deviennent des proies faciles pour un agitateur de l'armée Anders, une sorte de roquet aristocratique qui tient de l'officier de carrière et du pédéraste oriental. Une longue séquence dans les égouts, un attentat manqué, une fin heureuse : ces délinquants primaires ont liquidé leurs conflits personnels, ils trouveront place dans la Pologne nouvelle.

Le grand mérite d'*Alexandre Ford* est d'avoir évité les tentations de l'art officiel. Il a dit ce qu'il avait à dire en conservant à son récit la densité dramatique, la qualité formelle et l'humour du cinéma qui nous est cher. Une scène aussi rabâchée que le bal au foyer des jeunes est traitée dans le style même du music-hall : caméra au sol, poème visuel d'étoffes colorées. La visite d'un ministre à la voie Est-Ouest garde un côté fraternel qui nous rassure. Le stakhanoviste se trompe d'officiel : il serre la main d'un chef comptable, puis d'un dessinateur. Il n'aurait jamais cru que le ministre était cet homme simple, un peu débraillé, venu en voisin. Ce goût du détail vrai sauve les séquences les plus délicates. Une vieille dame perdue dans le passé, un margoulin et des ouvriers gueulards symbolisent l'ancienne génération sans que la description tombe dans l'allégorie.

La couleur fait des *Cinq de la rue Barska* l'équivalent plastique de *La*

porte de l'enfer. Dès la première séquence, l'image d'une femme-juge, traitée comme un Memling, est saisissante. Des bleus de rêve, — je pense à l'escalier qui mène au repaire des gosses — et des verts étonnants — je pense à l'ouverture de l'égout — transforment des plans de raccord en cinéma d'avant-garde. Alexandre Ford a su concilier la recherche formelle et le contenu social. Le fait est assez rare pour être signalé.

Raymond BORDE.



Le démon des eaux troubles, (*Hell and high water*), de Samuel Fuller.

Voici le premier Cinémascope anti-rouge. Il a été réalisé par Samuel Fuller, un « spécialiste » des problèmes d'Extrême-Orient auquel on doit deux films assez ignobles, *J'ai vécu l'enfer de Corée* (*The steel helmet*) et *Baïonnette au canon* (*Fixed bayonets*). Techniquement banal, *Le démon des eaux troubles* n'appellerait aucun commentaire, s'il n'était que l'un de ces récits d'aventures en technicolor dont nous inonde l'Amérique.

Mais il s'agit de tout autre chose. Les rouges ont créé une base atomique dans une île perdue aux confins du Pacifique Sud. *A titre privé*, des savants du monde libre ouvrent une enquête et frêtent un sous-marin. Ils débarquent dans l'île à l'instant même où les rouges organisent le lâcher d'une bombe atomique en pays neutre, avec un appareil volé à l'armée américaine (un B-29). L'avion est abattu au décollage, la bombe explose et la base communiste est anéantie.

Ce qui veut dire :

a) qu'il y a un bon et un mauvais emploi des armes atomiques et que le monde libre a le monopole de ce bon emploi;

b) que les rouges se conduisent, dans les relations internationales, comme des gangsters de type classique; le public est prévenu : les communistes déclencheront la prochaine guerre en se camouflant en Américains;

c) que le gouvernement de Washington a les mains liées par la diplomatie, l'O.N.U. et les traités, et ne pourrait prévenir l'attaque sans provoquer un conflit mondial;

d) mais qu'il suffirait de quelques hommes de bonne volonté, organisés en commando apatriote, pour détruire les bases atomiques de l'U.R.S.S. sans engager la responsabilité directe des États-Unis. (Plusieurs Japonais participent à cette croisade : est-ce un hasard?)

R. B.



Destination Gobi, de Robert Wise.

Robert Wise est de ces hommes qui peuvent signer indifféremment des navets et des chefs-d'œuvre. On lui doit l'un des plus grands films de ces dernières années, *Nous avons gagné ce soir* (*The set up*), qu'il tourne en 1949. Ce qu'il fait ensuite est décevant : du mélo (*Secrets de femmes*), de la science-fiction (*Le jour où la terre s'arrêtera*), un récit de guerre soigné et sans surprises (*Les rats du désert*), un drame de l'après-guerre (*La maison sur la colline*). En 1954, il réalise à nouveau un bon film : *La tour des ambassadeurs*. Le cas n'est pas sans précédents. Wise fait penser à Richard Thorpe qui eut la carrière la plus commerciale de Hollywood, mêlant les *Tarzan* aux comédies de dernier ordre, et qui un jour, sans qu'on sache pourquoi, donna une œuvre saisissante, *La force des ténèbres* (1937).

Destination Gobi est à l'image de cette carrière inégale. Un début excellent : l'installation des camps de météo dans le désert de Gobi, au cours de la seconde guerre mondiale. Les observations, transmises en code, permettent de connaître avec deux jours d'avance les perturbations atmosphériques dans la zone du Pacifique. Les premières séquences ont la qualité d'un bon documentaire en couleurs. On retrouve la formule du petit groupe, cher à John Ford : un officier météo, plus technicien que militaire, passionné par ses recherches, un sous-officier courageux et désorienté, des hommes qui s'ennuient et qui luttent contre le vent et le sable.

Cernés par des chasseurs mongols, les Américains concluent un pacte d'alliance, dans des conditions assez pittoresques. L'épisode est, paraît-il, tout à fait authentique. Mais les aviateurs japonais repèrent la station, la détruisent, et les survivants entreprennent une longue marche dans le désert. Ils arrivent dans la zone côtière et tout à coup le style du film se modifie. Au document succède le western. Wise donne à la réalité de sérieux coups de pousse, les bons deviennent des supermen et l'œuvre s'achève dans le ton des comics. C'est dommage.

R. B.

Correspondance

A PROPOS DU MARÉCHAL BAZAINE

Nous avons reçu de Mme Marie Bazaine, petite-nièce du maréchal Bazaine, une longue lettre de protestation contre l'article de Henri Guillemain (« Bazaine nom collectif, ou la sécession des généraux ») publié dans nos numéros 109 et 110.

Nous ne saurions refuser à Marie Bazaine l'insertion qu'elle nous demande, encore que sa lettre, fort longue et dans laquelle nous avons dû pratiquer des coupures, n'apporte aucun fait nouveau sur les deux crimes de Bazaine : son jeu mensonger à l'égard de Mac-Mahon, en août 1870, et ses tractations, ensuite, avec l'ennemi.

Le but principal de Guillemain — ainsi que l'indiquait clairement le titre de son étude — était de rendre évidente la responsabilité totale des collaborateurs de Bazaine (les Canrobert, les Frossard, les Ladmirault, etc.) dans son entreprise de trahison. La lettre ci-dessous garde le silence sur ce point essentiel.

Monsieur le Directeur,

Petite-nièce du maréchal Bazaine — sa plus proche parente vivante, — j'ai trop d'estime pour votre revue pour laisser passer, sans rétablir certains faits dans leur vérité, l'article de M. Henri Guillemain « Bazaine, nom collectif de la Sécession des Généraux ».

Je me contenterai, ne pouvant discuter en quelques lignes toutes les affirmations sans preuves, les évidentes déformations des faits que contient cet article, d'en relever à l'usage de vos lecteurs quelques-unes des plus évidentes erreurs historiques :

Campagne du Mexique : le général Douay dans des lettres privées a en effet écrit les phrases citées par l'auteur. Il reste étonnant de le voir dire qu'elles « ne dépassent pas l'objectivité ».

Quand le salut des troupes a-t-il été compromis?

Pas un revers, pas un échec dans toutes les opérations dirigées par Bazaine. Pas une unité en péril, pas un canon, pas un convoi perdu dans le délicat repli des troupes sur Mexico ni ensuite dans la marche vers la côte pour l'embarquement.

« Les ignobles tripotages » : « Douay comme ceux qui utilisent ses calomnies seraient bien en peine de les prouver alors que le Maréchal perdit avec dignité et définitivement tous les avantages matériels qu'il pouvait escompter de son mariage. »

Dans *Souvenirs et impressions 1848-1871* le capitaine de Massa, aide

de camp de Bazaine écrit que Mme Bazaine ne rêve que de connaître la Cour des Tuileries et il confirme ainsi toute la correspondance privée du Maréchal sur leur désir commun de revenir en France.

« Le maréchal Bazaine, écrit de Massa, quoi qu'en aient dit ses détracteurs, fut à hauteur de la tâche ingrate qui lui incombait. » Tout ce qu'il dit sur Castelnau serait à citer et il conclut : « Je reste aussi persuadé de la bonne foi de ce Général, trompé par de fallacieux rapports (et là, il ne vise pas Bazaine) que de celle du Maréchal à exécuter les ordres du Souverain. »

Niox, Gaulot, Blanchot ont étudié la campagne du Mexique sur d'autres bases que les calomnies de Douay. Plus récemment, le comte Corti, *Maximilien et Charlotte du Mexique*, Plon 1927, a apporté un témoignage décisif. Il utilise, le premier, les *Archives personnelles de Maximilien*, ramenées en 1866 à Vienne. Il désire trouver des torts chez Bazaine pour disculper Maximilien mais, historien probe, il est forcé de reconnaître qu'en soldat loyal, Bazaine a voulu avant tout exécuter les ordres de Napoléon III. Il cite les conseillers perfides (dont certains français) qui envenimèrent les rapports entre Maximilien et le Maréchal. Il relève l'absurdité des ragots d'alors, selon lesquels Bazaine recherchait une couronne au Mexique. Enfin il montre le général Douay venant en juillet 1865 critiquer Bazaine auprès de Maximilien, lui demandant de le faire rappeler en France *afin que lui, Douay, soit nommé à sa place commandant en chef* : démarche inadmissible d'un subordonné auprès d'un Souverain étranger, démarche qui disqualifie l'homme et explique après son échec toutes les affirmations haineuses de 1866 et 1867. Démarche qui laisse, je pense, quelques doutes sur son objectivité.

Bazaine a certes souffert de ne pas recevoir à son retour les honneurs auxquels il avait droit. Pélicier en revenant de Crimée, plus tard Lyautey en revenant du Maroc ont connu ces mesquineries [...].

Guerre de 1870 :

Dès la nouvelle de Sadowa, Bazaine, alors au Mexique, l'a annoncée : « Il faut qu'ils soient bien forts pour avoir avalé si vite un aussi gros morceau. La France n'a pas à perdre un instant pour se mettre en état de défense et augmenter ses forces » (de Massa, page 218). Son commandement à Nancy lui a montré nos faiblesses et il sait qu'aucune ou presque des mesures qu'il a demandées n'a été prise. Il a eu connaissance du Plan établi en 1867 par Frossard sur ordre de l'Empereur. Il l'a annoté, et quand Frossard parle de notre supériorité numérique possible, Bazaine écrit en marge : « Quelle illusion ! » (Guerre de 1870-1871 — Section historique de l'Armée.)

Et en 1869, Bazaine, dans une lettre privée, écrit : « L'Empereur, se croyant plus prêt qu'il ne l'est réellement, peut prendre une décision subite, et il nous faudra encore une fois nous débrouiller. »

Il est alors parvenu au faite des honneurs, il est marié et heureux et il attend un quatrième enfant.

Prétendre que la guerre est pour lui une bénédiction, que les premières défaites sont une chance pour lui est une affirmation gratuite, sans preuves et insoutenable [...]

Forbach, page 974 :

« Bazaine ne peut souffrir Frossard », dit l'auteur.

Pourquoi? Quelle preuve en a-t-il?

« Il ne lui envoie ni un ordre, ni un homme. »

Pour en discuter, il ne suffit pas de citer incomplètement deux télégrammes. Il faut reprendre tous ceux de Frossard, les réponses de Bazaine, ses ordres mettant en mouvement trois de ses divisions, Metman, Montaudon, Castagny, les erreurs de ces généraux, l'attitude de Frossard ne quittant son Quartier Général qu'à 17 heures et ne dirigeant en rien la bataille engagée dès 11 heures [...].

Départ de Napoléon III (même page) :

« L'Empereur quitte Gravelotte au petit jour. Bazaine s'en réjouit ouvertement. »

Deux témoignages : celui de Ladmirault qui à cette heure-là était à Woippy à 20 kilomètres de Gravelotte et celui de du Barail qui était à Doncourt à 8 kilomètres de là. Aucun des deux n'a revu Bazaine avant le 17 août! Un troisième témoignage celui de d'Andlau dont le livre fut à la base de la campagne contre Bazaine. Ce témoin de moralité fut, on le sait, condamné plus tard, comme général et sénateur, à cinq ans de prison et dix ans de perte de droits civiques.

Sur ce qui est dit de Rezonville (page 978), il y aurait long à reprendre tant les faits essentiels sont négligés :

Dernière directive de Napoléon III à Bazaine quand il le quitta : « Avant tout ne compromettez pas l'armée. » (Voir Picard, *Guerre de 1870*.) Elle s'explique, Napoléon III espérant le concours autrichien et italien. (Le 17 août, il envoie le Prince Napoléon en mission dans ce but à Milan.)

D'où la décision prudente de Bazaine, sachant les 3^e et 4^e Corps très en retard, d'attendre d'avoir son armée rassemblée pour reprendre la marche. C'est conforme à la doctrine de l'époque et plus heureux que nombre des décisions des chefs antérieurs.

Nullité des généraux de Forton et Frossard qui laissent surprendre leurs troupes au bivouac, refusant d'écouter les renseignements des reconnaissances (voir général Devaureix, *Souvenirs*) et même les coups de fusils des grands-gardes!

Action de Bazaine rétablissant son centre enfoncé par le fléchissement du Corps Frossard, amorçant le mouvement débordant par la droite par ses ordres à Le Bœuf (3^e Corps) le prolongeant par le 4^e Corps (Ladmirault) et ce dernier faisant reculer ses troupes alors qu'il est vainqueur. « Il laisse échapper la victoire » (voir Picard déjà cité).

La victoire du 17 août?

Nombre d'auteurs d'après 1890 l'ont déclarée possible, voire certaine.

Jarras, chef d'état-major de Bazaine, si dur pour son ancien chef, écrit :

« Parmi les hommes les plus compétents, j'en ai rencontré très peu qui exprimaient une opinion formelle en faveur de la continuation de la

marche en direction de Verdun. Le sentiment de beaucoup le plus répandu était qu'il convenait *d'éviter une seconde bataille si c'était possible.* »

Il ajoute avec philosophie : « Il est vrai que tous ceux qui ont exprimé cette opinion ne l'ont pas maintenue plus tard (au procès). Les donneurs d'avis et de conseils quand les événements deviennent contraires à leurs prévisions blâment des décisions qui n'ont été prises qu'à leurs instigations, oubliant de bonne foi, *je veux bien le croire*, ce qu'ils avaient naguère préconisé. »

Jarras a vu cette immense débandade, dont on parle si rarement, d'unités de Corps Canrobert le soir de Rezonville.

« Une multitude d'hommes s'en vont de Rezonville vers Gravelotte. Le Maréchal ne peut avancer qu'en faisant ouvrir un passage par ses cavaliers d'escorte. Je n'avais jamais vu cela. » (Jarras. *Souvenirs.*)

Canrobert a vu plusieurs milliers d'hommes de son corps d'armée s'en aller vers Gravelotte. Deux escadrons qu'il demande au colonel de Montarby pour les arrêter n'y réussissent pas. (Déposition du général de Montarby au Conseil d'Enquête.) « Mon corps d'armée est par là », dit-il d'un geste vague à Bazaine qui l'interroge ensuite sur l'emplacement de ses divisions!

Témoignage de Montarby et souvenirs de Jarras ne sont jamais cités.

Reprendre l'offensive, continuer la marche le 17? Un critique militaire de poids, le général Bonnal a estimé que cela eût conduit à un désastre en rase campagne qui eût précédé celui de Sedan [...].

Je n'ai nulle intention de me laisser entraîner désormais dans une polémique quelconque. Un ouvrage, auquel mon frère, M. Georges Bazaine, a consacré sa vie, éclairera définitivement la figure du Maréchal, et les événements si complexes auxquels il a été mêlé.

Je dois dire à la décharge de tous les historiens de bonne foi, que cet ouvrage s'appuie sur une somme considérable de documents encore inédits qui bouleversent les données couramment acceptées sur l'évolution de la guerre de 70 et la capitulation, notamment en ce qui concerne le rôle de l'Impératrice.

Je vous demande, Monsieur le Directeur, de bien vouloir publier ces quelques rectifications, et je vous remercie à l'avance de votre courtoisie.

Veuillez croire, je vous prie, à l'assurance de ma parfaite considération.

Marie BAZAINE.

Le Gérant : Francis JEANSON.

Imprimerie CHANTENAY, Paris. — Septembre 1955

Dépôt légal 3^e trim. 1955